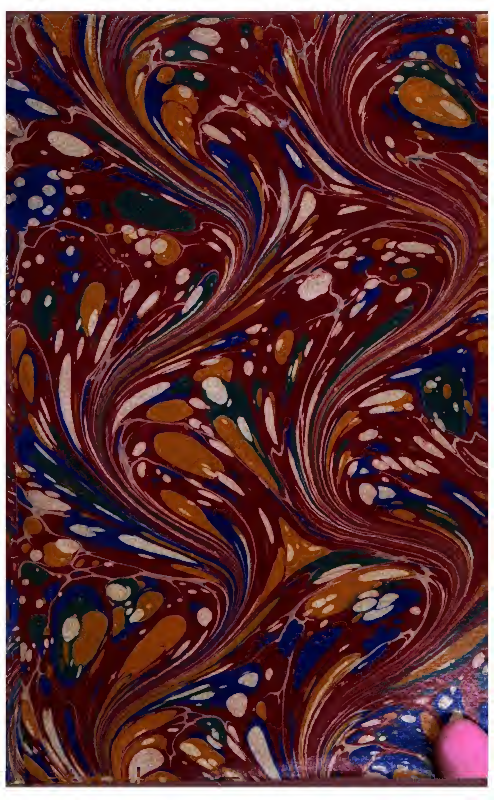

VITT. EMANUELE III


NAZIONALE
FONDO
DORIA
X
171
BIBLIOTECA
VITTORIO EM.
NAPOLI





DES ESPÉRANCES

DE L'ITALIE.

Paris. — Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56.

DES

ESPÉRANCES

DE L'ITALIE.

OUVRAGE TRADUIT DE L'ITALIEN, AVEC NOTES
ET PRÉFACE,

PAR P. S. LÉOPARDI.

Porro unum est necessarium
(LUC, X, 42.)

PARIS,
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
RUE JACOB, 56.

1844.



PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

Je n'étais encore qu'un enfant quand je compris que ma patrie, cette belle Italie, que ses nombreuses gloires, bien plus que les délices de son beau climat, ont rendue *enviable* à tous et partout, était tombée du faîte de sa gloire au fond de la misère; et je me fis dès lors un devoir sacré de concourir de toutes mes forces à la relever de son abaissement. Animé par cet orgueil confiant qu'inspire la jeunesse, je remerciais la Providence de m'avoir fait naître au milieu de la génération qui me paraissait appelée à accomplir l'œuvre de régénération. J'ai donc tout rêvé, tout espéré pour atteindre à ce but, et je me suis constamment tenu prêt à m'associer à tous ceux qui s'y achemineraient, peuples, rois, pontifes, n'importe; car, je peux le jurer devant Dieu, jamais je n'ai su concevoir le moindre sentiment de haine contre qui que ce soit, pas même contre ceux qui m'ont fait payer si cher mon dévouement à une cause sainte. J'étais heureux de pouvoir répéter dans mon âme ces paroles que je ne suis pas digne de prononcer : *Ignosce*, *pater*, *quia nesciunt quid faciunt.*

Mais l'inutilité de toutes les tentatives déjà faites, et l'expérience acquise par un long séjour à Paris, m'ame-

nèrent à sacrifier, l'un après l'autre, tous mes rêves, toutes mes espérances juvéniles à une idée que je regardais et que je regarde encore comme le rêve, l'espérance de l'âge mûr. C'était l'idée de cette CONFÉDÉRATION ITALIENNE qui a donné naissance à deux excellents ouvrages : *Del Primato morale e civile dell' Italia*, par M. Gioberti; *Delle Speranze d'Italia*, par M. Balbo.

Aussitôt je me mis à la caresser, à la répandre dans mes relations au dehors comme au dedans de la Péninsule. Je fis plus. Chargé, il y a presque quatre ans, d'écrire la préface d'une chronique qui devait être publiée dans l'*Archivio storico italiano*, à Florence, je saisis cette occasion pour tâcher de donner à mon idée chérie une publicité quelconque.

Cette préface n'ayant pas été imprimée, dans la crainte, peut-être, qu'elle n'attirât à l'*Archivio storico* le même sort qu'eut à subir l'*Antologia* (1), j'insistai pour qu'elle fût insérée dans quelque journal périodique; j'en envoyai, à cet effet, des copies dans d'autres villes de l'Italie; mais rien ne me réussit.

Je lui donne place aujourd'hui en tête de la traduction du présent ouvrage, non dans la sotte prétention de réclamer la priorité d'une pensée qui, depuis quelque temps, est devenue presque vulgaire, mais pour prouver à mes compatriotes la sincérité de mon adhésion aux vœux si savamment exprimés par les deux illustres écrivains qui ont pris la tâche de la développer, et dont je me déclare le disciple le plus reconnaissant.

(1) C'est ainsi que les censures et les polices, en ne permettant à aucune opinion, même la plus modérée, de se faire jour parmi le public, se font les auxiliaires les plus utiles des conspirateurs.

DE L'UNITÉ

NATIONALE

DE L'ITALIE.

L'une des questions les plus difficiles à résoudre que présente l'histoire d'Italie, c'est, à mon gré, celle-ci :

Comment se fait-il que l'Italie qui, possédant les deux grandes unités de l'empire romain et du catholicisme, était, sans contredit, la plus riche en moyens de centralisation, n'ait pas pu, au sortir du moyen âge, ressaisir son unité nationale ?

Je sais que plusieurs historiens fort distingués ont essayé d'y répondre, Machiavel entre autres ; mais la solution n'a pas encore été trouvée ; et c'est peut-être parce que le génie de ce grand homme la chercha là où elle n'était pas, que ceux qui vinrent après lui s'y trompèrent comme lui.

D'ailleurs, comme elle n'existe pas dans telle ou telle cause particulière, mais dans l'ensemble général des révolutions subies par l'Italie, c'est-à-dire, dans le développement de tous les éléments de sa civilisation et de celle des peuples qui l'ont reçue d'elle, il était presque impossible à qui que ce soit de résoudre cette question, avant que le flambeau de la critique, que Machiavel porta le premier dans l'étude de l'histoire, eût éclairci les ténèbres dont elle se trouvait enveloppée.

Je crois avoir en main le fil qui conduit à cette solution; mais, pour que chacun pût m'y suivre, force me serait d'exposer ici les *Tableaux historiques de la civilisation païenne et chrétienne*, auxquels j'ai consacré et je consacre tous mes loisirs. Un jour viendra peut-être où je pourrai soumettre ce travail au jugement du public. Pour le moment je ne ferai qu'énoncer quelques idées générales concernant cette importante question, à la solution de laquelle nous conduisent, mieux que les histoires, les chroniques des différentes époques.

La chronique de Cagnola est l'un des guides les plus sûrs.

Nous ne voulons pas dire que Cagnola ait eu la pensée d'expliquer la véritable cause qui empêchait l'Italie de ressaisir son unité nationale, à l'époque où presque tous les peuples, soumis autrefois à l'empire romain, s'acheminèrent plus ou moins vite vers ce grand but, qui est encore loin d'être atteint. C'est, au contraire, parce que notre chroniqueur ne s'en doutait pas et qu'il entendait l'histoire d'Italie ainsi qu'il était donné de l'entendre à un soldat du quinzième siècle, qu'il a pu nous laisser ce précieux document.

Il fait remonter sa chronique jusqu'à l'empereur Constantin, comme pour nous avertir que l'unité italienne, qui avait coûté aux Romains sept siècles de sanglants combats et trois siècles d'affreuse dictature, commença peu à peu à se briser, dès que le siége impérial fut transféré à Constantinople.

Il est à propos d'observer ici que l'empire romain ne fut, au bout du compte, que la dictature romaine devenue permanente quand le désordre était à Rome

devenu permanent ; ce qui dépendit principalement, exclusivement peut-être, de ce que le peuple romain ne sut pas trouver des institutions représentatives qui eussent pu constituer en nation, je ne dis pas tous les peuples qu'il avait subjugués, mais au moins ceux de la Péninsule : au lieu de cela il leur octroya les droits de bourgeoisie, ce qui ne pouvait qu'instituer l'anarchie.

Cela prouve jusqu'à l'évidence que l'habileté politique de Rome, qui l'emporta, sans le moindre doute, sur celle de toutes les cités du paganisme, avait trouvé le moyen d'amener la civilisation de plusieurs peuples au point où les vertus païennes pouvaient l'amener, de l'*agglomération* inclusivement jusqu'à une certaine *assimilation*; mais qu'elle fut impuissante à la pousser jusqu'à l'*association*, pour laquelle les vertus chrétiennes étaient nécessaires.

Maintenant, revenons à notre chroniqueur : il ne se plaint point de la translation du siége impérial à Constantinople : il se borne à nous nommer les empereurs qui régnèrent depuis Constantin, les chefs des barbares qui envahirent, à plusieurs reprises, l'Italie, et quelques-uns des généraux, des princes et des papes qui contribuèrent à les en chasser. Il ne dit pas un mot sur les transformations de toute sorte que l'Italie subissait à chacune de ces grandes crises.

Mais les chroniques ont cela de particulier, qu'elles instruisent également par ce qu'elles disent et par ce qu'elles ne disent pas. Seulement, pour bien les comprendre, il faut se rappeler certains faits historiques, souvent oubliés par cela même qu'ils sont les moins susceptibles d'être sérieusement contestés.

Huit cents ans après Constantin, au commencement du douzième siècle, tout ce que les grandes vicissitudes amenées par tant d'invasions laissaient encore debout en Italie de l'empire qui se mourait, allait disparaître:

I° Devant l'action croissante du catholicisme, qui avait été et sera toujours, quoi que certains papes aient pu faire, une protestation vivante contre toute usurpation des droits des peuples ;

II° Devant les anciennes libertés, non pas seulement municipales, mais républicaines, que la dictature de Rome n'avait pu anéantir, et qui se relevaient vigoureuses du milieu de leurs ruines;

III° Devant la royauté réorganisatrice, qui, pour n'avoir pu se faire jour dans la Péninsule tout entière, n'avait pas poussé moins ses racines partout où la semence en avait été répandue.

A coup sûr, une des plus belles gloires de l'Italie est de ne s'être pas laissé complétement dompter par les barbares.

C'est ainsi qu'elle a pu rattacher l'ancien monde au nouveau, et devancer tous les autres peuples dans cette longue et pénible lutte contre les obstacles jetés, par la dictature romaine d'abord, puis par la barbarie germanique, à travers le cours de la civilisation.

C'est ainsi qu'elle a pu renforcer les anciens éléments de civilisation, expérimentés insuffisants, à l'aide des éléments nouveaux que le Christ vint apporter à l'humanité défaillante.

C'est encore ainsi qu'elle a pu donner au monde l'incomparable spectacle de son immortelle littérature

au treizième siècle, et de sa suprématie dans les arts et dans les sciences au seizième.

En mettant de côté la partie qui tient à l'identité de la nature humaine, il ne serait pas difficile de démontrer que, de tout ce qu'on ne saurait méconnaître d'homogène dans les croyances, les mœurs, les institutions, les lois, les arts, les lettres, les sciences de tous les peuples de l'Europe et de ceux qui ont été éclairés par l'Europe, les trois quarts au moins sont dus à la puissance créatrice et propagatrice de Rome païenne et de Rome chrétienne.

Qui a produit ce grand mouvement du moyen âge, si ce ne sont les traditions vivaces de Rome républicaine et les constants travaux de Rome catholique?

Une seule des républiques italiennes du moyen âge, telle que Florence, fit plus d'efforts pour avancer la civilisation moderne, que tous les peuples réunis de l'autre côté des Alpes, à cette époque.

C'est donc, je le répète, une des plus belles gloires de l'Italie de ne s'être pas laissé complétement dompter par les barbares. Mais cette gloire lui a coûté cher, elle lui a coûté d'être restée divisée.

Quand l'empire romain, qui, tout excentrique qu'il était devenu, avait pu conserver au moins l'ombre de l'unité italienne, allait définitivement se retirer devant ses adversaires, il n'y avait, parmi ceux-ci, que la royauté qui eût pu se mettre à sa place. La royauté, repoussée d'abord par les forces qui restaient encore à cet empire mourant, fut ensuite brisée par les armes non viables en elles-mêmes d'un autre empire que Rome catholique essaya d'inaugurer, puis enfin, entravée par les vieilles libertés qui, dans la vigueur

d'une nouvelle jeunesse, faisaient échouer toute tentative d'agglomération nouvelle.

La royauté succomba, et l'Italie demeura telle que notre chroniqueur s'efforce de nous la peindre, avec des couleurs très-pâles au commencement, pâles ensuite, assez vives quand il arrive aux faits qui lui ont été racontés par des témoins contemporains, et très-vives, sinon tout à fait vraies, lorsqu'il raconte lui-même ce qui s'est passé sous ses yeux.

L'Italie était, ainsi que le Dante nous l'a dit :

« Nave senza nocchiero in gran tempesta. »

Et pis encore; car tout pilote était devenu impossible.

D'où pouvait-elle l'attendre?

Non certes du dehors, après l'expulsion, providentiellement nécessaire, des Goths et des Lombards.

Notre chroniqueur ne daigne même pas s'arrêter un instant sur les tentatives faites par les empereurs allemands, qui pourtant prétendaient succéder aux empereurs romains, et que la cour de Rome avait mis en possession de plus d'un tiers de la Péninsule. Tant il lui paraît naturel qu'ils n'aient pas eu la moindre chance de réussite, même pendant le séjour des papes à Avignon.

Or, si la ligue de quelques villes lombardes, si parfois seulement une ville italienne de troisième ordre, telle qu'Ancône, suffisait à déjouer les plans de ces puissants empereurs qui disposaient déjà de plus d'un tiers de la Péninsule, en même temps qu'ils étaient favorisés dans les deux autres tiers par le parti gibelin, d'où serait venue de l'autre côté des Alpes une force capable de réunir l'Italie ?

Reste donc à voir si cette force pouvait se trouver dans son sein.

Pour tous ceux qui comprennent tant soit peu la nature de cette force, le plus grand foyer qui pût s'en former en Italie au commencement du douzième siècle, fut, sans doute, la monarchie normande, qui, dans sa jeunesse, parvint à réunir les Deux-Siciles et la Marche d'Ascoli, et put, à elle seule, tenir tête, en même temps, à l'empereur d'Orient, à celui d'Allemagne et au pontife romain, tous les trois coalisés contre elle.

De plus, le fondateur de cette monarchie avait osé s'intituler : *Roi d'Italie.*

Pourquoi donc cette jeune monarchie tourna-t-elle ses armes victorieuses vers la conquête de provinces d'outre-mer plutôt que de les employer à s'étendre sur le continent ?

Parce que les papes l'en empêchèrent : telle est la réponse que j'entends faire de toutes parts.

Certes les premiers à s'y opposer eussent été les papes, si elle l'avait tenté ; et cela par la simple raison que le territoire de l'Église était géographiquement le premier qui aurait eu à souffrir de son agrandissement. Mais qu'était à cette époque le territoire de l'Église ? Les papes étaient-ils alors véritablement maîtres de ce qu'on appelle aujourd'hui l'État ecclésiastique ? N'étaient-ils pas eux-mêmes en guerre continuelle pour l'arracher à tant de petits tyrans, qui pour leur propre compte auraient opposé la résistance la plus acharnée aux rois normands ?

Mais supposons que ceux-ci se fussent emparés de Rome. Croit-on qu'ils eussent pu y faire renaître toute

cette prodigieuse force militaire, à l'aide de laquelle les Romains étaient parvenus à subjuguer l'Italie au bout de cinq siècles?

Car il ne faut pas s'y tromper, au fur et à mesure que l'empire romain se retirait, l'Italie redevenait, sous des formes différentes, ce qu'elle avait été avant d'avoir été conquise par la République romaine; et, peut-être, cette fois-ci sa conquête eût-elle été même plus difficile. A chaque pas on y rencontrait une ville; et chaque ville, habitée non pas par un petit nombre de maîtres et une foule d'esclaves, mais par des citoyens tous également intéressés, tous également prêts à donner leur vie pour sa défense, était une place de guerre capable d'arrêter, de ruiner une armée. Comment les rois normands se seraient-ils seulement approchés des villes toscanes? des villes des légations? des villes lombardes? si un petit nombre de ces dernières suffit plus tard pour arrêter les progrès de leurs successeurs, qui réunissaient à la force de la monarchie sicilienne celle encore plus grande de l'empire d'Allemagne? Qu'auraient-ils pu faire contre les républiques de Florence, de Gênes et de Venise, qui, tout impuissantes qu'elles étaient elles-mêmes, pour s'agrandir sur le continent, possédaient des moyens inépuisables pour leur défense intérieure et pour des conquêtes éloignées?

Non : si les rois normands n'ont pas essayé de réunir l'Italie, ce n'est pas absolument parce que les papes les en ont empêchés, c'est parce que l'Italie était telle, que la pensée seule de le tenter eût été une folie.

C'est pour cela que notre chroniqueur ne prend aucun soin de nous entretenir de l'origine de cette



monarchie ; et quand il en parle dans la suite, il nous la montre dans un tel état de faiblesse, que, bien loin de pouvoir songer à s'étendre, c'est avec beaucoup de peine, et seulement par le secours de ces mêmes forces qu'il lui aurait fallu renverser, qu'elle pouvait venir à bout de contenir, tantôt l'un, tantôt l'autre des hauts barons qui possédaient les trois cinquièmes de son territoire.

Or, si la monarchie sicilienne n'eut jamais la moindre chance d'atteindre ce but, quelle autre puissance intérieure aurait pu l'avoir?

Serait-ce la papauté? Mais le pouvoir temporel des papes, toujours privés de la force des armes, ainsi que de l'énergie de la jeunesse, ne franchissait d'ordinaire que très-faiblement les murs de Rome, s'abritait souvent derrière les remparts du château Saint-Ange, et parfois disparaissait tout à fait.

Serait-ce la république de Florence? Par son industrie et par son commerce, elle avait subjugué l'Europe, et ne put jamais, par ses armes, subjuguer d'une manière stable une seule de tant de petites républiques qui l'entouraient.

Serait-ce celle de Gênes? Ses flottes parcouraient hardiment les mers; mais elle ne porta jamais son regard au delà de ses montagnes, si ce n'est pour y chercher un drapeau qui pût la mettre à l'abri des attaques des siens.

Serait-ce la république de Venise? Maîtresse des mers, elle put arrêter à l'isthme de Corinthe les triomphes des Turcs, et forcer en même temps Trieste en dépit de l'empereur d'Allemagne, mais elle ne put jamais franchir l'Adda.

Serait-ce Milan? Mais ses ducs, malgré l'éclat de quelques-uns d'entre eux, contraints toujours d'opter entre la souveraineté du peuple et la suzeraineté de l'Empire, ne cessèrent jamais de se débattre sous les coups, tantôt de l'un, tantôt de l'autre.

Non : l'Italie n'avait pas dans son sein une force capable de la réunir; et, si quelques historiens ont dit le contraire, ne les croyez pas. Ajoutez foi plutôt aux chroniqueurs qui n'aimaient pas à faire de belles phrases, et peignaient l'Italie telle qu'elle était.

Il est vrai que notre chroniqueur, lui aussi, parle d'un rêve de ce genre qu'on attribua une fois aux Vénitiens, une autre fois au duc de Milan; mais, d'après ce qu'il en dit, ce n'était qu'un épouvantail mis en avant pour susciter plus d'ennemis au duc et aux Vénitiens.

Du reste, il suffit de lire sa chronique pour se convaincre qu'aucun des différents centres de pouvoir, parvenus à se former en Italie, ne pouvait même concevoir la pensée d'absorber tous les autres.

Bien loin de là, en y réfléchissant avec plus d'attention, on s'aperçoit que ces divers centres ne possédaient aucune force de cette espèce, qui fût vraiment à eux. Elle était tout entière dans les mains des Condottieri. Libres comme ils l'étaient de quitter la solde d'un État pour accepter celle d'un autre, on les voyait, dans la même année, prendre une ville pour un État, et la reprendre pour un autre, souvent aussi pour leur propre compte, et quelquefois rien que pour la livrer au pillage de leurs soldats; ce qui s'appelait : *Récréer l'armée.*

Je suis plus que persuadé que, si nous autres Ita-

liens, nous voulions considérer les maux qui affligent notre patrie d'un œil un peu moins dédaigneux, la chronique de Cagnola suffirait, à elle seule, pour nous faire revenir de cette erreur où nous avons vécu depuis si longtemps, sur la cause qui a empêché l'Italie de se reconstituer en nation.

Ainsi, au lieu de jeter des cris impuissants contre les papes et les rois, et de regretter la chute des républiques de Florence, de Gênes et de Venise, nous nous réjouirions plutôt de voir les véritables causes de ces maux presque disparues par l'existence d'un royaume des Deux-Siciles, d'un État de l'Église, d'un grand-duché de Toscane, d'un royaume Sarde, et même d'un royaume Lombardo-Vénitien, qui n'appartiendra pas toujours à l'Autriche.

Et maintenant qu'UNE ITALIE est devenue, non-seulement possible, mais facile, nous attendrions, avec cette longanimité qui sied si bien aux Allemands, que les princes d'Italie veuillent enfin, dans l'intérêt des peuples tout aussi bien que dans celui de leur propre dignité (pour ne rien dire de leur sécurité), s'occuper sérieusement d'une CONFÉDÉRATION ITALIENNE.

C'est, à notre avis, pour l'Italie, la seule réorganisation politique qui serait en harmonie avec son passé, son présent et son avenir, celle par conséquent que l'on devrait préférer même à la plus désirée (1).

P. LÉOPARDI.

(1) Bien entendu, pourtant, que la confédération fût de nature à reconstituer sur des bases solides l'unité nationale des différents peuples de la Péninsule, et que l'on n'eñ fît pas dépendre la réa-

lisation d'un remaniement général de l'Europe plus ou moins problématique.

Nous croyons avec l'auteur de ce livre que la chute de l'empire ottoman est inévitable, mais nous ne saurions, au moins d'une manière aussi absolue qu'il paraît le faire, y rattacher l'avenir tout entier de notre patrie.

Il peut bien arriver que Constantinople, qui jadis eut une si large part à la dissolution de l'unité nationale de l'Italie, contribue un jour à sa recomposition; mais les maux qui l'affligent actuellement demandent des remèdes bien plus prompts.

La jalousie réciproque des cabinets européens, qui forme aujourd'hui (si honteusement pour la chrétienté) l'unique support de la Sublime-Porte, ne sera probablement vaincue que quand des événements nouveaux enhardiront la Russie à donner son coup de grâce, ou quand la crainte, mais la crainte fondée de perdre les rives du Pô, forcera l'Autriche à penser au Danube. TRAD.

A

VINCENZO GIOBERTI.

Il y a peu d'années, j'ai écrit sur l'histoire d'Italie et sur les enseignements pratiques à en tirer, un livre que je me réservais de revoir et de publier en d'autres temps. — Mais aujourd'hui, monsieur et ami, que vous venez de traiter presque le même sujet dans votre livre de la Suprématie, mon livre devient inutile en plusieurs de ses parties. A quoi bon redire moins bien des choses dites admirablement par vous et sur lesquelles nous sommes d'accord? A quoi bon, pour le petit nombre de celles où nous différons, rétablir péniblement ces fondements des droits et des devoirs publics italiens que vous avez établis d'une manière invincible à mon avis? A quoi bon recommencer toujours, en reniant ses prédécesseurs, pour se proclamer seul chef d'école, comme font quelques-uns au grand préjudice des sciences, et ce qui est pis, des choses pratiques les plus importantes? — Il valait mieux que j'édifiasse sur votre construction, que j'acceptasse de vous ce qui me paraissait justement sanctionné par votre éloquence et votre autorité, et que je partisse de là pour aller plus loin s'il m'était possible.

C'est ce que j'ai essayé de faire. Non en reprenant et en retaillant mon livre, aujourd'hui suranné, mais en en faisant un nouveau; ce qui m'a paru une tâche moins in-

grate ; non pas, du reste, en me référant sans cesse à vous, forme polémique peu agréable aux lecteurs, par l'obligation qu'elle leur impose de fixer leur attention sur deux livres à la fois, mais en écrivant un livre qui puisse exister par lui-même, et soit plutôt une synthèse de ses idées qu'une analyse de celles d'autrui.

De toute manière vous êtes l'occasion de ce livre et il vous doit son origine ; je l'ai commencé avec ardeur aussitôt après avoir eu quatre ou cinq jours étudié, annoté et, comme on dit, dévoré le vôtre ; je l'ai commencé en reconnaissant et en avouant que telle était son origine. Le voilà terminé ; et comme j'espère ne pas vous avoir offensé en différant de manière de voir avec vous que j'estime, que je respecte et que j'aime personnellement, l'admiration que je professe pour vos écrits en général m'a fait penser à vous dédier celui-ci, comme un témoignage de mes intentions et de mes espérances.

Novembre 1843.

CESARE BALBO.

CE QUI A MOTIVÉ

CET ÉCRIT.

§ I. Comme le savent désormais tous les Italiens éclairés et beaucoup d'étrangers, M. Gioberti est un des premiers philosophes de la chrétienté. Après s'être fait connaître et admirer tout ensemble pour sa *Théorie du surnaturel*, doué de cette fécondité qui est à la fois la manifestation et la preuve du grand écrivain, il a publié plusieurs autres ouvrages de la plus haute valeur. Philosophe catholique, il est à coup sûr un des maîtres (que d'autres décident de son rang) dans cette école italienne qui se distingue des autres par une catholicité, une théologie plus exacte, peut-être même la seule exacte. — Mais mon but n'est point philosophique. M. Gioberti, demeurant à l'étranger, devait à cette situation une liberté d'écrire qui n'existe pas dans la péninsule italienne; et M. Gioberti n'était pas homme à n'en pas profiter. Italien du fond du cœur, et, s'il est permis de le dire, poussant parfois à l'excès le sentiment patriotique, il mêla à toutes ses

spéculations philosophiques nombre de considérations relatives à l'histoire, comme aussi à la politique pratique de l'Italie. Abandonnant enfin, non l'esprit, mais la forme philosophique, et faisant de ce qui était un accessoire dans ses autres écrits le but principal d'un nouvel ouvrage, il vient de publier deux volumes d'une grande importance, ayant pour titre : *de la Suprématie morale et civile de l'Italie*.

§ II. Ce titre est extrêmement vague. De quelle suprématie l'auteur veut-il parler? de celle qui appartint à l'Italie à deux époques différentes, dans la période romaine d'abord, puis au moyen âge, du XIe au XVIe. siècle? Mais c'est chose sue et reconnue par tous les hommes doués de quelque instruction, et un pareil sujet, séparé de la narration historique et réduit à fournir la matière d'un discours, n'eût pas été digne d'un écrivain aussi puissant. — S'agirait-il de revendiquer une suprématie actuelle? Mais ce serait là une illusion, si contraire, malheureusement, à ce qui existe, qu'il n'est point de patriotisme, quelque aveugle qu'il soit, qui puisse en être flatté. L'incontestable sincérité de l'auteur permet donc moins encore d'admettre que tel ait été son but. — Ainsi, à commencer du titre, le lecteur conçoit d'abord la pensée que la suprématie mise en avant par un écrivain de cet ordre

est plutôt une suprématie future, en idée, en espérance, à ressaisir par l'œuvre de ceux qui tiennent dans leurs mains les destins de la patrie; telle me paraît être en effet la suprématie que l'auteur a eue en vue dans la plus grande partie de son ouvrage(*).

§ III. Et voilà ce qui distingue l'auteur de cette foule d'écrivains qui ne font que bercer l'Italie comme un malade qu'on veut endormir, à force de confondre le passé, le présent et l'avenir. Ils lui parlent de son passé, de ses deux époques de suprématie réelle, avouée, à la manière d'esclaves flatteurs s'adressant à de nobles maîtres dégénérés, et leur vantant la gloire antique comme actuelle, les grands exploits de leurs aïeux comme un privilége pour les dispenser de l'action, la noblesse comme un héritage de vertus et non d'exemples. Non contents des mérites véritables, ils en inventent de faux, soit que dans leur abjection ils ne comprennent pas les premiers, soit qu'ils espèrent qu'on leur saura plus gré des autres. C'est ainsi qu'ils s'en vont déterrant chaque jour je ne sais quelles gloires inconnues, quels grands hommes obscurs, quels germes contestables des découvertes étrangères, pour en faire présent à l'Italie qui, maîtresse absolue du

(1) M. Gioberti vient de publier un nouveau volume, *du Bien*, où il dit, en parlant *de la Suprématie*: « Ce livre-là est un ouvrage destiné à mettre à nu les plaies de ma malheureuse patrie et à indiquer les remèdes. » P. LXXXV.

monde occidental, sut recueillir dans son sein les plus grandes civilisations de l'antiquité et en conserver les débris; à l'Italie qui, centre prédestiné de la religion chrétienne, sut ordonner d'abord, puis renouveler la discipline ecclésiastique, faire renaître et prospérer les communes, les arts, les lettres et les sciences; à l'Italie qui découvrit l'Asie orientale et l'Amérique; à l'Italie enfin qui, sans compter de plus anciens, fut mère de Grégoire VII, de Marco-Polo, de Dante, de Raphaël, de Michel-Ange, de Colomb, de Galilée et de Volta. — C'est bien pis encore quand ils s'avisent de toucher au présent. Alors les flatteurs se donnent carrière. Ils consolent, ils encouragent, mais c'est l'oisiveté, c'est le vice, c'est le bienheureux *far niente*, c'est le mal qui se fait. Ne sommes-nous pas heureux, actifs, glorieux autant que toute autre nation? Où voit-on des champs mieux cultivés, des villes plus florissantes, des populations plus éclairées ou plus morales? Quelles brises (car ils tirent vanite même du climat), quelle température, quel ciel, quel paradis! Que d'admirables ouvrages paraissent, et combien de grands hommes, d'hommes utiles, immortels! Il n'y a donc qu'à leur rendre grâce et à les bénir en premier de s'être rendus immortels; mais il faut en rendre grâce aussi au prince, aux Mécènes, à l'excellent peuple, au pays, à tout le monde.

Cela est évident, il n'y a rien à faire, rien à refaire ou à changer, rien qu'à vivre en joie. — Il est évident surtout qu'il n'y a rien à faire pour l'avenir. Le mieux est même de n'en pas parler, de ne pas souffler, de ne pas le nommer. Quiconque en parle, quiconque y plonge son regard, quiconque en espère ou en craint quelque chose, ou en prend souci seulement, est un homme inquiet, dangereux, à persécuter, affublé des noms détestables de progressiste, libéral, révolutionnaire et républicain.

§ IV. Il n'est pas besoin de dire à ceux qui connaissent M. Gioberti ou qui ont lu quelques-uns de ses ouvrages, que c'est un écrivain d'une tout autre catégorie que ceux auxquels je viens de faire allusion. Je ne rechercherai pas s'il distingue toujours avec assez de précision le passé, le présent et l'avenir de l'Italie ; si, en traitant un sujet aussi glissant, il évite toujours d'exagérer la louange ; s'il sait la tempérer par le contraste vigoureux du blâme ; si, homme énergique autant que personne, il s'arme toujours de cette mâle sévérité qu'il loue avec justice dans Alfiéri et Dante. Quand M. Gioberti serait tombé dans quelques-uns de ces défauts et dans d'autres encore, ils ne seraient rien en comparaison de ce qui a droit à l'éloge. Et je ne parle pas du mérite littéraire, d'un style facile et pur de toute pédanterie, d'une éloquence admirable, de

la science non plus ; son grand mérite est d'avoir parlé de l'avenir de la patrie dont on parle tant en d'autres pays, dont on se tait depuis si longtemps dans le nôtre, d'en avoir parlé le premier ouvertement, largement et avec une extrême modération. Aussi, contrairement peut-être à l'attente de certains moqueurs, il en a parlé lui, philosophe, d'une manière beaucoup plus pratique que n'ont fait le peu d'historiens ou d'hommes pratiques qui ont jusqu'ici touché timidement ce sujet périlleux. C'est ce qui fait de son ouvrage plus qu'un livre, une action ; et une action qui ne peut que profiter à la patrie. La discussion est ouverte désormais. Les autres suivront, critiquant, corrigeant, rognant, amplifiant. Le thème aura toujours été proposé par lui ; les débats ne feront qu'ajouter au mérite, au bienfait de celui qui l'a traité d'abord et de manière à le graver dans l'esprit et dans le cœur de tous.

§ V. Je ne suis qu'un de ceux, et ils seront nombreux s'il plaît à Dieu, qui voudront marcher sur les traces de M. Gioberti. Si je le fais, c'est que, d'accord avec lui dans les pensées, pour la très-grande partie, j'en diffère néanmoins, ou il me semble en différer, sur plusieurs points, qui sont ou me paraissent importants pour notre patrie commune. Si la gravité du sujet pouvait ici laisser place aux vanités littéraires, je ne voudrais courir ni le

danger d'être comparé avec un écrivain si supérieur, ni celui de l'avoir pour contradicteur. Mais je compte sur la forme et sur le peu d'étendue de cet écrit pour échapper au parallèle, et, quant à la contradiction, elle devient un honneur lorsqu'elle émane d'un grand écrivain. — Au surplus, mon intention étant de discuter les opinions généralement répandues dans notre pays, plus encore que celles particulières à M. Gioberti ou à tout autre, si je fais plutôt mention de lui, c'est qu'il est à mes yeux d'un plus grand poids ; mais je ne prononcerai son nom ni lorsque notre manière de penser sera la même, ni lorsqu'elle sera différente. Je prie donc le lecteur de ne lui appliquer aucune de mes critiques lorsqu'il ne sera pas nommé, car mon intention n'a pas été de les lui adresser : je ne le ferais, en pareil cas, qu'avec des réserves et des explications qui ne peuvent trouver place dans un écrit aussi bref.

§ VI. Il n'est point de patrie qui, plus que la nôtre, soit aimée de ses enfants. Mais, soit faute de pouvoir débattre fréquemment et facilement ses intérêts, soit faute de pouvoir nous entendre, il n'en est peut-être pas qui en soit aimée plus diversement. Là est notre grand malheur. Ne perdons pas du moins le temps à discuter sur des noms, sur des intérêts privés ou nous concernant person-

nellement. Du reste, toute protestation d'avoir écrit avec liberté, mais avec modération, d'avoir cherché le bien de la patrie, mais non le mal d'autrui, pas même celui de ses adversaires, serait chose inutile pour ceux qui ne me liront pas, et je ne suis pas sans espoir que la précaution paraîtra plus inutile encore à ceux qui m'auront lu avec des intentions conformes aux miennes.

DES ESPÉRANCES
DE L'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

L'ORGANISATION POLITIQUE ACTUELLE DE L'ITALIE N'EST PAS BONNE.

1. Je pars du fait que l'Italie n'est pas bien organisée politiquement, puisqu'elle ne jouit pas tout entière de la première et de la plus essentielle des conditions de l'ordre politique, de celle qui, fût-elle seule, procure tous les autres avantages nécessaires, de celle sans laquelle tous les autres biens sont nuls ou se perdent, de l'indépendance nationale. Que si parmi mes lecteurs il devait s'en trouver un à qui la finesse de son esprit, l'extrême habitude de distinguer entre les choses, ou tout autre motif plus ou moins sincère, donnât la persuasion que l'Italie jouit de cette indépendance politique, ou que, sans l'avoir, elle peut être et se dire bien organisée, autant vaut qu'il s'arrête ici. Cet écrit s'appuie tout entier sur l'incontestabilité et sur l'importance de ce fait; il ne s'adresse qu'à ceux qui, prenant le mot d'indépendance dans son acception

commune, admise au dedans et au dehors, croient qu'une grande partie de l'Italie en est privée, et qu'une nation dont une grande partie en est privée n'est pas et ne peut se dire bien organisée politiquement.

2. Continuant donc à m'adresser à ceux-ci, je ferai observer surabondamment que la dépendance de l'étranger pesant sur une province, non-seulement enlève à l'organisation de cette province toute bonté, toute dignité, mais qu'elle altère, qu'elle fait perdre de leur bonté et de leur dignité aux institutions des autres provinces; qu'elle ne laisse pas indépendants même les États vraiment italiens. Il serait facile d'en fournir des exemples, et en grand nombre; mais ils pourraient déplaire et susciter des haines. Je m'en rapporte, au surplus, à tous les Italiens, à ceux principalement qui sont les mieux informés, à ceux qui sont le plus avant dans les secrets et dans les affaires de nos gouvernements. Aucun d'eux ne niera que dans ses projets, dans ses actes, souvent dans les maximes, parfois dans les moindres mesures administratives, ne se fasse sentir d'une manière gênante, ou plus gênante du moins que toute autre puissance étrangère, celle qui tient sous sa domination une province italienne. Je ne parle pas des formes et encore moins des traités, qui, je le sais, reconnaissent notre indépendance comme absolue. Mais n'est-il pas d'autres traités infirmant ceux-là? Et quand il n'en existerait point, n'est-ce pas un fait, n'est-ce pas le résultat habituel, impérieux, inévitable des discussions entre le plus fort et le plus faible? Mais loin de me contredire, je suis plutôt porté à croire que ces hommes de gouvernement souriront et peut-être même m'en voudront

de me voir mettre en question ce qui leur est un obstacle incessant, en même temps qu'une excuse journalière et non petite; ne point tenir compte de cette circonstance qui implique absolution pour ce qu'ils ne font pas, éloge pour ce qu'ils parviennent à faire, et l'injustice de quiconque les juge sans avoir égard à cette condition, Dans tous les pays, dans tous les temps, les gouvernés ont parlé des gouvernants et les ont jugés. Il en est ainsi plus que jamais aujourd'hui qu'on en parle et qu'ou les juge publiquement dans plusieurs pays; mais on en parle et on les juge beaucoup plus mal dans les pays où il n'y a pas de publicité. S'il y avait une tribune en Italie, le premier qui y monterait y viendrait probablement accuser nos gouvernements; mais le second invoquerait pour leur excuse la dépendance au milieu de laquelle ils vivent. Or, j'ai assez foi dans le bon sens italien pour croire qu'une telle excuse serait admise en général, et qu'on ne débattrait plus que le point de savoir si elle suffit pour chaque cas particulier. Tant qu'il n'y a pas de discussion publique, il est naturel que l'on dépasse de beaucoup les bornes de la critique; naturel, dis-je, pour le vulgaire, mais nou pour ceux qui, informés, même médiocrement, veulent être justes. Ceux-là ne sont jamais excusables de ne point admettre, de ne pas rechercher eux-mêmes ce qui peut excuser les autres.

3. Je ne veux pas entrer dans la triste et trop lonque énumération des entraves mises à notre commerce, à notre industrie, à nos arts, à notre littérature, à toutes les activités même privées, entraves provenant de la dépendance directe d'une grande province, et

de celle qui pèse indirectement sur les autres États de l'Italie. Il n'y a pas de tâche pire que celle de vouloir expliquer à qui ne veut pas comprendre, ou à qui comprend et ne veut convenir de rien. Celui qui veut être sincère sait fort bien que chez les nations, comme chez les hommes, il n'est pas d'ordinaire d'activité complète sans une entière indépendance. — Je ne citerai qu'un exemple des inconvénients de la dépendance. Le pape est pape et sera pape non-seulement tant que durera la prépondérance autrichienne actuelle, mais encore quand elle s'accroîtrait et deviendrait une usurpation universelle, comme celle de Napoléon et de quelques empereurs du moyen âge ; mais tant que dure cette prépondérance, tant que le pape, en tant que prince italien, est sous la dépendance de l'Autriche plus que sous celle de la France, de l'Espagne, du Portugal, de la Bavière, grandes puissances catholiques, et plus que sous celle de l'Angleterre, de la Prusse ou d'autres puissances non catholiques, il n'est pas douteux que le pape ne peut agir à ce titre aussi bien qu'il le ferait, s'il était en réalité, comme de nom, souverain entièrement indépendant. Il n'est pas douteux qu'il ne peut agir en tant que chef spirituel effectif de la catholicité, chef en espérance de la chrétienté entière, aussi heureusement qu'il le ferait si tout gouvernement, catholique ou non, était convaincu de l'entière indépendance, de l'impartialité probable d'un tel chef. Dans tous les cas, à coup sûr, quels que soient les décrets de la Providence, tout bon catholique tient le pape pour pape ; il ne saurait être question de cela. Mais on peut se demander : Combien de bons catholiques y aura-t-il dans tel ou

tel cas? Or, si je pose cette question : Le nombre des catholiques serait-il plus grand dans le cas où le pape serait considéré comme indépendant, ou dans celui où il passerait pour dépendant? la solution ne peut être douteuse. Chacun répondra : Il y en aura plus certainement si l'indépendance du pape est reconnue de tous.

Mais j'ai honte de m'arrêter à de pareilles généralités, d'avoir fait un chapitre, bien que fort court, sur une proposition si évidente et sur laquelle tout le monde est d'accord. Et je ne dis pas cela seulement des gouvernés, qui critiquent à tort ou à raison, et des gouvernants, critiqués, justement ou non, dans les États italiens; mais je le dis aussi des étrangers, et parmi ceux-ci, de nos dominateurs eux-mêmes chez lesquels cette opinion est partagée par tous ceux qui ont quelque bonne foi et quelque jugement; et, les plus haut placés, là comme ici, en sont les plus convaincus. Ces personnages de haut rang, ces hommes d'État de l'empire autrichien sont dans la même condition que les hommes d'État de France et d'Angleterre qui, du haut de leur tribune, déclarent journellement qu'ils s'occupent avant tout des intérêts nationaux, et prouvent en même temps qu'ils entendent fort bien aussi ceux des autres nations, quand ils excusent ou approuvent celles qui songent à assurer les leurs propres. Les hommes d'État autrichiens professent les mêmes principes, et puisqu'ils n'ont pas de tribune pour s'en expliquer publiquement, ils le font en particulier, comme ils peuvent. Ils voient aussi bien que tout autre, mieux peut-être, que l'organisation de la péninsule italienne n'est pas bonne. Mais,

fonctionnaires de l'État autrichien, ils remplissent avant tout leur devoir envers l'Autriche en cherchant à maintenir la grandeur et la puissance autrichienne. Et, soyons justes si nous voulons être utiles, ils ont raison. On peut discuter sur la manière d'accomplir un tel devoir, on ne saurait mettre en question si c'en est un pour eux. Mais, en somme, eux-mêmes, d'après leur manière de voir, ils tombent d'accord sur cette proposition trop débattue désormais, que l'organisation politique de l'Italie n'est pas bonne pour l'Italie.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE QUATRE ORGANISATIONS ESPÉRÉES, — ET D'ABORD DU ROYAUME D'ITALIE.

1. Il semblerait donc que la première chose à faire serait de chercher comment détruire le vice manifeste de l'ordre de choses présent. Mais nous n'entendons pas procéder à la manière des démolisseurs de tous les temps qui, s'irritant contre toute mauvaise organisation, ne pensent qu'à la renverser, sans avoir songé d'abord à l'ordre nouveau qu'ils auront à mettre à sa place. La maxime villageoise, de ne pas mettre la charrue avant les bœufs, est bonne à suivre, surtout en politique. Il convient donc de se fixer sur l'ordre nouveau à établir avant d'abandonner l'ancien, sur le but à atteindre avant de choisir la route.

2. Mais laissons de côté des idées, des plans, des espérances : le prince de Machiavel, le pape des Guelfes, l'empereur des Gibelins et la monarchie de Dante. Tout cela n'a guère été que des chimères qui désormais ont fait tout leur temps. S'il faut encore s'occuper de rêves, parlons au moins de ceux de nos jours ; ne remontons pas au delà de 1814, la matière nous suffira dans cette limite, peut-être même sera-

t-elle trop abondante. — Je croirais volontiers que le premier rêve fait vers cette époque, et le plus fréquemment reproduit, a été celui d'une monarchie embrassant toute la Péninsule, d'un *Royaume d'Italie.* Le nom et l'idée étaient en rapport avec les circonstances au milieu desquelles nous avions été élevés. L'homme le plus puissant de notre siècle (et de bien d'autres) avait aussi caressé la grande chimère de la monarchie universelle, et fait le rêve plus modeste du royaume d'Italie. Celui-ci fut même nommé, commença à être réalisé. Il y eut un royaume d'Italie s'étendant des Alpes aux Abruzzes et comprenant presque toute la péninsule orientale. — Pourquoi lui donner pareille forme, si forme il y a, longitudinale, longue et étroite? Je pense que personne ne saurait le dire, même après avoir lu les Mémoires de Sainte-Hélène. Ce que Napoléon en dit lui-même est une solennelle imposture. Supposer qu'il fallait tailler l'Italie en long et non en large, et la diviser pour la façonner à l'unité ou à je ne sais quoi, ce sont là des sophismes que pouvait seul concevoir celui qui, accoutumé à tyranniser par ses œuvres, espérait tyranniser encore par ses écrits; ne songeant pas que si la force sert au premier cas, il n'y a que la raison qui profite au dernier. Je crois que si Napoléon projetait une réunion de l'Italie, c'était la réunion à l'empire français; que son royaume d'Italie était réservé à un sort pareil à celui de son royaume de Hollande, et Naples à celui de Hambourg; et que l'arrangement de l'Italie, tel que nous le vîmes alors, n'était autre chose en somme que ce qu'on appelait en français une *organisation intérimaire ou provisoire.*—Quoi qu'il en soit, il en était

resté le beau nom, la belle idée d'un *Royaume d'Italie*. Le royaume d'Italie napoléonien avait été partiel et le nouveau fut du moins rêvé en entier. Celui de Napoléon avait été dépendant, et le nouveau fut du moins rêvé indépendant. Celui de Napoléon avait eu pour chef un prince étranger, le nouveau devait avoir un prince national, ou qui deviendrait national, quel qu'il fût, ou, pour me servir de la phrase en usage alors, quand c'eût été le diable, pourvu qu'il fût roi d'Italie. Et ce royaume-là ne fut pas le rêve de peu de gens. Ce fut d'abord celui de Murat et de ses partisans en 1814 et 1815, et presqu'en même temps celui des Milanais après la mort de Prina, et celui des députés envoyés à Paris, des conjurés de 1815, de ceux de 1820 et 1821. Ce fut alors et depuis le rêve non-seulement de conjurés et de sociétés secrètes, mais d'hommes d'État et de gouvernement; et non-seulement de ceux qui passaient pour favorables à de pareilles innovations, mais encore de ceux que l'on croyait les plus opposés. Les citations et les documents ne manqueront pas à ce sujet aux historiens à venir. Mais j'écris pour nos contemporains, qui savent aussi bien et mieux que moi que le rêve du royaume d'Italie fut, sinon universel, au moins très-fréquent à cette époque.

3. Peut-être suffirait-il, pour démontrer que c'était là un rêve, du fait de sa non-réalisation. Indiquons pourtant les raisons qui le prouvent, et qui désormais sont évidentes. Princes, hommes d'État, bourgeois, conjurés et habitants des différentes provinces, voulaient chacun le royaume à leur manière. Les conjurés, les bourgeois n'avaient pas tant en vue le royaume d'Italie que les institutions libérales de ce

royaume ; c'était un songe ajouté à un autre, la liberté à l'indépendance. Les princes auraient voulu l'indépendance, mais point de liberté ; les grands, les nobles, les riches, les notabilités de toute espèce, voulaient des institutions aristocratiques ; ceux que rien ne distinguait les voulaient démocratiques, comme d'habitude. Et, comme d'habitude, Naples prenait les devants, et, contre son habitude, Milan attendait, Turin s'agitait ; mais il y avait partout tant de différence, de désaccord dans les mouvements, qu'on pouvait présager un désaccord plus grand quant au but, lorsque le moment serait venu où chacun aurait à le faire connaître. L'Autriche était là, prête à tirer parti de la désunion, la France n'y était pas pour l'en empêcher, l'Angleterre et les autres États n'en prenaient point souci. Les gens sensés avaient prévu le résultat ; quelques hommes généreux s'étaient sacrifiés, beaucoup d'ambitieux s'étaient perdus. Mais il en était sorti d'utiles enseignements, non pas nouveaux, à vrai dire, mais toujours utiles à retrouver : qu'il ne faut pas mêler les entreprises pour la liberté à celles pour l'indépendance ; que celle-ci doit passer avant celle-là ; et surtout que le royaume d'Italie est une chose impossible dans une si grande diversité d'opinions, de plans, de provinces.

4. Du reste, des faits anciens et des raisons de tous les temps concourent à le démontrer. Aucune nation ne fut moins souvent réunie en un seul corps que la nation italienne. Avant les Romains, l'Italie fut divisée entre les Ligures, les Pélasges, les Gaulois, les Étrusques, les colonies grecques et peut-être encore d'autres peuples, accourus dans notre péninsule, occi-

dentale par rapport au monde d'alors, de la même manière que les nations modernes s'élancèrent vers l'Amérique, ou qu'on se dirige de nos jours vers l'Océanie. — Les Romains réunirent bien la Péninsule peu à peu, mais ils n'y mirent pas moins de temps qu'à conquérir tout le monde connu. L'assujettissement des Salasses fut la dernière expédition accomplie par Auguste avant de fermer le temple de Janus, avant de clore les limites et de laisser comme *secret d'empire* la recommandation de ne pas les dépasser. Ce ne fut donc qu'en partageant le sort de tout un monde que l'Italie se trouva réunie sous l'empire; puis, de nouveau, en même temps que plusieurs autres provinces, sous Théodoric, pour une trentaine d'années. Si l'on veut pourtant parler d'un royaume d'Italie proprement dit, formé de l'Italie entière, sans aucun appendice, on n'en trouvera qu'un exemple dans toute l'histoire, entre la destruction de l'empire et Théodoric, durant une période de treize ou quatorze années, sous Odoacre. Après Théodoric, l'Italie fut divisée entre les Goths et les Grecs. Les Grecs la réunirent ensuite pour dix années encore, mais comme province de leur empire. Elle fut ensuite divisée entre les Grecs et les Lombards; puis entre les Lombards de Bénévent, les Francs et les Grecs; puis entre les Bénéventins, les empereurs francs, bourguignons, allemands ou italiens, les Sarrasins et les papes; puis entre les Saxons, les Bénéventins, les Sarrasins et les papes; puis diversement, chaque année, chaque mois, entre les empereurs, les papes, les communes guelfes, les communes gibelines, les Normands, les Angevins, les Aragonais; puis entre la France, l'Autri-

che et différents États, indépendants comme ils purent; puis entre l'Espagne et les États ; ensuite entre la France, l'Autriche et les États; la France y fut seule un moment avec des débris d'États; aujourd'hui c'est l'Autriche et des États reconstitués. Je ne sais en vérité ce que l'on pourra considérer comme un rêve politique, si l'on ne donne pas ce nom à un état de choses n'ayant pour lui qu'un exemple d'une durée de quatorze ans, et qui ne serait que la reproduction d'un royaume barbare remontant à quatorze cents ans.

5. Mais ce qui ne s'est jamais fait pourrait se faire, diront les visionnaires. — Ce à quoi répondront ceux qui, pour parler des choses à venir, veulent au moins partir de faits récents : Turin, Milan, Florence, Rome, Naples, Parme et Modène sont aujourd'hui sept capitales, dans six desquelles règnent six princes. Or, ni les hommes, ni les villes, ni les États ne consentent jamais à descendre que forcément, jamais par condescendance de bon vouloir, ni pour atteindre un but éventuel. C'est s'abuser que d'espérer d'une seule capitale qu'elle se résigne à devenir une ville de province; c'est s'abuser plus encore de croire que toutes se réduiront à subir la suprématie d'une autre; mais se flatter que les six s'accorderont pour choisir celle-là, c'est folie.—Cela est d'autant plus vrai qu'il n'est nullement désirable qu'il en soit ainsi, ni pour les six qui feraient le choix, ni pour celle qui en serait l'objet, ni pour la nation entière. On se récrie aujourd'hui dans toute l'Europe (à raison ou à tort, il n'importe) contre les grandes capitales, contre ce qu'on appelle la centralisation des gouvernements, des intérêts, des richesses, contre la spoliation des provinces. Et un pays qui

a sept capitales se réduiraità en dépouiller six à l'avantage d'une seule? L'espérer, ce serait démence; ce serait vouloir faire par l'opinion ce qu'il y a de plus contraire à l'opinion présente ; c'est chose aussi impossible qu'à éviter, autant à éviter qu'impossible, et, tranchons le mot, c'est là une puérilité, une utopie des politiques de carrefour, bonne tout au plus pour les écoliers (1).

6. Et puis, quand le royaume d'Italie ne serait pas une utopie par toutes les raisons déduites, il le serait par celle-ci : que ferait-on du pape (2)? Serait-il roi? Mais cela n'est pas possible, et personne n'y songe. Sujet? Mais c'est alors qu'il deviendrait dépendant, et non-seulement, comme aux plus mauvais temps du moyen âge, sujet douteux du monarque universel, mais sujet certain d'un roi particulier. Cela serait contre tous les intérêts, contre toutes les destinées de la chrétienté, et les autres nations, catholiques ou non, ne le permettraient pas ; cela ne serait pas souffert non plus par une partie de la nation italienne, qui ne le souffrit pas au moyen âge. Les uns disent que ce fut un mal, les autres que ce fut un bien. Je dis, moi, que d'une ou d'autre manière, cela arriva, et que cela arriverait dans des circonstances semblables. Ainsi donc, le tenter ou seulement le proposer, serait diviser notre nation et non la réunir; ce serait non pas améliorer, mais empirer notre condition. — Et je suis honteux d'avoir encore écrit un chapitre inutile.

(1) Tout en reconnaissant les difficultés, nous n'oserions pas *trancher le mot* sans appel. LE TRADUCTEUR.

(2) Cette question nous paraît trop grave et trop compliquée pour être renfermée dans le dilemme de l'auteur, ou développée par nous dans une note. LE TRAD.

CHAPITRE TROISIÈME.

D'UN ROYAUME D'ITALIE AUTRICHIEN.

1. Et je vais en commencer un autre qui, j'espère, sera le plus inutile de tous. Mais comme je veux énumérer tous les rêves modernes faits sur l'Italie, je signalerai encore celui-ci, qui du reste n'est qu'une modification de l'autre dont je viens de parler. — Il est des gens tellement épris du royaume d'Italie, qu'ils s'arrangeraient de voir toute la Péninsule sous le joug des étrangers qui en tiennent une partie; et cela avec l'espérance qu'une fois réunie ainsi elle s'affranchirait ensuite par elle-même, ou bien (car je n'ai pas vérifié ce que l'on espère le plus des deux) qu'elle serait affranchie spontanément par les étrangers eux-mêmes.

2. C'est là un rêve renouvelé des anciens Gibelins; j'appellerai donc Néo-Gibelins de pareils rêveurs. Mais, je le dis pour ceux-ci comme pour les Néo-Guelfes, en général les partis, comme les institutions politiques depuis longtemps tombées et mal tombées, ne se rétablissent pas. Le rêve gibelin ne se réalisa pas même quand toutes les autres puissances chré-

tiennes avaient abandonné l'Italie à l'Allemagne ; quand l'Allemagne, qui imposait son joug à l'Italie, était considérée comme en ayant le droit et l'Italie qui le secouait, comme une province révoltée ; quand, non pas un ou deux écrivains, non quelques conjurés, non quelques impatients, mais presque tous les princes et la bonne moitié des populations appartenaient au parti gibelin ; quand parfois il ne demeurait pour combattre en faveur de l'indépendance que Milan seule, ou Alexandrie, ou Ancône, plus souvent Florence ou Rome. Il n'est donc guère probable et encore moins possible que le rêve néo-gibelin réussisse aujourd'hui qu'il a et aura contre lui tous les princes italiens, tous leurs peuples et celui de la province étrangère, et en outre la France, l'Espagne, l'Allemagne elle-même et toute la chrétienté : le néo-gibelinisme est une illusion ou une tromperie semblable à celles de tous les révolutionnaires quand ils veulent sacrifier le présent à l'avenir. M. Gioberti est admirable sur ce sujet, et j'aurais grand tort de vouloir insister sur ce qu'il démontre si bien, que les révolutions imaginées par quelques individus ne s'accomplissent pas par le grand nombre, qui n'en fait jamais que pour venger des outrages présents et très-graves. Mais entre les révolutions non faisables, la moins faisable fut toujours celle qui sacrifierait l'indépendance présente pour une éventuelle. Les adultes savent comme les enfants que ce qui se prend ne se rend que par force ; ainsi la proposition de laisser prendre sur l'espérance que l'on rendra est (quelque grand nom qu'on invoque bien ou mal, Napoléon, Machiavel ou Dante) une proposition à laisser aux radoteurs. — Ajoutons

toutefois, pour être juste envers notre siècle en progrès, que ce n'est là désormais le rêve que de bien peu d'Italiens, et que nos maîtres étrangers n'y pensent même pas. Le néo-gibelinisme n'est, que je sache, ni proposé, ni encouragé, ni accepté, ni toléré même par aucun d'eux, sauf peut-être quelque capitaine de voltigeurs en garnison dans quelque bourgade de la Romagne, devisant avec la forte tête de l'endroit sur les destinées futures de l'Italie.

3. Croyant que dans l'histoire l'impartialité n'est ni bonne ni possible entre ceux qui ont fait ou bien ou mal dans chaque âge, si j'écrivais l'histoire italienne du moyen âge, je serais beaucoup plus souvent pour les Guelfes, qui me paraissent (malgré leurs nombreuses erreurs) le parti sans comparaison le meilleur, le plus sensé, le plus politique, le plus vertueux, le plus italien. S'il était possible que de pareils partis se relevassent jamais en Italie, que les noms de Néo-Guelfes et de Néo-Gibelins eussent à s'appliquer, non à quelques rêveurs seulement, mais à deux factions aux prises en Italie, je combattrais pour les Néo-Guelfes. Mais je prie le ciel de nous préserver de cette sottise de plus; et j'ai la ferme confiance qu'il nous en préservera. Je ne vois de possibilité ni à l'accomplissement de semblables chimères, ni à la formation de semblables partis. Je ne vois de part et d'autre que de rares et impuissants songe-creux. Regardons et passons (1).

(1) Quelques mouvements, quelques bruits qui courent depuis peu de temps, paraissent, à certaines personnes, donner plus d'importance aux folles idées néo-gibelines. Tout en déplorant ces faits nouveaux, je ne saurais leur accorder aucune gravité, et je ne change ni n'ajoute rien à ce que j'ai déjà écrit.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES PETITES RÉPUBLIQUES.

1. Je crains qu'un autre rêve tout opposé ne soit beaucoup plus répandu que les autres; à savoir, de laisser la Péninsule se diviser en une multitude d'États populaires, pour autant qu'il en résulterait au milieu d'un soulèvement de l'Italie. Ce rêve appartient à ceux que le bon et sincère Carlo Botta (1) appelle les *utopistes* de notre siècle; et il fut ou parut être celui des insurgés de la Romagne en 1830, de ceux qui conspirèrent avec eux et de ceux qui s'appelèrent la *Jeune Italie*.

2. Sottes restaurations encore que cela! Rêve enfanté par la manie gréco-romaine, en vogue entre les années 1790 et 1800, et fomenté par celle du moyen âge, en vogue entre les années 1814 et 1830; monomanie, idée fixe, modes survivant en Italie, comme

(1) Voyez son rêve particulier, c'est-à-dire, un gouvernement tribunitien, à la fin de son *Histoire de 1789 à 1814*. Je n'ai pas voulu m'y arrêter, bien que ce soit l'idée d'un grand écrivain, parce qu'elle n'est pas passée, que je sache, de l'état de songe privé à celui de songe public, d'un grand nombre de personnes, ou même de plusieurs.

il arrive trop souvent, quand déjà on les a tournées en ridicule et honnies ailleurs. Les petites républiques italiques et grecques de l'antiquité, les petites républiques italiennes du moyen âge furent les unes et les autres fort belles et fort bonnes en leur temps; les unes et les autres donnèrent l'essor à de magnifiques civilisations. Mais quand celles-ci eurent fait leur chemin, les petites républiques grecques tombèrent peu à peu sous le joug d'un royaume à demi barbare, de la Macédoine, et de là sous la domination romaine. Les petites républiques italiques furent aussi asservies aux Romains, et les petites républiques italiennes du moyen âge aux Angevins, aux rois de France, aux empereurs d'Allemagne, à la maison d'Autriche, à Napoléon, sans compter qu'avant de périr, la plus grande partie de leur courte existence se passa sous des tyrans. Il me paraît donc qu'un pareil état de choses, fût-il bon en soi, ce ne serait pas la peine de l'établir en présence de tant d'exemples, tant anciens que nouveaux, qui le montrent si peu durable.

3. Mais quand il pourrait durer, il ne serait ni bon ni désirable. Comment donc? on dissoudrait des États qui sont l'œuvre de tant de générations, on diviserait de nouveau ce qui s'est uni, on détruirait ces agglomérations qui sont aussi des constructions de la civilisation présente; on ferait table rase de tout cela pour réédifier les masures du moyen âge, ou pour en revenir aux essais pélasgiques, aux cyclopéens? Et l'on appellerait cela libéralisme, progrès? Mais le progrès et le libéralisme vont en avant, non à reculons; ils édifient et ne détruisent pas; ils profitent de ce qui existe, et pour y ajouter ce qui y manque; ils com-

prennent le beau, le bien partout où ils se trouvent, et se font une gloire de le conserver et de l'accroître. Supposons que l'on en vienne à dissoudre les États italiens actuels, que la Toscane fit place aux petites républiques anciennes de Florence, Sienne, Pise, Pistoie, et à celle, nouvelle, de Livourne, qui pourrait bien prétendre avoir la sienne. Ne serait-ce pas grand dommage de voir détruit cet heureux et bel État de Toscane, et s'anéantir les espérances que lui offrent ses routes multipliées, son commerce accru, ses grands établissements consacrés aux lettres et aux arts, toutes choses qui désormais ne peuvent s'effectuer qu'à l'aide des forces réunies de toutes ces villes? Je ne parle pas du Piémont aguerri ni de Naples qui s'aguerrit. On dissoudrait, bien entendu, les troupes qui existent, les flottes qui se forment ne s'augmenteraient plus, on rétablirait les milices et les galères municipales du moyen âge. Malheureusement, les seuls États riches peuvent avoir de nos jours et une armée et une marine, et il n'y a plus d'États riches que ceux qui sont grands, d'où suit que le rétablissement des milices et des galères municipales est le plus pitoyable des songes faits pour rendre à l'Italie son ancienne puissance. Quant aux États du pape, les petites républiques à restaurer seraient-elles par hasard celles de Véics, de Tarquinies ou d'Alba-Longa? ou bien celles de Tivoli, de Spolète, de Pérouse, avec l'accompagnement des Crescentius, des Frangipani, des Orsini et des Colonna, sous un Arnaud de Brescia ou un Cola de Rienzi? ou bien serait-ce la république romaine avec ses consuls de 1799? Je sais bien que, pour quelques-uns, tout cela paraîtrait préféra-

ble aux moines, aux prêtres, aux cardinaux et au pape; mais je ne crains pas pour ceux-là, il n'y a pas de danger; ils sont trop bien défendus par M. Gioberti, et ils se défendront au surplus d'eux-mêmes (1).

(1) Tout récemment, comme je faisais cette allusion à Arnaud de Brescia, un des écrivains les plus distingués de l'Italie publiait une tragédie accompagnée de documents, dans laquelle il cherchait à réveiller l'intérêt en faveur de ce chef du parti populaire à Rome. Peut-être l'intérêt poétique aurait-il été plus grand si le héros eût été présenté comme victime seulement de l'accord entre un prince italien et l'étranger, sans le refaire hérétique dans la tragédie après l'avoir lavé de ce crime dans la biographie qui la précède. Mais cet intérêt même aurait-il été historique? Les documents allégués, et d'ailleurs très-connus, démontrent évidemment qu'Arnaud souleva le peuple de Rome contre le pape, au moment où le peuple et le pape auraient dû se réunir aux Lombards pour la défense de l'indépendance commune; que cela entraîna le pape à se réunir à l'empereur, ou lui fournit au moins un motif, sinon une excuse, pour en agir ainsi; qu'Arnaud fut dès lors une entrave à la défense nationale, et retarda tout ce qui se fit peu d'années après par les Lombards avec l'assistance d'un autre pape. Sans Arnaud, l'immortelle confédération de Pontida se serait peut-être formée, la dernière victoire de Legnano en aurait été la suite, plusieurs années auparavant et avec plus de profit; la guerre glorieuse soutenue par la ligue lombarde aurait été plus redoutable et plus courte, plus glorieuse, plus italienne, plus efficace. Il ne suffit pas de produire des documents, il faut les interpréter; les documents ne sont pas de l'histoire par eux-mêmes; l'histoire, comme toute autre science, est l'interprétation des faits. — Cette interprétation peut certainement être faite tout différemment, avec une sincérité égale et un égal amour de la patrie. Il me semble donc qu'il faut laisser de côté cette accusation de *mode étrangère*, d'imitation des Français et des Allemands que l'auteur adresse à ceux qui, comme moi, diffèrent avec lui d'opinion. Nous pourrions lui renvoyer l'accusation, et dire que si nous suivons la mode étrangère du siècle présent, il suit la mode étrangère et surannée du siècle passé; qu'un Manzoni, un Pellico, un Rosmini, un Cantu, un Gioberti, ont rendu notre mode italienne, les trois premiers l'ayant même commencée quelque vingt ans avant qu'elle fût étrangère; que les écrits de ces Italiens, et même celui-ci, je l'espère, prouvent au moins une étude longue et indigène, si l'on peut le dire, des inté-

4. Mais admettons que les petites républiques parussent avoir pour elles l'autorité de l'histoire et qu'elles fussent réellement désirables, cela ne les empêcherait pas d'être l'organisation la plus impossible à effectuer. S'imaginer qu'avec le discrédit où sont tombées dans toute l'Europe les républiques, avec la peur exagérée ou non qu'on en a, les puissances étrangères, préoccupées de cette peur, les tolérassent en Italie; s'imaginer que les princes italiens et leurs adhérents se prêtassent à leur propre ruine, ne pourvussent pas à leur propre conservation, ce premier instinct, cette première force, ce premier droit et ce premier devoir de tout individu comme de toute association; s'imaginer que la majorité de la nation italienne se laisserait faire la loi par quelques hommes qui, sensés ou fous, étourdis ou prévoyants, n'amèneraient pas moins, quoi qu'ils fissent, un bouleversement général des intérêts, des droits, des devoirs de toute nature, ce serait se figurer que nous ne sommes pas au XIXe siècle, à une époque de civilisation avancée, c'est-à-dire, à une époque précisément où ces intérêts, ces droits et ces devoirs sont mieux sentis et revendiqués avec plus de force par chacun ; ce serait se figurer que l'on peut faire renaître les temps de barbarie; ce serait, bien plus, inventer une barbarie telle qu'on n'en

rêts du pays, et que ce qui est surtout de mode étrangère, vulgaire et rebattue, c'est de s'accuser *d'étrangérisme* entre gens d'opinions diverses sur les affaires nationales. Les esprits élevés de tous les temps, de tous les pays, et principalement les Italiens, se sont toujours approprié ce qu'ils ont trouvé de bon hors de leur patrie, et les bons esprits, même dissidents, n'en vont pas moins criant : « *Pace, pace, pace.* » Nous considérons, quant à nous, comme l'un des plus dignes d'adopter et de renvoyer un pareil cri à l'illustre auteur d'Arnaud de Brescia.

vit jamais ; car, même dans les temps barbares, on n'a jamais fait à ce point abstraction de tout fait et de tout droit actuel, jamais table rase à ce point. — Il est donc vrai de dire que de pareils songes, s'ils cessaient une fois d'être songes, s'ils pouvaient passer à une réalisation, seraient de véritables forfaits, des *crimes de lèse-civilisation.*

CHAPITRE CINQUIÈME.

D'UNE CONFÉDÉRATION DES ÉTATS PRÉSENTS.

1. Mais il est de fait que toutes ces chimères sont restées sans résultat effectif, ou qu'il s'en est suivi tout au plus quelques premières tentatives, de vains commencements d'exécution ; que leur multiplicité même et leur non-succès prouvent le petit nombre de ceux qui adoptèrent une de ces idées ou peut-être s'abandonnèrent à toutes à la fois ; que la très-grande majorité des Italiens, tous ceux qui ont quelque pratique des affaires ou quelque bon sens, ne considèrent ni comme possible, ni comme désirable aucun morcellement ni aucune réunion universelle des États existants, et qu'ils ne désirent, ne sont disposés à seconder, par leurs efforts unanimes, que ce progrès qui prépare dans le présent les améliorations futures, et qui, reconnu de tout temps comme le plus utile et le seul juste, forme le but, la gloire, le caractère, la vertu spéciale de notre époque.

2. Aujourd'hui, quand une opinion devient universelle, elle ne tarde pas à trouver un interprète, et celle d'ordonner, d'après l'état présent, l'avenir de

l'Italie en a trouvé un des plus éloquents dans M. Gioberti. Nous avons déjà reconnu d'abord en lui le mérite d'avoir parlé le premier d'une manière opportune des intérêts futurs de notre patrie. Nous lui en reconnaissons maintenant un autre, c'est d'en avoir parlé selon la justice, en fondant les espérances pour l'avenir sur les droits et les devoirs actuels, en proposant une confédération des États aujourd'hui existants.

3. Les confédérations sont l'organisation la plus conforme à la nature et à l'histoire de l'Italie. L'Italie, comme le remarque fort bien M. Gioberti, comprend du nord au midi des provinces et des peuples presque aussi différents entre eux que le sont les peuples les plus septentrionaux et les plus méridionaux de l'Europe. De même que l'Europe a conservé distinctes, sauf quelques exceptions, ses anciennes circonscriptions de Bretagne, Gaule, Espagne, Germanie, Italie et Grèce, de même, dans l'intérieur de notre Péninsule, sont demeurées presque toujours distinctes, l'Italie méridionale, divisée ou non en continentale et insulaire, la vallée du Tibre avec ses montagnes et ses maremmes, les belles campagnes de l'Arno, et l'Italie septentrionale, divisée ou non en occidentale et orientale : la grande Grèce ou le royaume des Deux-Siciles, le Latium ou Rome, l'Étrurie ou la Toscane, la Ligurie ou le Piémont, l'Insubrie ou la Lombardie, avec des noms et des subdivisions diverses, mais revenant à celles originaires. Il existe néanmoins des ressemblances dans cette variété, de l'unité dans ces divisions, une communauté de races, de langage, de mœurs, de fortunes, d'histoire, d'intérêts et de noms,

entre toutes ces provinces italiennes ; il existe incontestablement une vieille Italie qu'aucune puissance humaine ne saurait effacer. Mais cette homogénéité s'est manifestée moins souvent pour constituer un État italien unique que pour produire des confédérations, soit provinciales, soit nationales. Dans l'histoire primitive, la confédération des villes étrusques est la seule illustre; mais plus on étudie, plus on trouve que la même organisation était commune au reste de la Péninsule. Il n'y a plus de doutes aujourd'hui sur l'existence d'une confédération latine, d'une autre samnite, d'une troisième gallo-cisalpine, et les confédérations des Sabins, des Ombriens, des Ligures, des Vénètes, d'autres peut-être encore, sont aussi presque certaines. Je ne sais si véritablement les historiens archéologues trouveront des monuments suffisants pour démontrer l'existence de ces ligues permanentes, mais je sais bien que les historiens philosophes ne pourraient rien expliquer, sans les admettre, des fastes de l'Italie antérieure aux Romains, et peut-être fort peu de l'Italie dans les premiers temps de Rome. — Quoi qu'il en soit, réunies à l'empire, puis séparées de lui, les villes italiennes ne tardèrent pas à reformer des confédérations. L'indépendance conservée par Rome, par Venise, par les villes de l'Exarchat et par plusieurs cités du Midi, en dépit des Lombards, si puissants et si voisins, ne saurait s'expliquer par des secours reçus des Grecs faibles et éloignés; cela ne peut s'expliquer qu'à l'aide de confédérations, quelles qu'elles fussent, semblables à celle indubitablement indiquée par le nom de *Pentapole*. S'il en est ainsi, il y aurait peut-être lieu de faire

remonter à Grégoire le Grand la reconstitution des confédérations italiennes. Mais je croirais que la gloire doit en revenir à ce Grégoire II qui, dès le commencement du VIIIe siècle, réunit sous sa présidence une confédération de villes à peu près également indépendantes de part et d'autre, des Lombards et des Grecs; à ce Grégoire II à qui il ne manque qu'un historien ou un biographe pour être mis au rang des plus grands politiques parmi les pontifes romains. Plus tard, ses successeurs abandonnèrent imprudemment les confédérations et appelèrent les Francs; mais, pour conserver plus ou moins d'indépendance à Rome et aux autres villes dont ils obtinrent la souveraineté, ils en revinrent bientôt aux confédérations. Grégoire VII ajouta à tous ses autres titres de gloire celui d'être promoteur de confédérations; il provoqua celle des villes à l'entour de Rome, il en fit autant en Toscane, dans la Pouille, autour de Milan. Mais le plus grand confédérateur fut Alexandre III, et la plus grande confédération, la Ligue lombarde, qui, pour notre honte, attend encore un historien. A partir de l'élection de Grégoire VII jusqu'à la paix de Constance, de 1073 à 1183, il y a l'intervalle d'un long siècle, celui où la vertu politique italienne atteignit à son apogée; ce fut alors que naquirent ces communes, cette indépendance, cette supériorité de civilisation et de lumières d'où dérivèrent la civilisation et les lumières de toute la chrétienté. Que si les communes ne furent pas bien organisées, que si l'indépendance ne fut pas définitivement acquise, et si notre supériorité ne fut pas durable, la faute en fut, faute unique, mais incommensurable, à ce qu'on ne rendit

pas alors permanente et générale pour toute l'Italie, la confédération temporaire des villes lombardes. Mais quoi? les temps n'étaient pas mûrs; la civilisation naissait à peine; on ne connaissait pas ce grand dogme politique que l'indépendance doit s'acquérir avant tout; on ne songeait même pas à une indépendance complète de l'empereur romain. La ligue fut dissoute en partie dès la trêve de Venise, elle le fut tout à fait par le traité de paix de Constance; on y stipula, on y obtint la reconnaissance trop exclusivement désirée des droits des communes; mais cette reconnaissance obtenue par toutes les villes, individuellement, l'une après l'autre, entraîna la dissolution de la ligue, et le plus beau fruit de la victoire fut perdu. Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis lors que les grands défenseurs de l'indépendance, la grande commune centrale, le chef de la ligue, Milan, trop insensée, célébrait, par des applaudissements et des solennités dont il reste de déplorables descriptions, ce mariage de Henri VI de Souabe avec l'héritière du royaume de Pouille et de Sicile, union qui rendit impossible le complément de l'indépendance et fit perdre sans remède, pour plusieurs siècles, l'occasion la plus belle. — Il y eut ensuite une seconde ligue lombarde, une ligue toscane, d'autres encore peut-être, mais toutes moins importantes, ayant de moindres prétentions, moins profitables encore, parfois même nuisibles; ligues de partis plus que nationales, jusque vers la fin du xv[e] siècle. — Ce fut alors que Laurent de Médicis (ce Laurent, que certains écrivains osent déchirer et ravaler au niveau des Médicis dégénérés du xvi[e] siècle), ce fut alors que Laurent le Magnifique conçut,

stipula et exécuta la plus vaste confédération d'États italiens qui ait jamais été. Mais ce grand exemple ne dura pas; il ne subsista malheureusement que dix années environ. Cependant il ne date que de trois siècles et demi; il ne remonte pas à des temps barbares; ce ne fut pas l'œuvre d'un esprit inculte et grossier. Il est du siècle le plus civilisé et de l'homme le plus éclairé qui jamais ait été en Italie et peut-être ailleurs. — Après sa mort, quand se fut levé Ludovic Sforce, le plus grand des traîtres, que Charles VIII eut passé les Alpes, que des siècles de prépondérance étrangère se succédèrent, l'usage des confédérations se perdit tout à fait, et il ne se forma même presque plus d'alliances italiennes. Chacun donnait la préférence aux alliances étrangères, soit comme plus fortes, soit comme excitant moins l'envie.

4. On ne sera donc pas surpris désormais de me voir revenir à dire que la proposition d'une nouvelle confédération italienne, permanente, la proposition de faire complétement et durablement, avec la civilisation adulte, ce que la civilisation dans l'enfance ne sut faire qu'imparfaitement et temporairement, est plus qu'un événement littéraire; c'est un fait national. Peu importe que d'autres puissent prétendre avoir eu ou même exprimé la même idée. Il en est des idées comme des inventions : celui qui les conçoit ou les indique confusément a moins de mérite que celui qui les développe de manière à les propager pour l'avantage commun. Il n'importe non plus que l'idée proposée soit ensuite critiquée, améliorée ou altérée par d'autres; c'est précisément de pareils chocs que peut jaillir la lumière, de pareilles discussions que se forme

l'opinion, et de l'opinion universelle naît la possibilité de l'exécution ; j'ajouterais même que ce n'est qu'en passant par ces trois degrés, la discussion, l'opinion et l'exécution, qu'une pensée utile peut devenir glorieuse pour son auteur, si, pour préparer un homme comme M. Gioberti à souffrir qu'on le contredise, il ne me paraissait plus à propos de lui parler de patrie et d'intérêt public que de gloire particulière. Il n'a pas voulu certainement mettre au jour une idée morte, mais vivante ; non une idée immobile, mais susceptible de progrès ; non une utopie destinée à rester la propriété de son auteur, mais une grande conception faite pour devenir nationale et surtout efficace.

5. Je signalerai donc hardiment deux choses, dont l'une me paraît de trop dans sa proposition, et l'autre, selon moi, y laisse un vide. — Quand l'époque de l'exécution d'un projet et l'occasion dont on pourra avoir à profiter sont incertaines, quand on ignore même qui seront et combien ceux qui doivent l'exécuter, ainsi que les intérêts qui y contribueront et voudront être respectés, et l'opinion publique qui régnera alors, il me semble que descendre aux détails sur les moyens à mettre en œuvre est chose surabondante ; que c'est ajouter difficultés à difficultés. Ce n'est pas que prévoir ainsi à l'avance soit presque (comme le disent quelques-uns) usurper sur la tâche de la Providence. La Providence est pleine de longanimité ; elle ne s'offense pas contre celui qui cherche, d'un cœur sincère et respectueux, à pénétrer ses secrets ; notre Dieu est jaloux pour celui qui le trahit, non pour celui dont la pensée cherche avec amour et con-

fiance à deviner la sienne. Mais les hommes sont bien autrement jaloux, et entre tous, les hommes d'État; ils souffrent bien parfois que nous, hommes de plume, nous nous donnions carrière sur des généralités; mais si nous descendons aux détails dont ils prétendent se réserver le privilége, ils ne tardent pas à nous faire mauvaise mine, à nous renvoyer à notre métier, à pulvériser d'un mot l'idée mise en avant sous le nom d'idée d'écrivain, de philosophe, de rêveur. C'est ainsi que Napoléon taxait habituellement d'*idéalisme* toute idée qui lui déplaisait ou qui se trouvait en opposition avec ses vues. Or, beaucoup d'hommes de gouvernement, sans être des Napoléon, ont adopté sa manière; et pour peu que le moindre détail, ajouté à l'idée d'une confédération italienne, ne leur paraisse pas praticable, ils diront ou ils disent déjà : Philosophie! et ils passent outre. Je crois qu'il serait plus juste de dire : C'est sans comparaison une idée beaucoup plus près d'être réalisée qu'aucune de celles proposées jusqu'ici, sauf peut-être un seul détail qu'il faut donc examiner.

6. L'idée de donner immédiatement au pape la présidence de la confédération future est sans doute une idée magnifique; ce fut une idée, ce fut un fait incontestable du moyen âge. Ce fait même, naguère encore en butte aux dédains d'historiens et de philosophes, volontairement ou involontairement ignorants, est devenu avec le progrès de la science l'objet de l'admiration et de la reconnaissance de beaucoup d'écrivains, plus sincères ou mieux informés. Mais ce fait pourrait-il jamais se renouveler? et celui d'une troisième suprématie pour l'Italie, qui en serait la

conséquence? Je le dirai franchement et avec beaucoup d'autres, l'une et l'autre restauration me paraissent extrêmement difficiles. Toutes les restaurations sont difficiles par elles-mêmes. Sur cent projetées il s'en est à peine tenté dix; sur dix tentées il s'en accomplit une; et encore celle qui s'accomplit ne pouvant subsister d'ordinaire sans modifications, demeure moins une restauration qu'un changement nouveau. La confédération serait donc déjà par elle-même une restauration difficile en général; n'y ajoutons pas alors la difficulté plus grande d'une imitation plus particulière. Quand Grégoire Ier, Grégoire II et Grégoire VII, quand Alexandre III et Innocent III reconstituèrent les confédérations italiennes, ils n'imitèrent pas aussi particulièrement les formes employées par les anciennes. Laurent de Médicis n'imita pas les formes adoptées par ces dernières, qui, sans être anciennes, avaient déjà vieilli. Chacun d'eux en créa de nouvelles selon l'exigence des temps. Imitons aussi, nous ou nos neveux, non les détails, mais les auteurs des grandes œuvres; c'est la seule imitation qui ait parfois de la grandeur; l'autre est toujours servile. — Du reste, nous croyons que ni le souverain pontife qui règne aujourd'hui sous le glorieux nom de Grégoire, ni ses successeurs, ni leurs bons et loyaux ministres ne désirent et ne désireront jamais des présidences de ce genre, de même que les bons Italiens ne désirent pas pour l'Italie cette suprématie qui a existé sans doute, mais qui ne saurait plus reparaître dans aucun avenir susceptible d'être prévu. Le temps n'est plus des disputes d'*Hégémonie,* entre ces petites républiques grecques qui renfermaient l'élite entière d'une

civilisation nouvelle et peu étendue; il est loin celui des disputes pour l'empire entre Rome et Carthage, qui se partageaient cette civilisation agrandie et pourtant limitée encore; ce n'est plus le temps des luttes entre la monarchie universelle ambitionnée par les empereurs d'Allemagne, et la monarchie ecclésiastique, exercée par les papes; ce n'est même plus peut-être le temps des guerres appelées d'équilibre, et qui eurent pour objet la prépondérance en Europe entre la France et l'Espagne, la France et l'Autriche, la France et l'Angleterre. Par bonheur, les temps sont tout autres aujourd'hui. Aujourd'hui, c'est peut-être moins un rêve d'espérer une indépendance universelle, une garantie réciproque de tous les États européens, que non pas une monarchie universelle, qu'une prépondérance ou une suprématie durable, ou qu'un équilibre; c'est moins un rêve d'espérer l'indépendance réciproque des deux puissances temporelle et spirituelle, que non pas une présidence temporelle exercée par l'autorité spirituelle. — Acceptons donc la grande pensée de M. Gioberti; traitons de la confédération italienne en général sans descendre aux particularités, ni de la présidence, ni des lois ou conventions qui devront la régir, ni du nombre et de la qualité des confédérés. Réduite même aux généralités, la question est hérissée de difficultés, à raison de l'époque éloignée et des éventualités de l'exécution. N'augmentons pas ces difficultés en nous enfonçant dans les détails très-incertains d'une organisation déjà incertaine; laissons à la postérité quelque chose à faire, aux contemporains de l'événement quelque liberté d'exécution. — Si telle est la volonté de Dieu,

si jamais doit luire le grand jour de la confédération, que les confédérés déterminent eux-mêmes les conventions, les limites, le président.

Dès à présent, occupons-nous plutôt de ce qui est indispensable pour en venir à l'exécution; occupons-nous de la première difficulté que tout le monde sait. Ne faisons pas dire aux railleurs selon leur habitude : « Tout cela est beau et bon, tout cela serait bien, s'il « ne se rencontrait pas un obstacle grave, perma- « nent, insurmontable. Nous le connaissons, nous « qui n'écrivons pas, mais qui le combattons; nous « qui sommes à l'œuvre, sur la brèche; c'est encore un « rêve que cela : griffonnage, philosophie, idéalisme. » — Mais ici encore il me paraîtrait plus juste de dire : Il y a un obstacle; on n'en a pas suffisamment tenu compte; examinons-le.

Le reste de cette courte polémique n'aura pas d'autre objet.

CHAPITRE SIXIÈME.

LA CONFÉDÉRATION DE L'ITALIE EST IMPOSSIBLE TANT QU'UNE GRANDE PARTIE DE L'ITALIE EST PROVINCE ÉTRANGÈRE.

L'unique obstacle à toute confédération italienne, mais il est très-grave, réside dans cette souveraineté étrangère qui pénètre au sein de la Péninsule, dans la contrée qui surpasse en puissance et en populations italiennes celles de tout autre État national (1), et qui, comme partie d'un grand empire, l'emporte sur la Péninsule tout entière. Tant que dure cet état de choses, aucune confédération, aucune organisation, aucun équilibre italien n'est possible, il ne saurait y avoir qu'une prépondérance de cet empire sur les États italiens. — Quand Napoléon, après avoir organisé la France sous son consulat, voulut organiser l'Italie, chacun sait qu'il appela près de lui beaucoup d'Italiens notables, lesquels composèrent l'assemblée appelée *Consulte de Lyon.* Au nombre des principaux, et le premier peut-être, était Melzi. Il entra donc en matière, et en bon

(1) Sauf le royaume des Deux-Siciles, au moins pour sa population, qui s'élève presque au double. TRADUCTEUR.

Italien et homme d'État de haute portée qu'il était, il proposa que l'Italie septentrionale fût réunie sous une seule loi. Comme Napoléon était jusque-là de cet avis, Melzi se mit à examiner quelle maison de princes pouvait être placée à la tête d'un aussi bel État, et il nomma la maison de Savoie. Napoléon laissa échapper un sourire de mécontentement. Melzi insista pourtant et continua à démontrer que ce choix conviendrait tout à la fois à l'équilibre de l'Italie et à celui de l'Europe. « Mais qui vous parle d'équilibre? » reprit vivement Napoléon. Melzi s'étant recueilli quelques instants, ajouta : « Je comprends maintenant; je me suis trompé, je devais parler de prépondérance. — C'est cela, vous y êtes: » repartit Napoléon, et l'organisation fut effectuée en effet dans un but de prépondérance, de domination absolue ou d'omnipotence, comme on voudra l'appeler. — Tant que, sous une souveraineté très-différente, durera un pareil ordre de choses, on peut bien souffrir et se résigner, ou se récrier; mais aucun équilibre, aucun ordre véritable n'existera jamais en Italie, ou plutôt il n'y aura aucune Italie véritable pour l'équilibre de l'Europe.

Il n'y aura pas davantage de confédération en Italie. Je crois que cela est évident pour quiconque a un grain de sens commun. Mais examinons ce point, puisque nous sommes en train de discourir. — Je dis que la confédération italienne n'est ni désirable ni possible, en y admettant la puissance étrangère, et qu'elle serait désirable peut-être, mais si difficile, que cela équivaut presque à l'impossible, sans la puissance étrangère.

La confédération présidée par le pape ou par tout autre, et organisée de quelque manière que ce soit, en y admettant la puissance étrangère, ne peut être désirable de la part d'aucun Italien. Quand il serait convenu et juré que le pape serait président, le pape ne le serait pas. Au contraire, il aurait moins d'indépendance, il serait moins prince et en moins bonne position comme pape qu'il n'est actuellement. Il en adviendrait de même à l'égard de tout autre prince assez débonnaire pour accepter une présidence qui ne serait qu'un titre, un simulacre imposteur. Mais le fait est que le titre même ne serait accordé par la puissance étrangère à nul autre qu'à elle; qu'elle s'arrogerait le titre, le rang, la réalité de la présidence, que sa supériorité même en Italie lui en fournirait un excellent prétexte, et qu'à défaut de raisons, de prétextes ou de conventions, la force arriverait à décider la question en général, ou les questions éventuelles de chaque jour : en somme, d'une manière ou de l'autre, la puissance étrangère serait la première, serait dominante, serait tout. Il en serait de même encore, sans beaucoup de différence, si l'on prenait le parti de ne point avoir de président, si l'on stipulait une égalité diplomatique parfaite ou la réciprocité; il en arriverait bientôt ce qu'il advient d'ordinaire des égalités stipulées, mais non pas réelles, des réciprocités parfaites en diplomatie; paroles, fictions légales, cérémonies, et rien de plus. — Ainsi, pour peu qu'on ne veuille pas supposer que les princes italiens soient pour perdre le sens commun, non plus que tous leurs ministres et conseillers, il n'est pas possible qu'ils soient jamais

induits à pareille erreur, à pareille lâcheté, qu'ils se résignent volontairement à devenir plus dépendants, plus asservis qu'ils ne sont.

La seconde assertion est peut-être plus difficile à démontrer, savoir : que la confédération n'est pas possible sans l'étranger. A dire le vrai, si les six ou sept princes italiens s'entendant un beau jour ensemble, soit par eux-mêmes, soit par ambassadeurs, stipulaient, arrêtaient et ratifiaient un traité de confédération, je ne sais qui pourrait, qui oserait s'opposer à un tel traité ; il serait légitime sans doute, puisqu'ils sont de droit princes indépendants et souverains, et qu'une prérogative inaliénable d'une telle souveraineté est de pouvoir faire des traités, selon la convenance ou le bon plaisir. Si la puissance étrangère s'y opposait, son tort deviendrait si évident que la confédération italienne serait probablement soutenue par d'autres puissances étrangères selon l'occurrence ; et en pareil cas, je ne serais pas de ceux qui, par un excès généreux d'orgueil national, conseilleraient de rejeter ces secours. Je serais même disposé à croire que, sans secours du dehors, les confédérés résisteraient très-facilement à la puissance étrangère, fût-elle même aidée d'une ou deux autres, mais entravée plus que jamais par ses sujets italiens ; les princes une fois unis, les peuples se serreraient volontiers autour d'eux dans un pareil but, et se donneraient la main les uns aux autres.—Mais le point difficile est précisément cet accord des princes. Soyons tout à fait francs ; voyons ce qui est, non ce qui pourrait ou devrait être, parlons des princes, des hommes comme ils sont, de ceux qui existent aujourd'hui,

ou qui sont probables pour l'avenir, dans des temps comme ceux qui courent, dans l'Italie, en l'état où elle est réduite. Admettons un ou même deux hommes d'un grand caractère, hardis et presque téméraires, comme il faudrait qu'ils le fussent pour proposer et pour signer un semblable traité ; tels ne seraient pas les cinq autres, ou au moins quatre, ou trois, ou deux, voire même un, car il n'est ni possible ni probable que sur six ou sept hommes, quels qu'ils soient, princes ou non, il se rencontre jamais six ou sept individus grands, hardis, généreux ; or un ou deux venant à faire défaut, il n'en faut pas davantage pour mettre presque à néant les effets de la confédération projetée. — Il y a deux sortes de probabilités dans les affaires humaines ; l'une conditionnelle, l'autre absolue. Mais tant que la condition de la première demeure impossible, celle-ci reste atteinte de la même impossibilité que la seconde, et il devient inutile de nous arrêter à examiner l'une plus que l'autre. Je voudrais pour beaucoup que le fait vînt me démentir, et je souhaite à ma patrie six ou sept princes capables de concevoir, de stipuler, de signer et de soutenir un acte comme celui d'une confédération italienne à l'exclusion de l'étranger (1).

(1) Les difficultés sont grandes sans doute, mais beaucoup moins que l'on ne veut les supposer. Quant à nous, nous espérons que, faute d'occasion prochaine d'atteindre à l'indépendance complète de la Péninsule, les princes italiens se hâteront d'avoir recours à la confédération entre eux sans l'étranger, rien que pour ne pas continuer à paraître ce qu'ils ne sont certainement pas, ses complices. C'est aussi le moyen le plus sûr de dissiper à jamais l'orage que cette connivence apparente amoncelle depuis longtemps autour d'eux, et qui pourrait finir par éclater d'une manière irréparable et entraîner dans son tourbillon le pays tout entier. Les révolutions sont toujours

Supposons, au contraire, qu'il n'y eût plus de province étrangère ; de quelque manière que l'Italie se trouvât ensuite divisée, quelles que fussent les principautés qui en résulteraient et leur nombre, la confédération serait faisable, facile à faire, toute faite. La différence même des positions, la diversité de puissance y concourrait, la communauté des intérêts y pousserait. Le fait de la confédération précéderait les conventions. — Le seul obstacle est la puissance étrangère. Cela est clair, patent, sans détour ; c'est une de ces vérités de sens commun, dont, après en avoir déjà mis en avant plusieurs et n'ayant pas encore fini, j'aurais honte de composer un livre ; mais ces vérités étant les moins faites pour briller, elles sont précisément celles que l'on met le moins souvent par écrit, et que l'on devrait répandre le plus pour les faire pénétrer dans la politique de quelque nation que ce soit, surtout dans celle de la nation la plus entraînée par l'imagination.

nuisibles aux générations qui les entreprennent, personne ne l'ignore ; mais on a beau les maudire, elles arrivent immanquablement quand on s'obstine à maintenir un état de choses que tout le monde reconnait pour mauvais. Tel est celui qui retient forcément l'Italie en arrière de toutes les nations qu'elle a deux fois civilisées.

TRADUCTEUR.

CHAPITRE SEPTIÈME.

COURTE HISTOIRE DE L'ENTREPRISE TOUJOURS POURSUIVIE SANS SUCCÈS, DURANT SEIZE SIÈCLES, A L'EFFET D'ACQUÉRIR L'INDÉPENDANCE.

1. Nous voilà ainsi revenus au point que j'indiquais au commencement du premier chapitre, à l'obstacle étranger. Mais il y a cette différence désormais que nous avons accepté l'idée émise par un écrivain au noble cœur, relativement à ce qu'il y aurait à faire, l'obstacle écarté. Il est donc temps maintenant de nous occuper de celui-ci, de le regarder en face, de le voir tel qu'il est dans toute son étendue et dans toute sa puissance.

2. L'obstacle est ancien, les tentatives faites pour le surmonter ne le sont pas moins; la grande entreprise ayant pour but l'indépendance italienne remonte loin. Si cette entreprise avait été couronnée de succès, s'il était possible de faire une histoire complète de son commencement, de ses chances diverses, de son dénoûment, il en résulterait, à coup sûr, la plus belle narration qui puisse exister au monde;

une histoire de la constance italienne à éclipser celle si glorieusement déployée par l'Espagne pour l'expulsion des Maures. — Cette histoire pourrait alors avoir pour début la lutte de Rome contre les Gaulois, lutte qui commença au milieu de la cité même, déjà perdue à l'exception du Capitole, quand un banni, le plus grand des bannis, le glorieux Camille, revint dans sa patrie envahie, et la délivra. Après avoir repoussé les étrangers, il continua à les refouler de plus en plus vers les Alpes; il l'organisa et la plaça à la tête de cette partie de la Péninsule inférieure où naquit le nom sacré d'Italie. Ce fut en persistant durant quatre siècles dans cette tâche difficile que Rome devint, peu à peu, la reine de toute la Péninsule, la réunit sous sa loi, et lui donna ce nom qui renferme l'histoire entière des efforts glorieux de nos ancêtres pour assurer l'indépendance de notre belle patrie.

3. Mais, en laissant l'Italie antique, ainsi que l'Italie romaine, républicaine et impériale, pour en venir à celle qui, subjuguée par les barbares en même temps que toutes les nations de l'Europe, tenta seule de s'en délivrer, la lutte pour l'indépendance commence, sinon à la venue de Théodoric, appelé ou envoyé au nom de l'empereur, au moins vers les dernières années de son règne, dès la première moitié du VIe siècle, c'est-à-dire treize siècles avant nous. Il en existe un document indubitable dans cette accusation (dont l'histoire doute, mais peu importe ici qu'elle fût fondée ou non) dirigée contre Boëce et autres Italiens, de *machiner la restauration de l'empire romain.* Des documents ultérieurs, des faits incontestables à l'appui de cette vérité, sont les cruautés

qui suivirent cette accusation, et au milieu desquelles finit ce barbare mais grand Théodoric, plein de clémence auparavant; les tardives recommandations de concorde qu'il adressa en mourant aux nobles goths et italiens; les fables populaires dont sa mémoire fut poursuivie; puis les discussions soulevées entre les Goths et les Italiens, au sujet de l'éducation de son successeur; les vicissitudes d'Amalasonte et de Théodat, qui appelèrent enfin les Grecs, prétendus restaurateurs de l'empire. — Mais, triste résultat de ces appels au dehors, les Grecs ne restaurèrent pas l'empire italien, ils étendirent seulement la domination grecque; et de royaume qu'elle était, l'Italie devint province. De là résulte un grand enseignement, jamais assez répété : qu'il ne faut pas demander aux étrangers les restaurations d'indépendance; et cet autre encore : qu'il ne faut pas les compliquer d'autres restaurations.

4. L'empire grec mit quelque vingt ans à établir sa domination sur la totalité de la province italienne, puis dix autres à l'y défendre avec peine, pour succomber ensuite sous les Lombards. Alors la Péninsule fut divisée pour ne se réunir peut-être jamais (1); les Grecs tenaient presque toute la partie orientale avec Rome, les Lombards presque toute la portion occidentale. Mais les Italo-Grecs ou Impériaux ou Romains, comme ils se nommaient, furent sans compa-

(1) Nous ne voulons pas, par nos prévisions, empiéter sur les desseins de la Providence avec ce *jamais*, quoique dubitatif; d'autant plus que, loin de désirer pour l'Italie cette centralisation qui réduit la France entière à Paris, nous croyons qu'une confédération bien combinée de cinq ou six États véritablement nationaux serait la meilleure des réunions. TRAD.

raison plus indépendants que les Italo-Lombards. Ils avaient des exarques, des ducs, des gouverneurs grecs, étrangers, pervers ; mais ils leur obéissaient peu et rarement ; ils obéissaient plutôt aux papes, à leurs évêques, à leurs magistrats citoyens. C'étaient déjà de véritables communes, à la manière de celles de la Lombardie et de la Toscane cinq siècles plus tard. Elles ne tenaient pas plus compte de l'empereur grec, éloigné d'elles, que celles-ci des empereurs allemands à leurs portes; et, comme celles-ci, elles firent les ligues et les confédérations dont nous avons déjà parlé. Telle est la véritable et glorieuse origine de la puissance temporelle des papes; origine aussi ancienne et plus légitime en réalité que celle de quelque royaume européen que ce soit. Là est l'excuse ou plutôt le mérite et la vertu de leur constante résistance aux Lombards; là est la gloire de Grégoire le Grand, qui le premier prit la défense de tout ce qui restait d'indépendant; là celle plus grande encore de Grégoire II, qui défendit cette indépendance contre les Lombards, et l'augmenta contre les Grecs au moyen d'une belle confédération nationale, et sans assistance étrangère; là est l'excuse des papes ses successeurs qui, pressés par des ennemis proches, recoururent, moins lâchement qu'imprudemment et malheureusement, à l'assistance des Francs, étrangers nouveaux. — Le résultat et l'enseignement furent les mêmes que deux siècles auparavant, les nouveaux libérateurs restèrent les maîtres.

5. Ce ne fut pas là tout. On commit bientôt l'autre erreur, plus grande peut-être, de restaurer un nouvel empire romain. Et de même que le premier restauré

avait été non pas italien, mais grec, celui-là fut franc. Cette restauration de l'empire fut une erreur, une préoccupation, un aveuglement, une manie, une sottise, une imposture presque incompréhensible pour nous. Il ne nous paraît pas croyable qu'elle ait duré tant de siècles, mille ans et plus, de 800 à 1805. Tant un souvenir, un mot a de puissance ! Mais qu'on ne vienne pas nous dire, à nous autres Italiens, que cet empire romain fut une grande idée de Charlemagne, une gloire du moyen âge, un grand bonheur pour la chrétienté, à laquelle furent ainsi donnés un grand centre temporel et un grand centre spirituel, deux grands chefs, l'empereur et le pape. Je ne sais si tout cela, bien que célébré par un bon poëte, peut être de la bonne poésie, mais ce n'est de l'histoire sous aucun rapport. L'ambition de Charlemagne fut grande, mais non son idée, aucune idée ne devant se dire grande lorsqu'elle se rapetisse autant en se réalisant. Il est certain que l'empire conçu par Charlemagne, c'est-à-dire, la suprématie d'un roi sur les autres, ne subsista sans contestation que pendant quatorze ans, autant que son fondateur, ou que quatre-vingt-huit ans y compris ceux qu'il traîna au milieu de nombreuses et graves contestations, beaucoup moins que la dynastie carlovingienne dont il fit la perte; ce qui prouve que ce fut une petite et de plus une mauvaise idée. Et quant à ce qui est de la beauté de l'édifice de la chrétienté posée en équilibre sur deux centres, je ne sais guère voir rien de tout cela, puisqu'en somme le centre impérial ne dura que quatre-vingt-huit ans ou plutôt quatorze, après lesquels chaque roi régna à sa guise, sans s'inquiéter de l'empereur plus que de tout autre

souverain. Les deux centres ou pivots survécurent bien, cela est vrai, mais pour l'Italie seulement, où l'intervention impériale fut non pas un bonheur, mais un très-grand malheur, se reproduisant sous mille formes diverses. En effet, elle fut cause, en premier lieu, que l'empereur devant être roi d'Italie, tous les rois carlovingiens voulurent ce royaume, se le disputèrent et l'envahirent. Elle fut cause en outre que le petit nombre de princes italiens, deux Bérenger, un Gui et un Arduin, après avoir réussi à se faire rois d'Italie, ne purent demeurer tels, comme d'autres princes restèrent rois de France, d'Espagne, d'Allemagne; ce qui, soit qu'il faille ou non le regretter pour la suite des temps, fut un grand malheur pour une époque où l'Italie y gagna d'être plus bouleversée par des invasions, plus corrompue, plus avilie que ne le fut jamais ni elle ni aucune autre nation chrétienne. Ces rois-là en effet furent bien avilis qui soumirent la couronne italienne à celle de l'Allemagne; bien avilis ces princes qui ne tenaient leur puissance que des interventions étrangères; bien avilies ces princesses ou plutôt ces prostituées qui ne devaient la leur qu'aux débauches nationales et étrangères; bien avilis ces ecclésiastiques enveloppés dans toutes ces turpitudes, acheteurs et vendeurs des siéges épiscopaux et de la chaire de Saint-Pierre elle-même; bien avilie la nation tout entière qui dans ce siècle et demi eut plus que jamais recours au dehors, et qui à la mort de Henri de Saxe, en vint au point de mendier des maîtres par toute l'Europe, en France, en Castille, en Germanie, de faire refuser de tout le monde sa servitude, excepté des Allemands qui toujours ont été prêts à en tirer profit. Je sais bien

5.

que nos imperturbables flatteurs, qui nous excusent quand ils ne peuvent nous louer, et nous consolent quand ils ne peuvent nous excuser par la comparaison des vices des autres, diront que vers l'an mil il y eut une époque d'avilissement pour toute la chrétienté, pour nos maîtres comme pour nous esclaves, pour les acheteurs comme pour les vendeurs de notre indépendance; mais je dis que dans de pareils contrats les vendeurs sont de beaucoup plus avilis que les acheteurs, celui qui se fait esclave que celui qui se fait maître. Je persiste donc dans mon dire, et je répète, pour conclure, que la nation italienne tomba alors plus bas que n'étaient jamais tombées ni elle ni aucune autre nation chrétienne, et que ce fut l'effet de ce mauvais rêve de la suprématie impériale (1). — Il me semble

(1) Cela est vrai; nous ne contestons pas à l'auteur que les prétendus droits du Saint-Empire ont été funestes à l'Italie; mais il n'en est pas moins vrai que le Saint-Empire a été un peu sévèrement jugé par lui.

Selon nous, après la résistance de l'Italie pour ne pas se laisser entièrement dompter par les barbares (ce qui sauva les anciens éléments de la civilisation italo-grecque, et permit aux éléments chrétiens de la raviver sous des formes nouvelles), le Saint-Empire a été, non la seule, mais la plus grande conception de l'Église catholique: il eut pour but de diminuer à temps cette tendance des vainqueurs à l'isolement, qui survécut au moyen de centralisation le plus puissant, et qui, sans cela et sans les communes, aurait probablement réussi à réaliser partout le partage des terres, des arbres, des animaux et des hommes considérés comme une même chose; elle serait parvenue à ramener le monde occidental au moins à l'état de barbarie où se trouvaient avant César les tribus celtiques.

Il nous est impossible de développer, dans une note, une thèse qui est peut-être la plus importante de l'histoire du moyen âge, et que d'illustres historiens ont pris soin d'écarter, pour ne pas compromettre ce qu'on est convenu d'appeler les éléments civilisateurs de la race germanique; mais il ne sera pas tout à fait inutile de l'avoir rappelée ici. TRAD.

résulter de là deux enseignements, le premier, qu'avant de viser à la suprématie il faut arriver à l'égalité; le second, c'est que l'égalité à laquelle il faut d'abord parvenir avec les nations indépendantes, c'est l'indépendance.

MAIS LES NATIONS CHRÉTIENNES PEUVENT ÊTRE ATTEINTES DE MALADIES ET NON MOURIR, dit admirablement M. Gioberti (1).

6. En effet, l'histoire du XIe siècle non-seulement prouve cette vérité, mais elle révèle les causes de ce fait, elle indique les moyens de la guérison. Le remède qu'ont les nations chrétiennes et qui manquait aux anciennes nations est l'Église, qui, incorruptible qu'elle est, suffit à les préserver d'une corruption mortelle, suffit à conserver la vertu, l'activité chrétienne, source intarissable de vie. Plusieurs de ses membres que la corruption n'avait pas atteints se retirèrent du monde, s'ensevelirent dans les monastères. Ceux de Cluny, de Cîteaux, des Chartreux, des Camaldules, de Vallombreuse et plusieurs autres furent fondés à cette époque; et leur principal mérite ne fut pas, comme on a coutume de le dire avec trop d'humilité, d'avoir conservé les manuscrits, ou les lettres, ou l'agriculture, mais bien la vertu, la vertu austère, la vertu chrétienne. L'histoire de ces cloîtres aux environs de l'an mil est une merveille, un miracle continuel. Un homme, un saint prenait en dégoût le siècle (ce siècle à foudroyer réellement), il s'indignait contre les mœurs des laïques, du clergé, des moines, et il formait le dessein de fonder un nouveau monastère, d'y rétablir la discipline. Il le

(1) *Del primato*, etc., tom. II, p. 327.

fondait avec deux ou trois compagnons, dont le nombre augmentait jusqu'à une centaine; il en fondait alors d'autres aux environs, et le tout ensemble s'appelait *une réforme*. Parfois le fondateur avait à peine fermé les yeux, ou même avant, et la réforme tombait dans la corruption générale, tant celle-ci avait de force! Mais alors se reproduisait un autre réformateur, un autre monastère, une autre réforme; et, celle-là corrompue, une autre, puis encore une autre, tant que dura la corruption universelle, et même plus tard. Cependant, tantôt dans un cloître, tantôt dans un autre, la vertu avait un asile où elle pouvait se conserver, et il en sortit vers la moitié du siècle une foule, une phalange d'hommes que je ne sais si je dois nommer de grands saints, de grands philosophes, de grands réformateurs ecclésiastiques ou de grands politiques, car ils furent tout cela; de ce nombre étaient Pierre Lombard, Lanfranc, saint Anselme d'Aoste, un ou deux autres Anselme, saint Pierre Damien, Hannon de Cologne, Hildebrand enfin, c'est-à-dire Grégoire VII, le plus grand, mais non le seul grand, le prince de cette phalange déjà formée. Grand par l'esprit sans doute, mais plus grand par la foi, grand politique, mais pontife encore plus grand, il recueillit et répandit au loin les fruits que les autres avaient semés. Ce fut à lui et à tous les autres ensemble que la chrétienté, corrompue en général, dut sa guérison, mais particulièrement l'Italie, plus corrompue encore; et cela non-seulement parce que la plupart d'entre eux naquirent en Italie, mais surtout parce qu'ils s'occupèrent unanimement de guérir Rome, d'y rétablir la discipline et l'indépendance ecclésiastiques, et dès que celles-ci eurent com-

mencé à renaître, elles furent suivies, comme conséquence naturelle, de l'indépendance italienne. On dispute en vain sur la misérable question de savoir quelle part revint ou non aux évêques et aux ecclésiastiques dans l'établissement des communes; en vain on allègue que celles-ci se soulevèrent parfois non en faveur des évêques et avec leur assistance, mais contre eux. La vertu fit les communes italiennes, et la vertu de ce siècle fut incontestablement d'origine ecclésiastique, même celle qui dans certains lieux se tourna contre des ecclésiastiques corrompus. De là ressort cet enseignement : que la vertu fait l'indépendance, et cet autre : que nulles personnes n'ont peut-être plus d'influence sur les vertus nationales que les ecclésiastiques.

7. C'est donc du pontificat de Grégoire VII (en l'an 1073) que commence ce long siècle dont nous avons dit qu'il était le plus beau de l'histoire d'Italie, attendu qu'il fut le seul beau dans l'histoire de l'indépendance, le siècle où celle-ci fut conquise par les communes. Il commence en même temps et s'adjoint le siècle des plus grands papes politiques qui aient existé. En premier se présente Grégoire VII dont on ne finit pas facilement de parler, qui fut l'inventeur des croisades, le défenseur des peuples et des princes opprimés, le fondateur du seul véritable centre politique qui ait existé au moyen âge. Peut-être exagéra-t-il cette centralisation, peut-être usurpa-t-il quelques droits temporels, ce dont on le blâmait jadis, et dont on le loue souvent maintenant, tandis qu'il faudrait se contenter de l'excuser. Grégoire VII combattit avec longanimité pour toutes ses grandes entreprises, et mourut au milieu d'elles, exilé, martyr, en se vantant de sa tâche et

en la transmettant à ses successeurs. Dans le nombre se distinguent un Urbain II qui réalisa la pensée des croisades, un Calixte II qui accomplit l'indépendance ecclésiastique, un Alexandre III, le grand allié des communes italiennes. Tous ces papes ne furent pas du reste les chefs d'un parti italien contre un autre, encore moins les chefs de la nation contre les étrangers. Ils furent ce qu'ils devaient être, les chefs de la chrétienté, rien de moins, rien de plus. Si en portant leur attention sur tous les intérêts chrétiens, si en les protégeant tous, ceux de l'Italie se trouvèrent plus favorisés, ce fut uniquement parce qu'ils étaient alors au nombre des plus importants. La grandeur temporelle du pape et l'indépendance de l'Italie s'accrurent ensemble et s'aidèrent sans doute réciproquement; mais ceux-là tombent dans une grave erreur qui ne savent envisager que l'un ou l'autre côté, et font ainsi les papes plus italiens ou les Italiens plus papistes qu'ils ne le furent réellement. Alexandre III fut le seul pontife qui épousa véritablement la cause de l'indépendance, et il ne s'y associa peut-être entièrement qu'au moment où Frédéric Barberousse lui eut opposé un antipape; il agit donc plutôt dans les intérêts de la papauté que dans ceux de l'indépendance. Ni lui ni ses prédécesseurs ne sont moins à estimer pour cela. Qui oserait adresser des reproches au lieu de louanges à ceux qui commencèrent par faire leur devoir avant d'aider les autres à remplir le leur, ou même qui s'acquittèrent de leur devoir le plus important avant celui qui l'était moins, ou enfin qui ayant dans leurs mains les intérêts de la chrétienté entière, plus ceux d'une principauté ou même d'une partie de l'Italie

(car elle ne dépendit jamais d'eux on totalité), songèrent à ceux-là avant ceux-ci? Mais ce fut là précisément une des causes pour lesquelles cette magnifique guerre de l'indépendance, cette guerre si justement commencée, soutenue avec tant de persévérance, si admirablement amenée à une confédération, si heureusement victorieuse à Legnano, se termina par les paix trop mal combinées de Venise et de Constance. Alexandre III même, le plus grand des papes qui aient combattu pour l'indépendance, ne fût pas plutôt reconnu pour pontife suprême qu'il renonça à l'entreprise, abandonna les communes victorieuses; et je ne sais qui oserait dire qu'il fit mal, ou qu'il aurait dû rejeter de la communion de l'Église l'Empereur et la moitié de la chrétienté pour les intérêts de l'Italie. Dire qu'il aurait dû faire cesser le schisme comme pape et continuer la guerre comme prince, serait faire une distinction impossible peut-être à maintenir en quelque temps que ce soit, mais surtout en celui-là. Du reste, nous l'avons déjà dit, on ne visait seulement pas à cette époque à une indépendance entière de l'Empereur, et une fois qu'on eut obtenu l'unique point pour lequel on eût combattu, la ligue fut dissoute. — Tous ces faits pourraient fournir de nombreux enseignements, mais deux surtout sont à signaler, savoir : que les confédérations sont indubitablement le meilleur moyen de conquérir l'indépendance, sans laquelle elles ne peuvent pas se maintenir; et que les papes, puissants appuis pour de telles entreprises, n'en sauraient être utilement les chefs.

8. De la paix de Constance (en l'an 1183) à l'arrivée de Charles VIII (en 1494) s'écoulèrent ces trois siècles

de la jeunesse, de la splendeur et de l'incontestable suprématie de l'Italie, ce dont résultent désormais d'innombrables enseignements; ces siècles qui, de moindre vertu que le précédent, virent les fils recueillir les fruits semés par les pères, mais sans les faire venir à maturité. Ils ne surent pas compléter l'indépendance, séduits qu'ils furent par une autre tâche plus immédiatement attrayante, celle de conquérir et d'exagérer même la liberté intérieure. Ils oublièrent l'Empereur pour se tourner tantôt ici, tantôt là, contre quelque petit tyran, contre des nobles, grands ou petits, contre la riche bourgeoisie (*popolani grassi*), et réciproquement. La lutte se perpétua avec des chances multipliées, avec une imprévoyance qu'on ne saurait concevoir aujourd'hui, avec un excès de licence qui servit ensuite de texte non-seulement aux adversaires des gouvernements populaires, mais aux ennemis de toute liberté. Mais la vérité est que dans ces temps de féodalité, c'est-à-dire, d'une aristocratie plus resserrée et plus oppressive, d'une organisation la plus défectueuse qui ait été jamais, le désordre, la licence elle-même, tout excès populaire avait pourtant son avantage; c'est à cela que notre nation trop libre et peu indépendante, devait une condition meilleure que celle des peuples soumis au régime féodal. Ce fut là l'avantage de l'Italie, la cause de sa supériorité durant ces trois siècles; avantage et supériorité qui cessèrent ensuite naturellement d'eux-mêmes, quand les inconvénients propres au système féodal ayant diminué chez les autres nations, l'Italie ne se trouva plus avoir à mettre en comparaison que les inconvénients plus grands d'une indépendance incomplète. — Quoi qu'il en soit,

dès le premier de ces trois siècles, dans la tourmente des nouveaux gouvernements populaires, les dialectes devinrent une langue, langue poétique, politique, nationale, à l'usage de toute espèce de progrès. On vit naître et grandir l'industrie, la navigation, le commerce, les richesses, tous les arts, et à leur tête, comme toujours, ceux qu'on appelle les beaux-arts, et qu'on pourrait appeler les arts suprêmes. De là cette supériorité de lumières plus incontestable que celle de la civilisation dans toute l'acception du mot, des doutes pouvant rester à cet égard chez ceux qui considèrent l'indépendance comme la plus précieuse de ses conditions. — Quoi qu'il en soit, on se fait généralement une grande illusion sur ces trois siècles. Souvent ces communes au gouvernement populaire se donnèrent ellesmêmes le nom de républiques; c'est ainsi que les ont appelées plusieurs écrivains, et dernièrement encore Sismondi, dans l'ouvrage intitulé précisément *Histoire des républiques italiennes*, l'un des plus lisibles, des plus lus, et, littérairement parlant, l'un des plus beaux livres de notre histoire. Mais si l'on conserve à ce nom de république le sens étymologique et universellement admis de chose publique, c'est-à-dire, de tout l'État, autrement de l'État indépendant publiquement administré, on reconnaîtra que de toutes les soi-disant républiques italiennes du moyen âge, il n'y en eut qu'une véritablement telle, celle de Venise; encore n'en fut-il pas ainsi dès l'instant de sa naissance ou de sa jeunesse fabuleuse, mais seulement lorsqu'après la lutte de l'empire carlovingien avec l'empire grec, au sujet de leurs limites, elle demeura indépendante de tous deux. Toutes nos autres villes restèrent communes

et rien de plus; communes toujours dépendantes de droit, de fait toutes les fois qu'un empereur fut en mesure de faire valoir ce droit. Ce fut là le vice capital qui altéra les constitutions diverses, les faits, la vie, la civilisation de ces communes. De là tous les vices d'un ordre inférieur, tous les revers, toutes les fautes et la fin malheureuse de ces trois siècles. D'abord les deux partis guelfe et gibelin, prenant leurs noms de deux familles qui se disputèrent l'empire peu après la paix de Constance (tant avait de force l'erreur qui faisait que dans les intérêts italiens on se préoccupait non de l'Italie, mais du dehors, mais de l'Empire), se trouvèrent bientôt l'un, le parti de l'empereur, les Gibelins, l'autre, le parti du pape et des communes, les Guelfes : ce dernier était dès lors incomparablement plus national. Il paraît étrange, absurde, à observer les choses après l'événement, que ce ne fût qu'un parti et non la nation entière, qu'un parti seulement sût et voulût suivre la marche si naturelle à toutes les entreprises ayant pour objet l'indépendance, c'est-à-dire, de s'assurer complétement cette indépendance après une première victoire; que l'autre parti voulût arrêter ou même faire reculer l'entreprise. Mais c'est un fait, et malheureusement dans tous les temps, pour toutes les entreprises, on rencontre de ces gens qui veulent enrayer et repousser en arrière; gens utiles sans doute si le but que l'on poursuit est mauvais, mais funestes sans doute s'il est bon, comme l'était certainement celui de l'indépendance. Durant un siècle cependant, au milieu des contestations impériales qui suivirent la mort de Henri VI de Souabe, de la longue minorité de Frédéric II, des vicissitudes subies par cet empereur,

peut-être plus aventureux que grand, et des nouveaux différends pour l'Empire qui suivirent sa mort, le parti guelfe s'accrut sous la conduite de plusieurs papes d'une grande habileté politique, quoique inférieurs aux plus illustres du siècle précédent, et il eut beaucoup plus d'influence que le parti gibelin. Ce fut sous son ombre salutaire que naquirent et grandirent les pères de toutes les gloires italiennes, saint François, saint Bonaventure, saint Thomas, la grande charité, la grande théologie, la grande philosophie italienne; Dino Compagni et les Villani que l'on appelle de grands chroniqueurs, mais qui pour la vertu demeurent presque les seuls grands historiens de l'Italie; les trois Guido, Dante, Pétrarque, Boccace, la grande poésie italienne à la hauteur de laquelle on n'est plus arrivé, on n'arrivera peut-être plus; les Pisani, Cimabué, Giotto, frère Angélique, Arnolf de Lapo, les maîtres de l'art italien. Pour aller encore plus loin, la plupart des gloires italiennes même postérieures au siècle des Guelfes appartinrent à l'opinion guelfe. Toutes les illustrations papales en masse furent guelfes; aussi celle de Venise qui, sans être guelfe de nom, le fut plus que toute autre au fond, eut et conserva ce que désiraient les Guelfes, l'indépendance. Guelfes aussi furent toutes les gloires de cette Florence qui ne fut la première, la plus noble, la plus polie des cités italiennes, que parce qu'elle fut la plus constamment guelfe, et qui fut l'Athènes de l'Italie, parce qu'elle eut, comme celle de la Grèce, l'amour de l'indépendance.

9. Mais vers le commencement du XIII[e] siècle, les Guelfes (comme il n'arrive que trop aux partis vainqueurs) tombèrent dans de graves erreurs, et d'abord

dans celle dont nous avons déjà fait mention, d'exagérer les doctrines démocratiques et de procéder par épurations. Le mal n'est pas précisément en cela, puisque la démocratie, une fois qu'elle a abattu une aristocratie, s'en fait inévitablement une nouvelle qui peut bien avoir moins d'éclat, ne pas rappeler par des noms anciens les événements reculés, ne pas exciter l'admiration ni l'envie, mais qui en somme, une fois reconnue, remplit le rôle essentiel de toute aristocratie, c'est-à-dire, emploie au gouvernement de la patrie tous ceux que leur fortune dispense de songer aux besoins journaliers de la vie. Mais l'erreur irrémédiable des Guelfes eut pour cause la haine de parti, ou plutôt une de ces prolongations de colère qui deviennent fatales quand les motifs et les périls anciens ont cessé, parce qu'elles distraient des périls présents; une de ces intolérances enfin qui détournent du but. Les Guelfes du midi ne voulurent pas souffrir la domination des derniers restes d'une race détestée, Manfred, roi de Pouille et de Sicile, de la maison de Souabe. N'étant pas empereur, ne prétendant pas à l'Empire comme ses ancêtres, il était le seul de sa famille à supporter, car il serait devenu par la suite, ainsi que ses enfants, roi indépendant et italien. Pour le renverser, les Guelfes retombèrent dans l'ancienne faute d'appeler les Français, mais d'autant moins excusables alors, qu'ils avaient de plus cinq siècles d'expérience et de civilisation toujours croissante. Cette faute porta ses fruits ordinaires: Charles d'Anjou, les Angevins ses descendants, et les princes français ses parents, devinrent les chefs dominants du parti guelfe; ils en enlevèrent la direction aux papes, qu'ils déportèrent

à Avignon, et se mettant à leur place, eux étrangers, ils dénaturèrent la cause soutenue jusque-là; ils réduisirent ainsi le seul parti national à n'être qu'une faction épousant des intérêts étrangers contre d'autres intérêts étrangers. Alors le parti gibelin se releva d'autant, et de ce moment les Gibelins eurent aussi leurs grands hommes; alors Dante, l'illustre Guelfe, devint le grand Gibelin. Cela explique, mais n'excuse pas le changement de parti de Dante, encore moins peut-on y voir une action louable et digne d'être imitée. Je crois aimer Dante autant que puisse le faire aucun Italien; mais j'aime plus que lui cette Italie qu'il aima tout en se trompant; et instruit, comme mes contemporains, par cinq autres siècles d'expérience après lui, j'aime, avant tout homme ou toute chose dont puisse s'honorer l'Italie, l'indépendance de l'Italie. Je dis que c'est toujours un grand malheur pour qui que ce soit que de changer de parti; que ce n'est pas toutefois une faute, qu'il y a même vertu à en abandonner un mauvais pour un meilleur ou un moins mauvais; mais que c'est un malheur et une faute que de changer pour en adopter un plus mauvais, quand même celui que l'on quitte aurait commis des erreurs, des absurdités ou des crimes; car il suffit alors de se séparer de lui en cela, ou même tout à fait, sans passer au plus mauvais. Dante se vanta d'avoir agi ainsi, d'avoir *fait parti à lui seul*; mais il ne le fit pas; il se rangea du parti le plus mauvais. Cela n'est que trop démontré, pour quiconque n'a pas le défaut de ne pas apercevoir de défauts dans les objets de son amour, par cet incroyable livre *de la Monarchie*, plus coupable, plus erroné, plus médiocre

que les pauvretés et les folies guelfes que Dante a poursuivies de tant de mépris. Beaucoup, cependant, firent comme lui ; beaucoup se retirèrent du parti guelfe devenu non moins étranger que le parti gibelin, abandonnèrent les papes devenus eux-mêmes étrangers. Cela se voit dans les ouvrages des deux autres pères de la langue italienne, Pétrarque et Boccace ; cela se voit dans l'événement des Vêpres siciliennes, et dans celui de Nicolas de Rienzi, et dans tout ce qui se passa en Italie jusqu'au retour des papes. Le parti guelfe avait abdiqué la vertu primitive ; mais le parti gibelin n'en avait guère acquis, parce qu'il n'y en avait pas dans sa nature, parce qu'il ne peut en exister dans aucun parti contraire à l'indépendance nationale.

10. A partir du retour des papes jusqu'à la mort de Laurent le Magnifique, les communes italiennes vont en décadence ; c'est l'œuvre qui s'accomplit dans le cours de ce xve siècle si inférieur en vertus politiques au xiie et au xiiie, et en mérite littéraire au xive et au xvie, durant ce *Quattrocento* (1) que, sauf l'érudition et les arts, on pourrait appeler le siècle de la médiocrité. Les papes, à leur retour d'Avignon, ne retrouvèrent plus ni leur influence directrice sur le parti guelfe, ni même, pour ainsi dire, un parti guelfe. Une fois dénaturés, les partis tombent d'eux-mêmes. Et entre le parti guelfe, qui n'avait plus pour lui la bonne cause, et celui des Gibelins, qui ne l'a-

(1) Les *Trecento*, *Quattrocento*, *Cinquecento*, *Seicento* et *Settecento* des Italiens, au lieu d'être précisément les xiiie, xive, xve, xvie et xviie siècles, sont plutôt les xive, xve, xvie, xviie et xviiie. TRAD.

vait jamais eue, il ne resta plus aucun parti national. Jamais il n'y avait eu de nationalité italienne véritable et entière; mais, à son défaut, le parti national avait servi le pays en s'efforçant de la lui procurer. Celui-ci venant à manquer, tout manqua à la fois : la vertu, l'ambition même, l'inspiration nationale. Voilà le motif pour lequel le xve siècle vit s'arrêter le progrès dans les lettres et dans les armes. Une fois les belles-lettres naturalisées dans un pays, il y a toujours des littérateurs qui continuent à les cultiver; une fois que des forces militaires y ont été organisées, il continue à avoir des troupes, des officiers. Mais quand l'inspiration manque, les littérateurs ne deviennent pas des écrivains, ni les officiers, des capitaines. Que si l'on revit dans le xvie siècle des écrivains et non des capitaines, c'est que parfois il suffit d'espérances pour reproduire les premiers, et qu'il faut de toute nécessité aux autres la réalité de la nationalité et de l'indépendance; et la malheureuse Italie laissa échapper à cette époque une des plus belles occasions que jamais lui ait ménagées la Providence pour reconquérir l'une et l'autre. — C'était le temps où s'élevait, avec une admirable intelligence de ses intérêts propres et de ceux de l'Allemagne entière, la maison de Habsbourg, l'illustre maison d'Autriche. Dès son origine, à commencer par son glorieux fondateur Rodolphe, elle avait mis à l'écart les vaines prétentions qu'avaient sur l'Italie les anciens empereurs des maisons de Saxe, de Franconie et de Souabe; elle avait inventé, poursuivi, propagé, satisfait une ambition nouvelle, nationale, germanique. Si donc on nous accorde le

droit d'appeler les princes grands, non en raison de ce qu'ils ambitionnèrent, mais en raison de ce qu'ils fondèrent, nous appellerons grands ceux qui posèrent les fondements de la grandeur autrichienne, le long de la chaîne septentrionale des Alpes et sur la partie moyenne du cours du Danube où est encore le siége de l'empire. L'occasion était donc belle alors pour l'Italie, d'obtenir ce qui manquait à son indépendance, de faire passer en droit ce qu'elle avait de fait. Mais elle se contenta de jouir de ce qu'elle en possédait, sans chercher à se procurer le reste. Ni les papes, hommes supérieurs parfois, ni Cosme et Laurent de Médicis, les plus grands hommes d'État de ce siècle, ne pensèrent guère à l'avenir de la patrie. Laurent lui-même, l'auteur de la confédération que nous avons louée, ne songea pas à rien accomplir, mais à conserver. L'Italie, après deux siècles de civilisation éclairée, après quatre siècles d'une indépendance presque entière, n'était pas mûre pour saisir l'occasion de la compléter. Et l'indépendance, restée incomplète, laissa l'Italie ouverte de nouveau à toute intrusion étrangère, à celle du premier venu.

11. La descente de Charles VIII bouleversa l'Italie au moment où, délivrée d'étrangers et confédérée, elle pouvait paraître plus près de devenir une vraie et grande nation. Ainsi les invectives dont ce roi à l'esprit léger et aux vues étroites, les Français qui le suivirent étourdiment, et les Italiens qui l'appelèrent traîtreusement ont été l'objet, sont justes, naturelles, générales. Mais il faudrait tourner aussi une bonne part de cette colère contre toute cette génération d'Italiens plus cultivés et plus élégants que forts, plus

corrompus que civilisés, qui laissèrent s'accomplir cette conquête si téméraire. Celle-là, du reste, n'eut guère plus d'un an de durée, et plusieurs autres conquêtes des Français, des Espagnols, des Allemands, passèrent tour à tour après elle, à notre honte, sans doute, et à notre grand dommage; mais le dommage le plus grand et le plus durable nous vint de ces derniers étrangers, nos envahisseurs ordinaires. L'Empire, le funeste Empire romain-allemand fut celui qui nous perdit cette fois, comme les autres. Les droits de l'Empire firent donner d'abord au traître Ludovic Sforce, puis revendiquer par l'Empire, et attribuer enfin à la maison d'Autriche, cette Lombardie qu'elle possède encore. Ce fut l'Empire qui ouvrit toutes les portes de l'Italie à Charles-Quint; l'Empire, qui déjà en proie à toutes les infirmités au milieu desquelles il prolongea sa décrépitude, se substitua en Italie les deux maisons autrichiennes, l'espagnole et l'allemande. Ce fut l'Empire et la corruption élégante qui, dans l'espace d'un peu plus de soixante ans, firent passer l'Italie de la condition la plus heureuse à la plus affligeante, de la liberté à la servitude. — Mais admirons, au milieu même de nos douleurs, les voies de la Providence. Tous ces étrangers accourus pour nous déchirer, Espagnols, Français, Allemands, remportèrent chez eux quelques parcelles de cette culture intellectuelle déjà vieille chez nous, et ce siècle, le troisième de notre civilisation, fut considéré comme le premier parmi les autres peuples, qui l'appellent le *siècle de la renaissance*. Nous pouvons donc dire que nous avons souffert à l'avantage de tous. Mais sachons avouer aussi que nous n'avons pas souffert sans

qu'il y eût de notre faute ; sachons reconnaître que toute notre supériorité d'instruction ou même de civilisation ne nous a servi à rien, ni pour compléter ni même pour conserver ce que nous avions d'indépendance, à rien pour nous sauver ni de longs déchirements ni du dernier abaissement. — Cette condition déplorable fut consolidée en 1559 par la paix de Cateau-Cambresis, qui laissa la Sicile, Naples, la Sardaigne et Milan au pouvoir de la maison d'Autriche espagnole, et l'Italie livrée à la merci de deux étrangers. Quand osera-t-on faire une histoire de ces soixante-six années, si brillantes et si sombres? de Charles VIII à ce traité de paix ? de Macchiavel au Tasse? de Raphaël aux Carraches? de Laurent au grand-duc Cosme? Quand pourra-t-elle se faire, non pas avec l'esprit indifférent de Macchiavel ou de Guichardin, mais avec une sensibilité d'artiste jointe à un mâle jugement capable d'apprécier les mâles vertus, les innombrables vices, les diverses mais vaines merveilles de cette génération italienne ? La moindre difficulté pour écrire et pour faire lire dans notre patrie une telle histoire, viendrait peut-être de la censure; ce serait un aliment d'âpre saveur à ne convenir qu'à des palais endurcis, à des générations accoutumées à l'indépendance ou du moins mûres pour la recouvrer.

12. A cette nouvelle et détestable condition faite à l'Italie commence cette période de plus d'un siècle, déshonorée dans le souvenir de tous les Italiens sous le nom de *Seicento*, période de la dépendance directe la plus étendue, de la dépendance indirecte la plus pésante, de la nationalité la plus réduite ; période qui,

par une conséquence naturelle, se trouve la plus dépourvue d'activité et de vertu inspiratrice, riche d'oisiveté, de vices et de corruption dans les lettres, dans les arts, dans l'ordre civil comme dans le militaire. Cette opinion sur notre *Seicento* a été générale, et elle n'a pas été moins salutaire que juste ; car il est toujours juste et salutaire de considérer une période de dépendance comme une époque d'avilissement, et de voir dans l'avilissement la corruption ; il est toujours juste et salutaire qu'en comparant notre XVIIe siècle avec le Xe, on reconnaisse qu'une nation peut être précipitée de quelque degré de culture et de civilisation que ce soit dans l'avilissement et la corruption. Mais aujourd'hui l'histoire se fait d'une manière détestable. C'est une recherche érudite de documents ignorés, c'est un bouleversement de toute philosophie historique ; une manie de nier tout ce que le sens commun des générations avait fait admettre comme certitudes universelles ; une prétention de trouver et d'enseigner ce qui ne fut jamais ni enseigné ni su. Est-ce simplement ambition de nouveautés ? ou bien serait-ce une application large de cette méthode historique qui débuta par la négation des vérités, des traditions les plus universelles et les plus importantes ? Je n'entends pas scruter les intentions, et je laisse chacun juge sans appel des siennes propres. Mais je discute les faits et leur importance, et j'affirme qu'il est extrêmement important de conserver à notre *Seicento* la note d'infamie qu'il a méritée. On nous cite en vain à sa décharge le grand nom de Galilée. Galilée fut le premier à mettre pratiquement avec génie et grandeur toutes les sciences matérielles quelconques sur la voie de cette méthode

de l'expérience que Bacon ne fit que recommander quand on avait déjà commencé à en faire usage. On a donc raison de revendiquer cette véritable et grande gloire italienne ; il est bon de signaler l'inépuisable fécondité du génie italien qui, lorsqu'on lui avait coupé toutes les autres voies, sut en frayer une nouvelle et magnifique, pour lui et pour les autres. Mais les sciences naturelles ont cela de particulier, je ne sais si c'est un défaut ou un avantage, qu'elles ne dépendent pas autant que les autres des vertus, des conditions nationales, qu'elles peuvent se développer et briller même chez des nations serviles et corrompues, bien que le plus souvent elles n'y fructifient pas longtemps. La vérité est que la vie elle-même de Galilée prouve combien ses contemporains étaient misérables. Ce n'est pas contre le pape, ce n'est pas contre l'inquisition romaine que doit se déchaîner principalement le courroux excité par les persécutions auxquelles Galilée fut en butte. La curie romaine ne fit peut-être pas elle-même d'une question de science une question de théologie. Galilée fut le premier à la rendre telle, avec une imprudence et un zèle sans doute bien pardonnables ; mais l'imprudence et le zèle en sens opposé de la curie romaine sont bien pardonnables aussi. Le plus impardonnable de tout cela c'est donc la sotte faiblesse du grand-duc, de ses autres protecteurs et de ses nombreux amis, c'est-à-dire, en un mot, des contemporains de Galilée. Mais ce qu'il y a de bien pis, c'est d'entendre citer à la décharge de ce siècle un Masaniello, un Bruno, un Campanella; un pêcheur chef populaire tombant en démence dans les huit jours d'une insurrection qui finit si lâchement, et deux moines dans

les ouvrages desquels on retrouve je ne sais quels germes de certaines idées philosophiques, que l'on rencontre presque partout où l'on veut fouiller, mais dont la vie et les écrits furent moins, assurément, ceux de bons philosophes que de mauvais théologiens, et parfois d'imbéciles astrologues. On fait certes beaucoup mieux de citer Vico, philosophe nouveau et grand sans doute, qui écrivit entre la fin du XVIII[e] siècle et le commencement du suivant; mais l'obscurité absolue où le laissa l'insouciance de ses contemporains prouve que la nullité et l'abjection continua jusqu'à eux. A rien ne servirait de citer un Alexandre Farnèse, un Piccolomini, deux Villa, Montecucoli ou le prince Eugène, tous guerriers illustres, quelques-uns grands capitaines, mais non pour leur pays. Ces illustrations chez les étrangers démontrent, selon l'expression d'Alfieri, que la plante-homme naît vigoureuse en Italie; mais elles démontrent aussi que l'air lui en est souvent mauvais, et qu'alors, pour se développer et grandir, le bon rejeton a besoin d'être transplanté sur un terrain qui lui soit plus favorable. Tous ces guerriers qui, dans l'impossibilité de combattre pour l'Italie, allaient servir au dehors, prouvent combien notre situation était différente de ce temps où c'était nous du moins qui prenions des étrangers à notre solde, et n'envoyions pas à la solde des autres peuples nos condottieri. — Si l'on veut arrêter ses regards sur quelque véritable reste de vertu italienne exercée en Italie, il faut les reporter sur ces provinces qui, dépendantes de l'influence prépondérante, étaient du moins indépendantes de la domination directe de l'étranger, Rome, Venise, le Piémont. Mais quelles indépendances

encore, quelles vertus encore que celles-là, si nous voulons une fois y regarder de près ! Un Allemand, qui n'est pas catholique, a publié tout récemment une histoire de Rome et des papes de la dernière moitié du XVIe siècle et de tout le XVIIe, dans laquelle est retracée la magnifique résistance opposée par ces papes, aidés de plusieurs ordres religieux nouveaux et animés d'une ardeur juvénile, aux hérésies pleines aussi de force et de jeunesse. Certains actes civils de quelques-uns de ces papes, et de Sixte V par-dessus tous, y sont loués dignement. Ce fut pourtant là le temps de ce népotisme qui, plus mesquin et plus vil que le précédent, ne pouvant plus donner des villes et des provinces, donnait des terres et de l'argent, et qui dès lors, n'ayant pas au moins l'excuse de chercher à accroître la puissance du saint-siége, diminuait seulement sa richesse (1). C'était le temps où la France, exclue de la Péninsule, n'avait pas même besoin d'y faire une descente pour tyranniser Rome, et se faire demander excuse de la résistance qu'elle avait opposée à ses insolences, le temps où il suffisait d'un confesseur de Louis XIV pour troubler la tranquillité de la cour de Rome. — Venise aussi était indépendante; mais comment usait-elle de son independance? Contre les Turcs. C'était bien sans doute; et les expéditions de Candie et de Morée peuvent servir de consolation à ceux qui veulent en trouver à toute force : mais ces expéditions tant vantées eurent pour résultat ou des conquêtes mal assurées et bientôt abandonnées, ou la défense prolongée de possessions auxquelles il fallut

(1) Voir l'histoire récemment publiée du pape Alexandre VII, écrite par le cardinal Pallaviccini.

finir par renoncer; de sorte qu'au bout du compte elles ne prouvent que l'impuissance. Ce qui le confirme, c'est la tolérance de la république au sujet de cette conjuration, qui, plus elle est expliquée, tourne davantage à la honte de Venise; de même que la corruption croissante et déjà invétérée est confirmée par tous les détails de ces guerres, de cette conjuration et de toute l'histoire du temps. Une autre mode aujourd'hui est d'exalter Venise, de dire ses misères imméritées, et de considérer comme une insulte d'en révéler les causes. Mais il me semble que la plus grande insulte qu'on puisse faire à une génération présente, c'est de la croire incapable de sentir les fautes et la corruption de ses ancêtres. Venise au XVII[e] siècle fut, plus ou moins, corrompue comme les autres provinces italiennes : tant la corruption s'attache facilement, j'allais dire justement, des provinces dépendantes à celles qui souffrent de telles voisines. — Il n'est pas douteux que le Piémont commença alors à être la moins corrompue comme la moins dépendante des provinces italiennes, grâce à ses anciens princes, et à son armée nationale qu'ils conservèrent toujours. Je n'ai pas craint, il n'y a qu'un instant, d'effleurer une couronne de la maison royale de Savoie; je n'ai pas hésité à dire que la paix de Cateau-Cambrésis, à laquelle cette famille dut le commencement ou la confirmation de sa puissance, fut le commencement ou la confirmation de la servitude italienne. Les faits parlent, et la vérité est seule utile, seule respectueuse; la dire telle qu'on la voit est un hommage que l'on doit au moins, ne pouvant faire davantage, à ceux que l'on voudrait servir le plus. Emmanuel Philibert dépouillé de son

État par la France est excusable, en vertu du droit suprême de sa propre conservation, d'avoir offert, noble et grand guerrier qu'il était, ses services à l'Espagne; d'avoir combattu et vaincu à la journée de Saint-Quentin, suivie du traité de Cateau-Cambrésis; mais Emmanuel Philibert est admirable dès le lendemain du traité. S'appuyant de ce moment sur la France contre l'Espagne, ne se montrant ni puérilement ni poétiquement l'ennemi, mais bien politiquement, tantôt l'adversaire et tantôt l'allié de chaque puissance étrangère, selon qu'il y trouvait avantage, il comprit de prime abord la nouvelle position de sa dynastie, et en fonda immédiatement la politique; celle naturelle, inévitable, on ne peut plus juste entre deux voisins souvent arrogants, de se ranger du côté de celui qui dans l'occurrence se montre le plus exigeant; de pouvoir offrir, dès lors, ici un allié, là un adversaire à prendre en considération; de tenir son peuple uni, tranquille et aussi heureux que possible, mais toujours sous les armes. Le plus grand exemple laissé par Emmanuel Philibert à ses successeurs fut de rendre sa puissance italienne. Jusqu'à lui les princes de ce pays s'étaient placés comme à cheval sur les Alpes; il prit possession en deçà, il résida dans la ville très-italienne de Turin, y établit sa cour, le siége de son gouvernement, la fortifia, et la prépara à devenir une grande ville, une grande capitale; comprenant très-bien que dans les États italiens plus que dans les autres la capitale est presque tout. Il appela aussi des hommes instruits, et mit en voie de progrès les lettres italiennes dans ce pays considéré longtemps comme la Béotie de la Péninsule, quand il était plutôt sa Macé-

doine. En cela, comme dans le reste, il fut imité plus ou moins bien par chacun de ses successeurs, selon leur capacité. Mais il n'est pas vrai qu'ils tinssent dès lors, comme on a coutume de le dire, les clefs de l'Italie. S'ils les avaient tenues en effet, ils les auraient tenues fort mal, en ouvrant à tout venant; mais la vérité est que sans Saluces et le Montferrat leurs forces n'étaient pas suffisantes pour cette tâche; aussi cherchèrent-ils, pour l'acquisition de ces nouvelles provinces, à se renfermer en Italie, à laisser pour les obtenir partie de leurs possessions en France, à fermer ces portes de leur mieux. Ce fut ainsi, en un mot, que continuant l'œuvre d'Emmanuel Philibert, et seuls presque parmi les Italiens à faire la guerre, seuls à garder leurs conquêtes, on peut dire que les Piémontais conservèrent seuls le courage militaire et la vertu italienne, tandis que les autres États languissaient dans la mollesse; que seuls ils marchaient en avant quand tous les autres reculaient. Ce fut ainsi que seuls ils purent profiter des occasions nouvelles. — Une histoire sévère de notre *Seicento* serait aussi bien utile. Quelle histoire pourtant ferait oublier celle de Botta, défectueuse sans doute, mais d'un éclat incomparable? Quelle histoire surtout pourrait égaler cette description charmante mais terrible, idéale mais véridique, que nous en a donnée Manzoni?

Disons-le cependant pour la seconde fois : LES NATIONS CHRÉTIENNES PEUVENT ÊTRE ATTEINTES DE MALADIES, MAIS NON PAS MOURIR. Elles ne peuvent donc, quand elles sont malades, que guérir. C'est pourquoi, après avoir signalé, dans le XVIIe siècle, une grande dépendance et une extrême corruption en Italie, nous

avons à observer au XVIII[e] un second retour à l'indépendance et à la vertu. Ce retour ne saurait être révoqué en doute; et, déjà remarqué par les plus clairvoyants, il a été constaté et mis à la portée de tous par nos deux grands historiens modernes, Botta et Colletta (1). Nous renverrons à leurs ouvrages pour les faits, et nous nous contenterons de noter les causes principales. — La première fut la même que nous avons indiquée sept siècles auparavant, l'incorruptibilité chrétienne. Mais en opérant toujours, cette cause opère avec une diversité admirable, selon les temps. Au XI[e] siècle ce ne pouvait être, quand la chrétienté entière était corrompue, que l'Église elle-même, source de l'incorruptibilité, qui guérît le reste; et elle guérit d'abord la nation au milieu de laquelle était son centre d'action, la nation italienne. Mais avec le progrès du temps, les corruptions générales devinrent et demeurèrent aussi impossibles que l'état de barbarie général. De quelque manière que ce soit, jusqu'à cette heure on n'en revit plus. Quand l'Italie, qui avait occupé longtemps le premier rang, mais qui n'avait pas donné pour appui à cette prospérité l'indépendance nationale complète, le perdit ensuite par la corruption, cette supériorité passa successivement aux autres nations chrétiennes. La première à s'en emparer, après l'Italie, fut la péninsule ibérique, qui déploya son activité et son courage dans la navigation, les missions, les conquêtes, et propagea au loin les arts et les lettres durant tout le XVI[e] et une partie du XVII[e] siècle. Et veut-on voir comment passa la suprématie d'une pé-

(1) Nous regrettons de ne pas pouvoir souscrire à cet éloge sans réserve de l'histoire de Colletta. TRAD.

ninsule à l'autre? Marco-Polo, qui découvrit et décrivit les contrées les plus reculées de l'Orient, était Italien ; toute la tâche laborieuse qu'il avait accomplie était italienne ; italienne aussi la pensée de gagner ces contrées par l'Occident, projet sur lequel Humboldt a répandu tant de lumières ; Colomb, qui le réalisa, était Italien, ainsi qu'Améric Vespucci, qui donna son nom au nouveau monde. Mais relations, travaux, projets et leurs auteurs furent négligés par l'Italie, qui avait cessé d'être active, et l'Espagne, qui l'était alors au plus haut point, recueillit le fruit du labeur italien dont le résultat fut la suprématie. L'Espagne s'étant bientôt corrompue à son tour au milieu de ses rapides triomphes, la suprématie passa à la France. Mais ce passage successif de la suprématie d'une nation chrétienne à une autre nous paraît un fait si important pour chacune (et principalement pour la nôtre, après ce que nous appellerons la magnifique erreur de M. Gioberti), que nous ne faisons que l'indiquer ici, nous réservant d'en traiter expressément ailleurs. — Quoi qu'il en soit, à la fin du XVII[e] siècle et au commencement du XVIII[e], l'Italie se trouvait dans une position inférieure à celle d'une ou de deux nations chrétiennes, pour ne pas dire de presque toutes. Un hasard, une circonstance fortuite, un de ces faits les plus indépendants des causes humaines, et pour cela attribué, même par les plus incrédules, à des causes supérieures et providentielles, l'extinction de la branche autrichienne espagnole remit en lutte les nations chrétiennes, et les ramena heureusement cette fois, nous pouvons le dire, en Italie. Une seule province, un seul prince se trouva prêt à saisir l'occasion,

et cela suffit pour y déterminer un réveil d'indépendance, et par suite, d'activité, de civilisation, de culture intellectuelle. La succession d'Espagne s'ouvrit en 1700; un bon tiers de l'Italie se trouva en faire partie comme domaine. Les habitants de ce domaine ne bougèrent pas, ne s'aidèrent pas; cela fut naturel : ils étaient sujets de l'étranger depuis deux siècles. Mais un prince italien, Victor Amédée II de Savoie, prétendait aussi sa part de cet héritage, et il se la fit donner; ce qu'il dut tant à son activité et à son énergie propres qu'à celles de son parent le prince Eugène et de son peuple. Il y gagna le titre de roi joint à une puissance réelle, et la réunion de la Sicile à son État, qui devint plus que jamais italien, en diminua d'autant la part de l'étranger. Il en fut ainsi à dater de la paix d'Utrecht en 1714. Le royaume de Naples et Milan demeuraient provinces allemandes, et la Sardaigne, espagnole. Mais bientôt deux autres occasions semblables se présentèrent : la succession de Pologne et celle de la maison d'Autriche. Deux autres fois la chrétienté fut troublée de la même manière avant que le siècle fût parvenu à sa moitié, et le Piémont, État italien, se concentra et s'accrut de nouveau en abandonnant la Sicile pour la Sardaigne, et en acquérant peu à peu une bonne partie de la Lombardie. Le royaume de Naples et de Sicile, enfin rétabli, passa à une branche de la maison de France, qui bientôt devint italienne. Parme fut donnée à une autre branche de la même famille; la Toscane à une branche de la nouvelle maison d'Autriche, qui devint aussi italienne au suprême degré. Presque tous les États de l'Italie étant ainsi accrus sous des princes nouveaux, il n'y

resta plus pour l'étranger que Milan avec une partie de la Lombardie. Alors on toucha de nouveau, bien que d'une autre manière, à l'indépendance complète; la seconde moitié du XVIIIe siècle ressemble à la seconde moitié du XVe, avec cet avantage de plus, que dans le premier l'Italie allait rebroussant chemin, tandis que dans l'autre elle était partout en voie de progrès. — La résurrection politique ne fut pas seule à nous venir du dehors. Pour écarter tout scandale, je ferai remarquer de suite que c'était le temps d'une philosophie perverse qui avait envahi l'Europe presque entière; mais c'était aussi le temps de progrès incontestables dans plusieurs arts, dans le commerce, dans toutes les sciences matérielles, dans plusieurs branches de la science politique. L'Italie eut alors l'extrême bon sens de prendre peu de la première et beaucoup de ceux-ci. Les Italiens accueillirent ce que l'étranger lui offrait de bon, et laissèrent le mauvais, en suivant l'exemple des Romains, leurs ancêtres, plus digne que nul autre d'être transmis à la postérité. Je me hâte, au surplus, d'expliquer, pour ceux dont le défaut est d'opposer toujours aux faits généraux les plus clairs, les exceptions particulières qui jamais ne manquent, qu'ils ne laissèrent pas sans doute que de prendre quelque mal et de repousser quelque bien. Mais en somme, ce fut le temps de Charles de Bourbon à Naples, de Léopold à Florence, du comte de Firmian à Milan, de Victor Amédée II et de Charles Emmanuel III en Piémont. Ce fut l'époque où le Piémont, qu'Emmanuel Philibert avait fait entrer dans la politique, s'associa définitivement à la culture intellectuelle de l'Italie, et s'y associa avec les deux grands noms de

Lagrange et d'Alfieri. Nos lecteurs ont déjà pu voir que je ne donne pas le pas aux faits littéraires sur ceux d'institutions ou de vertus nationales; mais celui de l'entrée d'une partie considérable de l'Italie dans la communauté de pensée et d'intérêts italiens, me semble un fait plus que littéraire, un fait qui fut et put être fécond politiquement et moralement. Ces rénovations que nous avons dit venir naturellement d'une nation chrétienne à l'autre, sont peut-être plus faciles encore et d'un plus heureux résultat, d'une province à l'autre d'un même pays. Ce fut ainsi que le Piémontais Alfieri, se joignant à Parini, ce grand railleur des mœurs efféminées qu'avait léguées aux Italiens le XVIIe siècle, vint rendre aux lettres italiennes leur virilité, et par les lettres raviver le patriotisme. Ce fut ainsi que, l'oisiveté et les vices diminuant, l'activité et la vertu augmentaient en proportion et correspondaient avec l'accroissement de l'indépendance, presque au moment d'être complète.

14. Mais ici l'on s'aperçoit plus que jamais que rien n'est fait tant que celle-ci n'est pas entièrement acquise. Cette indépendance, nos pères l'ont vue; nous l'avons entendu proclamer tous dans ces années de l'enfance ou de la jeunesse, dont les impressions ne s'effacent pas, quelque temps qu'on ait à leur survivre; et Botta et Colletta ont transmis à la postérité la triste mais utile histoire des erreurs et des impuissances italiennes, dans cette dernière et grande occasion. — La France aussi, après sa suprématie, avait eu sa corruption, son *seicento*, après le XVIIe siècle et Louis XIV, le XVIIIe siècle et Louis XV. La corruption française fut différente de la nôtre, selon la di-

versité des temps et des nations; elle fut moindre dans les lettres, beaucoup plus grande en fait de théories philosophiques; mais, au total, ce fut aussi une corruption. Lorsque éclata la révolution qui bouleversa la nation entière, elle menaça de bouleverser aussi les autres nations chrétiennes. Presque toutes se levèrent contre la France, et la France s'avança contre elles. Il en résulta des invasions çà et là, des essais de républiques, des tentatives de monarchie universelle. Mais en définitive (telle est la vertu intime, la vitalité du christianisme), il en résulta que cette imposture de l'empire romain, qui avait duré 1005 ans, finit; que la France rentra dans ses limites et fut reconstituée sous l'autorité de sa famille royale; que l'Allemagne fut mieux ordonnée; que la Russie s'accrut; que l'Espagne, quoique amoindrie, se réveilla; que les Colonies espagnoles conquirent leur indépendance; que l'Angleterre parvint à ce degré de grandeur où nous la voyons; enfin, que la chrétienté fut plus que jamais fortement constituée à l'intérieur, plus que jamais triomphante au dehors.

Mais l'Italie? — Ne faisons pas d'hypothèses à son sujet, ne nous perdons pas en des conjectures qui s'éloignent trop du fait; ne cherchons pas quelle part elle aurait pu prendre aux luttes et aux profits du combat, si elle se fût trouvée indépendante et confédérée. Mais livrons-nous à un regret qui pourrait un jour avoir son utilité; regrettons qu'à cette grande et nouvelle occasion elle ne se soit pas trouvée prête pour conquérir le peu qui manquait à son entière indépendance; que cette régénération, qui déjà avait duré près d'un siècle, n'eût pu encore y réunir toutes les

opinions, tous les esprits dans cette seule pensée. C'est que la plupart des éléments de cette régénération venant du dehors, réunissaient à des avantages incontestables quelques germes funestes qui divisèrent la nation. Puis toutes ces maisons de princes d'origine étrangère, ou nouvellement italiennes, n'avaient pas encore le degré de nationalité nécessaire pour avoir confiance dans le pays ou pour lui en inspirer; elles n'étaient pas assez italianisées (1). Mais le grand mal vint surtout et comme toujours de l'étranger, de l'étranger établi à demeure en Italie, où il était petit alors, mais disproportionnément grand au dehors, et qui, s'étant mis avec une telle supériorité de forces à prendre en main, ou si l'on veut, à défendre les intérêts de l'Italie, ne tarda pas à les faire tous devenir entièrement siens. Voilà pourquoi la lutte qui dura vingt-cinq ans en Italie ne fut jamais un seul instant une lutte italienne, mais seulement un combat entre l'étranger établi et l'étranger envahisseur, entre l'Autriche et la France. Nous nous rappelons encore ces années où rien n'était aussi détesté par les Autrichiens ou les Français, et quelquefois (chose honteuse!) par des Italiens, où rien n'était plus suspect ou plus persécuté ou plus prohibé que l'intérêt, que le nom même de l'Italie. Rien ne pouvait réussir à une nation encore si peu avancée, aussi mal préparée. — En effet, le Piémont, attaqué le premier, demanda à grands cris,

(1) Voilà les deux vrais et grands obstacles qui, malheureusement, s'appuient l'un sur l'autre et empêchent l'Italie de se relever. Nous ne saurions assez recommander aux peuples d'écarter le premier ; mais nous sommes intimement convaincu que les princes, par une de ces manifestations qui n'admettent point de réticences, peuvent les faire disparaître tous les deux à la fois. TRAD.

implora une confédération : ce fut en vain. Naples envoya deux régiments de cavalerie et crut avoir fait un généreux effort. L'Autriche envoya aussi, mais plus et autre chose qu'un secours ! une armée d'occupation ; et le Piémont pourtant parvint, tant par ses propres forces qu'avec ce funeste secours, à se défendre trois ans ; mais Bonaparte passa entre les deux armées, battit l'une et l'autre, et peut-être ne les aurait-il pas vaincues (comme le dit peu d'années après un de ses confidents intimes à un ambassadeur piémontais à Paris) s'il avait eu seulement devant lui ou les uns ou les autres ; ou plutôt, dirai-je, s'il n'avait eu à combattre que des Italiens, seuls vivement intéressés à ne pas livrer le passage. Mais alors, une fois la Péninsule ouverte, elle fut parcourue tour à tour par les Français, les Autrichiens, les Allemands de toute espèce, par les Hongrois, les Slaves, les Anglais, les Turcs même, durant dix-huit années; et dans ce laps de temps elle essaya des républiques, elle essaya d'un royaume d'Italie, elle subit de nouvelles divisions en long et en large; de nouveaux partis s'y formèrent, parti français, parti autrichien, parti royaliste, parti populaire, parti de l'Église, parti philosophique, partis de toute sorte, sauf un parti italien. Ce fut un nouveau *Cinquecento*, moins l'élégance, les lettres et les arts. En résumé, pour résultats définitifs de tant de misères on eut la fin de cet empire romain si funeste, ce qui fut un grand bonheur; la fin des aristocraties décrépites de Gênes et de Venise, bien peu à regretter; la réunion de Gênes au Piémont en un État irrévocablement italien, ce qui a été encore un grand bonheur dont on se convaincra davantage de jour en jour. Mais la réunion

de l'État vénitien à la Lombardie pour en former une province étrangère, plus étendue, plus compacte, plus fortement possédée, vint sans compensation empirer incontestablement la condition de l'Italie.

15. Qu'en est-il arrivé depuis? Comment considérer l'époque où nous nous trouvons? De quel nom sera appelé ce XIXe siècle dans lequel nous avançons? Est-ce un nouveau *seicento* ou pis encore? Un siècle qui nous a ramenés à la même ou à une plus grande dépendance, à la même ou à une plus grande corruption, ou bien sera-t-il au contraire la continuation du siècle précédent, de son œuvre de régénération? — Certainement, si l'on envisage l'énorme accroissement de la part de l'étranger, on peut craindre que nous ne soyons revenus à une dépendance peu différente de celle du XVIIe siècle; on peut en craindre des conséquences semblables en obstacles, en inactivité, en loisirs efféminés, en vices serviles. Et les indices de pareils maux ne manquent pas malheureusement. — Mais peut-être qu'après un examen plus attentif, en tournant ses regards vers la partie italienne de l'Italie, les craintes pourraient se changer en espérances; cette considération que les États italiens sont enfin délivrés de l'épouvantail du faux empire romain, est d'une grave importance, c'est un grand progrès. Les États italiens ne sont pas assez indépendants en fait, ils ne le sont pas entièrement; mais c'est beaucoup que de l'être devenus de droit, sans contestation possible. Le droit peut ramener au fait, il le peut d'autant plus dans les conditions présentes de la civilisation européenne, de la chrétienté. Non-seulement les usurpations

matérielles de la puissance étrangère sur les États italiens ne seraient pas tolérées, mais on ne permettrait pas même des exigences graves, scandaleuses, patentes. Non-seulement l'indépendance partielle des principautés italiennes, qui font partie du droit public européen, est garantie par la chrétienté entière, mais on désire généralement, comme étant de droit naturel, l'indépendance de toute grande et ancienne nation chrétienne. On tend à faire entrer toutes les nations chrétiennes dans la grande république, dans le grand État des États; on comprend qu'il y a là une question d'intérêt, de force, de prospérité universelle. — Appuyés ainsi par l'opinion universelle, les États, les princes italiens ont recommencé à marcher d'eux-mêmes en avant : l'un plus, l'autre moins, mais presque tous. Ils ont organisé des armées telles qu'il n'y en eut jamais en Italie; ils ont renouvelé la législation en la mettant en rapport avec les temps, et ils l'ont réunie en codes, progrès immense en lui-même. S'ils se mettent trop lentement à seconder les progrès de la marine, des moyens de communication, du commerce, et en général de tous ces intérêts matériels dont ils ne tiennent peut-être pas assez compte, ils s'y sont pourtant mis, et en cela peut-être, plus qu'en toute autre chose, le commencement entraîne la suite. S'ils n'ont pas donné ou laissé prendre aux lettres et aux arts cette impulsion, cette inspiration nationale qui seule peut assurer leur importance, ils ne les ont néanmoins ni fait ni laissé tomber dans la corruption et dans la bassesse; ils y ont encouragé cette solidité qui est voisine de l'énergie, et nous sommes loin des frivolités efféminées, des puérilités du *seicento*, et de quelques-

unes du siècle suivant (1). — Que les peuples italiens aient donc à s'aider eux-mêmes, non-seulement en secondant tous ces progrès de leurs gouvernements, en les réclamant, mais en entrant spontanément dans ceux qui ne peuvent venir que de l'opinion et de la vertu de chacun. Nous sommes loin du *seicento* et peut-être du siècle qui l'a suivi plus encore dans les mœurs que dans la littérature. Nous reviendrons sur ce point qui a trait à l'une des espérances italiennes les mieux fondées. Il nous suffit ici de faire observer que nous ne sommes pas retombés quant à présent dans une troisième corruption italienne, que nous sommes dans la continuation de l'œuvre du siècle passé; dans cette renaissance qui parut, sans l'être réellement, arrêtée par l'invasion étrangère; que l'invasion s'est retirée de nous, en nous laissant des avantages qui, s'il plaît à Dieu, surpasseront le dommage éprouvé; je veux dire nos progrès incontestables en fait d'activité et de vertu, ainsi que dans le sentiment de la nationalité et dans le désir de l'Indépendance. — L'histoire de cette entreprise qui n'a pu être conduite à fin en treize siècles, n'est, en attendant qu'elle devienne glorieuse, que trop longue et trop affligeante; affligeante surtout, à raison de tant d'occasions perdues. Mais la nation italienne semble se préparer à ne plus les perdre. Le moment est donc

(1) Pour être juste en cela, il faut décerner des éloges au grand-duc de Toscane d'abord, puis au roi de Sardaigne; mais il faut en même temps dire au roi des Deux-Siciles que c'est mal à lui de tolérer l'exil de l'historien des Vêpres siciliennes; au pape, de ne pas permettre les salles d'asile; et à un autre prince que nous ne voulons pas nommer, de s'être livré à des persécutions qui seraient impardonnables, si elles n'étaient pas insensées. Trad.

opportun pour rechercher quelles sont les probabilités, et comment nous pourrions en tirer parti. Après avoir parcouru rapidement le passé, reportons nos regards vers l'avenir, le seul but, le seul objet important de la tâche que nous nous sommes imposée.

CHAPITRE HUITIÈME.

ÉVENTUALITÉS FUTURES DE L'ENTREPRISE.

1. Qu'il me soit permis ici de réclamer de mes lecteurs un redoublement de patience. Je vais exprimer des vérités, elles me paraissent du moins telles, plus ingrates que celles que j'ai déjà formulées, pour détruire peut-être des espérances plus chères que celles que j'ai déjà éliminées. Mais les vérités les plus ingrates sont d'ordinaire celles qu'on dit le moins, et par suite les plus utiles à dire. Ce n'est qu'en dissipant les espérances fausses qu'on peut parvenir à réaliser celles qui sont dans le vrai. Convaincu que je déplairai à beaucoup, peut-être (pensée terrible) au plus grand nombre de mes compatriotes, je n'en aurais probablement pas le courage si je croyais pouvoir les seconder par mes actions, si j'avais à craindre de m'en interdire les moyens par mes paroles. Mais ne pouvant leur payer d'autre tribut que celui de mes pensées, autant vaut-il que je le paye tout entier.

2. Quand on parle de l'avenir, il faut en distinguer deux : l'un éloigné, séparé du présent par une série

indéterminée de temps et de faits, que l'on peut dès lors appeler futur imprévoyable. Voilà celui dont abusent les rêveurs, tous ceux qui imaginent des innovations impossibles à effectuer, ou des choses anciennes impossibles à restaurer. Il est inutile de démontrer à ceux-là les improbabilités. Ils vous répondent toujours avec une obstination qu'ils prennent pour de la constance : « Qui sait? Un jour viendra. Il ne faut pas désespérer. » Il n'y a à discuter avec personne du futur imprévoyable. Ce n'est pas pour un tel avenir ou pour les quelques espérances qui s'y rattachent, qu'il peut y avoir un devoir à remplir; mais, pour ce devoir, advienne que pourra. Quand l'entreprise de l'indépendance, après avoir duré treize siècles, aurait encore à en durer autant, ou le double et même plus, elle devrait encore se poursuivre sans espérance, parce que c'est un devoir pour toute nation, parce qu'une nation qui poursuit une telle entreprise dans une servitude sans terme, vaut mieux qu'une nation qui se fait à la servitude et qui s'en console. Et cela dit à une telle nation, tout serait dit.

3. Mais il y a, grâce au ciel, un autre avenir, un avenir prévoyable pour l'Italie. Celui-là, à vrai dire, est lui-même incertain, comme chaque heure, chaque moment, en dehors du présent. Mais les conséquences des faits présents arrivent jusqu'à lui et en approchent plus ou moins; les déductions qu'on peut en tirer y arrivent aussi; il n'est pas hors de la portée de la prévoyance humaine. Il n'est pas vrai, comme le disent quelques historiens cramponnés au passé, ou quelques hommes pratiques cramponnés au présent, que l'on ne puisse pas parler de celui-là. Cela se peut, cela se doit;

c'est ce que font continuellement tous les hommes qui savent gouverner les affaires humaines au lieu de se laisser gouverner par elles. C'est ce que font beaucoup de grands et même de petits écrivains ; c'est ce que font d'innombrables journalistes. Or, quand on le fait, non avec la prétention de prophétiser, mais de discuter des probabilités, on fait bien ou mal, mais on est dans son droit légitime. Nous avons dit que la gloire de M. Gioberti était d'avoir, le premier peut-être, traité de cette manière de notre avenir prévoyable. C'est de celui-là seul que nous entendons discourir aussi et de la même manière, en nous réduisant même à ce qui touche l'indépendance, aux éventualités de l'ancienne entreprise italienne.

4. Nous commencerons par les phrases pompeuses en usage. Nous savons aussi qu'une nation de 20 millions d'hommes (1), voulant s'affranchir, s'affran-

(1) Voici la population de l'Italie d'après une statistique de 1839, et sans compter ni la Corse, ni les cantons italiens en Suisse, ni la partie italienne du Tyrol, etc. :

Royaume des Deux-Siciles.	di là dal Faro.....	1,965,069	8,203,687
	di quà dal Faro...	6,238,618	
États du pape...			2,742,036
Toscane...			1,436,785
Lucques ...			168,198
Parme...			483,767
Modène...			378,000
Royaume sarde.....	Sardaigne........	524,633	4,650,368
	Continent.	4,125,735	
République de Saint-Marin...			7,600
Monaco...			12,000
Royaume lombardo-vénitien..........	Milan............	2,515,420	4,648,639
	Venise...........	2,133,219	
	Total...		22,731,080

Aujourd'hui on peut l'évaluer à 24 millions. TRAD.

chirait quand elle aurait contre elle le monde entier; nous savons qu'une telle nation peut mettre sur pied un, deux, trois millions de combattants, et que le monde moderne ne peut et ne veut pas lui en opposer moitié autant; nous savons que quand ce serait tout le contraire, quand il n'y aurait qu'un demi-million de défenseurs de l'indépendance et moins encore, contre un, deux ou trois millions de combattants, la victoire ne serait pas douteuse, parce que la justice d'une cause a toujours compté pour beaucoup, et compte peut-être aujourd'hui pour tout. Si elle ne l'emporte pas sur un champ de bataille, elle finit par triompher sur l'ensemble du théâtre de la guerre; car tout défenseur de la bonne cause ne tarde pas à en valoir dix de ceux qui soutiennent la mauvaise. — Mais c'est là le point à débattre; là gît la difficulté. Pour réunir et mettre sur pied ces quelques centaines de milliers de combattants, il faudrait associer à l'entreprise la nation entière. La difficulté me paraît grave et valoir la peine d'être examinée posément, en tenant compte de tous les cas.

5. L'union, dans le but de conquérir l'indépendance, nous paraît ne pouvoir venir que de quatre manières : 1° spontanément des princes italiens; 2° spontanément d'un soulèvement national; 3° d'une nouvelle intervention de l'étranger; 4° de quelque occasion dont on profiterait mieux qu'il n'a été fait jusqu'à présent : ce sont là quatre espérances ou quatre projets. Examinons-les maintenant l'un après l'autre.

6. Espérance Ire. — Des princes. Mais ceux-ci ne peuvent s'unir qu'au moyen d'une confédération, soit qu'ils l'eussent déjà formée, y persistassent, et lui

donnassent pour but spécial l'indépendance, soit qu'ils la fissent exprès. La première, difficile par elle-même, comme nous l'avons dit, serait impossible à diriger vers le but de l'indépendance. Mais quand les princes italiens auraient eu assez d'énergie pour faire entre eux une confédération perpétuelle sans y admettre l'étranger (comme il faudrait que cela fût naturellement pour pouvoir la tourner contre lui); quand celui-ci aurait été de son côté assez maladroit pour la laisser faire, il est plus improbable que jamais qu'ils eussent assez d'énergie pour la maintenir, et encore moins pour lui imprimer cette direction, dont la crainte est précisément ce qui ne laissera jamais la confédération permanente se former, quelque inoffensive qu'elle puisse paraître. — Quant à faire tout d'un coup, en ne partant d'aucun précédent, une ligue d'indépendance, cela peut bien arriver dans un avenir imprévoyable, mais non pas au nombre de ceux que je puis prévoir ou discuter. Au fond de toute pensée de confédération pour l'indépendance, il y a toujours un cercle vicieux : la confédération ne saurait se faire qu'au moyen de l'indépendance, qui est précisément ce que l'on cherche. Cette espérance me paraît peu mériter par elle-même qu'on s'y arrête, isolément des autres. En admettant que les six ou sept princes italiens fassent jamais une ligue pour l'indépendance, ils ne la feront qu'autant qu'ils seront aidés par les peuples, par les étrangers ou par une occasion. De sorte qu'en définitive les espérances à prendre en considération sont les trois restantes.

7. J'arrive donc à l'ESPÉRANCE DEUXIÈME. — D'UN SOULÈVEMENT NATIONAL. Mais je pense que personne

ne s'attend à me voir discuter un soulèvement qui, d'un mouvement spontané et d'ensemble, s'étendrait de Susa à Reggio. L'accord de 20 millions d'hommes serait immensément plus difficile que celui de six ou sept princes. Ces mouvements spontanés ne se sont guère vus chez aucune grande nation, mais seulement dans quelque grande ville, ou tout ou plus à la suite de quelque trait de tyrannie atroce qui réunissait tous les esprits dans une même indignation; or, ce sont là deux cas en dehors de ceux que nous pouvons prévoir. Ce ne pourrait non plus être le cas du genre de soulèvement récemment inventé et perfectionné en Irlande, qu'on appelle *agitation*. Quel que doive être le résultat de ce dernier, il ne peut se mettre en usage que dans les pays jouissant déjà d'une grande liberté, et dans lesquels on veut encore plus de liberté ou d'indépendance; mais dans ceux qui sont tenus en bride de telle façon que le moindre mouvement y est difficile, le très-grand mouvement de l'agitation est chose impossible. — Il ne pourrait être question ici que d'un soulèvement préparé et exécuté par une de ces conjurations ou de ces sociétés secrètes, qui sont tout un, quelque nom qu'elles se donnent et quelque drapeau qu'elles arborent. Je ne m'arrêterai pas ici à dire tout ce qu'elles ont de repoussant; je n'entreprendrai pas de démontrer que leur essence, le secret accepté avant de le connaître, l'obéissance à un chef inconnu, la tendance à un but ignoré, sont des servitudes pires moralement et de beaucoup que toute autre servitude, même celle de l'étranger; qu'à garder et à propager de tels secrets, la dissimulation tourne nécessairement en simulations, en tromperies et en trahisons; que non-

seulement la bonté du but n'excuse pas la perversité des moyens, mais que celle-ci souille et perd l'autre en rendant manifeste l'imposture à laquelle elle a recours, d'où résulte que plus un but est légitime et saint, plus les mauvais moyens sont impies et condamnables ; tout cela est évident pour qui examine la question de moralité. — Mais comme il y a et il y aura toujours beaucoup de gens n'examinant que la question d'utilité, nous nous arrêterons à celle-là. Les conjurations, nous le disons hardiment, sont le moyen le moins utile, celui dont la réussite est le moins probable dans toute entreprise faite par une grande nation. Les conjurations n'ont guère jamais réussi que tramées par un petit nombre contre un petit nombre. S'il y entre beaucoup de personnes, quelques-unes manquent d'ordinaire ou de discrétion ou de témérité, deux points également nécessaires. Si elles sont dirigées contre beaucoup, il se trouve presque toujours qu'il reste à quelqu'un de ceux-ci le pouvoir d'en empêcher la réussite. Ainsi les conjurations ont réussi dans les sérails des despotes asiatiques, dans les palais des empereurs romains, des autocrates russes et des tyrans du moyen âge, parce que lorsqu'on s'était débarrassé d'un ou de deux hommes, tout était changé. Elles réussirent quelquefois par la même raison dans les petites républiques de l'antiquité ou du moyen âge, qui étaient au pouvoir d'un petit nombre de citoyens; mais dans les grands États, dans des gouvernements organisés, qu'ils fussent plus ou moins libres, plus ou moins monarchiques, les conjurations ont bien pu réussir à exécuter un forfait, à commettre un assassinat, mais non à produire une révolution; parce que

la constitution de l'État n'y dépend pas en réalité d'un seul homme, mais de beaucoup, et surtout des habitudes, de l'opinion universelle. Nous avons dit que les soulèvements étaient difficiles; mais les conjurations le sont bien davantage, et souvent l'on a donné le nom de conjurations à ce qui n'était que des soulèvements. Il est naturel que ceux qui en ont été victimes ne les avouent pas pour tels, car cet aveu de leur part impliquerait la reconnaissance d'avoir été assez pervers pour y donner occasion, ou assez sots pour n'en avoir pas aperçu les signes qui d'ordinaire sont publics; tandis que le mot de conjuration leur vaut d'excuse tout à la fois pour la tyrannie et pour la sottise. Aussi, plus on étudie l'histoire, moins on y trouve de conjurations, et l'on reconnaît, quand on en rencontre, qu'elles ont été à peu près inutiles au fait déjà accompli par les soulèvements. C'est à quoi se trouvent réduites les deux fameuses conspirations de Guillaume Tell et de Jean de Procida (1). Au reste, quand on voudrait voir dans l'histoire plus de conjurations couronnées de succès que je n'en saurais voir, un tel succès est devenu et devient chaque jour plus difficile au milieu d'une civilisation croissante. Le progrès actuel a cela d'impor-

(1) Voyez la récente et belle histoire des Vêpres siciliennes, par M. Amari, bien que cet estimable écrivain ait peut-être dépassé le but, non en combattant mieux que ses prédécesseurs l'importance du soulèvement, mais en rapetissant les faits de cette conjuration presque inutile sans doute, mais certainement grande ou du moins étendue. J'en fais la remarque, parce que plus elle fut étendue, plus l'enseignement qui résulte de son inutilité reste frappant. — Quant à celle des Suisses, je ne renverrai pas tant les lecteurs à Müller, à Tschokke, ou à tout autre historien, qu'à l'immortel Guillaume Tell de Schiller. C'est là certainement de la poésie, de l'histoire, de la politique, de la philosophie, tout cela ensemble.

tant et d'heureux, que l'art de la défense de l'État a plus avancé que celui de l'attaque. Il est vrai que parmi tant de conjurations annoncées, redoutées, préparées, interrompues, découvertes, révélées ou même suivies d'un succès momentané, au temps où nous vivons, on peut dire que deux seulement, qui furent de véritables conjurations, obtinrent un succès réel et durable : celle de l'Allemagne contre Napoléon, et celle de l'armée espagnole contre Ferdinand VII (1). Mais laissant celle-ci de côté, parce que ce fut une conspiration d'armée plus que de nation, dans un but de liberté, non d'indépendance, arrêtons-nous à l'autre, plus souvent citée comme exemple, et qui a plus d'analogie avec celle dont nous nous occupons.

8. Sauf la ressemblance du but, cependant, je ne saurais y apercevoir que des différences. 1° Soit vertu propre, soit celle des temps, les Allemands n'embarrassèrent pas leur but, ils ne commencèrent pas par la liberté intérieure quand la liberté extérieure leur manquait. C'est au contraire un défaut invétéré chez les Italiens de perdre celle-ci de vue pour s'occuper de l'autre. Les seuls à n'y pas tomber furent les confédérés lombards qui prirent, consuls, podestats, ce que leur offrit le gouvernement intérieur, et surent s'en servir contre l'étranger; ce qui fut cause qu'ils réussirent. Mais nous avons vu toute l'Italie et les Guelfes eux-mêmes, peu de temps après, se détourner misérablement de cette voie. Il en fut ainsi jusqu'à la chute des petites républiques, il en fut de même dans

(1) Le succès de cette dernière fut à peu près aussi peu durable que ceux des conspirations napolitaine et piémontaise en 1820 et 1821 ; mais toutes les trois périrent par l'intervention étrangère.
TRAD.

les 25 années françaises modernes, il en fut de même encore dans les derniers soulèvements aux environs de 1820 et de 1830. Plusieurs de ceux-ci furent de véritables comédies politiques, à représenter, si cela eût été possible dans notre condition présente, sur les planches d'un théâtre; mais qui, élevées au contraire par la persécution à la dignité tragique, n'en restent malheureusement que plus en relief pour appeler des imitations futures (1). Là est le grand danger de toute entreprise d'indépendance; il serait encore plus grand pour celle qui se ferait à l'aide de conjurations et de sociétés secrètes, car leur nature et leurs formes en font presque des écoles ou de premiers essais de liberté et de licence. — 2° La nation allemande est, par toutes ses qualités et par tous ses défauts, la plus propre qu'il y ait à faire des conjurations. Elle est grave, ferme, réfléchie, d'un esprit plus profond que varié, plus tenace que prompt, ayant plus de raisonnement que d'imagination ; elle agit, mais avec beaucoup de lenteur; elle est discrète, confiante, de mœurs simples. Au contraire, quoi qu'en disent en haine de nous beaucoup d'étrangers, et, pour nous en faire un mérite, certains de nos compatriotes, la nation italienne est moins que toute autre au monde capable de conjurer. C'est celle qui l'a toujours fait le moins bien. Les esprits y sont prompts et mobiles, peut-être au delà de toute mobilité grecque et française ; ils sont changeants, se

(1) Nous sommes loin de vouloir encourager nos compatriotes à l'imitation de ce qui se fit à ces deux époques. Si notre voix pouvait se faire entendre, nous leur recommanderions, au contraire, de s'en garder bien. Mais nous ne saurions, pour cela, ne pas protester contre le jugement plus que sévère prononcé par l'auteur.
TRAD.

laissent distraire tour à tour par les arts, les lettres, les sciences matérielles, ou spirituelles, ou mixtes, et quelquefois par tout cela ensemble. Cependant l'esprit y est moins prompt que l'imagination, et l'imagination moins que les passions. On a beaucoup parlé de ce que peuvent et font les haines, les vengeances en Italie, mais pas assez peut-être de ce qu'y peut et y fait l'amour (1). Puis, en fait de constance, nous admirons celle déployée dans l'entreprise de l'indépendance; mais rien n'est déplorable comme l'inconstance dans les moyens essayés tour à tour. Le secret nous est antipathique, notre confiance est le plus ordinairement de l'abandon, et nous sommes plus souvent trahis par nous-mêmes que par les autres. Ce ne sont pas là certes des qualités propres à faire des conjurés. Si je ne craignais de lasser par des résumés historiques, j'en ferais un des *conjurations italiennes*, et je démontrerais qu'en proportion du grand nombre de nos États, nous en avons fait moins et les avons faites plus mal qu'aucune autre nation; moins que la France et l'Angleterre en particulier. — 3° Enfin la conjuration pour l'indépendance de l'Allemagne eut surtout une heureuse réussite par cette raison, que l'étranger n'était pas seulement lourd au pays, mais oppresseur; non-seulement gênant, mais désespérant;

(1) Sans entrer dans l'examen de ces portraits, nous nous bornons à rappeler à l'auteur que, quant à celui des Italiens, d'après ce qu'il a dit (page 32), des traits qui peuvent être vrais pour les habitants d'une contrée, peuvent ne pas être vrais pour ceux d'une autre.

L'Italie est le pays du monde où l'on peut le moins se permettre de généraliser.

C'est là la source de toutes les balivernes qu'ont débitées sur la Péninsule les touristes impressionnables de ces temps-ci. TRAD.

usurpateur, non-seulement des provinces, mais des biens et des personnes; perturbateur des familles, des existences; tyran véritable en un mot. Or, chacun sait (et cela a été très-bien et très-éloquemment répété par M. Gioberti) que pour faire de bonnes révolutions il faut une bonne tyrannie; mais pour faire des conjurations il faut une tyrannie exquise. L'Allemagne l'avait; c'est pourquoi la conjuration réussit et devint une révolution. Mais en Italie c'est tout le contraire. On peut trouver mal de se l'entendre dire, mais la chose est ainsi: il n'y a pas de tyrannie. Les États italiens ne subissent que la prépondérance, le moindre degré de l'oppression; prépondérance qui se fait plus sentir des gouvernants que des gouvernés, plus en empêchant le bien qu'en cherchant à produire le mal. Le peuple, la plèbe des principautés italiennes qui a, comme toute plèbe, à penser à son existence de chaque jour, ne s'occupe pas du peuple des provinces soumises à l'étranger, et les hommes éclairés et pensants (1) songent à ne pas perdre le peu d'indépen-

(1) Que l'on ne s'y méprenne pas. Les Italiens éclairés et pensants, c'est-à-dire, ceux qui sont à même d'apprécier l'état de leur patrie et de le comparer à celui des autres nations, pensent tous à l'en délivrer. Seulement, tous n'y pensent pas de la même manière.

Ceux qui redoutent, à la fois, l'étranger (qui est la principale ou la seule cause de cet état malheureux) et toute espèce de mouvements désordonnés, l'intervention et la révolution, pensent qu'il n'y a rien de mieux à faire qu'à se réunir autour des princes nationaux et à les supplier d'adopter enfin quelques tempéraments salutaires. Cette classe n'est pas la plus nombreuse, mais elle est la plus puissante.

Ceux qui craignent moins les moyens révolutionnaires que l'étranger, pensent qu'il faut attendre une occasion favorable pour faire une levée de boucliers d'un bout à l'autre de la Péninsule et y entraîner les princes, ou se passer tout à fait d'eux. Cette classe

dance dont ils jouissent plutôt qu'à la procurer à leurs frères ; ils songent, et l'on ne peut dire qu'ils fassent mal, à leurs devoirs présents envers le prince, envers

se balance avec la première, étant un peu moins puissante, mais de beaucoup plus nombreuse.

Ceux qui ne savent pas voir de dangers, ou qui aiment à les braver, c'est-à-dire, la plupart des jeunes gens, aussi inconsidérés que généreux, appartenant à toutes les conditions de la société, sans en exclure les familles les plus attachées aux gouvernements, pensent qu'il n'y a pas de temps à perdre pour s'insurger et guerroyer tout le monde. Cette classe, plus nombreuse que la première, moins que la deuxième, n'a d'autre puissance que celle que lui donne son courage audacieux ; mais elle a pour elle la foule innombrable de ceux dont le sort ne peut jamais s'empirer, et qui, en Italie, est tout aussi entreprenante que dans les autres pays.

D'après cette classification, dont les limites s'élargissent et se restreignent à la moindre nouvelle bonne ou mauvaise venant du dehors, on peut juger du degré de sécurité pour chacun des différents États de la Péninsule.

Dans la Toscane, où le gouvernement est traditionnellement national, la première et la deuxième classe n'en font, pour ainsi dire, qu'une ; la troisième n'ose pas se mettre en avant, et la sécurité y est complète.

Dans les États du roi de Sardaigne, dont le gouvernement se montre depuis quelques années tant soit peu progressif, la deuxième classe tend la main à la première, la troisième se voit paralysée, et la sécurité y est presque complète.

Dans les Deux-Siciles, où le gouvernement est en lutte avec ses bonnes institutions, faute d'une loi fondamentale qui puisse les faire prospérer, la deuxième classe prend le pas sur la première, se rapproche de la troisième, et la sécurité s'y appuie sur la honte des baïonnettes suisses et n'en est pas moins compromise.

Dans les États du pape, où (c'est à regret que nous le disons) le gouvernement n'est que le patrimoine, non-seulement du clergé, mais de chacun de ses membres qui en font ce qu'ils veulent ; et dans le duché de Modène, où il n'existe, pour toute institution gouvernementale, que le caprice d'un homme, la première classe est en désespoir de cause, la deuxième et la troisième s'entendent, et la sécurité y est on ne peut plus précaire.

Dans le royaume lombardo-vénitien, le gouvernement étranger, quoi qu'il fasse, n'a, ne peut avoir la sympathie de personne ; et la

l'État auquel ils appartiennent, plutôt qu'à leurs devoirs éventuels envers les sujets d'une autre puissance; et d'autant plus que ceux-là même n'y songent pas tous. Je crois bien que là aussi les hommes éclairés et bien pensants songent à la honte de la sujétion, aux misères de l'inactivité, au mal dont sont cause les vices fomentés par l'étranger; mais là même cela ne se fait pas sentir au peuple tout entier, au vulgaire d'en bas ou d'en haut, à ceux qui ne se trouvent pas autrement empêchés de satisfaire les uns à leurs besoins, les autres à leurs plaisirs de chaque jour. Les vertus et les vices de ce gouvernement y conspirent à la tranquillité. La justice civile et criminelle, l'administration, les routes, les travaux publics, les établissements de bienfaisance, les intérêts privés, les études élémentaires, tout ce qui est strictement nécessaire est protégé, est encouragé suffisamment. On en tire des richesses, mais il en reste. On ne pourvoit pas à l'activité, on encourage l'oisiveté, peut-être le vice; mais l'oisiveté et même le vice plaisent à la plupart, et si celui qui s'y laisse aller s'en indigne, il n'est pas moins devenu incapable de s'en indigner efficacement. Partout les hommes qui se

sécurité, même au milieu de la débauche commandée, y repose uniquement sur les canons qu'on y tient toujours braqués.

Telle est incontestablement l'attitude de l'Italie. SOIT QU'ELLE SUPPLIE, SOIT QU'ELLE LOUVOIE, SOIT QU'ELLE MENACE, SOIT QU'ELLE S'ATTRISTE, SOIT QU'ELLE S'AMUSE, ELLE EST EN ÉTAT DE CONSPIRATION GÉNÉRALE PERMANENTE. Le danger d'une pareille situation est évident, mais le remède ne l'est pas moins, et l'application n'en est pas aussi difficile qu'on le croit. IL SUFFIT AUX PRINCES NATIONAUX DE PROUVER PAR DES ACTES IRRÉVOCABLES QU'ILS SONT VÉRITABLEMENT ITALIENS, D'AME ET DE COEUR, POUR ÊTRE AIMÉS, SERVIS ET BÉNIS A JAMAIS PAR LA NATION TOUT ENTIÈRE. TRAD.

conservent purs dans une servitude quelconque sont en petit nombre; mais ils sont plus rares encore quand la servitude est très-douce. « Un bât vaut l'autre,» disent-ils, en se servant de mots dignes de la pensée. C'est ainsi, au total, que ni dans les États italiens, ni dans les provinces sujettes de l'étranger, il n'y a point matière à conjuration pouvant devenir une révolution d'indépendance; il n'y a point de probabilité qu'il en soit donné dans la suite des temps qui deviennent peu à peu plus doux et plus policés. Une nation naturellement apte à conjurer ne serait pas capable de faire une conjuration dans le cas donné; si elle se faisait en Italie, elle serait probablement gâtée par la vieille préoccupation de liberté qui a augmenté de nos jours; il serait difficile, impossible d'y associer d'accord princes et peuples, grands et petits, provinces et provinces. Puisse, hélas! cela ne pas se faire! veuille la Providence écarter cette funeste pensée des esprits, des imaginations de nos compatriotes!

9. Espérance III. — D'un appel a l'étranger. Mais ce qui n'est pas possible par une confédération de princes ou par une conjuration de peuples italiens, ne le deviendrait-il pas par hasard en appelant les étrangers qui nous procureraient du moins cette union impossible entre nous seuls? Un centre quelconque une fois établi au dehors, un point de réunion, chacun ne s'y rallierait-il pas? Si je croyais qu'un tel expédient fût bon, je serais le premier à encourager mes concitoyens à l'adopter; aucune espérance n'ayant par elle-même rien de coupable, ne doit être mise à l'écart quand il s'agit de l'indépendance. Mais ce n'est pas même là une bonne espérance. M. Gioberti déploie à

ce sujet toute son éloquence. Nous-même, nous venons de rappeler les maux causés par toutes ces interventions des Grecs contre les Goths, des Lombards contre les Grecs, des Francs contre les Lombards, des Allemands contre les Francs; nous avons vu un roi français et un roi espagnol appelés en vain, les Allemands appelés et venus, et parmi eux une maison opposée à l'autre, les parents aux parents, parfois le fils au père; nous avons vu les Angevins contre les Souabes, les Aragonais contre les Angevins, les Français contre les Aragonais, les Autrichiens contre les Français, puis de nouveau les Français contre les Autrichiens, sans autre résultat que la servitude changée, la pire de toutes. — Mais je veux en venir, qu'on me le permette, à une honte récente et plus grande encore. Dans toute cette longue série d'appels à l'étranger, un seul ne fut pas exaucé; sauf celui-là, l'étranger qui fut appelé vint toujours. Au contraire, dans les dernières années, à partir de 1815, plusieurs appels sont partis de l'Italie sans rien obtenir. Si donc déjà on devait éviter d'y recourir par ces deux bonnes raisons, qu'ils furent toujours inutiles et souvent funestes, une troisième, plus honteuse, est venue s'y ajouter, c'est qu'il est plus difficile d'obtenir qu'il en soit tenu compte. Il en sera ainsi, selon toute probabilité, même pour l'avenir. Parlons clairement et en désignant les choses par leur nom. Quand il s'agit de demander secours contre l'Autriche, on comprend qu'il est question de la France. La France fut toujours appelée contre l'Autriche, comme l'Autriche contre la France; et l'une vaut l'autre quant au danger de subir leur joug tour à tour. Bref, c'est la

France qu'il s'agirait d'appeler maintenant. Or, appelée dernièrement, elle n'est pas venue, et on l'appellerait encore de nouveau qu'elle viendrait encore moins. Tout est changé, en ce qui nous concerne, par l'effet des changements politiques survenus en France. Les rois français, absolus autrefois et princes guerriers d'une nation belliqueuse, avaient beau jeu à la lancer hors de chez elle pour satisfaire leur propre ambition, pour leurs intérêts personnels ou pour ceux de leur famille. Il pouvait bien venir à l'esprit de quelques-uns de leurs conseillers ou de leurs courtisans, d'une probité rare, de représenter que l'intérêt de la France était différent de celui des Valois ou des Bourbons, mais ils n'étaient pas écoutés; et la plupart de ceux qui se pressaient autour du trône ne tenaient compte que du bon plaisir de celui qui y siégeait. Il en fut de même et pis encore sous Napoléon; pis encore sous la république démocratique intermédiaire. Les démocraties sont plus faciles à la flatterie, plus intéressées et plus ambitieuses que pas une famille de princes. Mais quand toutes les classes intelligentes ou éclairées d'une nation prennent plus ou moins part à toutes les délibérations publiques, elles ne se laissent pas facilement entraîner dans des entreprises qui leur sont indifférentes; elles ne se soucient pas de rendre illustre le nom du prince, ou de donner un trône à un cadet dont les fils oublieraient leur origine et le bienfait reçu; elles ne sont pas plus empressées d'ajouter une province au territoire, si elle n'est pas réellement nécessaire soit à la défense, soit à la richesse nationale. Je sais bien qu'on m'opposera l'exemple de l'Angleterre qui, avec un gouvernement semblable, a fait

et fait encore des conquêtes très-étendues; mais au lieu d'infirmer ma proposition, elles viennent au contraire à l'appui. Les conquêtes anglaises sont toutes faites dans l'intérêt du commerce national supputé, épluché à livres, sous et deniers. Celle qui ne présente pas des avantages, ou ne se fait pas, ou est réprouvée, ou même est abandonnée, comme nous l'avons vu dernièrement. Il y aurait encore beaucoup à dire à ce sujet, très-inutilement pour ceux qui ne sont pas au courant de l'histoire anglaise depuis un siècle; et ce qui vient d'être dit suffit, et au delà, pour ceux qui en ont connaissance. J'ajouterai que les conquêtes en Italie ne sont pas de celles qui présentent à la France des avantages nationaux. Les ambitions françaises n'ont rien à faire en Italie; elles arrivent aux Alpes, pas plus loin. Au delà, elles trouveraient plus de tombes que de trophées, autant d'expulsions que d'invasions, et ce n'est plus le temps, pour une nation, de se consoler parce que son roi aura dit: « Tout est perdu fors l'honneur. » On ne veut maintenant perdre ni l'honneur, ni l'argent, ni même à peine quelques vies; et, comme les conquêtes exposent tout cela à de grands risques, elles se font et se feront plus rares chaque jour. Aucune province italienne, de notre côté des Alpes, n'est pour la France une continuation de territoire qui la fasse arriver à une limite naturelle ou prétendue telle, c'est-à-dire aux bords ou à l'embouchure de fleuves français; il n'est par là de points de relâche pour aucune colonie française actuelle ni à prévoir; et s'il pouvait y en avoir un pour le Levant auquel la France visait naguère, il est si près du point de départ qu'il ne présente pas réellement l'avantage

requis en pareil cas. Ces vues-là, abandonnées dès aujourd'hui, le seront plus que jamais à mesure que l'ambition de la France se trouvera satisfaite par l'effet de sa constitution. On peut donc prévoir pour l'avenir ce que nous avons vu dans ces dernières années. Quelques casse-cous politiques, quelques-uns de ceux qui, pour avoir trop médité sur les événements de la république et de l'empire, ne savent pas voir combien les temps actuels sont différents; quelques hommes de ce parti qui se donne pour progressif et n'est que rétrograde ou au moins tardigrade; quelques Français de toutes ces catégories rêveront des conquêtes et la propagation de leurs folies dans la Péninsule; quelques Italiens, leurs pareils, s'abuseront peut-être encore en prenant des songes pour l'opinion véritable de la France entière, puis c'est elle qu'ils accuseront de ne pas les avoir réalisés. Mais cette nation, ce gouvernement, maintenant affermis, laisseront rêver tout à leur aise les songe-creux français et italiens, et se contenteront de faire ce qu'ils ont fait, d'empêcher l'Autriche de gagner trop de terrain en Italie. Cela même, ils le feront avec des égards infinis pour l'Autriche, autrefois rivale et ennemie, aujourd'hui l'alliée la plus naturelle qu'ils aient sur le continent; ce sur quoi je m'étendrai bientôt davantage. — L'intervention de la France ainsi écartée, je ne m'occuperai pas à repousser de même celles qu'on pourrait s'imaginer devoir venir de l'Espagne, de l'Angleterre ou d'autres puissances plus éloignées. Les mêmes conditions politiques produiraient sur les deux premières le même effet, celui de ne pas y laisser écouter notre appel. Quant à celles qui sont plus loin et dans des conditions opposées, je

crois bien que personne n'y songe. Mais je déclare que je n'ai entendu exclure que les appels proprement dits et les interventions armées semblables aux anciennes ; je veux dire les appels faits par un parti italien et les interventions faites en faveur de ce parti, ou, pis encore, avec des projets de conquête. Quant à exclure les alliances à conclure par nos princes avec une ou plusieurs de ces puissances pour diminuer la prépondérance de la puissance étrangère-italique, ou mieux encore pour nous aider dans une occasion quelconque à obtenir notre entière indépendance; une pareille exclusion serait une telle absurdité, l'effet d'une telle exagération de principes, d'une exaltation si puérile de vanité nationale, qu'il n'est pas un lecteur tant soit peu raisonnable qui puisse la supposer.

10. Espérance IV. — Des occasions. L'une des plus grandes vanités dans lesquelles tombent d'ordinaire nos écrivains, c'est d'attribuer aux desseins des hommes plus de puissance, aux occasions moins d'influence qu'ils n'en ont en réalité. Les poëtes tragiques propagent cette erreur, parce qu'ils ont besoin de grandir les hommes et de représenter en eux toute une époque. Les autres poëtes et les romanciers ont suivi la même marche, par une nécessité presque semblable. Beaucoup de philosophes les ont imités par le même motif; puis beaucoup de biographes, et aussi les historiens qui se plaisent à tracer des portraits et à mettre des harangues dans la bouche de leurs personnages. Qui n'a lu ces projets de conquête du monde attribués aux premiers Romains, qui pourtant se débattirent pendant 400 ans dans un rayon de dix milles autour de leur ville? Et cet autre, d'étendre

leur puissance temporelle sur l'univers entier, attribué à des papes qui luttaient péniblement contre Tivoli, contre les Crescence, les Arnauld de Brescia, ou contre les Colonna et les Orsini? Qui n'a lu encore ceux qu'on attribue à tout conquérant, quel que soit l'humble rang dont il soit sorti, et qui, créés presque tout d'un coup, sont poursuivis avec régularité? Les hommes pratiques ne tombent pas au moins dans de semblables erreurs; ils savent très-bien qu'à l'exécution, les plans trop vastes aboutissent à des résultats étroits; c'est pourquoi ils tombent parfois dans le défaut contraire en les concevant dans des proportions trop restreintes. La bonne manière consiste à se tenir dans un milieu raisonnable, à choisir un but éloigné plutôt qu'à faire de grands projets, et à employer le temps et l'attention que l'on perd d'ordinaire en divagations sur ces projets, à reconnaître les occasions favorables et à en profiter. Nous aurions donc pu réduire à cela nos recherches; c'est ce que nous ferons désormais.

11. Nous ne saurions prévoir que trois occasions susceptibles de profiter à l'entreprise de notre indépendance : 1° quelque conflagration démocratique; 2° quelque tentative de monarchie universelle; 3° quelque partage d'États, du genre de ceux qui fournirent des occasions dans le dernier siècle. Mais ces trois occasions mêmes ne nous paraissent pas toutes probables; continuons donc à leur égard notre méthode d'élimination.

12. A dire vrai, la conflagration démocratique, bien que hautement annoncée et grandement redoutée de nos jours, nous semble devenue improbable, par les progrès précisément que nous voyons faire à la démo-

cratie actuelle. Nous ne nous vanterons pas, comme certains, d'être ou non du peuple, gentilshommes ou roturiers : le temps de se vanter de l'un ou de l'autre nous paraît passé; ce n'est pas plus le temps de l'orgueil féodal que de la vanité plébéienne. Un nom noble, un nom roturier peuvent être également illustres. Un nom noble attire l'attention à celui qui le porte et ne lui vaut pas le respect; il est donc avantageux ou nuisible, selon qu'il est porté bien ou mal : en somme, il ne s'agit plus d'être ou non gentilhomme, mais galant homme, personne bien élevée. — Or, la classe des gens bien élevés est celle qui s'accroît chaque jour davantage, en deçà et au delà des Alpes, des débris et au détriment des deux, trois ou quatre classes, plus ou moins, qui existaient autrefois. Toutes celles-ci diminuent donc d'autant, et entre autres la classe démocratique proprement dite, classe distincte, haineuse, usurpatrice, incendiaire (1). Ceux-là même qui en étaient hier n'en sont plus aujourd'hui; ceux qui hier auraient aidé à la conflagration l'empêcheraient à cette heure; ceux qui hier auraient propagé la flamme apporteraient maintenant l'eau pour l'éteindre. Le progrès même des études a contribué à effacer les distinctions entre les classes anciennes et nouvelles. Les démocraties antiques, si admirées il y a un demi-siècle, sont devenues presque toutes, sous l'analyse de la critique actuelle, de véritables aristocra-

(1) Quand même ces quatre épithètes ne nous paraîtraient pas fort exagérées, elles ne seraient certainement méritées que par l'effet du manque absolu de tous moyens d'éducation. Et alors à qui la faute, sinon à des usurpateurs d'un autre genre et bien plus reprochables ? TRAD.

ties. Les prétendus débats entre les aristocraties et les démocraties sont devenus pour la plupart des luttes entre les races conquérantes et les races subjuguées qui habitaient le même sol. Ainsi tombent d'elles-mêmes les imitations présentes, impossibles dans des conditions de société trop diverses. On n'en continue pas moins à admirer l'antiquité en beaucoup de choses, mais on ne la propose plus comme un modèle à imiter stupidement. On n'admire guère non plus, et on se soucie encore moins d'imiter, ni dans sa féodalité ni dans ses communes, le moyen âge qui avait hérité durant quelques années de ces admirations usurpées. Quant aux démocraties qui survivent dans quelque coin de l'Europe ou dans les vastes contrées de l'Amérique, les résultats de leurs institutions, naguère tant vantés, sont maintenant trop connus pour que les imitateurs n'en soient pas bien épris. Dans quelques-uns de ces États la démocratie est tyrannique, et elle décourage dès lors tout le monde ; dans d'autres, elle s'assujettit à l'aristocratie; dans la plupart, elle se confond avec la grande classe des gens bien élevés. — Je m'en afflige pour le petit nombre de démocrates purs qui survivent; hommes stationnaires autant que les aristocrates les plus encroûtés, demeurés en arrière du progrès universel, s'excluant eux-mêmes de la classe toujours croissante des honnêtes gens, des hommes bien élevés et vraiment libéraux ; bien loin de pouvoir réunir des masses et de les faire mouvoir, comme ils l'espèrent, bien loin d'être en mesure d'amener des conflagrations, comme d'autres le craignent, ils n'auront bientôt ou n'ont même déjà de compagnons et de consolateurs que dans les rangs

éclaircis de ces pauvres saint-simoniens, owenistes ou fouriéristes, dont, par économie de temps, je m'abstiendrai d'entretenir mes lecteurs. La conflagration démocratique peut continuer à être quelque temps encore un épouvantail de police, ou une espérance de sociétés secrètes; mais elle ne peut être mise en ligne de compte dans aucun avenir à prévoir : ce n'est point une éventualité, une occasion à calculer dans aucune entreprise importante.

13. Il n'y a pas plus de compte à faire sur une tentative de monarchie universelle de la part d'une puissance européenne quelconque. Bien que ce soit là un songe récent, ou précisément parce qu'il a été démontré songe par des faits récents, il n'est pas probable que l'essai se renouvelle. Qui oserait reprendre en sous-œuvre ce en quoi Napoléon a échoué? Certes, la leçon a été trop rude pour la France pour qu'elle veuille recommencer. L'Angleterre n'y a jamais pensé, et sa situation l'empêchera toujours d'y songer. La Prusse, bien que grande, est trop petite pour cela; l'Autriche, loin de se sentir des dispositions à pareille entreprise, s'abstient même de celles qui s'offrent à elle sans la moindre difficulté. Il n'y aurait donc à espérer ou à redouter des projets de cette nature que du côté de la Russie. Mais la vérité est que ni cette nation ni ses empereurs ne sont assez barbares pour ne pas connaître combien est grande la civilisation européenne qu'ils ont en présence, ou pour l'avoir en mépris comme leurs premiers ancêtres. Ils savent fort bien qu'ils n'ont pas devant eux un empire romain facile à conquérir ; ils savent qu'une invasion à la manière des Finnois ou des Mongols ne réussirait pas, et de plus ils n'ont ni la vo-

10.

lonté ni le pouvoir de se jeter dans de pareilles tentatives. Leurs armées, innombrables sur le papier, ou peut-être en réalité au milieu de leurs steppes, dans leurs colonies militaires, ou dans leurs camps d'exercices, nous avons vu à quoi elles se trouvaient réduites une fois arrivées sur les rives du Pô et de la Seine; on dit même qu'elles étaient encore moins fortes quand elles descendirent sur le Bosphore ou qu'elles poussèrent au delà de la mer Caspienne. Dans l'état de civilisation présente, les invasions de nouveaux barbares sont des songes qui, fussent-ils faits par les Russes, seraient de peu de durée; mais les Russes ne les font pas. Le songe qu'ils font n'est pas celui d'une monarchie universelle, mais d'une prépondérance européenne; et celui-là même ils ne le font pas en général, ils n'espèrent pas le réaliser dans tous les cas, mais dans une éventualité, dans une seule occasion qu'ils prévoient très-bien et qu'ils préparent. Bien loin d'être barbares à ce point-là, les Russes s'en tiennent au contraire à cette conduite pratique que nous avons dite si rare, et qui, se proposant un but éloigné, sait attendre l'opportunité de l'occasion. L'occasion qu'ils prévoient est la chute de l'empire ottoman, et la prépondérance qu'ils espèrent tient à l'occupation par eux de cette embouchure du Danube vers lequel se portera un jour ou l'autre le commerce européen; à l'occupation de ce Bosphore et de cet Hellespont d'où ils pourront le dominer. Telle est la prépondérance qui sera un songe ou une réalité, selon que l'Europe civilisée saura s'organiser pour la résistance.

14. Mais précisément parce qu'il y aura une résis-

tance quelconque, quelques compensations seront exigées par les autres puissances chrétiennes, qui prétendront s'agrandir de quelques dépouilles de ce même empire. Ce sera là, sans aucun doute, une occasion favorable pour nous, un jour ou l'autre, dans un avenir qu'il est permis de prévoir, et ce sera probablement la seule. Aucun autre partage, aucune autre chute, aucune grande succession n'est à prévoir en Europe; s'il en survenait, la civilisation présente y pourvoirait: on en ferait une question diplomatique ou d'intérieur, et la difficulté, réduite à ces termes, ne nous fournirait pas une grande opportunité. Ainsi, sans rejeter aucune des occasions qui pourraient naître, et en nous tenant, au contraire, prêts à profiter de toutes, arrêtons-nous à celle qui nous paraît la plus probable parmi celles favorables, la plus favorable parmi celles probables, celle qui promet le plus de toute manière.

CHAPITRE NEUVIÈME.

DE L'ÉVENTUALITÉ QUI PROMET LE PLUS.

Es gibt keine Propheten mehr, die Wahrsager, welche unsere beschrænkte Zeit gebiert, muessen sich, ob Mangel an gœttlicher Inspiration, ihre Kunde aus eigener Anschauung holen und nicht aus den Linien der Hand, nicht aus den Konjuncturen der Sterne kœnnen sie fuerder das Schicksal der Menschen weissagen, sondern aus der Kenntniss seines jetzigen Zustandes, und seiner bisherigen Geschichte.

Oesterreich und dessen Zukunft, p. 142.

1. Nous voici enfin parvenus, d'élimination en élimination, à une éventualité qui nous paraît offrir une espérance fondée. La partie la plus ingrate de notre tâche est terminée, et nous entrons dans celle qui est la plus attrayante, mais peut-être aussi la plus difficile. Il est toujours aisé de détruire, difficile de réédifier; facile de démontrer les erreurs d'autrui, difficile de ne pas tomber dans de nouvelles, pires parfois; la partie négative est facile en toute science, en tout genre d'étude, la partie positive est toujours difficile. Il nous a été aisé de faire voir que ni le royaume d'Italie, national ou étranger, ni les républiques, ni aucune organisation nouvelle ne sont ni probables ni désirables, en résumé,

qu'il ne peut y avoir ni progrès dans ce qui existe ni probabilité même d'une confédération, tant que l'étranger est au milieu de nous. Il nous a été aisé de démontrer que l'entreprise de notre affranchissement, après avoir duré déjà treize siècles, ne saurait s'accomplir dans un avenir qu'on puisse prévoir, ni par l'union spontanée des princes, ni par un soulèvement spontané des peuples, sans quelque occasion favorable; qu'il ne faut attendre cette occasion ni d'une conflagration démocratique, ni d'une tentative de monarchie universelle, ni d'une succession à partager, ni de chutes d'empires, sauf une seule peut-être. Changeant de rôle à cette heure, nous avons à démontrer que c'est vraiment là une espérance fondée et une occasion favorable, et la difficulté commence. — Nous avons contre nous nos lecteurs, que nous avons disposés jusqu'ici au doute; nous avons contre nous en particulier tous ceux dont nous avons traité les espérances de songes, et qui seront disposés à nous rendre la pareille; et plus que jamais les hommes pratiques, fatigués des utopies faites et refaites sur le partage de l'empire ottoman. Nos protestations ne serviraient à rien, nous ne comptons que sur notre réserve à nous maintenir encore ici dans les limites de ce que l'on peut prévoir. Si nous en agissons ainsi, et si, parmi les premiers à traiter, au point de vue italien, un sujet aussi important et déjà traité ailleurs (1), nous réussissons

(1) Voyez G. R. Marochetti, *Indépendance de l'Italie*, Paris, 1830. Réimpression d'un écrit publié dès 1826, avec des additions. L'auteur me paraît être tombé dans le défaut ordinaire de détails trop minutieux; mais, sauf ces détails et quelques différences d'opinions générales, j'ai le bonheur de me rencontrer souvent avec lui, bien que je ne connusse pas son ouvrage quand j'écrivais ceci.

à y arrêter l'attention de ceux qui ont dans leurs mains nos destinées, le travail auquel nous nous livrons ne sera pas entièrement perdu. Si nous nous trompons sur une matière aussi épineuse, qu'ils jugent et nous corrigent, mais qu'ils écoutent; ou bien, sans nous écouter autrement, qu'ils veuillent au moins songer à cette occasion, qui, telle qu'elle soit, est pourtant la moins improbable et la moins défavorable de toutes; qu'ils songent qu'en ne se tenant pas prêts ou en ne sachant pas en profiter, ils ne nous laisseraient que le devoir de persévérer sans espérance.

2. L'éventualité dont nous nous occupons consiste en deux faits : la chute de l'empire ottoman et le changement qui en résultera pour la chrétienté. — Il ne me paraît pas nécessaire, pour démontrer la probabilité du premier, de faire une longue histoire de la décadence mahométane en général, ou de l'affaiblissement de la puissance ottomane en particulier, ni d'établir l'extrême différence qui existe entre cette décadence réelle et celles qui ne sont qu'apparentes dans les États chrétiens. Les deux civilisations, mahométane et chrétienne, se trouvèrent en présence, il y a plus de mille ans, à la bataille de Poitiers, la mahométane toute jeune encore, la chrétienne déjà vieille. Celle-ci, victorieuse, continua à grandir et à se développer jusqu'à sa toute-puissance actuelle; tandis que la civilisation vaincue s'arrêta d'abord, puis se mit à déchoir jusqu'à son état d'impuissance présente. Cela était naturel : cette dernière n'aura jamais les ressources de la civilisation chrétienne. Elle n'a pas la plus salutaire de toutes, une religion incorruptible; elle n'aura jamais celles qui proviennent

de la vertu, d'une activité sans cesse renaissante, tantôt dans le corps entier, tantôt dans quelques parties de la grande association chrétienne. La décadence ottomane, ou celle de la Turquie en particulier, a commencé, dès la prise même de Constantinople, à l'établissement de la nation dans ce séjour constant de corruption. Elle a continué par l'expulsion des Maures d'Espagne, par la défaite de Lépante, et peu à peu par les refoulements successifs hors des provinces de l'Europe et de l'Afrique; elle dure ainsi depuis quatre siècles. On rappelle, il est vrai, l'exemple de l'empire grec, qui subsista douze siècles, toujours en déclinant, dans cette même Constantinople, pour démontrer que l'empire ottoman peut y vivre autant. Mais l'empire grec n'était entouré, attaqué, battu en brèche que par de petites nations, plus barbares que lui-même : l'empire ottoman est aujourd'hui menacé au dehors par des nations plus grandes et plus civilisées que lui; il est travaillé à l'intérieur, miné par diverses nations qui tendent à une liberté et à une civilisation plus grandes. Il n'est besoin, au surplus, d'aucune de ces comparaisons, dans lesquelles il est difficile de tenir compte de toutes les ressemblances et différences, et qui, par ce motif, portent plutôt d'ordinaire la conviction dans l'esprit de quelques hommes solitaires et méditatifs que dans celui des hommes pratiques. Les événements journaliers suffisent désormais à ceux-ci pour leur faire considérer comme indubitable la décadence de l'empire ottoman, comme irrémédiable le mal qui le ronge. Plusieurs remèdes et de nature différente ont été tentés ou sont encore essayés

chaque jour, mais toujours en vain. Les tentatives ont-elles été faites sincèrement? Il n'importe : le mauvais succès qu'elles ont eu démontre ou l'inefficacité des remèdes, ou le peu de sincérité des médecins, ou l'état incurable du malade, ou tous ces malheurs ensemble, et le pronostic reste le même. Il n'est pas avoué dans les actes diplomatiques publics, ni dans les débats de tribune des parlements chrétiens ; cela est naturel, et convenable jusqu'à un certain point. La civilité publique s'est imposé à peu près les mêmes devoirs que la civilité privée. Les nations chrétiennes se tiennent au lit de mort de l'empire ottoman à la manière des médecins, ou plutôt des héritiers, se gardant d'y parler de mort et d'héritage; mais le public en parle, et d'autant plus que la fin est plus proche et plus grand l'héritage. Ç'a été une véritable comédie d'entendre les médecins-héritiers se dire de temps à autre : Essayons encore ce remède-ci, ou celui-là, en cherchant à se tromper tour à tour, afin de se trouver chacun seul, ou du moins en petit nombre, à la dernière cure et à la première curée. Mais comme la comédie durait trop, ils s'en sont lassés eux-mêmes, à ce qu'il paraît ; ils se sont regardés en face, non sans rire intérieurement, et ont pris le parti de laisser l'agonie suivre son cours, en se tenant à l'écart avec bienséance, et tout prêts au besoin.

3. Le plus sincère, le plus hardi, le plus grand de toutes manières fut l'empereur de Russie, Alexandre, qui déclara voir au mieux non-seulement la chute de l'empire ottoman, mais encore les changements qui en résulteraient dans la chrétienté entière. Dans ses

plus beaux jours, après avoir admirablement défendu l'indépendance de sa patrie, revendiqué admirablement l'indépendance de l'Europe, rendu la paix à la chrétienté, il vit soudain et le premier, qu'il fallait à la chrétienté pacifiée une grande activité, un grand but à cette activité ; et il vit que ce grand but devait être l'Orient. Ce fut de sa part la preuve d'un grand esprit, sans doute, mais aussi d'une grande âme, que d'avoir, lui, autocrate de toutes les Russies, petit-fils de Catherine et arrière-petit-fils de Pierre Ier, appelé la chrétienté entière à s'associer à cette pensée, à cette activité réelle. Tout cela est évident, pour tout homme exempt de préjugé, dans ce traité additionnel que Alexandre fit signer aux autres puissances, sous le nom de *Sainte-Alliance.* Peu importe que ceux qui le signèrent avec lui en aient changé ensuite les tendances, le but, l'espèce. Par malheur, Alexandre, rentré dans sa patrie bien moins civilisée que lui, Alexandre, soit mobile de sa nature, soit changé par les événements, ne fut plus l'Alexandre protecteur de la civilisation chrétienne, le souverain qui était arrivé à la comprendre mieux peut-être qu'aucun prince de son temps. Quoi qu'il en soit, la civilisation chrétienne poursuivit d'elle-même l'œuvre si bien indiquée ; elle la poursuivit par l'effet de cette intime et invincible activité qui est dans sa nature ; elle la poursuivit, et par suite de l'impulsion même donnée par Alexandre et qu'il ne put retirer, et par la direction imprimée à l'ambition russe un moment généreuse, puis de nouveau ralentie ; elle la poursuivit comme conséquence inévitable des conquêtes anglaises dans l'Orient ultérieur. Celui-ci une fois soumis à la chrétienté, il n'é-

tait pas possible qu'elle s'arrêtât en chemin ; ou plutôt arrivée à une extrémité du chemin, il n'était plus possible qu'elle ne cherchât pas à maîtriser le pays intermédiaire. Parvenue à l'Orient ultérieur, elle devait s'ouvrir l'Orient citérieur, le Levant. Elle se l'est donc ouvert de différentes manières, par différents passages, et alors elle s'y est précipitée, elle s'en est retirée, y est revenue, s'y est étendue, et c'est aujourd'hui un torrent, une inondation, qu'aucune puissance humaine ne saurait plus arrêter, qu'aucun aveuglement ne saurait nier. — Louons-en la Providence, tous tant que nous sommes à ne pas fermer les yeux à son œuvre désormais si évidente : la diffusion de la chrétienté qui, à une époque quelconque, sera suivie de celle du christianisme. Que ceux-là aussi en louent le ciel qui se targuent du nom d'hommes positifs. Au point de vue positif, cette grande diffusion, cette quasi-translation vers l'Orient, est ce qui occupe la paix et l'occupera durant des années, des siècles peut-être ; ce qui fournit et fournira la pâture à l'activité générale; ce qui satisfait et satisfera les intérêts, même matériels, de toutes les nations européennes. Que l'on calomnie ce grand mouvement, que d'une œuvre providentielle on le réduise à n'être qu'un effet industriel, que l'on nie ou que l'on rapetisse le moteur, qu'on change le nom de ce qui se meut ; le résultat reste le même, et nous disons : *eppur si muove.*

4. Mais ces deux faits, désormais certains, de la chute de l'empire ottoman et du mouvement chrétien vers l'Orient, sont-ils légitimes ? C'est un scrupule émis le plus souvent par ceux-là qui d'ordinaire n'en montrent guère dans leurs œuvres ; par des gens qui

n'en éprouvent pas à soulever les peuples contre les gouvernements, ou les gouvernements contre les peuples; à sacrifier les générations présentes à leurs rêves d'avenir, ou à leurs réminiscences du passé; par ceux-là qui, accumulant sur eux seuls toutes les légitimités, tous les droits, mettent hors la loi, s'ils sont peuple, les princes et tout ce qu'ils disent ne pas être peuple; s'ils sont princes, le peuple et tout ce qui n'est pas prince. Les uns regrettent la civilisation, les autres la légitimité turque; mais nous ne saurions voir là, à vrai dire, ni bonne civilisation, ni légitimité véritable: non pas une bonne civilisation, car aucune autre ne nous paraît telle désormais que la civilisation chrétienne; non pas une légitimité véritable, car nous ne pouvons pas la reconnaître dans une domination demeurée étrangère, ou plutôt dans une nation barbare, faisant peser sur d'autres son joug despotique. A nos yeux, au contraire, les populations chrétiennes ont très-probablement droit à s'affranchir de cette très-véritable tyrannie. C'est aussi un droit, quelquefois même un devoir, pour les États chrétiens de les y aider; c'est un droit et un devoir pour la civilisation et pour le christianisme que de s'étendre. Ces droits et ces devoirs, nous les voyons également reconnus depuis bien longtemps par des théologiens, des philosophes et des hommes d'État: par les théologiens, qui depuis Grégoire VII et Urbain II excitèrent la chrétienté, non-seulement à la défense, mais à l'hostilité armée contre les mahométans; par les philosophes, qui poussent notre civilisation en avant, et doivent dès lors lui permettre de conquérir sur les civilisations inférieures et qui ne peuvent se modifier; par les hommes d'État,

que nous voyons avancer et s'arrêter selon la convenance de leurs propres pays, mais jamais jusqu'ici, que nous sachions, par aucun scrupule de cette nature. Quant au scrupule de *non-intervention*, il me semble que depuis que ce principe a été posé, il n'a guère été observé que lorsqu'on a trouvé son compte à le suivre. Il a été avantageux dans les affaires intérieures des nations chrétiennes, parce qu'il a été reconnu qu'elles s'arrangent beaucoup plus vite et mieux sans intervention; on n'intervient donc pas, et cela réussit. Mais ici ce n'est pas le cas, et que l'on intervienne ou non, la chute de l'empire turc arrivera; et si l'on n'intervient pas, on laissera tomber avec lui et s'éteindre les nations chrétiennes qui en dépendent. Ainsi donc le droit, le fait, tout réclame l'intervention; et les interventions qui ne sont ni fausses ni traîtresses, qui se font, au contraire, ouvertement, énergiquement, sont dans beaucoup de cas légitimes, dans beaucoup aussi nécessaires et de devoir strict. — Enfin, pour en finir une bonne fois avec les scrupules, il en est qui allèguent le triste exemple de la Pologne; mais, en vérité, quelle extrême différence! La nation polonaise est une nation chrétienne, une de celles qui ne peuvent périr. Voyez le fait lui-même : divisée, opprimée, dispersée, comme il n'en fut jamais, a-t-elle péri? N'a-t-elle pas grandi, au contraire, en courage, en prudence? Et ses trois tronçons ne sont-ils pas des plaies saignantes au corps des trois puissances qui se les sont appliqués? La plaie n'est-elle pas d'autant plus vive, selon que chacune d'elles veut détruire davantage l'indestructible nationalité? Mais qui peut se figurer une nationalité

turque se relevant jamais après sa dispersion? Ou qui voudrait comparer l'atrocité d'avoir voulu éteindre une nation chrétienne, à la nécessité de laisser s'éteindre spontanément une nation mahométane, ou plutôt à la prévision de sa prochaine extinction et d'un partage de ses dépouilles lorsqu'elle se sera éteinte? Tout cela n'est donc au total que discours inutiles. Des deux faits que nous examinions, le premier, la chute de l'empire ottoman, ne peut être ni légitime, ni illégitime; elle ne peut être pour la chrétienté un objet de scrupules; c'est un fait en dehors d'elle et qui s'accomplit sans elle. Il ne peut s'agir que de la prise de possession par une civilisation des contrées abandonnées par une autre, que de recueillir une succession vacante. Or, c'est une question déjà décidée par le fait. Le partage des dépouilles est déjà commencé. La Russie en a déjà recueilli plusieurs en s'incorporant les rives septentrionales et orientales de la mer Noire, et en prenant les trois protectorats de la Moldavie, de la Valachie et de la Servie, au cœur même de l'empire. La Grèce est une autre de ces dépouilles, Alger une autre. Il s'agit bien de scrupules vraiment, quand nous en sommes si loin; le temps en est passé. Une fois démembré, discrédité, affaibli, un État n'est plus viable. La question a été résolue quand le démembrement a été commencé; elle l'a été de nouveau chaque fois qu'il s'est continué. La civilisation chrétienne, que rien ne saurait arrêter, l'a décidée, ou plutôt, la Providence, en destinant ces peuples asiatiques, comme naguère ceux de l'Amérique, à se retirer peu à peu pour faire place aux générations chrétiennes. Y a-t-il là injustice? qui oserait le dire? Elle viendrait donc

de la Providence, comme aussi ce qui s'est passé de semblable ailleurs. Disons mieux, c'est un de ces mystères qui sont dans l'histoire comme dans toutes les sciences humaines. La civilisation peut bien, par suite de ses progrès, adoucir les moyens, éviter les injustices particulières, sauver quelque population moins opiniâtre; mais quant à arrêter la Providence dans ses voies, ou à s'arrêter elle-même, ce qui est tout un, la civilisation chrétienne ne le peut ni ne le veut. Et si quelqu'un venait à nous dire qu'elle le veut, qu'elle le peut ou le fait, nous répondrions de nouveau : *Et pourtant elle se meut.*

5. Mais laissons là les prolégomènes; revenons à deux faits, non pas probables seulement, mais commencés, savoir : que l'empire ottoman tombe, et que la chrétienté se substitue et se substituera à lui, à quelque époque que ce soit, de quelque manière que ce soit. Quand et comment, le temps et le mode, voilà ce que nous devons chercher. — N'oublions pas pourtant que le temps est, dans tous les événements futurs, le plus grand des secrets que Dieu se soit réservé. Il est beaucoup de faits qui peuvent être prévus avec certitude, mais dont le moment reste très-incertain. Quand Grégoire VII conçut le premier l'idée d'une invasion de la chrétienté sur l'islamisme, il ne put que lui prévoir un résultat heureux, et sa prévision fut juste; mais s'il prévit qu'elle s'effectuerait dans tant d'années ou dans tant de siècles, il prévit à faux. Quand, plus de sept siècles après, l'empereur Alexandre projeta de nouveau une invasion semblable, il lui assigna, avec beaucoup plus de probabilité, dans sa pensée, un résultat plus prochain ; mais s'il lui fixa

une époque voisine, il se trompa; il ne pouvait prévoir ni sa propre inconstance, ni les intérêts de second ordre qui le détourneraient, ainsi que les nations chrétiennes, de cet important dessein, ni les alliances partielles et variables qui succéderaient à cette alliance universelle qu'il avait conçue. Le tableau de ces alliances sera un jour l'un des épisodes les plus curieux de l'histoire diplomatique; il serait maintenant prématuré, quand ce serait ici sa place. Il suffira de rappeler ici l'union qui se maintint quelques années entre la Russie, l'Angleterre et la France, comme un reste de la sainte-alliance, et l'indépendance de la Grèce qui en résulta comme un gage de conquêtes futures pour la chrétienté; puis la Russie et la France unies contre nature, et cependant cette union mauvaise produisant les acquisitions russes sur la mer Noire, et l'acquisition française d'Alger, gages nouveaux; puis la France et l'Angleterre, unies beaucoup plus naturellement, mais avec des défiances réciproques et plus grandes, comme d'ordinaire, du côté de la puissance la moins forte, défiances amenant le grand refus de forcer le passage des Dardanelles, qui retarda, Dieu sait pour combien de temps, le dénoûment définitif; à la suite, l'union moins naturelle encore, de l'Angleterre et de la Russie, plus féconde en défiances, plus stérile que jamais en résultats réels; enfin l'Autriche se mettant au milieu pour arrêter tout, pour mettre tout le monde d'accord à ne rien faire du tout pour le moment. Mais soyons justes, et disons ce qui est à l'avantage de nos adversaires comme ce qui est contre eux. Ce retard amené par l'Autriche fut un grand bonheur pour la chrétienté

entière, pour l'Italie en particulier, pour l'humanité. En effet, au milieu des défiances mutuelles de la France et de l'Angleterre, des préoccupations que l'Inde et la Chine causaient à cette dernière, il y avait alors impossibilité à une coalition de ces deux puissances avec l'Autriche, à ce triumvirat qui seul peut produire un résultat satisfaisant. Si donc il est permis à un observateur isolé de classer les actes d'un de ces hommes d'État qui ont le plus agi de notre temps, je dirai qu'il n'en a jamais accompli un dont les conséquences doivent être plus durables ou plus heureuses, aucun dès lors qui lui mérite plus de gloire. En ce qui concerne l'Italie, quel que doive être le profit que nous saurons tirer un jour de la grande occasion à venir, il est certain que nous n'étions pas prêts dans les dernières années à la saisir à notre avantage. En tout cas, la chrétienté se trouve à cette heure dans un intervalle de repos entre des faits accomplis et des événements à naître : elle se trouve dans une condition meilleure qu'elle n'a été depuis trente ans, réunie dans une quasi-alliance, ou, si l'on veut, moins désunie. Le moment est donc favorable pour examiner la question ; profitons-en nous aussi, et cherchons non le temps absolu de son dénoûment, mais le temps relatif, c'est-à-dire, celui de sa durée une fois qu'il sera commencé. — Les temps de mutations et de révolutions sont toujours dangereux et pénibles, et une fois commencés, plus on les abrége, mieux on fait. Mais on peut observer dans l'histoire et déduire du plus simple raisonnement que les révolutions ne finissent d'ordinaire qu'au moment où les intérêts réels de ceux qui les ont commencées sont satisfaits;

on pourrait même dire que la durée des révolutions est en raison directe de cette satisfaction. Pour laisser de côté les exemples et en venir au fait en lui-même, il est facile de voir dès à présent que si les nations chrétiennes, au jour, quel qu'il soit, où s'écroulera l'empire ottoman, ont pour mobile les intérêts universels de la chrétienté, c'est-à-dire, les intérêts bien entendus de chacune d'elles, le changement fait de la sorte n'aura pas besoin d'être refait; il sera plus court, plus facile, moins dangereux, moins douloureux. Si, au contraire, chacune d'elles tire à soi, sans égard pour les intérêts des autres et sans une intelligence suffisante des siens propres, le changement fait ne pourra ne pas se refaire une, deux fois et plus, il durera et occupera seul, et pendant plusieurs siècles, l'activité, les efforts douloureux de la chrétienté. Nous sommes à une époque semblable en ceci, nonobstant de grandes différences, à celle où les nations germaniques se précipitèrent sur l'empire romain : ne s'étant point entendues, n'ayant pu s'entendre (car ce n'était pas le propre de cette civilisation) (1), elles arrachèrent chacune un lambeau de la grande proie, puis se le disputèrent entre deux, entre trois. Tous ces lambeaux passèrent de la dent de l'un sous la dent de l'autre, jusqu'à ce que le déchirement mutuel cessât par lassitude; et il cessa (2), qu'on l'observe bien, par les divisions naturelles, inaltérables du territoire européen. L'exemple de ces barbares sera-t-il imité à

(1) Pourquoi ne pas dire tout bonnement que ce n'était pas là le propre de la barbarie? TRAD.

(2) Malheureusement il ne cessa jamais complétement, et les différentes nationalités européennes sont encore bien loin d'avoir chacune retrouvé son assiette. TRAD.

l'heure qu'il est par une civilisation aussi avancée que celle-ci se vante de l'être? Il semble qu'il faille espérer le contraire. — Du reste, je prie qu'on ne me fasse pas plus facile à me leurrer d'espérances, plus utopiste que je ne le suis. Un traité d'alliance qui pourvoirait à tous les cas serait certainement désirable; mais cela n'est pas probable ni peut-être même possible. Les cas sont en trop grand nombre, et chacun d'eux se subdivisant en plusieurs, les combinaisons en deviennent incalculables. L'accord ne peut venir d'un traité ni peut-être de plusieurs, mais seulement de l'opinion universelle des princes, des hommes d'État, des hommes politiques de toute la chrétienté. Or, cela n'est pas impossible dans les conditions présentes de civilisation et de publicité. Il serait donc extrêmement utile que la question fût traitée ouvertement à la tribune par quelqu'un de ces hommes qui, réunissant à l'autorité de la parole l'autorité de leur nom, peuvent seuls rallier leurs pareils dans une même opinion. Mais cela est difficile pour le moment, comme nous l'avons dit. Un semblable sujet ne saurait encore être traité publiquement et convenablement ni dans un parlement, ni par aucun de ces hommes pratiques auxquels nous l'abandonnerions volontiers. Puisqu'il en est ainsi, nous n'avons personne sur qui compter, et force nous est alors d'épuiser encore par nous-mêmes cette partie de notre tâche. Peut-être trouverons-nous, contrairement au dire des prédicateurs de l'isolement en toute chose, que les intérêts italiens ne diffèrent en rien des intérêts de tous; mais on peut toujours assurer qu'ils s'y rattachent au moins, que le but auquel tendent nos espérances se confond avec

celui que poursuivent ces intérêts universels, ou qu'il est absolument le même.

6. Est-il de l'intérêt de la chrétienté que s'accomplisse la libération partielle des provinces ottomanes en passant sous la protection russe (1)? C'est là, sans doute, la première question à poser, parce qu'elle roule sur un fait actuel et pressant. La Moldavie, la Valachie et la Servie sont déjà passées sous ce grand protectorat; la Grèce, sous la même protection mal équilibrée par deux autres puissances (2).

Il ne reste donc plus que les quatre autres provinces : la Bulgarie, que l'on dit déjà prête à ce passage, la Bosnie qui s'y prépare, l'Albanie, et enfin Constantinople. Or, admettons que, grâce aux efforts de la diplomatie, ces quatre provinces restant encore sous le joug ottoman passassent, comme la Grèce, sous quelque protection collective, que sera-t-elle, que deviendra-t-elle au milieu de protectorats purement russes? Le bon sens et l'expérience ne disent-ils pas qu'il y aura là une source inépuisable de difficultés, de querelles, de guerre, d'invasions, de misères locales, de misères pour toute la chrétienté, durant des années et peut-être des siècles? Il ne paraît pas possible qu'une génération éclairée, forte, prévoyante et qui devrait être prudente, comme la

(1) Cette *protection* nous paraît un fait accompli. Nous serions presque tentés de changer ce mot par celui de *domination;* mais, ici comme partout, nous tenons à rendre telle quelle la pensée de l'auteur. TRAD.

(2) Là plus qu'ailleurs il s'est opéré, depuis que j'écrivais ceci, des changements importants. — Et l'on voudrait supposer qu'il n'y en aura plus! — Où est l'utopie ou de supposer une immobilité subite au milieu d'un mouvement jusqu'à présent continuel, ou à prévoir et à discuter le mouvement probable?

nôtre, apprête de telles destinées aux générations à venir. C'est ainsi, à parler vrai, qu'on en a agi jusqu'à présent, qu'on en agit aujourd'hui même, car les dernières avanies russes dans la Servie sont d'hier et d'aujourd'hui encore, ainsi que la continuation de ce genre de protectorats simples ou complexes. Mais il n'est pas possible qu'il ne naisse pas de cette continuation même quelque avanie plus grande, quelque usurpation intolérable de la part du très-haut et principal protecteur, laquelle éveillerait enfin l'attention générale. Alors il se fera quelque alliance, on trouvera quelque moyen d'arrêter ou même de faire reculer l'invasion russe. Cette invasion est la seule qui se fasse présentement ; elle paraît dès lors la seule probable, la seule possible aux gens dont la vue est courte. Mais elle ne peut être qu'un tempérament transitoire, elle ne peut d'aucune manière être le dernier moyen, le mode définitif de la grande mutation ; elle laisse entière la question du dénoûment le plus prompt, question sur laquelle la chrétienté doit se mettre d'accord un jour ou l'autre.

7. L'intérêt suprême serait-il qu'il s'élevât sur les ruines de l'empire ottoman un empire chrétien quelconque ? — Mais ce serait mettre à la place d'un État affaibli par sa vieillesse un État faible par sa nouveauté ; cet État chrétien serait à tenir en tutelle comme l'État musulman aujourd'hui ; ce serait un autre tempérament transitoire. L'expérience de l'État grec est concluante. Un empire grec à Constantinople ne serait qu'un agrandissement du royaume grec actuel, et soit que cet État devînt, de royaume, empire, soit que l'on en fondât un semblable, les conditions

ne seraient pas différentes. Les nations qui ont été longtemps esclaves peuvent bien recevoir l'indépendance et la liberté, mais non la sagesse et le pouvoir nécessaires pour en bien user. Le nouvel État chrétien serait ou russe ou autrichien ou anglais, comme aujourd'hui le royaume grec et l'empire ottoman. La chrétienté pourrait donc y gagner en dignité, mais non sous le rapport de la tranquillité et du bon ordre. Les populations elles-mêmes ainsi réunies de force n'en tireraient guère avantage. Les races, les religions différentes y lutteraient entre elles, et, chacune s'appuyant à l'une ou à l'autre des races et des religions européennes, alimenteraient, augmenteraient la confusion parmi elles et chez les autres. Il est donc évident qu'un nouvel empire grec serait contraire à l'intérêt universel de la chrétienté. Mais n'en soyons pas inquiets, il serait plus évidemment contraire à l'ambition de plusieurs nations chrétiennes. D'où suit, au demeurant, que, soit par le bon, soit par le mauvais motif, ce mode de changement ne paraît pas non plus destiné à s'effectuer, et bien moins à durer; il ne serait encore dans tous les cas qu'un tempérament transitoire. — La question définitive reste donc toujours entière.

8. Un jour ou l'autre, d'une manière ou de l'autre, il est probable que l'on sera forcé d'en revenir à l'idée simple et primitive d'un partage entier ou à peu près entier de l'empire ottoman en provinces à attribuer aux nations chrétiennes actuelles. Du reste, admettons qu'il fût réparti, non en provinces, mais en protectorats chrétiens, la question demeure la même : Entre qui seront-ils partagés? — Deux seules puis-

sances chrétiennes sont, quant à présent, limitrophes à l'empire ottoman défaillant : ces deux-là seules, l'Autriche et la Russie, peuvent prendre directement leur part des dépouilles en Europe : tout ce qui ne deviendra pas russe d'une manière quelconque deviendra autrichien de quelque manière que ce soit; tout ce qui ne deviendra pas autrichien deviendra russe. Les ambiguïtés dureront des années, des siècles, mais elles cesseront à la fin pour faire place à ces faits simples et naturels qui sont comme les *quantités constantes* de l'histoire. Les choses arrivées à ce point, que les dépouilles ottomanes en Europe soient devenues d'une façon quelconque une accession russe ou autrichienne, je le demande à tout homme de bonne foi, Français, Italien, Anglais, Allemand, Espagnol, à tout Russe même exempt de préjugé, où se trouve en réalité le plus grand intérêt chrétien? Que ce soit la Russie qui s'agrandisse ou bien l'Autriche? Qu'un empire aussi puissant, aussi ambitieux, aussi désireux d'une prépondérance universelle que la Russie, s'augmente ou s'avance de cette manière au midi et à l'occident? Ou bien que l'accroissement profite à un empire comme l'Autriche, moins puissant, moins tyrannique (sauf en Italie), si peu ambitieux de conquêtes qu'il diffère celles-là même qui sont inévitables pour lui? Que l'embouchure du Danube soit laissée à qui n'en a ni n'en peut jamais avoir le cours germanique, à qui n'a et ne peut avoir d'autre intérêt qu'à la fermer? Que tous les progrès commerciaux de l'Allemagne soient soumis au caprice russe? Ou bien que cette embouchure et le cours inférieur de cette grande voie de communication des nations de l'Europe soient

donnés à qui en a déjà tout le cours supérieur et de plus est intéressé à en tirer tout le parti possible pour soi et pour les autres nations de l'Europe? — Qu'importe le plus à la chrétienté que l'on ajoute par surcroît à la fermeture du Danube, la fermeture de la mer Noire, qu'on fasse de celle-ci un lac, une darse, un dock russe, où s'exercent et voguent tranquillement les flottes de cette puissance, pour descendre en un peu plus d'un jour dans la Méditerranée, pour tomber, en trois, sur le grand passage oriental d'Alexandrie et de Suez, et, en douze ou quinze, sur toute autre station navale, grecque, italienne, anglaise, française ou espagnole? ou bien que, le Bosphore et les Dardanelles avec la côte occidentale étant soumis à l'Autriche, non-seulement l'avantage de l'ouverture du Danube soit assuré à la chrétienté, mais encore celui de partager la mer Noire entre deux grandes puissances, de ne la laisser être le lac d'aucune d'elles exclusivement, une occasion et un moyen d'affecter un empire quelconque dans la Méditerranée? — Est-il ensuite de l'intérêt général de la chrétienté de concéder tout cet accroissement de territoire à une puissance qui n'aurait qu'une compensation occidentale à donner, mais qui ne veut pas la donner et le déclare hautement, de préférence à une puissance qui a des compensations nombreuses à offrir à l'ouest, au sud-ouest, au nord-ouest, et que l'on doit croire, d'après des exemples anciens et d'après sa modération présente, disposée à ces échanges de territoires auxquels elle s'est toujours prêtée? Libre à chacun de me reprocher d'être préoccupé des intérêts italiens en proposant de pareilles compensations. Oui certaine-

ment, je m'en préoccupe. Je n'écris précisément sur ce sujet que parce que tout ce qui s'y rattache sert les intérêts italiens. Mais je m'en serais abstenu si je ne croyais ces mêmes intérêts universels autant qu'italiens, si je ne croyais qu'ils dussent paraître tels à tout lecteur sincère, italien ou étranger. C'est sans doute un intérêt italien que l'Autriche s'agrandisse, mais c'est aussi un intérêt chrétien universel que seule elle s'agrandisse ou du moins principalement, en se rattachant directement comme provinces, ou du moins indirectement comme protectorats, les pays possédés en Europe par l'empire ottoman; attendu qu'il n'est pas d'autre mode ni d'autre destination durable des dépouilles de la Turquie; attendu que l'Autriche, sauvegarde et palladium de l'Europe à l'heure qu'il est, le sera bien plus encore à l'avenir; attendu que toutes les hésitations, tous les retards apportés jusqu'ici dans le dénoûment de la grande question ne sont provenus que des incertitudes de l'Autriche elle-même, et parce que, selon que durera ou cessera cette hésitation, continuera, au grave préjudice ou prendra fin à l'avantage de tous, la grande révolution orientale. Et puisque me voilà loin des Italiens à préjugés mesquins, haineux, exclusifs, autant vaut-il que je m'en sépare tout à fait, ils m'auront déjà laissé là depuis longtemps, moi et mon livre.

9. Mais tout cela est-il réellement dans l'intérêt de l'Autriche? Quand cela serait, les hésitations autrichiennes cesseraient-elles? — Procédons posément. Ce sont là deux questions différentes; éclaircissons-les, s'il est possible, l'une après l'autre. — Que le véritable intérêt de l'Autriche soit de transporter sa puissance

principalement sur le Danube, c'est un point reconnu, si je ne me trompe, par beaucoup d'hommes distingués de cette cour, de cette chancellerie, de cette aristocratie viennoise, qui n'est pas seulement très-noble et très-élégante, mais très-affable et très-éclairée; c'est un point reconnu surtout par l'aristocratie et par toute la nation hongroise. Ce prince Eugène de Savoie, qui fut sans doute un des plus grands hommes d'État de cette monarchie, l'avait si bien reconnu, il y a déjà longtemps, que c'était son projet. Cet empire a dans sa nature de pouvoir se renouveler, il a pour avantage de se transporter selon les temps, sans grande difficulté, sans se nuire. C'est la seule monarchie qui ne soit pas constituée essentiellement d'une nation; qui ait duré et qui dure, toujours la même, en changeant de sujets. Il y a eu, il y a une monarchie autrichienne, non une nation autrichienne. Les populations qui portent ce nom ne font pas la dixième partie des sujets de cette monarchie, qui se compose aujourd'hui d'Allemands autrichiens, d'Allemands non autrichiens, de Slaves bohémiens, de Slaves moraves, de Slaves polonais, de Slaves illyriens, de Magiaires, de restes de Huns, sans compter d'autres débris de peuples; elle comprit aussi des Hollandais, des Français et des Belges. Et voyez comme elle s'est laissé dépouiller ou s'est presque dépouillée elle-même de ces contrées sans rien perdre de sa nature, l'améliorant même, en se concentrant d'occident en orient. Le nouveau mouvement qu'elle ferait aujourd'hui ne serait que la continuation de cette concentration de territoires, de races et d'intérêts. Toutes les races des provinces turques sont slaves; les Moldaves, les Va-

laques, les Bulgares, les Serviens, les Albanais et les Bosniaques ; tous, à l'exception peut-être des Grecs de la Roumélie et du Fanar. Les intérêts de ces diverses populations se concentrent tous sur ce Danube où sont déjà les intérêts hongrois, viennois, autrichiens proprement dits, autrichiens allemands et bohémiens, c'est-à-dire tous ceux de la monarchie autrichienne actuelle, moins les provinces italiennes et polonaises. Ainsi, en laissant ces dernières hors de la monarchie comme elles sont hors des intérêts, et en concentrant la monarchie et les intérêts à la fois sur les provinces slaves danubiennes, il n'y a pas de doute qu'on ferait la plus grande concentration qui ait jamais été faite, soit par cette monarchie, soit par toute autre. L'État qui en résulterait serait un des plus homogènes, des plus naturels, des mieux conformés pour la défense, pour le commerce, pour la conservation et le progrès, qu'il y ait en Europe ou sur la terre. Ce serait non-seulement le rempart actuel de l'Europe, mais si toutes les espérances chrétiennes ne sont pas déçues, ce serait un jour l'anneau qui réunirait la chrétienté de l'Europe à celle de l'Asie. — Songes, peut-être, utopies, arrangements faits sur la carte géographique! Oui, sans doute, si l'on fixe une époque ; non certainement, si on la laisse indéterminée. L'exécution est difficile, je l'accorde ; mais elle est inévitable, je ne crains pas de l'affirmer. A coup sûr, changer ainsi de contrées pour une grande monarchie est bien autre chose que changer de maison pour un particulier. A coup sûr, le mouvement oriental, la concentration sur le Danube implique l'abandon de provinces occidentales éloignées, et la sagesse vou-

drait que de pareils abandons ne fussent pas faits sans des dédommagements assurés. Or il faut revenir à ce que nous disions en commençant : les hommes d'État autrichiens ont des devoirs spéciaux autrichiens et actuels ; quel que soit l'avantage à attendre pour la chrétienté et pour l'Autriche elle-même, dans un temps à venir, du mouvement indiqué, ils doivent songer bien moins à l'une ou à l'autre qu'à l'Autriche d'aujourd'hui. L'Autriche ne peut et ne doit abandonner rien sans être assurée d'une compensation ; et elle ne peut attendre cette certitude d'un traité, d'une alliance seule, mais de plusieurs successivement, d'un certain nombre de faits successifs. L'Autriche peut cependant tendre à cela, elle le doit sans aucun doute ; car si elle y tend, elle suivra sa nature, elle accomplira ses destins, elle obtiendra ses progrès nécessaires ; si elle n'y tend pas, elle s'apprête une longue, une inévitable série d'hésitations, d'obstacles et de causes d'affaiblissement ; car elle en viendra un jour ou l'autre à ce où elle aurait pu et dû venir d'abord ; car enfin si elle ne s'y décide pas d'elle-même, elle y sera poussée et forcée par les nations chrétiennes qui sont derrière elles, par celles qui lui sont incorporées sans cohésion réelle, par la chrétienté entière qui gravite sur elle, et dont le besoin, le devoir, la mission est d'accomplir son mouvement oriental (1).

(1) Au moment où j'écrivais ceci de l'Autriche, il a paru deux ouvrages importants et qui confirment en beaucoup de points mes opinions ; bien que ni l'un ni l'autre ne traite la question orientale, qui pourtant est la plus essentielle pour cette puissance. — *Des finances et du crédit public de l'Autriche, de sa dette, de ses ressources financières et de son système d'impositions, avec quelques*

10. La première et la principale impulsion viendra probablement de l'Allemagne. Enfermée au cœur de l'Europe avec une seule plage maritime, qui même est dénuée de grands ports et à une grande distance de toute communication avec l'Orient, la nation germanique ne peut prendre part au grand mouvement qu'en poussant devant elle l'Autriche et la Prusse dans cette direction, c'est-à-dire, pour parler clairement, l'Autriche sur les provinces turques, la Prusse sur les provinces polonaises. — C'est là soulever une autre grande question, je le sais, et je sais que quelques-uns en souriront plus que jamais; mais c'est peut-être le cas de répéter le proverbe vulgaire : *Rira bien qui rira le dernier*. Car, encore une fois, je ne parle ni d'années, ni de lustres, ni même de siècles; je parle d'un avenir indéterminé, mais pourtant susceptible d'être prévu; et je ne parle pas seulement à des gens tellement *impressionnés* du présent qu'ils ne sachent pas jeter leur regard vers l'avenir. Je m'étais proposé, en commençant, de ne pas compliquer la question italienne de la question polonaise, bien qu'elles soient semblables. Mais quoi? de même que le mensonge entraîne le mensonge, la vérité appelle la vérité, la franchise amène la franchise, et je m'aperçois qu'il m'est impossible de traiter complétement une question sans l'autre. La Pologne et l'Italie sont les deux nations souffrantes de la chrétienté; la Pologne et l'Italie

rapprochements entre ce pays, la Prusse et la France, par M. L. Tegoborski, conseiller privé au service de S. M. l'empereur de Russie, auteur de l'ouvrage sur l'instruction publique en Autriche. Paris, 1843. — *Oesterreich und ihre Zukunft, Amburg*, 1843; brochure qui sert à prouver que l'Autriche sera poussée même par l'Allemagne.

sont les deux nations opprimées, mais non pas mortes, non pas destinées à périr. Il est donc nécessaire de les constituer de préférence à tout État nouveau, à aucun empire grec ou slave, ou quoi qu'il puisse être, si l'on veut toutefois assurer la constitution, l'organisation, l'établissement, la paix durable de la chrétienté, sa conservation et ses progrès. La Pologne est beaucoup plus bas que l'Italie ; elle n'a pas comme nous de principautés nationales ; elle n'a pas seulement le quart (1) de ses provinces courbées sous le joug étranger, elle les a toutes. Mais la Pologne a une nationalité plus récemment perdue, et, disons tout, beaucoup mieux défendue. La Pologne a des souvenirs récents qui excitent l'admiration ; elle a les sympathies et les vœux de toute la chrétienté. Peu importe qu'elle semble aujourd'hui voisine de sa destruction, plus éloignée que jamais de toute résurrection : LES NATIONS CHRÉTIENNES NE PEUVENT PÉRIR. L'Irlande n'a pas péri en sept siècles d'une oppression qui put aussi paraître une destruction. L'Irlande va se relevant de nos jours, en se servant des moyens laissés à sa disposition par une servitude qu'on pourrait appeler liberté par comparaison (2). La Pologne se relèvera aussi dans un, deux, sept siècles et plus, par les moyens, par les

(1) L'Italie n'en a pas le quart. Voyez notre note page 92. TRAD.

(2) Tout en sympathisant autant que personne avec l'Irlande, nous ne saurions voir un moyen de salut pour elle dans la résurrection de sa nationalité. Qu'est-ce qu'elle en ferait ? Ce qui peut et doit, selon nous, assurer le bonheur de l'Irlande, c'est son affranchissement complet, aussi complet que celui de l'Écosse.

D'ailleurs que deviendrait l'Europe, si toutes les petites nationalités plus ou moins anciennes et légitimes voulaient se relever ? L'agglomération des peuples par l'assimilation est, ce nous semble, l'œuvre la plus belle de la Providence. TRAD.

haines qu'elle puisera dans une servitude la plus barbare, la plus complète qui fut jamais. Mais la Pologne se relèvera, si elle aussi saisit les occasions, si elle-même guérit ses propres infirmités, si elle abandonne ses propres préjugés, si elle répudie les exclusions et fraternise avec les nations chrétiennes, surtout avec l'Allemagne, sa noble voisine. Les nations slaves envahirent jadis à la manière des barbares les populations germaniques; elles s'enchevêtrèrent, elles se mêlèrent les unes avec les autres. Il serait désormais difficile ou plutôt impossible de les disjoindre. Il y eut autrefois un royaume polonais-prussien; il faudra forcément qu'il y ait un royaume prussien-polonais. Les unions contre nature ne durent pas; celles qui sont naturelles se renouvellent. Ne pas vouloir accepter celles-ci serait se vouer éternellement à souffrir de celles-là. La Pologne eut des princes allemands, mais séparés, et elle ne fut rien; quand elle aura des rois allemands réunis, elle sera tout ce qu'elle peut être; elle sera l'autre rempart, l'autre puissance intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, de la chrétienté future (1). L'Autriche ne peut s'avancer vers l'Orient sans que la Prusse avance elle-même. La nation germanique a été de tout temps invincible dans ses impulsions. Barbare, elle envahit le midi; civilisée, elle envahira cet orient de l'Europe, qui, de la Baltique à l'Adriatique, est dégarni de populations. Il y a des années, l'accroissement démesuré de la population dans l'occident de l'Europe fut très-bien aperçu de

(1) Nous regrettons que l'auteur n'ait fait qu'énoncer cette combinaison prussienne-polonaise que nous ne comprenons pas assez, mais qui nous paraît de la plus haute importance. TRAD.

tout le monde, par ceux qui n'étaient pas économistes comme par ceux qui l'étaient. Un de ces derniers, Malthus, s'avisa, non-seulement de démontrer ce que tout le monde savait, mais de proposer, lui ou son école, un remède auquel personne ne songeait, c'est-à-dire que chacun ne dépassât pas un nombre déterminé d'enfants, et la moyenne établie fut de 3 1/2 ou 3 1/4, s'il m'en souvient bien. Folies ! La civilisation, c'est-à-dire la Providence a donné, elle donne encore le remède : les terres vacantes, qui sont en grand nombre dans l'univers, la colonisation, la translation des populations trop serrées au milieu de celles trop clair-semées ; remède très-ancien, à vrai dire, mais auquel ne pensa pas assez l'école de Malthus, mauvaise en économie politique, pire encore en histoire. A Dublin, à Cadix, en Sardaigne, en Grèce, en Silésie, à Stockholm, les populations ont laissé de côté le remède de Malthus et pris celui de la Providence. L'Allemagne en a usé comme elle l'a pu, au moyen des transmigrations maritimes, mais déjà elles ne lui suffisent plus, et elles lui suffiront moins de jour en jour. Il lui faut un débouché continental, le seul qui puisse suffire désormais à ses besoins propres et à ceux de l'Europe ; une translation de population s'opérant par toutes les voies de l'industrie, du commerce, du service militaire, de l'agriculture. Tant que les parlements et les hommes d'État s'en tiendront à discuter de petits remèdes partiels, ils ne seront rien de plus que de nouveaux disciples de Malthus ; ils pourvoiront aux exigences du moment pour deux ou trois ans, pour une province ou pour une ville ; mais ils retomberont ensuite dans ce qu'ils appellent crises commerciales.

crises agricoles, crises prolétaires, crises démocratiques, et qui ne sont que des crises de populations condensées, qui n'ont pas de débouchés suffisants pour s'étendre au large. Ouvrez les soupapes de l'Orient au trop-plein des populations européennes ; c'est là votre rôle, c'est le devoir d'hommes d'État qui ne se contentent pas de grandeurs et de gloires viagères; le reste sera fait par les populations elles-mêmes. Il suffit, pour que les eaux reprennent leur équilibre, de leur ouvrir des issues; mais si on les leur tient fermées, elles brisent l'obstacle et portent le ravage où elles auraient rendu d'utiles services. Que l'Allemagne ait à peupler l'orient de l'Europe, ce n'est pas là une utopie; c'en est une, au contraire, de croire qu'il puisse être peuplé par d'autres que par les Allemands, qui en sont voisins; c'est une utopie de penser à fonder là de nouveaux États n'ayant qu'une population rare, à côté de ceux qui en surabondent; la plus grande utopie est de supposer qu'aucune puissance humaine soit capable d'arrêter le grand mouvement oriental, et, ce qui serait bien pis, d'en faire un dans une direction opposée. Il peut arriver qu'on le tente; il peut se faire que les deux flots, les deux énormes vagues se rencontrent; il y aurait sans doute alors un choc, une tempête terrible, et il peut arriver que le flot venant d'Orient ait le dessus une ou plusieurs fois; mais celui d'Occident, la vague condensée de cent cinquante millions d'hommes civilisés qui ont besoin de s'étendre, ne saurait ne pas refouler à la fin le flot rare de cinquante millions d'habitants disséminés, qui ont besoin de condensation. L'utopie n'est pas du côté de ceux qui prévoient la continua-

tion d'un mouvement commencé et progressif, mais de la part de ceux qui se flattent de pouvoir changer la direction d'un pareil mouvement.

11. Du reste, s'il était possible que l'Allemagne ne fît pas avancer l'Autriche, la France ferait avancer l'Allemagne. — Mais ayant à parler de la France en Italie, et ne pouvant dès lors éviter de froisser ce qui me paraît des préjugés, sincères chez quelques-uns, affectés chez d'autres, autant vaut-il que je les attaque directement. Les haines, les rancunes, les reproches exagérés contre la France, ont commencé au temps où elle nous a tyrannisés. Tout cela était naturel et excusable alors : il est naturel et excusable de dépasser les bornes de la justice quand on a ses propres tyrans à juger ; d'autant plus que, sauf les exceptions (souvent signalées par Botta), la France ne nous envoyait alors que la lie des Français, selon l'usage de tous les maîtres étrangers. Mais le préjugé aurait dû cesser, et, pour autant qu'il est permis de le dire d'un préjugé, il aurait dû se tourner ailleurs, quand la domination passa ailleurs. Il ne cessa pourtant pas, et les rancunes comprimées éclatèrent alors sans risque, non sans lâcheté, car il y eut en même temps des flatteries pour les maîtres nouveaux. Pauvre Alfiéri ! on lui fit prendre une indigne part à tout cela en publiant ce *Misogallo*, ouvrage posthume de toute manière, qu'il avait écrit contre une tyrannie vivante. Les gens de bien, les cœurs droits et généreux, c'est-à-dire, l'immense majorité des Italiens, n'eurent que du dégoût pour de tels excès, et le préjugé ne passa pas des cours aux peuples. Mais bientôt les dissensions, les irritations, les variations, les faiblesses du

nouveau gouvernement et du nouveau parlement français décréditèrent la nation entière près de beaucoup de personnes, dont l'esprit n'était ni assez fort ni assez éclairé pour voir que c'étaient là les torts, non de la nation française en particulier, mais de toute révolution en général ; que c'étaient des fluctuations cessant peu à peu après la tempête. Cependant ces révolutions avortées en Italie, pour lesquelles on avait espéré l'appui de la France, et qui ne reçurent que de mauvais conseils d'une poignée de révolutionnaires français, firent descendre le préjugé des courtisans dans la bourgeoisie, et l'opinion italienne, fourvoyée en haut et en bas, se réunit presque toute contre la France (1). Alors ce fut un déchaînement, un débordement de discussions raisonnées en apparence, d'injures en réalité, qui n'est pas encore fini. On jeta les hauts cris de toutes parts, à qui mieux mieux. Les gens de lettres italiens, négligés en France, comme en Angleterre et parfois en Allemagne, par la bonne raison que plus on écrit librement dans un pays, moins on fait attention à ce qui s'écrit ailleurs sans liberté ; les gens de lettres italiens, peu au courant des autres littératures, et, par

(1) Nous croyons de notre devoir de redresser ici deux faits importants :

1° Aucune des trois révolutions qui ont éclaté en Italie depuis 1815, celles de Naples en 1820, de Piémont en 1821, et de l'Italie centrale en 1831, n'a avorté (*fallito*) : au contraire, elles ont toutes réussi, et sans être souillées par le moindre attentat, ni contre les personnes ni contre les propriétés: peut-être l'auteur veut-il dire qu'elles ont été toutes étouffées par l'intervention autrichienne; ce qui fait une différence énorme, dont nous n'avons pas besoin de tirer les conséquences.

2° Après 1830, il y eut de la part de la France plus que les mauvais conseils de quelques révolutionnaires; il y eut la proclamation formelle du principe de non-intervention; ce qui fait une autre différence du même genre. TRAD.

suite, des autres négligences étrangères à leur égard, mais blessés journellement de celle des Français, furent les premiers et seront peut-être des derniers à crier contre l'ignorance et la légèreté française. Les classiques surtout (je ne parle pas de ceux qui, après avoir étudié l'art antique dans ce qu'il offre de merveilleux, savent l'employer à la manière des anciens, conformément aux besoins du temps actuel, mais de ceux qui, ne sachant pas sortir eux-mêmes de l'imitation matérielle et restreinte, veulent empêcher les autres d'en sortir); les classiques exagérés, dis-je, après avoir attaqué un Manzoni et soulevé l'opinion italienne non contre lui, mais contre eux-mêmes, se donnèrent carrière et eurent beau jeu contre les écrivains étrangers; confondant chez eux l'usage et l'abus de l'indépendance littéraire, ils se déchaînèrent contre tous les romantiques, modérés ou exagérés, allemands, anglais et français, contre ces derniers surtout, qui, plus connus, furent l'objet d'un courroux particulier : sans tenir compte que la littérature française est en tout la plus classique parmi les modernes ; qu'en France, plus qu'ailleurs, on a crié contre les innovations et les exagérations ; et que cette mode contre laquelle on rompt encore, bien inutilement, tant de lances parmi nous, y est déjà passée. Les philosophes se joignirent à eux, justement indignés contre la mauvaise philosophie française du siècle dernier, et contre celle du siècle présent qui ne l'a pas suffisamment corrigée. La ligue se grossit des théologiens, des bons chrétiens, et des bons catholiques, non moins justement révoltés contre l'impiété des uns et contre la nouvelle catholicité peu orthodoxe des au-

tres ; mais sans faire attention que ce sont là encore des erreurs qui touchent à leur fin, des symptômes d'un retour à la vérité. A tous ces adversaires se réunirent enfin beaucoup d'Italiens animés d'un amour généreux de la patrie, assumant généreusement la tâche de la défendre contre la calomnie, et de lui rendre le sentiment de sa propre nationalité, mais qui ne tiennent pas assez compte ni de ce qu'il peut y avoir d'accusations vraies au milieu de calomnies, ni de ce qui constitue aujourd'hui la bonne nationalité. Ils ne comprirent pas assez le caractère essentiel, la nature des nations chrétiennes civilisées, qui ont pour but l'amour et non la haine, l'indulgence et non les récriminations naturelles, le rapprochement et non les exclusions, la juste appréciation des moyens de chacune, l'association des intérêts, des connaissances, de toutes les activités, au sein de la chrétienté, et non cette exaltation de soi-même et ce dénigrement des autres, qui était le propre des sociétés antiques (1). Il serait temps cependant, il serait néces-

(1) Nous voudrions bien que tout le monde l'eût compris mieux que les Italiens ; mais nous n'osons pas le croire.

Cependant, convaincu qu'en Italie personne n'ignore que la France est le pays du monde où l'on trouve plus de bienveillance pour les étrangers, nous ne voyons véritablement pas sur quels témoignages l'auteur pourrait appuyer l'assertion d'une si forte inimitié entre les deux pays. Nous savons, au contraire, que ce dicton : LES RANCUNES ENTRE LES ITALIENS ET LES FRANÇAIS N'ONT PAS PLUS DE CONSISTANCE QUE LES DÉPITS ENTRE LES AMANTS, est on ne peut plus répandu dans la Péninsule, et que le patriotisme si pur de Manzoni y fait toujours retentir ces paroles : LA HAINE POUR LA FRANCE ! POUR CETTE FRANCE ILLUSTRÉE PAR TANT DE GÉNIE ET PAR TANT DE VERTUS ! D'OÙ SONT SORTIS TANT DE VÉRITÉS ET TANT D'EXEMPLES ! POUR CETTE FRANCE QUE L'ON NE PEUT VOIR SANS ÉPROUVER UNE AFFECTION QUI RESSEMBLE A L'AMOUR DE LA PATRIE.

saire que tous ces préjugés cessassent d'exister. Comme il n'est pas possible, en définitive, de faire disparaître de la terre cette France si odieuse, ni de l'éloigner de nous, il serait bon de la juger sensément, de calculer tranquillement ses probabilités, pour voir quelle doit être son influence, bonne ou mauvaise, mais inévitable, sur les probabilités italiennes. A rien ne sert de dire qu'on ne veut pas de cette influence, qu'on ne veut pas faire dépendre notre avenir de l'avenir de la France; comme si l'avenir de chaque nation chrétienne ne dépendait pas de celui de toutes, et plus encore de celui des nations les plus voisines. Comme si le voisinage de la France était un fait dont on pût se débarrasser avec des haines et des mépris. La France n'est plus l'adversaire contre lequel il faut diriger, je ne dis pas les haines, qu'il ne faut tourner contre personne, mais les efforts. La France n'est pas et ne sera jamais maîtresse chez nous; elle a intérêt à diminuer la domination étrangère en Italie; elle est notre alliée la plus naturelle, notre principal auxiliaire à l'occasion, et il en sera ainsi d'autant plus que son gouvernement sera mieux assis. On pourrait aussi appliquer à la France ce beau principe, que les nations chrétiennes ne peuvent mourir, que dès lors elles doivent guérir; car, en jetant un regard attentif et bienveillant sur la France, on verrait que la guérison y est beaucoup plus avancée qu'on ne le dit chez nous (1), et que, revenant à ces habitudes de civilisa-

ET QUE L'ON NE PEUT QUITTER SANS QU'AU SOUVENIR DE L'AVOIR HABITÉE IL NE SE MÊLE QUELQUE CHOSE DE MÉLANCOLIQUE ET DE PROFOND QUI TIENT DES IMPRESSIONS DE L'EXIL. TRAD.

(1) Et beaucoup plus que partout ailleurs. Nous avons dit et nous

tion et de piété qui la distinguaient autrefois, elle va

maintenons que les révolutions sont toujours nuisibles aux générations qui les entreprennent. Mais il faudrait renoncer tout à fait au sens commun pour nier que la Providence s'en sert souvent pour châtier ces mêmes générations et pour améliorer le sort de celles qui leur succèdent. L'histoire nous en fournirait des exemples sans fin, si l'Angleterre et la France n'étaient pas sous nos yeux pour nous dispenser de les chercher plus loin. C'est en sortant de leurs sanglantes révolutions que ces deux nations se sont trouvées plus puissantes que jamais, si puissantes que, réunies, elles pourraient à elles seules dicter la loi au monde entier.

Voici ce que Joseph de Maistre écrivait de la révolution française à une dame de sa connaissance : « Il faut avoir le courage de l'a« vouer, madame, longtemps nous n'avons point compris la révo« lution dont nous sommes les témoins, longtemps nous l'avons « prise pour un *événement;* nous étions dans l'erreur : c'était une « *époque*, et malheur aux générations qui assistent aux *époques du* « *monde !*... Pour nous, madame, contentons-nous de savoir que « tout a sa raison que nous connaîtrons un jour... Au lieu de nous « dépiter contre un ordre de choses que nous ne comprenons pas, « attachons-nous aux vérités pratiques. Songeons que l'épithète de « *très-bon* est nécessairement attachée à celle de *très-grand*, et c'est « assez pour nous. Nous comprendrons que sous l'empire de l'ÊTRE « qui réunit ces deux qualités, tous les maux dont nous sommes « les témoins ou les victimes ne peuvent être que des actes de jus« tice ou des moyens de régénération également nécessaires... Nés « trop mal à propos, trop tôt ou trop tard, nous avons essuyé toutes « les horreurs de la tempête, sans pouvoir jouir de ce soleil qui ne « se lèvera que sur nos tombes. Assurément Dieu n'a pas remué « tant de choses pour ne rien faire ; mais, franchement, méritons« nous de voir de plus beaux jours, nous que rien n'a pu convertir, « je ne dis pas à la religion, mais au bon sens, et qui ne sommes « pas meilleurs que si nous n'avions vu aucuns miracles ? »

Nous savons que le soleil dont parle Joseph de Maistre n'éclaire pas ces aveugles qui sont les véritables auteurs des révolutions ; mais, qu'ils nous le disent de bonne foi, où et quand a-t-il existé une nation de trente-quatre millions d'êtres humains, non *agglomérés* par castes sous l'empire d'un despote, mais *associés* sur le pied d'une égalité presque parfaite et marchant tous ensemble vers un but commun ?

C'est là, nous n'en doutons pas, la *nouvelle époque du monde*, que la Providence préparait dans ses voies impénétrables, et dont la révolution française n'a fait que briser les portes. TRAD.

prenant ces allures sérieuses, ce caractère solide qui ne peuvent manquer à quelque nation que ce soit, appelée à discuter ses propres intérêts. Du reste je ne puis indiquer ici toutes les guérisons qui se sont opérées là depuis peu d'années, tous les pas qui s'y sont faits, et je me borne à mentionner ceux qui se font au sujet de la question orientale. — Il y a quelques années, nous l'avons dit, la France fut, contrairement aux lois de sa nature, l'alliée de la Russie, puis l'alliée soupçonneuse de l'Angleterre. Mais elle est revenue aujourd'hui de l'une et de l'autre erreur. Elle est revenue absolument de la première, soit d'elle-même, soit plutôt par suite des dédains russes. Elle n'a peut-être pas assez répudié la seconde, car la France, comme l'Italie, n'est pas seulement légère, elle est encore obstinée dans ses antipathies nationales. Mais la France semble au moins avoir renoncé désormais à la pensée de prendre pied, au lieu de l'Angleterre, dans cette Égypte, qui ne peut avoir une grande valeur ni pour l'une ni pour l'autre, que comme passage vers l'Orient ultérieur, et qui dès lors en a d'autant plus pour l'Angleterre, que ses établissements dans l'Inde sont bien autrement importants que les établissements microscopiques de Bourbon, de Pondichéry et de Mahé. L'Angleterre aurait certainement péri tout entière, plutôt que de céder sur une question qui est vitale pour elle, et secondaire ou même de pure vanité pour la France. C'est donc un grand progrès de la part de celle-ci, que d'avoir renoncé à une concurrence inutile autant qu'impossible. Je suis porté à croire aussi qu'elle abandonne peu à peu cette autre erreur de s'isoler, dans

laquelle elle est tombée dernièrement, et dont elle a donné ainsi l'idée à nos écrivains qui ne sont pas inventifs. En effet, c'est là une idée vaine pour la France, bien qu'elle soit beaucoup plus puissante que nous, et puisse paraître pouvoir se suffire à elle-même. L'isolement peut durer, ou plutôt s'affecter un an ou deux, pour satisfaire quelques hommes politiques populaires; mais en réalité, au milieu de ce XIX[e] siècle, un isolement véritable ne peut durer, même deux ans, et les Français, prompts à revenir d'une erreur, comme à s'y précipiter, sont déjà désabusés de celle-là. Avec leur promptitude d'intelligence, ils comprendront bientôt, s'ils ne le comprennent déjà, que leur véritable intérêt dans la question d'Orient, est de ne s'y avancer ni isolés, ni alliés de la Russie, ni peut-être des Anglais, mais de l'Autriche surtout. En premier lieu, parce qu'il importe à la France, plus qu'à personne, que la Russie, son ennemie naturelle et antipathique, ne s'agrandisse pas à l'occident, d'où suit qu'elle a intérêt à aider l'Autriche à prendre le plus possible, afin que la Russie prenne d'autant moins. Ensuite, parce que la Russie ne pourra jamais se décider autrement que par force à donner des compensations occidentales, et qu'on ne pourra la contraindre à les donner qu'avec l'aide de l'Autriche ; parce qu'on en obtiendra plus facilement de l'Autriche, qui depuis longtemps y est habituée et en a plusieurs à donner à diverses puissances intermédiaires, qui à leur tour en donneraient à la France ; parce qu'il serait de l'avantage particulier de celle-ci, qu'il se formât dans la mer Noire une puissance navale autrichienne, puissance qui serait la seconde dans cette mer, et la quatrième

dans la Méditerranée, ce qui rendrait d'autant plus difficile que l'une ou l'autre devînt jamais maîtresse sur ces deux mers ; enfin, parce que cette indépendance de l'Italie, qui est notre vœu, est aussi dans l'intérêt de la France, qui est et sera toujours la grande puissance destinée à rallier autour d'elle les États occidentaux de second ordre ; ne pouvant les craindre comme rivaux, elle a intérêt à s'en faire des alliés forts. Que l'on refuse à la France tout amour désintéressé de la civilisation ou du christianisme, toute générosité, toute vertu, mais qu'on ne lui refuse pas du moins cette promptitude d'esprit et d'action, qui suffit pour apercevoir et poursuivre ses intérêts propres. Les passions, restes misérables de toutes les révolutions, pourront lui troubler la vue pendant quelques années ; mais elle s'éloigne de ses révolutions, mais elle se débarrasse de ses mauvaises passions, elle s'affermit chaque jour et s'éclaire sur ses véritables intérêts, qui sont les intérêts européens et italiens (1). La France a déjà eu sa dépouille directe de l'empire ottoman ; d'autres provinces outre-mer seraient à peu près nulles pour elle, en comparaison de celle-là. Alger lui suffit, elle en a même trop ; les accroissements de territoire, qui sont l'objet de son ambition, ne peuvent être que continentaux. Cette ambition poussant l'Italie, l'Autriche et la Prusse vers l'Orient, est bonne pour l'Europe en général, et pour l'Italie en particulier. Les intérêts de la France, non

(1) Je continue à noter les faits nouveaux survenus dans le peu de mois qui se sont écoulés depuis que ceci est écrit. La querelle entre une partie du clergé et l'université s'est aigrie; mais déjà il y a tout lieu d'espérer une solution définitive à ces graves difficultés. Le moindre vent paraît une tempête aux gens peureux.

moins que ceux de l'Autriche, se confondent désormais avec ceux de l'Italie. Mais avec cette différence, que ceux de la France sont tels dès à présent, tandis que ceux de l'Autriche ne le seront qu'autant qu'elle se sera mise en mouvement, soit par elle-même, soit par l'impulsion d'autrui. — L'Italie verra aussi, et poursuivra ses véritables intérêts quand elle aura pour l'éclairer et la conduire, soit un de ces grands princes, soit un de ces grands écrivains auxquels est réservé non-seulement le pouvoir de s'élever au-dessus des opinions vulgaires, mais celui de les changer.

12. N'est-il pas à craindre cependant, si tout cela est de l'intérêt de la France et des autres États, que l'opposition de l'Angleterre n'ait à y mettre obstacle? Ce tyran des mers, l'ambitieuse, l'avare, la perfide Albion, ne viendra-t-elle pas, selon son habitude, empêcher le bien de tous pour s'assurer à elle-même le monopole de tout? C'est encore là un singulier préjugé qui chez quelques-uns s'allie à celui non moins injuste contre la France, tout en venant lui-même de la France et de tout ce qu'il y a dans ce pays de moins éclairé, de moins avancé. On lit peu les feuilles anglaises en Italie, et le peu qui s'en lit, tant à cause de la différence du gouvernement que de la langue ou jargon parlementaire qui lui est particulier, est entendu de fort peu de personnes. Je m'en remets toutefois à ceux-ci, ne voulant pas faire une nouvelle digression pour persuader mes compatriotes, contrairement à ce que disent les journaux français, que les conquêtes anglaises dans l'Inde, semblables pour l'illégitimité à toutes les conquêtes, ont été faites beaucoup moins inhumainement que celles des Por-

tugais, des Espagnols, des Français, et aussi des Anglais d'autrefois; que ce sont les seules parmi les modernes dont les conquérants aient eu à rendre compte (plus ou moins sévèrement, il n'importe) à un tribunal public; qu'elles furent constamment défendues d'abord, et désapprouvées, une fois faites, par la Compagnie des Indes, association mercantile, plus avide de *dividendes* que de domination : d'où suit qu'elles ont eu plutôt pour cause la nécessité ou l'ambition particulière des gouverneurs, que celle de la nation entière; qu'il est à croire dès lors que ces gouverneurs, rapprochés de la mère patrie par le passage à travers l'Égypte, ne pourront plus en entreprendre ainsi à leur gré, ou devront les abandonner, comme cela s'est déjà vu pour le Caboulistan; que la guerre n'a pas été portée en Chine pour empoisonner les Chinois avec de l'opium, mais à l'occasion de l'opium, pour en finir tout à fait avec des usages commerciaux barbares, trop longtemps endurés par toutes les nations chrétiennes, ou plutôt par l'effet de la tendance inévitable d'une civilisation plus avancée à envahir celle qui l'est beaucoup moins; que l'abolition de l'esclavage des noirs, imposée forcément par Wilberforce et par d'autres chrétiens et vrais philosophes, au gouvernement et à la nation anglaise, à qui il a coûté un billion, n'a jamais été et n'a pu jamais être une spéculation, ni commerciale ni politique; ainsi de suite. Il serait encore plus long de désabuser nos dépréciateurs sur tout ce qu'ils appellent outre-monts et outre-mer. Au surplus, cette puissance, qui a sans doute aussi ses plaies, saura probablement les guérir bien avant que chacune des autres puissances en ait

fini avec les siennes. Je laisse tout cela, et j'en viens au même argument final que pour la France. Que l'on croie tant qu'on le voudra l'Angleterre très-intéressée, mais qu'on la croie du moins intéressée avec cette intelligence éclairée qu'on ne peut lui refuser. — Cela posé, observons d'abord cette impulsion britannique vers tous les points du globe, impulsion qui offre certainement, qu'on s'en inquiète ou qu'on l'envie, un spectacle plein d'espérances pour toute la chrétienté. Observons ensuite que de toutes ces impulsions, la principale, sans comparaison, est vers l'Orient. Il y a là plus de cent millions de sujets anglais; c'est là qu'est la plus forte consommation des marchandises produites par l'Angleterre, la production de celles dont la consommation et l'emploi sont chez elle le plus considérables; c'est là que sont les intérêts principaux du commerce, de la puissance, de la gloire, des familles de la Grande-Bretagne. De là, pour l'empire britannique, la nécessité de s'ouvrir une route beaucoup plus courte par l'Égypte; de là aussi la certitude qu'il voudra conserver cette route à quelque prix que ce soit, et la probabilité qu'il se l'assurera et se l'ouvrira de plus en plus; et voici par-dessus tout le grand intérêt britannique dans la question turque. A côté de lui, toutes les conquêtes, tous les protectorats auxquels l'Angleterre pourrait prétendre, ne sont rien; ce sont de ces prétentions que peuvent bien mettre en avant, ou engager même, un ambassadeur, un amiral, un consul, mais auxquelles ne s'arrêtent pas le gouvernement et la nation; ce qui fait que d'ordinaire elles sont bientôt abandonnées. L'Angleterre a plus de conquêtes qu'elle n'en désire; elle commence à sentir

le poids de son empire. Elle a plus de contrées inhabitées qu'elle n'en peut peupler; elle a plus de colonies qu'elle n'a de profits à en tirer; elle a peut-être plus de postes maritimes qu'il ne lui est nécessaire pour maintenir sa prépondérance sur les mers, et s'il lui en manque quelqu'un, elle le prendra probablement sans scrupule; mais elle le prendra aussi restreint que possible, afin qu'il lui coûte d'autant moins, comme elle a fait à Aden et dans ses dernières acquisitions sur d'autres points. Il pourra donc bien arriver qu'au milieu des ruines de la Turquie elle s'approprie quelque jour ou l'Égypte ou quelque station, soit sur les côtes, soit dans le voisinage; mais non pas aucune autre partie notable de l'empire, non pas surtout aucune province européenne. Ce système de ne pas vouloir conquérir pour soi, fait sans doute de l'Angleterre une puissance moins disposée à pousser les autres à conquérir, une puissance conservatrice dans la question turque, et davantage encore lorsqu'elle est dirigée par ses *conservateurs*. Mais elle oublie d'ordinaire les ménagements quand elle est dirigée par le parti opposé; elle les oublie chaque jour plus, à mesure qu'elle avance dans cette voie de progrès dans laquelle personne ne s'arrête communément, et elle jamais. Quand la chute de l'empire turc et son démembrement seront des faits imminents, elle ne sera la dernière ni à les voir ni à les accepter. Elle n'est jamais restée en arrière à chaque période de cette question, qui serait maintenant très-avancée si la France eût accepté la proposition que lui faisait l'Angleterre de forcer le passage des Dardanelles. Quand on en viendra là de nouveau, quand le diffé-

rend, reprenant de la gravité, sera ramené là, dans la mer Noire, alors les intérêts de la Grande-Bretagne se trouveront si évidemment identiques avec les intérêts universels, qu'il y aura folie à supposer que l'Angleterre ne saura pas les voir, ou, en les voyant, ne pas les faire avancer, ou, en les faisant avancer, ne pas les assurer d'une manière décisive; qu'elle ne saura pas remplir son rôle actuel de guide de la chrétienté. L'Angleterre déblaye le terrain à la chrétienté dans toutes les régions; elle fait pour elle l'office de ces abatteurs de forêts, de ces défricheurs de terrain (*pioneers*) qui frayent la route aux colons américains. Elle le fera dans le Levant comme elle l'a fait dans l'Orient ultérieur; elle le fera dans l'intérêt britannique comme dans l'intérêt commun. Il est de l'intérêt britannique comme de l'intérêt commun, que la mer Noire ne soit pas un lac russe, et dès lors que l'Autriche ait la plus grande partie possible de ses côtes. Il est de l'intérêt britannique comme de l'intérêt commun, qu'une seule puissance ait l'embouchure et le cours du Danube, et que l'entrée de la mer Noire appartienne plus ou moins directement à l'État qui possède utilement le cours et l'embouchure du Danube. Il est en particulier de l'intérêt britannique que la France ait des compensations continentales pour qu'elle n'en réclame pas de maritimes dans le Levant, en Syrie, dans les îles qui commandent l'Égypte, où la Grande-Bretagne a le droit, le devoir et la volonté de dominer. Il est de l'intérêt britannique plus que de toute autre nation chrétienne, que l'Italie devienne, aussitôt qu'il se pourra, une nation indépendante, formant un corps national, parce que l'Angleterre,

qui est la nation la plus avancée en industrie et en commerce, est celle qui tire toujours le plus d'avantages des nations nouvellement appelées au progrès et à la nationalité. S'il est de l'intérêt de la France qu'il y ait dans la Méditerranée plusieurs puissances maritimes en outre de l'Angleterre, il n'est pas moins de l'intérêt britannique qu'il y ait d'autres puissances navales en outre de la France. Les gens sensés, d'un côté comme de l'autre, ont tous relégué au rang des chimères la pensée de faire de la Méditerranée soit un lac français, soit un lac anglais. Ils savent que la Méditerranée ne fut jamais le lac de personne, excepté de l'Italie par deux fois, quand deux fois la civilisation et les lumières furent italiennes. Mais aujourd'hui que la civilisation ne peut plus être le partage exclusif de l'une ou de l'autre parmi les nations chrétiennes, qu'elle ne peut avoir de nom que celui de civilisation chrétienne, il n'est plus possible que la Méditerranée, dont tant de nations chrétiennes habitent les rivages, devienne jamais le lac exclusif d'aucune d'elles. Fions-nous-en du reste à ce bon sens, à cette force progressive, lente, mais continue; à cette intelligence presque parfaite des intérêts propres et universels, qui s'accroît chaque jour dans la race britannique. Ce n'est pas elle qui a toujours voulu des délais, qui s'est immobilisée dans le *statu quo* de la question turque; elle n'a voulu différer que lorsqu'elle a vu des avantages probables pour la Russie, sa rivale véritable et perpétuelle. Qu'elle en voie pour l'Autriche, son alliée naturelle et reconnaissante, et pour la France et l'Italie, ses alliées naturelles bien qu'ingrates, et soyons certains qu'elle ne manquera pas l'occasion de les leur

assurer, quand ce ne serait que pour ne pas laisser durer le danger de les voir devenir des avantages pour la Russie.

13. La seule puissance qui fasse réellement obstacle aux intérêts universels, celle qui divise la chrétienté et se tient toute seule d'un côté contre toutes les nations chrétiennes, est la Russie. Cette attitude politique de sa part n'est pas sans une apparence de grandeur, ce qui fait qu'elle l'accepte tacitement le plus souvent, parfois hautement. — Là encore cependant, si les intérêts particuliers étaient bien entendus, ils ne s'opposeraient pas aux intérêts universels. A partir du commencement du siècle dernier, les plus grands autocrates furent au nombre de trois : Pierre, Catherine, Alexandre. Pierre fut vraiment grand quand il porta vers l'Occident la capitale, l'ambition, la vie de la Russie. Cela était nécessaire pour civiliser ce peuple grossier; sans se tourner vers l'Occident, vers l'Europe, vers la chrétienté, la Russie ne pouvait se civiliser; elle restait puissance asiatique et barbare. Pierre acquit ainsi la seule grandeur véritable, celle qui naît des conditions bien entendues et bien dirigées du temps où l'on vit, celle que l'on pourrait appeler grandeur opportune. Il ne négligea pas les intérêts orientaux; mais ceux-là n'étant pas mûrs, il les sacrifia à ceux de l'Occident, plus urgents. Quand l'Orient eut mûri et montré l'empire turc défaillant, Catherine reporta ses regards de ce côté, et avec opportunité, mais avec plus de faste que de véritable grandeur; non pas avec une énergie virile comme elle s'en vantait, non pas avec cette simple intuition féminine qui dépasse toutes nos prévisions, mais qui n'est guère donnée qu'aux

femmes naïves, bien différentes d'elle ; non avec cette fermeté d'esprit qui voit le champ de gloire véritable et abandonne les autres, non sans distractions vers l'Occident, non sans diviser l'impulsion et morceler l'ambition russe. La pensée de la Pologne nuisit dès lors à la pensée turque. Le partage de la Pologne retarda, Dieu sait pour combien de générations, compromit, Dieu sait jusqu'à quel point, le partage de la Turquie. Enfin Alexandre, plus simple, et beaucoup plus grand d'esprit et de cœur, mais élevé au milieu des dangers, des vicissitudes, des affections et des traditions occidentales, Alexandre eut ce jour de grande intuition dont nous avons parlé, ce jour de profonde intelligence des intérêts russes et chrétiens actuels, des intérêts orientaux ; mais le lendemain, il se laissa distraire par les intérêts occidentaux, par cette même Pologne qui sauva ainsi la Turquie pour la seconde fois. Il ne voulut pas, il ne crut pas se détourner de son but ; il crut même avoir arrêté la Pologne dans les limites d'une liberté très-restreinte : comme si la liberté pouvait rester stationnaire, comme si une liberté limitée n'était pas un commencement de liberté et n'appelait pas une suite ! Comme si là où n'est pas l'indépendance, la liberté pouvait servir à autre chose qu'à la conquérir ! Alexandre déposa dans un terrain fécond les germes d'un fruit amer pour lui ; il assit les fondements et laissa à ses successeurs les pierres d'attente d'un édifice difficile à abandonner, impossible à terminer, la prépondérance occidentale de la Russie. N'allons pas plus loin, abstenons-nous d'injures, n'exprimons même pas une indignation exprimée par tous (1).

(1) Je dois pourtant renvoyer ici à un ouvrage publié au moment

Observons seulement que la distraction, l'obstacle, la plaie occidentale s'est plus que jamais accrue, envénimée dans les dernières années. Mais ce n'est pas tout à fait une utopie d'entrevoir là encore la possibilité d'un progrès de l'opinion publique, arrivant à envahir un jour ce gouvernement, cette cour, cette famille impériale, qui sait? cet empereur lui-même. Les revirements subits de la politique dans ce pays sont célèbres; un fait patent, une heureuse inspiration, une pensée du prince suffit là plus qu'ailleurs pour les amener, sans qu'il faille attendre les changements naturels du souverain, ni désirer surtout les changements non naturels et malheureusement trop fréquents. Les empereurs de Russie sont ordinairement les hommes de leur pays les plus avancés en civilisation, et souvent jaloux de cette supériorité jusqu'à la persécution. Cela peut en résultat amener le monarque à une de ces pensées qui font soudain d'un homme et d'une nation fourvoyés, un grand homme et une grande nation; qui feraient là un quatrième grand autocrate, et même le plus grand de tous. Il serait pour cela, il est vrai, nécessaire de voir, mais il paraît impossible qu'on ne le voie pas un jour ou l'autre, que les temps présents et à venir sont très-différents de ceux de Pierre Ier, et même tout opposés; que s'il était beau alors de se tourner vers l'Occi-

où j'écris : *La Russie en* 1839, par le marquis DE CUSTINE. Paris 1843. 4 vol. in-8°.

Et pendant que nous traduisons, il vient de paraître, sous le titre : *La Russie en* 1839, *rêvée par M. de Custine*, une brochure très-spirituellement écrite, qui, par le seul fait de sa publication, prouve la grande susceptibilité du cabinet de Saint-Pétersbourg quand on accuse les Russes de ne pas marcher dans les voies de la civilisation européenne. TRAD.

dent pour en appeler la civilisation, il serait plus grand aujourd'hui de se tourner vers l'Orient pour l'y porter; que la Russie et l'Angleterre sont de nos jours les deux seules puissances qui soient en mesure d'opérer en grand la diffusion orientale de la civilisation chrétienne; mais que cette noble destinée naturelle de la Russie ne saurait s'accomplir de sa part, en même temps qu'elle poursuivrait ses plans de diffusion et de prépondérance à l'Occident; que ces deux diffusions sont localement impossibles à effectuer ensemble ou tour à tour, l'orient et l'occident de la Russie étant trop distants pour permettre de transporter rapidement sur l'un et sur l'autre ses armées, ses vaisseaux, ses forces, son attention, avantages réservés aux positions centrales des États moins étendus; qu'il faut donc choisir inévitablement entre la diffusion de la civilisation russe à l'orient, et celle de la prépondérance russe à l'occident, c'est-à-dire entre une entreprise légitime, sainte, applaudie, secondée par tous, et un projet criminel, impie, maudit, combattu par tout le reste de la chrétienté. — Il semble bien difficile, impossible même qu'un semblable empire s'arrête, qu'il recule dans quelque direction que ce soit. Mais l'empire romain s'arrêta sous Auguste en renonçant aux plans de César, recula sous Adrien en abandonnant ceux de Trajan, et ces pas rétrogrades lui valurent plusieurs siècles de durée. L'empire britannique rétrograda aussi, malgré lui, d'abord en Amérique, puis il s'y prêta admirablement, et c'est de ce moment que date son siècle de prépondérance et d'incontestable suprématie. La Pologne est une plaie incurable dans le colosse russe; treize siècles ne par-

viendraient pas à la fermer, pas plus que celle de l'Irlande ou de l'Italie. L'identité des races, loin de remédier au mal, l'envenime; il est d'ailleurs entretenu par la différence des religions; et des injustices, des cruautés qui ne s'oublient point, l'ont rendu désormais incurable. La Russie est plus malade qu'elle ne le croit, et il n'y a peut-être pour elle d'autre remède que l'amputation du membre ulcéré. Mais la Russie en est devenue au moins plus faible, atteinte d'incapacité, d'impuissance; elle en a fait l'expérience à Andrinople, sur le Bosphore, à Khiva et en Circassie, bien que n'ayant à combattre ici qu'un empire en décadence, là que la diplomatie européenne, ailleurs un khan ou une peuplade barbare. Les limites que les haines réciproques out rendues naturelles, les limites qu'elle devrait poser et sanctionner elle-même comme *arcanum imperii*, sont: au nord-ouest, les lieux où la Pologne commence plus ou moins; au sud-ouest, le sol où commence la Hongrie, cette sœur de la Pologne; car, en passant outre, la Russie engloberait la Hongrie et l'Autriche, qui ne peuvent ainsi se laisser envelopper et enlacer. Personne, quelque grand qu'il soit, ne doit persister dans des entreprises impossibles à accomplir; personne, quelque constant qu'il soit, ne doit différer à y renoncer volontairement, sous peine de les abandonner plus tard de force, avec honte et dommage. — Le jour où ce grand sacrifice serait, je ne dis pas fait, mais résolu ou seulement admis comme possible, les destinées de la Russie deviendraient simples et faciles. Une fois ses limites occidentales fixées, celles à l'orient n'en seraient que plus susceptibles de s'étendre; les compensations de ce côté se présenteraient doubles

et triples. Admettons, en effet, que non-seulement la Pologne, mais encore la Valachie et la Servie, qui ne sont pas même russes de nom et peut-être moins de fait, fussent entièrement russes; ces provinces qu'il faudrait abandonner, ne seraient-elles pas plus que compensées par celles d'Asie à prendre en échange, de Sinope, ou même de Scutari jusqu'à Érivan, ou à l'angle occidental, voire même oriental de la mer Caspienne? Turques ou persanes, ces provinces sont aux pieds de la Russie, qui n'a guère qu'à se baisser pour s'en emparer. Les Arméniens turcs et les Arméniens persans appellent les Russes, seuls chrétiens à appeler, seuls possibles de ce côté. Il n'y a pour s'y opposer que deux empires impuissants, toujours battus quand ils furent seuls, et qui, à cette heure précisément, sont seuls, ne pouvant attendre de secours de la jalousie d'aucune puissance chrétienne. L'Angleterre n'ira jamais s'enfoncer aussi avant dans les terres, qu'elle parte de l'Indus, ou du golfe Persique, ou du fond de la mer Noire. Les Anglais ont fait eux-mêmes dernièrement dans le Caboul, et vu faire aux Russes sur la route de Khiva, l'expérience de ce que sont les déserts qui séparent et sépareront, durant de longs siècles encore ou peut-être pour toujours, l'Inde et la Russie. L'Angleterre sait qu'un autre désert pareil s'étend entre l'Inde et la Perse septentrionale, ce qui fait que les Anglais, forts et bien informés, n'ont plus guère peur d'aucune de ces descentes russes dans les Indes, qui servirent de thème, il y a quelque trente ans, aux utopies napoléoniennes et continentales. Les Anglais savent un peu mieux l'histoire des Indes que ne la savait probablement Napoléon, et que ne la

savent à coup sûr ces journalistes, qui, ayant observé que les invasions dans l'Inde vinrent toutes de l'Indo-Kutsch, du nord-ouest de la Péninsule, et remarquant ensuite sur la carte qu'au nord-ouest de ce nord-ouest se trouve la Russie, prophétisaient une descente des Russes, et voyaient déjà les habitants des bords de la Néva ou de la Moskowa, sur les rives du Gange et de l'Indus. Les Anglais savent fort bien que toutes ces invasions vinrent à la vérité de ce premier nord-ouest, mais jamais du second; qu'elles vinrent de nations nombreuses et de grands empires établis dans le voisinage de Caboul ou de Ghizné, et tout au plus dans la Transoxiane ou en Perse, mais jamais de pays plus éloignés; d'autant mieux que ni les plus anciens rois de Perse, ni Alexandre de Macédoine, ni Gengis-Kan ne mirent jamais le pied dans ce qui est l'Inde, l'empire britannique actuel. Si ces possessions sont exposées un jour à quelque péril extérieur, il ne viendra d'aucun empire ayant la moitié d'un monde à traverser pour atteindre l'un des deux déserts avant de gagner l'Inde supérieure, mais plutôt de quelque empire nouveau qui sortirait des ruines turques, persanes ou même russes, dans un rayon plus rapproché. Le cas échéant, l'Angleterre saurait y pourvoir sans doute; l'Angleterre ne laissera jamais s'élever ni se relever aucun grand empire asiatique, et l'on a vu déjà qu'elle ne veut pas même un empire africain dans le voisinage de l'Asie. L'Angleterre a donc intérêt à ce que les provinces asiatiques échappent à l'éventualité d'empires asiatiques voisins, par leur adjonction à l'empire russe, extrêmement éloigné. Mais quand bien même elle n'apercevrait pas que tel est son inté-

rêt, elle verrait certainement avec indifférence la Russie s'étendre désormais au midi de la mer Noire ou même de la mer Caspienne, ce qui la mettrait encore à environ seize degrés de l'Indus, avec les déserts à traverser. Dût néanmoins cette extension lui paraître un danger quelconque, il lui paraîtrait moindre, à coup sûr, que non pas l'autre extension russe sur la rive occidentale de la mer Noire ou sur le Bosphore; d'où résulterait qu'elle donnerait les mains à la première pour écarter la seconde. — Puis, pour la Russie, quelle différence immense, totale! Les provinces occidentales, la Pologne, quand elle ne serait pas un ulcère rongeur, les provinces danubiennes, quand elles ne seraient pas pour devenir une pierre de scandale, un *casus belli* perpétuel avec l'Autriche, le Bosphore lui-même, quand il n'aurait pas le même inconvénient avec toute la chrétienté, ne seraient jamais des instruments de véritable progrès, de véritable puissance intérieure pour la Russie, et ne pourraient jamais servir que de matériaux à cet édifice de prépondérance occidentale qui ne saurait être mené à fin. Au contraire, les rives méridionales de la mer Noire, ajoutées aux côtes septentrionales et orientales, faisant de la moitié orientale de cette mer un véritable lac russe, possible, fermé de Sinope à Sébastopol, ouvriraient les embouchures de tous les fleuves russes à un commerce oriental perpétuel et indépendant du Bosphore. Le grand isthme du Caucase, déjà russe de nom, mais qui ne le sera jamais de fait tant que ne seront pas russes les rives sud-est de la mer Noire et sud-ouest de la mer Caspienne, accroîtrait encore ce commerce russo-asiatique. Les côtes méridionales de la mer

Caspienne ouvriraient ensuite par elles-mêmes une nouvelle route, de nouvelles communications, tout à la fois à la Russie d'Europe et à celle d'Asie. Quant à cette mer, elle peut assurément et doit être tout entière, un jour ou l'autre, un lac russe, sans que personne puisse l'empêcher, ni faire jamais ensuite qu'il en soit autrement. Il y aurait là un champ de progrès inépuisable. Et qu'on ne crie pas à l'utopie parce que ce champ a été si négligé jusqu'ici, parce qu'il est si éloigné, parce qu'il est russe. Il y a cinquante ans on aurait pu traiter d'utopie le projet de faire sillonner par de nombreux pyroscaphes les lacs Ontario ou Érié, le Mississipi ou le Missouri, qui les voient pourtant fendre leurs ondes; il y a vingt ans, quand les chemins de fer ne semblaient pouvoir servir qu'à l'intérieur de quelques docks ou de quelques manufactures anglaises, on aurait traité d'utopie la pensée d'en faire un entre les deux capitales de la Russie; il se construit pourtant en ce moment. Assurément, une fois que la Russie se serait incorporé toutes ces provinces méridionales, une fois que toutes ses communications commerciales auraient été ouvertes, la Russie d'Europe en profiterait la première; mais peu à peu celle d'Asie en tirerait aussi avantage; et celle-ci ne pourra jamais entrer autrement dans les voies du progrès. Or, rien ne sert d'envoyer des militaires et des prêtres, des princes et des princesses polonais et russes, en compagnie de voleurs et d'assassins, peupler les steppes glacés de la Sibérie; à rien ne sert d'y attirer quelques colons épars. Mais qui oserait fixer des limites à ces rares populations et à cette civilisation, quand elles n'auraient plus pour

limites, mais pour moyens d'accroissement, la mer Caspienne, le Volga et l'Oural, Astrakan, Kazan et Orenbourg (1)? Des voyageurs remarquèrent, il y a quelques années, que les conditions des derniers pays au nord, situés vers les embouchures de l'Obi, du Jenisei et de la Léna, éprouveraient un changement notable, si ces fleuves étaient parcourus par un petit nombre de pyroscaphes, leur apportant avec plus de promptitude et de régularité le peu de marchandises nécessaires à leurs rares habitants. Mais sans concéder ni nier la possibilité de ces progrès extrêmes, qui voudrait déclarer impossibles ceux des pays beaucoup plus tempérés, situés sous les latitudes de Vienne, de Paris ou de Londres? Les utopies ne sont pas là, mais dans la pensée de la prépondérance occidentale de la Russie, surtout dans celle de mener de front deux projets incompatibles.

14. Mais revenons à notre patrie. De quelque manière qu'on y revienne, même par écrit, il semble qu'on retrouve une assurance qu'on ne se sent pas avec les étrangers. Je ne sais comment d'autres font pour parler et médire aussi facilement d'eux; j'éprouve pour moi un certain malaise en cela, parce que je n'ai pas la conscience de pouvoir être utile ni en louant ni en blâmant. Au contraire, quelque petit qu'on soit,

(1) On peut voir dans l'ouvrage de M. de Custine que nous venons de citer, combien Pétersbourg est une capitale factice et probablement temporaire. Moscou a augmenté et augmente encore d'importance depuis 1812. Odessa s'est élevée dans le cours de ce siècle. Mais si la Russie en revenait à suivre le cours de ses destinées orientales, il est probable qu'elle établirait le siége de sa puissance dans ce triangle, entre Moscou, Astrakan et Azof (sa tanière du moyen âge), d'où elle dominerait les véritables mers, les véritables fleuves, les véritables commerces moscovites.

il semble, quand on se retrouve chez soi, qu'on y redevient plus maître de ses pensées, que les paroles coulent plus faciles, que l'auditoire y est plus bienveillant, que les explications sont mieux comprises, qu'on a plus le droit, le devoir de parler, plus d'espoir que sa voix adressée à des compatriotes avec amour et sincérité ne soit pas entièrement perdue. Ainsi, après avoir parcouru beaucoup de chemin, après avoir supposé une foule de cas, il nous paraît pouvoir déterminer ceux qui nous concernent, avec bien plus de précision, et nous n'en voyons que trois. Ou les grandes puissances, laissant tomber l'empire turc à une époque quelconque, en recueilleront les dépouilles conformément aux intérêts universels, et la question ainsi résolue portera naturellement l'Autriche à reculer d'elle-même vers l'Orient, à abandonner l'Italie, à nous faire presque don de l'indépendance, ce qui sera pour nous la plus belle et la plus facile des occasions. Ou les grandes puissances chrétiennes, laissant encore cet empire s'écrouler, le partageront, soit entre elles, soit par fractions et États nouveaux, avec ou sans protectorats, d'une manière quelconque, mais sans égard aux intérêts, à l'impulsion, aux nécessités de la chrétienté; et alors il y aura longtemps à faire et à défaire; ce sera une longue série de différends, de guerres, de changements, ce qui fournira aussi à l'Italie une série d'occasions. Ou bien (ce qui paraîtra à beaucoup le plus probable parce qu'il est actuel) on continuera à soutenir un empire factice, une ruine, en recueillant aujourd'hui un de ses débris, demain l'autre, à mesure qu'il s'éboulera, pour l'employer à tel ou tel usage, pour en faire tantôt une province ou une colonie d'un

État européen, tantôt un État sous trois protectorats, sous deux, sous un seul, en différentes manières, selon les occasions : la série des occasions sera alors moins favorable sans doute, mais plus longue que jamais pour l'Italie. — Lequel des trois cas se réalisera le plus probablement ? Nous ne savons, et pour le moment nous ne nous en inquiétons pas. L'un des trois arrivera. La plus grande des utopies n'est pas celle de la paix perpétuelle, mais d'une paix perpétuelle qui blesserait tous les intérêts universels, qui arrêterait tous mouvements de la chrétienté. Une bonne paix nous procurera aussi satisfaction, une mauvaise ne durera pas ; et toute grande guerre nous fournira des occasions, n'importe lesquelles, n'importe leur nombre et leur époque ; notre intérêt, le devoir que nous avons d'en profiter pour acquérir l'indépendance, demeure le même. Au premier cas d'une bonne organisation de la chrétienté, non-seulement ce serait une honte à nous d'accepter le don tout à fait gratuit et immérité de l'indépendance, mais il n'est pas probable qu'il nous soit fait ainsi. Dans le second et dans le troisième cas des occasions multiples, aucune ne resterait une occasion pour des hommes inactifs. Nous avons dit que l'Autriche était, par sa position, la seule puissance qu'il y ait moyen de pousser en avant, celle qu'il faut pousser dans l'intérêt universel. Mais disons maintenant, ce qui est clair par soi-même, qu'il y a là surtout un intérêt italien. Nous avons dit que l'Autriche, très-lente par elle-même, sera poussée lentement par l'Angleterre, et probablement beaucoup plus par l'Allemagne et par la France. Mais disons maintenant qu'elle peut et doit être poussée principalement par nous, plus intéressés

que personne. Le mouvement de l'Autriche vers l'Orient procurerait à la France et à l'Allemagne des accroissements de territoire, des débouchés pour leur commerce et pour leur population ; mais il nous vaudrait un bien qui dépasse tous les autres, l'indépendance. Nous sommes en outre dans une condition telle que, tout en étant plus faibles que la France ou l'Allemagne, nous pouvons donner néanmoins à l'Autriche une impulsion beaucoup plus vigoureuse. Quelques-uns des nôtres sont pour elle sa plus grande plaie, quelques autres sont ses plus dangereux voisins. C'est à nous de lui faire sentir que la plaie est au vif pour qu'elle songe aux remèdes, de lui faire sentir que le danger du voisinage va croissant, afin qu'elle songe d'elle-même à se déplacer. La couronne lombardo-vénitienne est trop belle pour qu'on la laisse où l'échange tout à fait volontairement ; il y faut un peu d'aide, quelque peu de faits destinés à prouver que l'échange n'est pas laissé entièrement à sa discrétion, qu'il ne s'agit pas pour elle de l'alternative de garder le Pô ou de prendre le Danube, mais de prendre ou de ne pas prendre le Danube comme compensation du Pô à perdre dans un moment ou dans un autre, de toute manière. L'Autriche vit au jour la journée, en profitant des occasions pour rester comme elle est, parce qu'elle se trouve bien ; vivons aussi, nous, au jour la journée, en profitant des occasions pour changer ce qui n'est pas bien pour nous. Attendons ces occasions avec longanimité, mais saisissons-les avec promptitude. Il en a déjà trop passé, l'entreprise a déjà duré treize siècles. Les siècles sont précieux pour une nation ; et si c'est folie de les devancer, c'est lâcheté de

les perdre. En politique comme en guerre, tout le reste de l'art n'est rien près de celui de bien prendre son temps. Le temps a commencé pour nous avec les premiers partages faits, avec les premières dépouilles enlevées à l'empire destiné à reconstituer par sa chute la chrétienté. La Providence a été pour nous si propice, qu'elle a différé à notre profit les derniers actes de ces mutations, qu'elle nous accorde une nouvelle halte pour prendre haleine et nous apprêter. Mais si nous continuions à rester au dépourvu, distraits, insouciants, inactifs, alors la honte, le dommage et la faute en retomberaient sur nous; on déciderait de nous, sans nous et contre nous. Nos fils maudiraient leurs pères de n'avoir rien fait, de n'avoir été rien aux jours des occasions qu'ils ne retrouveraient plus. — Mais espérons, désirons, faisons qu'il n'en soit pas ainsi, et voyons maintenant comment nous apprêter pour l'occasion, qui ne peut ne pas s'offrir d'un jour à l'autre, et peut se présenter au premier moment.

CHAPITRE SIXIÈME.

COMMENT LES PRINCES ITALIENS PEUVENT Y CONTRIBUER.

1. Voici donc la partie pratique de notre tâche ; et c'est ici que je regrette de n'avoir d'autre crédit sur ceux qui tiennent dans leurs mains nos destinées, que celui d'un obscur écrivain ; c'est ici que je voudrais savoir mieux entrer dans leurs raisons, dans leurs difficultés, qui sans doute sont très-graves. Il me semble néanmoins qu'à tout prendre il s'agit pour eux d'accomplir une tâche digne d'envie. Il est au monde assurément des princes plus puissants, des hommes d'État dans des positions plus brillantes, mais il n'en est pas qui aient devant eux une entreprise aussi grande, ni en résultat aussi glorieuse que celle de l'indépendance de la patrie. Les conquêtes passent d'un côté à l'autre, et, vantées par les uns, elles sont d'ordinaire maudites par les autres ; les législations elles-mêmes changent avec le temps ; ce qui fait que la gloire des conquérants et des législateurs, que Machiavel et d'autres placent en tête de l'humanité, est incertaine et périssable ; mais la gloire de ceux qui ont procuré ou préparé l'indépendance, est, tant qu'elle dure, la plus belle, la plus sainte, la plus bénie, et, loin de périr, si jamais doit périr un bien aussi précieux, elle reçoit un nouvel éclat du regret qu'on ressent de sa perte et des efforts

qu'on fait pour le recouvrer. Mais n'en restons pas aux exhortations qui ne touchent guère ceux dont le cœur est endurci, et sont inutiles pour ceux dont la pratique des affaires publiques a élevé l'âme.

2. Il ne serait pas moins inutile pour tout le monde d'entrer dans des détails sur ce qu'il y aura à faire quand se présentera la grande occasion. Ne sachant ni quand ni comment elle viendra, ce serait une grande utopie que d'indiquer, dès à présent, soit les confédérations à former entre certains princes italiens ou entre tous, soit les alliances à conclure avec les étrangers, soit enfin les divisions à faire avant et après l'événement. — Deux seuls avertissements généraux paraissent pouvoir être hasardés dès à présent. Le premier est de ne pas s'écarter de cette modération qui doit présider à toute chose, même à une entreprise d'indépendance. Le grand écrivain dont nous suivons toujours la trace, en émettant parfois une opinion opposée, aspire à une indépendance si complète de l'Italie, qu'il voudrait y comprendre non-seulement la Péninsule et les îles actuellement italiennes, mais aussi la Corse qui ne l'est plus aujourd'hui. Cela serait sans doute désirable; mais cela est-il à espérer? Sans doute la Corse fut Italie, et la langue, les familles y sont restées italiennes; la famille même de Napoléon était italienne. Mais ce fut lui précisément qui fit sa patrie française à tout jamais (1). Posée en termes généraux, la question de savoir si Napoléon était Italien ou Français, est une puérilité. Allons toujours d'accord avec les faits, avec le sens commun,

(1) Certes, si l'Italie n'avait rien à offrir à la France en échange de la Corse, ou si la France devait regarder la Corse comme néces-

avec l'opinion universelle. Napoléon fut Italien d'origine, de sang, d'esprit naturel; mais il fut Français d'éducation, d'idées, de desseins, d'intérêt, d'existence, de gloire, et ni les Français ne se laisseront jamais dépouiller de cette gloire-là, ni les Corses ne consentiront jamais à s'en séparer. Et puis la langue et la plupart des familles sont aussi italiennes à Malte, à Fiume, à Spalatro, à Raguse; sera-ce un motif pour nous de réclamer aussi tous ces pays? Nous, malheureux, qui ne pouvons même aspirer que de loin à Venise et à Milan! Irons-nous mettre ainsi contre nous la France et l'Angleterre; et ce qui serait pis peut-être, voudrons-nous rendre impossible tout consentement de l'Autriche aux compensations, toute bonne volonté de sa part à s'y prêter? Prétendrons-nous à ces côtes orientales de l'Adriatique, qui, en augmentant la valeur de ces compensations, peuvent précisément lui faire désirer les provinces danubiennes? Ce sont là sans doute des ambitions généreuses et faites pour plaire au vulgaire, mais aussi pour faire sourire ces hommes pratiques auxquels nous nous adressons ici principalement. Il nous semble qu'il suffit d'exposer clairement de semblables questions pour les écarter tout à fait.

3. Mais en voici une autre qui est peut-être plus importante. Cette situation et cette conformation admirables, qui valurent durant des siècles à l'Italie tant et de si diverses gloires, ont pourtant ce grave

saire à sa grandeur, ou seulement à sa gloire. Mais heureusement il n'en est ainsi ni pour l'Italie ni pour la France, et les deux pays pourront bien un jour rendre facile ce qui paraît impossible aujourd'hui. TRAD.

inconvénient; c'est qu'elles rendent naturelle et presque irrémédiable sa division en deux parties distinctes: l'Italie septentrionale ou vallée du Pô, jusqu'aux Apennins, et l'Italie méridionale au delà. La partie méridionale, qui donna son nom à toute la Péninsule, fut anciennement la principale. La partie septentrionale reçut d'elle la civilisation, qui de là passa à tout le monde ancien, à tout le monde moderne et chrétien. Mais les choses ont changé depuis deux ou trois siècles. Dans cet intervalle de temps, la civilisation, l'importance de la partie septentrionale s'est accrue, et, comme nous l'avons remarqué, celle du Piémont en particulier. Je suis, on l'a déjà vu, peu ambitieux de suprématies. Je ne voudrais prétendre pour l'Italie septentrionale à aucune supériorité définitive sur l'Italie méridionale; mais tant que l'entreprise de l'indépendance n'est pas terminée, il est deux avantages qu'on ne peut enlever à l'Italie septentrionale, celui des dangers et celui des accroissements possibles. De quelque manière, en quelque moment que viennent les occasions favorables à l'entreprise, elle se fera sans aucun doute pour et dans l'Italie septentrionale principalement. Le résultat nécessaire en sera pour elle sa réunion, un mouvement vers l'Orient, un agrandissement de la monarchie à la tête de laquelle est la maison de Savoie. Elle seule possède les compensations occidentales à donner; elle seule se trouve voisine des provinces italiennes étrangères; elle seule peut les faire devenir italiennes, ce qui est le point capital de l'entreprise: si bien que c'est presque la même chose de dire entreprise de l'indépendance italienne ou fondation d'un grand royaume

liguro-lombard. Parme et Modène, tout au plus, pourraient prendre part à cet accroissement, mais pour rien ou presque rien la Toscane; pour rien l'État Romain; pour rien Naples. Et c'est là peut-être qu'est le danger; là gît peut-être le plus grand obstacle à l'union présente des États italiens. Car la plupart, ne prévoyant pas avoir à profiter d'un accroissement, pourraient ne prendre ni intérêt ni part à l'entreprise, et oublier qu'il ne s'agit pas d'agrandissement, mais d'indépendance. — Naples, en particulier, est si éloignée, qu'en outre de ce qu'elle n'a point d'accroissements à espérer, elle peut s'imaginer aussi n'avoir pas même de périls à redouter du côté de l'étranger. Mais arrivons-en toujours aux faits. Depuis 1814, le Piémont, si voisin de toute puissance étrangère, n'a subi qu'une occupation, et Naples, si éloignée, en a subi deux. Si nous remontons plus loin, le Piémont a été traversé maintes fois par des armées étrangères, mais il n'a subi que deux occupations véritables et prolongées, daus le XVI[e] siècle et de nos jours; jamais un changement de dynastie: celle-ci même, les dangers passés, s'éleva toujours à une plus grande puissance. Naples, au contraire, a éprouvé des changements nombreux et si durables, qu'ils devinrent des changements d'État et de dynastie: Lombards, Normands, Souabes, Angevins, Aragonais, Français, Espagnols, Autrichiens, Bourbons. Si donc on laisse de côté les vaines apparences de localité, pour n'observer que les réalités de l'histoire; si même en politique nous suivons la méthode commune à toutes les sciences, de juger des faits inconnus par ceux connus, de déduire ses règles de l'expérience, il nous faudra

dire que Naples et la Sicile sont la partie de l'Italie qui a le plus à craindre des invasions étrangères. Nous ne dirons pas, comme on l'a maintes fois répété, que cela tient, sans qu'il soit possible d'y remédier, à la mollesse du climat, aux races efféminées. Nous n'acceptons, ni pour cette contrée dans son entier, ni pour aucune de ses parties, ces nécessités, ces successions naturelles de vices, d'indolence, auxquelles l'histoire donne un démenti. Le climat de l'Italie est celui des Romains; le climat du royaume de Naples est celui dans lequel se rendirent célèbres par leur énergie guerrière les Sicules, les Samnites, les Normands; et si la dégénération fut plus fréquente dans cette province de l'Italie que dans les autres, la faute en est peut-être moins au climat qu'à cette position trompeuse à l'extrémité de la Péninsule, position qui fait paraître le péril éloigné, et les préparatifs de défense des précautions inutiles. De là les faciles et fréquentes invasions; de là les révolutions, les corruptions de tout genre, effets d'abord et causes nouvelles ensuite (1). Mais en somme, sur les dix grands changements apportés à l'Italie par les étrangers, Naples

(1) Nous ne sommes certes pas de ceux qui veulent attribuer tous les maux de l'Italie à la cour de Rome. Mais cela ne saurait nous empêcher de rappeler ici, que presque toutes les déplorables vicissitudes subies par les Deux-Siciles prirent naissance de ces malheureuses prétentions de la cour de Rome, dont le scandale n'a cessé que de nos jours. Du reste, rien de plus calomnieux que les railleries sur les déconfitures des Napolitains. Leur unique tort a été de s'aventurer seuls et divisés à tenir tête aux Français qui venaient de défaire trois armées autrichiennes; à faire la guerre à l'Autriche; à attaquer la Restauration qui manquait à ses promesses. Les autres Italiens, loin de s'unir aux railleurs étrangers, devraient en avoir du remords. TRAD.

eut toujours sa part de huit ou neuf; le peuple de ce pays et sa dynastie sont donc les plus intéressés de beaucoup à tenir les étrangers à distance, et dès lors à voir s'accomplir l'entreprise de l'indépendance. S'ils ne doivent pas y avoir l'intérêt d'un accroissement, ils y auront l'intérêt supérieur de leur sûreté et de leur conservation. — Mais un accroissement de puissance ne saurait même leur échapper; l'Italie, une fois indépendante, une fois satisfaction donnée aux nécessités dont elle doit s'occuper tout entière avant nulle autre, le tour viendra aussi pour elle de songer à ce besoin de s'étendre, de se porter vers l'Orient ou le Midi, qu'éprouvent toutes les nations chrétiennes. Alors Naples, si elle a su bien s'acquitter de son rôle de seconde puissance dans l'entreprise de l'indépendance, sera appelée au rôle de première puissance dans l'entreprise de l'extension au dehors. Sera-ce à Tunis, a Tripoli ou dans quelque île, dans une partie quelconque du continent oriental? Peu importe; il y aurait puérilité à le chercher pour le moment. De quelque façon et dans quelque direction que ce soit, Naples est destinée à devenir le chaînon qui réunira l'Italie à la chrétienté orientale, et à recueillir en dernier les plus grands profits; mais à la condition

(1) Quand l'Italie en viendrait aux entreprises pour s'étendre au dehors, n'aurait-elle pas à faire quelque chose pour asseoir son intérieur d'une manière plus convenable? Ne pourrait-on, dans l'écroulement de l'empire ottoman, ramasser quelques fractions de pays pour ménager des couronnes à ceux des princes italiens les moins nécessaires en Italie?... Mais n'allons pas si loin, fions-nous à la Providence qui saura réaliser des desseins bien plus ardus encore, le jour où les peuples de l'Europe voudront s'entendre pour s'assurer chacun sa véritable nationalité, et pour faire triompher tous ensemble le christianisme sur toute la face de la terre. TRAD.

d'avoir été désintéressée en premier, d'avoir travaillé avec une activité généreuse à l'acquisition fondamentale. Nous avons déclaré que l'entreprise de l'indépendance ne devait pas se compliquer de tentatives dans un but de liberté intérieure, il faut encore moins la compromettre pour toute autre. Une seule conquête, en résumé, est nécessaire, celle des provinces devenues étrangères. Quels que soient ceux à qui en reviendra le profit apparent, le profit réel sera celui de tous les Italiens. — Si l'on me disait qu'à parler ainsi je me fais connaître pour Piémontais, je répondrais que cela encore importe peu (1). Au nombre des défauts que l'on signale chez nos compatriotes du Midi, n'est pas certainement celui d'avoir peu d'esprit. Or, les gens d'esprit sont non-seulement dans l'habitude d'entendre et d'apprécier les raisons de quelque part qu'elles viennent; mais il leur arrive le plus souvent de ne pas attendre qu'on les leur pose, ils les trouvent d'eux-mêmes. La philosophie historique est là sur son terrain natal, et elle sert, quand elle est bonne, à comprendre non-seulement le passé, mais aussi l'avenir.

4. Naples et la Toscane ne pourraient-elles cependant avoir de suite leur part des profits, en les prenant sur les provinces adriatiques du pape? Que sont ces provinces en définitive, sinon un appendice ajouté presque contre nature à l'État romain? En admettant qu'il y ait convenance et nécessité à ce que le pape, pour être indépendant, soit souverain temporel de sa résidence, ces provinces ne sont-elles pas inutiles à cette indépendance? N'ont-elles pas montré à plusieurs reprises leur désir de ne pas demeurer sous la domination pa-

(1) Sauf le danger d'empiéter sur le bon sens des deux rois, qui sont les seuls juges de la question. TRAD.

pale? Ne serait-il donc pas désirable, dans une réorganisation définitive de l'Italie, de les affranchir d'une manière quelconque d'un joug qui leur pèse? Si le pape s'y refuse, ne sera-t-il pas, de même que tous ses prédécesseurs, le véritable et grand obstacle à toute bonne organisation future? — Mais, répondrons-nous, s'il en est ainsi, si les papes ont été ou peuvent être un obstacle, écartons donc cet obstacle, mais écartons-le de la manière qui se présente comme la plus facile. Non pas en écartant le pape, ce qui ne se peut, ni en l'intéressant à s'opposer à une bonne organisation, mais en l'intéressant à y contribuer lui-même, en faisant qu'il y trouve aussi l'avantage capital et commun de l'indépendance; qu'il n'y trouve pas le préjudice particulier, matériel et pour ainsi dire palpable de la diminution de son État. Si mon désir d'abréger ne m'arrêtait, j'entreprendrais de démontrer que les papes ont plus servi que nui à l'indépendance de l'Italie, qu'ils lui ont plus souvent donné l'impulsion qu'ils ne l'ont entravée, qu'ils lui ont été plus amis qu'ennemis. Mais admettons que, pleins de préjugés historiques guelfes, moi et mes pareils, aussi bien que des gens valant beaucoup mieux que moi, un Manzoni, un Troya, un Gioberti, nous soyons dans une erreur complète; admettons que le bilan des papes, bien apuré, depuis Grégoire le Grand jusqu'à Grégoire XVI, il faille définitivement reconnaître en eux des inconvénients, ils demeureraient alors des inconvénients terriblement anciens, terriblement enracinés par treize siècles de durée; il faudrait alors dire qu'il est impossible de les mettre de côté; que vouloir le tenter serait une chimère, et qu'il

y a nécessité, heureusement ou malheureusement, n'importe, à savoir disposer nos projets en conséquence. — Du reste, que ce soit uue nécessité heureuse et non pas funeste, une nécessité qui se rattache à toutes les destinées les plus glorieuses, les plus grandes de notre patrie; que l'Italie, choisie pour être le siége du chef de l'Église catholique, le centre de la chrétienté, soit intéressée, non-seulement à l'indépendance, mais à la dignité, à la splendeur, à ia puissauce de ce chef; que non-seulement être son séjour, mais le défendre et le glorifier, soit la grande mission de l'Italie dans les siècles futurs, tout cela a été si bien exposé dans les ouvrages de M. Gioberti, notamment dans le dernier, et ces ouvrages ont et doivent avoir uue telle popularité en Italie, qu'il y aurait folie à moi de vouloir y ajouter rien. Si j'en ai rejeté quelque chose, si j'ai dit que la question de la présidence du pape dans une confédération italienne était prématurée, et taxé d'exagération l'idée d'une suprématie aussi absolue, aussi universelle, pour ainsi dire, que semble l'espérer M. Gioberti, j'admets cependant pour l'Italie une suprématie spéciale, présente et future, celle qui résulte pour elle de posséder, d'entourer, d'avoir à défendre la chaire pontificale. Cette suprématie n'implique pas toutes les autres; au contraire, elle admet que chacune des autres appartienne à l'une ou à l'autre des nations chrétiennes. La seule différence entre M. Gioberti et moi, si je ne m'abuse (car peut-être lui-même ne l'entend-il pas autrement), consiste en ce qu'il espère une suprématie italienne universelle ou presque universelle en toute chose, et que moi je n'en espère, je dirais presque n'en désire qu'uue spéciale, espérant,

désirant que toute nation chrétienne en ait aussi une pareille. Les faits passés me paraissent confirmer cette espérance de suprématies multiples. Dans l'antiquité, elles étaient absolues, universelles. La civilisation et les lumières de chaque peuple tombant presque tout d'un coup, passaient entièrement d'une nation à l'autre. Mais désormais la civilisation et la culture sont naturelles à toute la chrétienté; chacun le voit. Elles se répandent peu à peu d'une nation chrétienne à l'autre, sans se perdre chez aucune. Il en résulte que les suprématies deviennent peu à peu moins absolues, moins universelles; chaque nation conserve quelque chose de la suprématie universelle; chacune conserve sa supériorité particulière. La suprématie italienne, à partir de la fin du XIe siècle jusqu'à la fin du XVe, approche de l'universalité, parce qu'elle fut des premières; mais elles devinrent peu à peu, elles sont aujourd'hui et seront par la suite de moins en moins universelles. Peut-être, en même temps que celle de la puissance et de la diffusion des lumières dans les régions maritimes sera conservée par la nation à laquelle elle appartient aujourd'hui plus qu'aux autres, une autre nation chrétienne parviendra-t-elle à la suprématie en ce qui concerne cette diffusion sur le continent de l'Asie, une troisième en Afrique; une quatrième aura la suprématie de la production industrielle, et Dieu sait quelles autres encore, d'autres suprématies dans les lettres, dans les sciences, dans les arts. Mais au milieu de toutes ces suprématies spéciales, celle de l'Italie est plus assurée qu'aucune autre. Voudrait-elle n'en tenir aucun compte? ne pas la faire valoir tout ce qu'elle vaut, et se faire une entrave de ce qui est

pour elle un encouragement et un avantage? Voudrait-elle ne pas suivre hardiment toute sa destinée, ou, lorsqu'elle en a une belle, grande et naturelle à accomplir, s'en proposer une autre, factice et contre nature? — L'art de gouverner s'est toujours réduit, depuis l'origine du monde, à deux points : conserver et avancer. Conserver seulement ce qui est bon et opportun, mais en totalité; avancer quant au surplus, qu'il est bon dès lors et opportun de changer. Les nations dans lesquelles la Providence a mis deux forces, l'une conservatrice, l'autre progressive, furent les plus grandes, les plus utiles au genre humain. Les monarchies asiatiques eurent aussi, dans le principe, leur force progressive; c'est pour cela qu'elles grandirent. Mais la force conservatrice surabonda chez elles, et celle-ci ne suffisant pas par elle-même, elles tombèrent toutes, sauf trois que nous voyons mourir de langueur, la Turquie, la Perse, et cette Chine qui est le plus grand exemple du système conservateur pur. Mais la Grèce, avec sa force dorique conservatrice et sa force ionique progressive, avec Sparte et Athènes, foyers de chacune d'elles, fut dans l'antiquité la grande propagatrice de la civilisation et de la culture intellectuelle. Telle fut ensuite Rome, avec sa force aristocratique conservatrice et sa force démocratique progressive. Telle fut l'Italie au moyen âge, avec sa force conservatrice gibeline et sa force progressive guelfe, sauf que ces dernières étaient mal combinées toutes deux pour leur tâche : la conservatrice gibeline, parce qu'elle s'appuyait sur l'étranger; la progressive guelfe, parce qu'elle était dirigée par les papes, qui, de leur nature, étaient

moins progressifs que conservateurs. — Il put bien y avoir deux, trois, dix papes progressifs jusqu'à ce que les libertés ecclésiastiques eussent été assurées; mais à peine furent-elles obtenues, que les pontifes devinrent trop conservateurs, comme Innocent III durant la minorité de Frédéric II, et Alexandre III lors des négociations de la trêve de Venise. C'est là, plus que toute autre chose, ce qui arrêta le progrès de l'Italie et la fit décliner ensuite. L'Espagne n'avait pas de force progressive intrinsèque; celle qu'elle avait n'était qu'occasionnelle, consistant dans la diffusion en Amérique, et une fois celle-ci épuisée, elle déchut. La France fut grande tant que dura l'équilibre entre son gouvernement monarchique conservateur et l'esprit éminemment progressif de la nation; mais quand celui-ci l'emporta, elle fit fausse route, jeta un merveilleux eclat et déchut. L'Angleterre se déchira elle-même durant des siècles dans la lutte des deux forces rivales, puis, une fois qu'elle les eut admirablement équilibrées et réduites toutes deux à lutter pacifiquement, elle grandit rapidement dans l'espace d'un siècle, et de presque rien qu'elle était, elle arriva à tout (1).

(1) La constitution sous laquelle les Anglais sont parvenus à fonder le plus vaste empire qui ait jamais existé, est sans doute une constitution admirable, nous sommes bien loin de le contester. Mais il ne faut pas s'y méprendre, et la présenter comme digne d'être imitée; ce serait, sous certains rapports, faire reculer la civilisation de plusieurs siècles.

L'Angleterre, grâce à sa position insulaire, réussit à constituer le moyen âge quand on travaillait le plus en Europe à le faire disparaître. Les hauts et puissants seigneurs de l'autre côté de la Manche, plus adroits et peut-être aussi moins corrompus que leurs confrères du continent, virent de bonne heure la nécessité :

1° De mettre en jeu les trois meilleures institutions des temps modernes, la représentation des communes, le jury et la liberté

C'est précisément parce que la lutte se passe sous les yeux de tous, et que tous y savent voir et discuter les intérêts du pays, que dure sa grandeur; et elle durera tant que l'on saura maintenir l'équilibre de ces deux forces sans laisser prévaloir ni l'une ni l'autre. On peut et l'on doit en dire autant de toutes les grandeurs : de celles qui existent, pour les conserver ; de celles déchues, pour les relever, de l'Italie surtout (1).

de la presse, pour tenir tête à la royauté qui, là comme ailleurs, tendait à concentrer dans sa main tous les pouvoirs de l'État;

2° De renoncer, en faveur du peuple à toute espèce de droits sur les personnes, pour se faire reconnaître propriétaires inamovibles du sol, et, par conséquent, maîtres véritables du pays.

Ils surent, en un mot, empêcher que la Grande-Bretagne devînt le patrimoine de ses rois, mais à condition qu'elle demeurerait inféodée à la noblesse.

Ainsi, la civilisation y prit une allure presque opposée à celle qu'elle prit en deçà du détroit, et surtout en France. D'un côté, marchant avec les rois, niveleurs par excellence, elle finit ou finira par atteindre au but essentiel de l'activité chrétienne, à l'égalité; de l'autre, obéissant à l'aristocratie, qui, pour se soutenir au dedans, a toujours besoin de conquérir au dehors, elle s'est écartée du but, mais pour y revenir tôt ou tard et y amener ses conquêtes.

Jusque-là, il est bon de ne pas confondre la constitution française, qui a ses codes et ses lois organiques, avec la constitution anglaise qui, par l'avarice ordinaire des aristocraties à promulguer des lois, laisse encore subsister des coutumes et des institutions barbares.

L'une et l'autre ont leur suprématie, leur mission particulière également glorieuse; et si les deux gouvernements persistent dans cette *entente cordiale* qu'on se plaît tant à prôner de part et d'autre, les espérances, non-seulement de l'Italie et de la Pologne, mais de l'Europe et du monde, ne tarderont pas à être réalisées.

TRAD.

(1) Notre précédente note ne tend pas à invalider le principe que l'auteur établit de l'équilibre entre les deux forces, mais seulement à constater qu'en Angleterre cet équilibre n'existe que par les compensations du dehors. Au demeurant, nous reconnaissons que la liberté sans l'autorité aboutit au désordre et à l'anarchie,

Les deux forces gibeline et guelfe y étant heureusement éteintes depuis longtemps, les deux fonctions de progrès et de conservation finiront, s'il plaît à Dieu, par être exercées beaucoup plus naturellement : le rôle progressif, par les États séculiers, et principalement par le Piémont et Naples; le rôle conservateur, par les papes. Il ne faut pas juger d'après ce qui est un moment dans l'histoire, mais d'après ce qui est réellement une époque. Beaucoup trouveront que Naples et le Piémont avancent avec lenteur, qu'ils ne s'acquittent guère du rôle d'élément progressif en Italie. Mais à qui la faute? Aux étrangers qui les retiennent. Ceux-ci écartés, il n'est pas possible que le Piémont, entouré qu'il est de ce qu'il y a de plus progressif sur le continent, et Naples, placée au milieu de tout le mouvement maritime oriental, ne finissent pas par se mouvoir aussi, avec une disposition d'autant plus active qu'un long repos les aura préservés de la lassitude. C'est alors que sera utile la force conservatrice du pape, et d'autant plus profitable qu'elle ne peut, en résultat, être trop conservatrice, entraînée désormais, comme elle l'est déjà, par la nécessité ecclésiastique d'adopter également comme ses filles, toutes les nations de la chrétienté, sous quelque forme, par quelque force qu'elles soient gouvernées. Tout cela est à mon avis un avenir très-susceptible d'être prévu. Mais veut-on ne pas l'admettre? j'y consens. Alors nous retombons dans le présent ; et la grande néces-

comme l'autorité sans la liberté aboutit au despotisme et à la tyrannie. Ce n'est que de l'accord de ces deux éléments également essentiels que peut sortir le bien-être et la grandeur d'un peuple.
TRAD.

sité du présent est de ne compromettre, par aucune difficulté inutile, l'entreprise déjà difficile de l'indépendance, de ne pas en exclure et de ne pas lui donner pour adversaire un des princes italiens les plus puissants territorialement, celui qui est en outre le plus puissant par les deux autorités réunies en lui. La nécessité actuelle est enfin de partir du *statu quo* de l'Italie, pour n'y changer que ce qui est indispensable à l'entreprise.

5. Mais laissons tout ce qui sera à faire le jour où s'offrira l'occasion, et passons à ce qu'il y a à faire dès aujourd'hui pour la préparer et la hâter. Voilà la partie pratique, la plus pratique de notre discussion. Le premier des préparatifs consiste évidemment dans les forces militaires : cela est clair aux yeux de tous, sauf peut-être quelques économistes étroits, qui, en Italie comme ailleurs, se font les défenseurs des *intérêts matériels*, ce en quoi ils font bien, mais défenseurs exclusifs, ce en quoi il font mal certainement. Ceux-là ont coutume de regarder, avec une espèce d'envie, les nombreux millions employés à l'entretien des armées, et criant aux *dépenses improductives*, ils se font une douce utopie des *désarmements*. Mais il me semble que cet argot des dépenses improductives commence à passer, et que les économistes même les plus exclusifs admettent désormais les dépenses matériellement improductives, mais productives moralement. Il me semble que l'on commence aujourd'hui à abandonner cette utopie du désarmement, fille ou sœur de cette autre utopie de la paix perpétuelle. Mais pour laisser de côté tout ce qui est en dehors de notre fait particulier, je dis qu'en Italie, au moment actuel,

il n'y a pas de dépense mieux entendue que celle faite par deux princes italiens pour tenir sur pied deux armées nationales. Non-seulement parce qu'elles seraient nécessaires à l'occasion, raison très-suffisante, bien qu'éloignée, mais par cette aûtre raison présente et non moins importante, que les armées sont un des meilleurs et peut-être le meilleur moyen de conserver et d'accroître l'activité italienne, de mettre obstacle à la nonchalance italienne, de nous préserver d'un nouveau *seicento*. En exceptant dans les professions matérielles celle des agriculteurs, et dans les carrières intellectuelles le sacerdoce, qui n'est pas une profession, mais une haute fonction humaine, qu'on ne doit pas embrasser pour jouir des avantages terrestres, mais pour conduire les autres et soi-même à une vie ultérieure, le métier des armes est, de toutes lès autres professions, matérielles et intellectuelles, la plus salutaire tout ensemble au corps et à l'esprit. Il est reconnu que les professions industrielles sont presque toutes malsaines, plus ou moins sédentaires, plus ou moins corruptrices, ou pour le moins débilitantes. Quelques années de service militaire sont donc le meilleur remède qu'il puisse y avoir contre les vices physiques et moraux, le seul moyen de les détruire dans les générations présentes et de les empêcher de passer dans celles qui suivront. Quant aux carrières de la magistrature, du barreau, de l'administration publique, de la diplomatie, des lettres, des sciences et des arts; quant aux professions libérales et intellectuelles, toutes sont bonnes sans doute, toutes peuvent être et sont souvent vertueuses; mais toutes exerçant l'intelligence et tenant le corps en repos, sont nuisibles à celui-ci,

et dès lors à celle-là parfois, c'est-à-dire, en définitive, à l'homme entier, à l'homme tel qu'il est ici-bas, âme et corps. Si quelques-uns réussissent à ne pas se laisser efféminer et affaiblir par ces occupations sédentaires et renfermées, ce sont des cas rares et d'autant plus dignes d'éloges; mais il est plus rare qu'ils ne transmettent pas ces vices à leur descendance, de sorte qu'au total il est de l'intérêt national que ces professions ne se multiplient pas au delà du besoin. Toutes requièrent d'ailleurs des dispositions spéciales, des facultés plus qu'ordinaires, et ceux qui les exercent sans posséder ces avantages, y font plus de mal que de bien. Quand même ensuite on les laisserait se multiplier au delà du besoin, elles occuperaient dans l'État un nombre de personnes relativement petit. La seule profession militaire peut entretenir l'activité du grand nombre et de ceux dont l'esprit est ordinaire. Voyez dans les pays où cette profession n'existe pas, et, sans sortir de l'Italie, comparez avec ce qui s'offrira à vos regards dans ceux où elle existe. Dans les premiers, les capitales, les petites villes même et les bourgs sont pleins d'une classe qui s'appelle haute, mais qui ne l'est souvent que comme les matières impures qui montent à la surface des liqueurs en fermentation : une classe de jeunes gens oisifs et corrupteurs, de vieillards oisifs et corrompus, de mauvais fils, de plus mauvais maris et de détestables citoyens. Au contraire, dans les pays où les jeunes gens sont employés au service militaire, les plus instruits dans les armes spéciales, et presque tous dans les autres, l'oisiveté et le vice n'ayant pas de facilité pour se répandre parmi ceux que l'âge et l'aisance rendent

plus corrupteurs, ne descendent pas avec autant de force sur les autres, et y sont en tout incomparablement plus rares. Persistez-vous cependant à retrancher dix, vingt ou cinquante millions du *chapitre de la guerre* dans le budget de l'État? Soit; mais alors reportez-les au chapitre *activité publique*, car elle seule peut nous conserver ce qui nous reste, nous rendre ce qui nous manque de vertus nationales en tout genre. — Examinez donc, corrigez, perfectionnez l'organisation de l'armée; supprimez les dépenses inutiles, mais conservez, augmentez; souffrez que ceux à qui ne suffisent pas les parades militaires, puissent prendre part à la réalité de ces belles guerres de diffusion que fait de toutes parts la chrétienté, et, au nom de l'Italie, bénissez au surplus ceux de nos princes qui nous conservent des armées italiennes; encouragez les autres, quelque petits qu'ils soient, à les imiter. Les contingents italiens de chaque province, quand ils n'augmenteraient pas de beaucoup le nombre, la puissance matérielle des armées italiennes, accroîtraient beaucoup, au moment de les faire agir, leur puissance morale. En attendant, les exercices militaires, dans les petits États comme dans les grands, maintiendront plus sains, plus vigoureux, le corps et l'âme de tous, surtout dans les classes oisives par leur position sociale. On dira peut-être, mais à tort, que cela était vrai pour le siècle passé, mais serait faux de nos jours; que les militaires sont d'ordinaire des hommes peu moraux, très-oisifs, vicieux et corrupteurs. Pour peu qu'on se soit occupé, non des sciences militaires, aujourd'hui si avancées et multipliées, mais de regarder seulement les manœuvres

faites sur quelque champ de Mars dans les États militaires, italiens ou étrangers, on est à même de savoir que le métier des armes est maintenant tout autre chose qu'un métier de paresseux, même en temps de paix, et que dès lors il ne peut favoriser le vice. Je ne voudrais offenser de nulle façon aucune des autres professions libérales, et moins que toute autre celle d'écrivain, que je fais à cette heure; mais si je poursuivais la comparaison, je ne pourrais que partager l'opinion de quelques vieux débris de la génération si active qui finit, quand, après avoir eu occasion d'exercer plusieurs de ces professions ensemble ou tour à tour, ils prétendent avoir rencontré incomparablement plus d'exemples de vertu, et plus d'encouragements à la pratiquer, dans la carrière militaire que dans aucune autre.

6. Tout cela s'applique aussi à la carrière de la marine, soit militaire, soit marchande, qui a tous les avantages moraux, toute l'activité du service de terre, ou peut-être plus. Je ne m'y arrêterai donc que pour faire observer combien il est à regretter qu'elle ne soit pas l'objet d'une attention égale à celle qui se porte sur l'armée dans les deux grands Etats militaires de l'Italie, et bien moins encore dans les autres. Peut-être la mauvaise direction donnée à nos marins dès les premières années qui suivirent la Restauration, les ayant rendus presque inutiles en peu de temps, est-elle le motif qui les fait négliger aujourd'hui. Dès cette époque même, un des premiers hommes de mer de l'Angleterre et l'un de ceux qui connaissaient le mieux la Méditerranée, était d'avis que nos forces maritimes devaient se composer surtout, ou même uniquement,

de petits bâtiments propres à courir le long des côtes, et à pénétrer dans tous les coins de nos mers. On sait qu'on ne faisait presque point usage alors des bateaux à vapeur, et qu'on n'avait pas encore inventé ces pièces d'artillerie longues et grosses, deux perfectionnements qui ont donné, pour la plupart des opérations navales dans la Méditerranée, un grand avantage aux marines composées de petits bâtiments en grand nombre, sur les flottes de gros vaisseaux d'un nombre restreint. Les exemples de Saint-Jean d'Acre et de Beyrouth étaient loin encore. Si donc le conseil était bon alors, il serait excellent à présent. Il n'a pourtant pas été suivi alors, et il ne l'est pas maintenant : alors par défiance, par vanité, par négligence ou par attachement aux anciennes habitudes; maintenant, parce que nos finances ne nous permettent pas d'organiser un nouveau système maritime en sus de l'ancien, comme on le fait en Angleterre et en France. Mais ne pourrait-on du moins attirer à nous entièrement cette navigation journalière entre une partie et une autre de notre Péninsule, faite en partie aujourd'hui sur des navires appartenant à des compagnies étrangères? Ne pourrait-il se former plusieurs compagnies nationales? Ou les gouvernements, à leur défaut, ne devraient-ils pas s'en occuper? C'est là une de ces industries qu'on peut considérer comme *gouvernementales*, parce que, sous le double rapport économique et politique, il est de l'intérêt des gouvernements qu'elles soient exercées par des nationaux ; c'est donc le cas pour les gouvernements de les exercer à défaut des compagnies. Il ne faudrait jamais perdre de vue cet avenir, plutôt certain que probable, où tout ce

qu'il y a aura d'activité en fait de commerce, de guerre, de diffusions de toute espèce, repassera dans la Méditerranée comme au moyen âge. L'Italie, au moyen âge, y exerçait la suprématie et presque le monopole. Poétiquement, pour l'effet oratoire, il serait plus beau de dire : sachons la reconquérir, et d'autres peut-être le diraient. Mais moi je ne dis pas même: devenons-y les égaux de la France ou de l'Angleterre. Cette égalité pourrait s'obtenir un jour; mais à présent nous en sommes si loin, que je dirai seulement : prenons-y une part plus petite, mais qu'elle soit notable et proportionnée. La grande honte, c'est de n'y en avoir presque aucune; de voir passer et repasser, autour de nos côtes, des nuées de bâtiments étrangers, nous, placés si favorablement au milieu de cette mer qui jadis fut toute à nous, et qui semble aujourd'hui à tous, hormis à nous. Quand, il y a peu d'années, les vaisseaux autrichiens aidaient sur les côtes de Syrie les Anglais à décider un des épisodes les plus importants de la question orientale, la majeure partie de ces vaisseaux étaient italiens, ainsi que leurs équipages. Mais quelle honte et quel dommage qu'ils ne fussent là que sous la bannière étrangère! D'une ou d'autre manière, tôt ou tard, il renaîtra sans doute des guerres semblables; mais renaîtra-t-il des bâtiments et des équipages italiens pour y prendre part sous la bannière italienne? Oui certes. Si Naples et le Piémont, à l'envi l'un de l'autre, organisaient leur marine comme leur armée, et si les autres princes italiens rivalisaient avec ces deux États pour se ménager l'une et l'autre de ces deux forces matérielles, leur réunion leur vaudrait d'être d'un poids considérable dans la grande

question chrétienne, et de faire pencher ensuite la balance dans celle spéciale à l'Italie, qui en sera une dépendance nécessaire.

7. Mais passons à ces forces morales qui dans l'occasion augmentent presque à l'infini les forces matérielles. En elles est le grand avantage des princes nationaux sur l'étranger. A coup sûr, mes lecteurs, dont ces espérances, dont ces affaires italiennes attirent l'attention, à coup sûr, tous les vrais Italiens préféreront au meilleur gouvernement étranger un gouvernement national, bien que moins bon. Il n'est pourtant que trop constaté, et nous l'avons déjà déploré, qu'il y a des Italiens assez avilis pour ne désirer rien autre chose qu'un gouvernement doux et bon, quel qu'il soit du reste, de quelque côté qu'il vienne. Ces hommes-là malheureusement sont autant de forces morales ou même matérielles enlevées à l'Italie, quand viendra pour elle le moment d'agir, et dès à présent aussi; il serait donc important de les rallier, afin que se formât une grande et véritable opinion nationale. Mais on ne saurait les ramener qu'en rendant les gouvernements italiens incontestablement meilleurs, plus désirables et plus désirés que celui de l'étranger. Aucune nation, même dans l'état présent de la civilisation chrétienne, ne se compose uniquement d'hommes généreux et éclairés; il y a dans toutes beaucoup de gens incapables de ce véritable amour de la patrie qui, comme tous les amours, vit de sacrifices; mais ils sont plus nombreux chez les nations dépendantes, et ce n'est pas leur faute de n'avoir pas été élevés dans ces nobles sentiments; il faut leur compâtir et chercher à les leur inspirer autant que possible, en leur faisant envier la

condition des sujets italiens. — Cela n'est pas difficile. Je n'entreprendrai pas d'enseigner cette science du gouvernement le meilleur, qui n'est plus un secret maintenant, et se trouve à la portée de tout homme dont la volonté est sincère. Je suppose l'instruction et la bonne foi chez mes lecteurs, et je passe à ce qui nous concerne spécialement. Il est très-facile à des princes nationaux de bien gouverner, en comparaison de maîtres étrangers, à qui cela est difficile naturellement et peut devenir impossible. Un prince national a beaucoup moins de craintes qu'un souverain étranger, et les craintes sont la véritable cause d'un mauvais gouvernement. Entre un prince national et la nation, il y a bien plus de confiance qu'entre un prince étranger et la nation qui lui est soumise; or, la confiance réciproque est la véritable source de tout bon gouvernement. Un prince national n'a pas besoin d'acheter des amis, tous ses sujets sont tels naturellement ; et s'il a des ennemis, il peut user largement de clémence avec eux et s'en refaire des amis, tandis que l'étranger ne le peut, ou cela ne lui sert à rien. Voilà le résumé de tout ce livre du *Prince* de Machiavel, qui, lu ou non, est naturellement toujours mis plus ou moins en pratique par tout souverain étranger. Un prince national peut aller plus hardiment quand même il se tromperait, parce que ses erreurs ne lui sont pas imputées à crime par ses sujets, comme elles le seraient à l'égard d'un étranger. Quand il ferait des levées de troupes excessives, les soldats qui restent dans le pays et revoient souvent leurs familles, prennent facilement leur parti; tandis que ceux d'un prince étranger, emmenés au dehors et loin, le lui pardonnent

difficilement. Si le prince national perçoit des impôts excessifs, en les dépensant il les restitue au pays; tandis que l'étranger l'appauvrit en les emportant. Si le prince national fait de bons choix, il contente tous ses sujets; s'il se trompe, il mécontente ceux qui valent mieux que les préférés, mais il satisfait pourtant quelques personnes, et le mal est moins grand. Le prince étranger au contraire mécontente tout le monde, soit en choisissant des étrangers, même gens de bien et de talent, soit en choisissant des nationaux, attendu que parmi ceux-ci les méritants ne se mettent guère à son service, et qu'il est obligé de faire de mauvais choix. Sauf ces excès de tyrannie qui soulèvent tout le monde, de quelque part qu'ils viennent, mais qui chaque jour se font plus rares, les actes arbitraires même d'un gouvernement absolu, mais national, offensent moins et sont plus remédiables que les actes arbitraires de l'étranger. Sous le premier, la victime de l'arbitraire peut du moins trouver quelque défenseur parmi ses amis, ses parents, ses compatriotes, et par suite quelque justice, fût-elle arbitraire; mais sous le second il n'y a pas même ce remède, cet adoucissement qui fait donner le nom de *paternels* à certains gouvernements nationaux; cet adoucissement est comme le nom inapplicable à des gouvernements étrangers. En résumé, il n'est pas de bonne action qui ne s'évalue cent fois plus, pas d'erreur qui ne se compte cent fois moins d'un prince national que d'un étranger (1).

(1) Cela est si incontestable, que c'est à peine si l'on a parlé des nombreuses victimes faites, dans les dernières vingt-cinq années, par les gouvernements nationaux, tandis que les souffrances de

8. Encore un grand avantage des princes nationaux, c'est de pouvoir employer l'art que nous avons dit être le premier dans le gouvernement à toutes les époques, et surtout au temps actuel, l'art de conserver à propos et d'avancer au moment opportun. Aucun gouvernement ne saurait y avoir recours dans une province étrangère, et le nom même de *conservateurs* qu'y prennent quelques-uns, est factice et mensonger. Ils ne sont, ils ne peuvent être tels, ou, s'ils le sont, c'est à leur détriment. S'ils conservent les lois, les usages, les fêtes publiques, les noms, la langue, quoi que ce soit de la patrie, ils font erreur contre eux-mêmes et contre leur propre conservation; ils ne peuvent conserver à la fois eux et la nationalité, choses antipathiques; ils ne peuvent être de bonne foi conservateurs. Au contraire, tout ce que le prince national conserve des choses de la patrie est entièrement à l'avantage de la nationalité, et il n'est pas douteux qu'il doit conserver le plus qu'il peut, tout ce qu'il n'est pas utile de changer. C'est bien pis lorsqu'il s'agit de marcher en avant. Tout progrès est d'autant plus dangereux pour le prince étranger qu'il a plus d'avantages, tandis qu'il suffit qu'un progrès soit bon pour être utile au prince national. Si je traitais un sujet philosophique ou même de politique générale, je me croirais obligé de m'arrêter ici pour distinguer les progrès en bons, en indifférents et en mauvais, c'est-à-dire progrès véritables, progrès crus tels

douze ou quinze prisonniers du Spielberg, immortalisées par Silvio Pellico, n'ont pas encore cessé et ne cesseront jamais d'être reprochées à l'Autriche, non-seulement par les Italiens, mais par tout le monde. TRAD.

quand ils ne sont rien, et progrès n'étant que des retours en arrière. Mais pour laisser les généralités et ne parler que des progrès réels, dont je ne saurais même m'engager à dresser une liste complète, je me contenterai d'un petit nombre d'exemples. Admettons un des progrès qui peuvent se faire avec plus de parité par les princes nationaux et par le prince étranger, un simple progrès matériel, l'amélioration des voies de communication en tous genres entre une partie et l'autre de la Péninsule. Faciliter ces communications matérielles, c'est faciliter celle des pensées, des mœurs, c'est rapprocher les intelligences, les mettre pour ainsi dire en commun dans toute la nation. Mais la communauté de pensées et de mœurs ne peut que faire sentir la communauté des intérêts, et par suite le prix de la nationalité et de l'indépendance; or, celles-ci devant être ambitionnées par les princes italiens et repoussées par l'étranger, il en résulte que le progrès si inoffensif en apparence des communications matérielles est bon pour les premiers, et nuisible en fin de compte au second. Il en est de même de toutes les commuuautés, du commerce, des postes, des monnaies, des poids et mesures. Il en est de même de ces lignes douanières, instrument si puissant de civilisation, chacun le sait, et qui pourrait être tel aussi en Italie. Comme il n'y a pas là les difficultés de la confédération politique, l'étranger ne pourrait les interdire aux princes italiens. Les gouvernements italiens devraient se pénétrer de ceci, que, tout en étant de beaucoup moins forts sous le rapport des ressources militaires que le gouvernement étranger, ils ne sont pas tels, mais de pair avec lui tant que dure la paix ou

quand ils se seraient liés entre eux par une confédération politique. En temps de paix, dans les conditions présentes de la république chrétienne, les dépendances indirectes, les prépondérances non exprimées dans les traités, ne sont dépendances et prépondérances que pour ceux qui s'en laissent faire un épouvantail. Réduisons au fait la supériorité de puissance; c'est plus d'hommes et plus d'argent: grande supériorité, il est vrai, en cas de guerre, mais qui n'est rien tant qu'on n'en vient pas aux mains. Or, la puissance qui prétend faire la loi n'en peut venir aux armes tant que celle qui est la plus faible, mais indépendante, ne fait qu'user des droits de son indépendance reconnue. Je voudrais voir quelque grand prince italien faire pour notre indépendance ce que le célèbre citoyen irlandais fait plus réellement pour la liberté que pour l'indépendance de sa patrie, user de ses droits, de tous ses droits jusqu'à leur dernière limite. Notre entreprise serait d'autant plus belle, d'autant plus universellement applaudie, que les droits de l'indépendance sont plus étendus et plus clairs dans la république européenne, que ceux de la liberté dans ce même empire britannique ; car on dispute, et l'on disputera tant que durera le monde, sur les droits de liberté intérieure; mais en ce qui touche à l'indépendance nationale, tous sont d'accord pour en proclamer la légitimité, la vertu, la sainteté, pour reconnaître que c'est un droit et un devoir de la conquérir entière (1).

9. La protection des lettres et des sciences donne

(1) Voir l'appendice à la fin du volume.

encore aux princes nationaux un grand avantage sur l'étranger, car celles-ci contribuent aussi à l'union, elles en sont peut-être l'élément le plus puissant dans toute nation ayant une langue commune et des États divers. En servant à l'union, elles servent donc les princes nationaux et nuisent au prince étranger. Celui-ci ne devrait jamais encourager la littérature italienne, et, s'il était possible, il ne devrait pas la tolérer. Aussi je m'étonne de tant de condescendance de sa part. La littérature, même comprimée, même amortie, censurée, châtrée, ne saurait ne pas entretenir et encourager la nationalité; la langue en est le signe, le cachet particulier; l'histoire dans sa nudité même en garde le souvenir vivant; et quand elle est écrite avec vigueur, elle signale les erreurs commises, et ce qu'il faut imiter, ce qu'il faut éviter pour servir à sa cause; la philosophie historique montre comment elle naît, comment elle se perd, comment elle se recouvre; la philosophie générale en fait voir l'influence, y pousse par la raison; la poésie, les arts font appel aux passions en sa faveur; les sciences matérielles elles-mêmes, malgré leur apparence inoffensive, contribuent à l'aviver de plusieurs manières, quand ce ne serait qu'en ajoutant à la gloire nationale. Rien dans la culture intellectuelle n'est inoffensif pour l'étranger; rien donc qui y soit inutile pour les princes nationaux, rien qu'ils n'en doivent encourager. — Mais pour donner de l'encouragement aux lettres et aux sciences, il serait nécessaire de se rendre un compte exact de leur état présent; et c'est ici que font le plus de tort, non-seulement les prôneurs sans sincérité ni justice, mais aussi les prôneurs de bonne foi qui tombent

dans l'exagération. Avec ces flatteries dont on nous berce, avec ces comparaisons que l'on fait des écrivains étrangers avec nous autres écrivains italiens, et qui se terminent trop souvent à notre honneur et gloire, on ne fait autre chose que nous endormir, nous autres écrivains, et abuser nos gouvernements respectifs. La littérature, au XIXe siècle, peut se passer, il est vrai, de ces protections, de ces Mécènes, de ces pensions : magnificences et misères du siècle des Médicis, de celui de Louis XIV. Mais les lettres présentes et futures ont besoin de facilité, et, tranchons le mot, de liberté. Louer avec exagération nous autres écrivains de celle dont nous usons, et louer les gouvernements de celle qu'ils nous laissent, c'est dire que l'une et l'autre suffit ; c'est empêcher ce progrès de l'une et de l'autre, qui serait utile à nos princes et nuisible seulement à l'étranger. Je n'entrerai pas dans des détails sur la censure préventive ou répressive ; je sais que la dernière ne peut exister que pour des gouvernements libres, parce que censurer par répression, c'est-à-dire par jugement public, c'est admettre ou même accroître cette publicité, qui n'est le partage que des gouvernements libres. Mais même avec la censure préventive, il y a différents degrés de facilité et de liberté ; et les gouvernements nationaux en peuvent dispenser la plus forte dose, tandis que celui de l'étranger n'en peut même accorder la plus légère. Ce bien précieux par exemple, dont je fais l'éloge, ce trésor de l'indépendance nationale, on peut certainement, on doit, ce me semble, le laisser vanter dans les États nationaux, ce qu'on ne peut ni ne doit endurer dans les États soumis à l'étranger. Si celui-ci voulait agir sensément, il ne devrait laisser

louer aucune vertu, parce que toutes, même les plus humbles en apparence, donnent de la force, et la force de la nation, toujours utile aux gouvernements nationaux, est toujours dangereuse pour celui de l'étranger. — Du reste, il est même de nos jours des hommes de lettres, des savants et des artistes auxquels est indispensable une protection plus substantielle que celle de la liberté. Ceux pour qui l'enseignement ou l'exercice de leurs connaissances est une profession, peuvent, sans s'avilir, accepter des protections de cette nature, s'ils le font sans se soumettre à des conditions humiliantes. Là encore tout est à l'avantage des princes nationaux. Ils n'ont intérêt à imposer de semblables conditions, ni aux professeurs ni aux élèves ; ils n'ont pas intérêt à amoindrir, mais à étendre l'enseignement, à faire fleurir les études, les universités, à les pousser autant que possible jusqu'au degré où elles sont parvenues en Allemagne, et même en certains États qui ne sont pas des pays libres. Si les princes italiens ne se laissaient pas effrayer à tort, la petitesse de leurs États et la pauvreté de leur trésor ne seraient pas un obstacle. Plusieurs de ces princes allemands, près desquels brillent des universités nombreuses et puissantes, n'ont ni plus de territoire ni plus de richesses. Si l'on calculait ce que coûteraient de plus cinq ou six professeurs des plus distingués de la Péninsule à ajouter à ceux de chaque pays, on verrait que quarante ou cinquante mille francs suffiraient et au delà pour donner la plus grande splendeur à telle ou telle de nos universités, à telle ou telle des capitales littéraires déjà existantes en Italie. Cela ne tournerait pas seulement à la gloire du prince qui ferait ce léger sacrifice, à

celle d'une ville; ce serait un grand avantage littéraire et même politique. S'il est utile aux lettres d'être cultivées en plusieurs lieux, d'avoir différents centres, il leur est utile aussi d'avoir un centre principal, sans lequel elles ne brilleraient jamais d'un vif éclat chez aucune nation. Et sous le rapport politique, si la puissance des lettres n'est pas à comparer à celle des armes en temps de guerre, ni à celle des institutions civiles en temps de paix, il n'est pas douteux qu'elle est la principale après ces deux-là, qu'elle est l'auxiliaire le plus énergique de toutes deux. Les pauvres littérateurs sont d'ordinaire la richesse que l'on acquiert à meilleur marché, et, dans les conditions actuelles de l'Italie, ils seraient peut-être la plus profitable de toutes pour un prince italien. Il est certainement plus facile de dire que de faire; les vertus politiques et militaires sont au-dessus des mérites littéraires; mais tant qu'on ne peut bien exercer celles-là, ceux-ci sont à priser et même à encourager, car ils peuvent réveiller les autres.

10. Mais cela n'est rien auprès des institutions mêmes du gouvernement. Là est le grand avantage des princes nationaux sur l'étranger. Ils y peuvent tout, quand lui n'y peut rien saus danger. Je ne me rappelle plus qui a inventé ce nom de *gouvernements consultatifs*, dont se sert Gioberti pour désigner nos gouvernements, et les distinguer des gouvernements tout à fait absolus et de ceux qu'on appelle représentatifs (*deliberativi*). C'est de toute manière uu nom bien inventé, et dont l'emploi est convenable si on le donne non-seulement aux gouvernements italiens actuels, mais encore à d'autres semblables, et plus anciens,

chez nous et chez les autres peuples, à presque tous les gouvernements chrétiens de l'Europe, tels qu'ils sortirent du milieu du désordre féodal. Dans tous, la puissance suprême fut tempérée par des conseils plus ou moins bien organisés, plus ou moins indépendants, et ce sont eux qui distinguèrent presque toutes les monarchies européennes et chrétiennes de presque tous les despotismes orientaux; bien mieux que ces deux principes de l'honneur et de la crainte, trop légèrement ou, peut-être, peu sincèrement prêchés par Montesquieu. Les gouvernements consultatifs qui subsistent encore en Italie, en Autriche et en Prusse, sont plus ou moins des restes de ceux qui existaient autrefois partout; bien que celui de la Prusse soit peut-être une transition au gouvernement représentatif. Quelque opinion que l'on puisse avoir de leur opportunité et de leur durée, il n'est pas douteux qu'ils peuvent être beaucoup meilleurs et plus sincères sous des princes nationaux que sous l'étranger. Sous les premiers, les conseillers peuvent être de bonne foi, le prince peut les écouter avec confiance, parce que leur intérêt comme le sien est celui de l'État. Mais les conseillers d'un prince étranger, ou sont eux-mêmes étrangers, et alors ils ont, avec le prince, un intérêt contraire à celui des provinces gouvernées, dans maintes questions importantes, et au moins dans celle très-importante de l'indépendance; ce qui fait qu'ils ne sont ni les véritables conseillers de tout l'État, ni une atténuation du très-grand vice des nationalités diverses; ou bien ils sont nationaux, et alors je leur demanderai à quoi ils s'occupent, à quoi ils visent, qui ils servent, le prince auquel ils ont prêté serment, ou la patrie envers

laquelle ils sont liés sans serment? Sont-ils pour la fidélité contractée ou pour la fidélité naturelle? Comment se sauvent-ils de la duplicité? Comment échappent-ils aux scrupules, à la honte, au crime de trahison, inévitable d'un côté ou de l'autre? Le prince croira-t-il de semblables conseillers, qui ne peuvent lui donner des avis qu'en choisissant entre deux trahisons, qui ne lui en donneraient pas s'ils étaient des hommes simples et droits? Ainsi un gouvernement consultatif, sur son propre terrain, ne peut demeurer sincèrement tel sur le terrain d'autrui : il est mensonger et absolu en Italie. Au contraire, les princes nationaux peuvent non-seulement avoir des conseils véritables, mais en étendre l'importance. Je sais un prince italien à qui furent proposées, lors de son avénement au trône, diverses formes de conseils; mais lui, les laissant de côté, en imagina une nouvelle et fort belle, une que je dirais volontiers la forme la plus parfaite du gouvernement consultatif, celle qui se rapproche le plus des avantages, quels qu'ils soient, des gouvernements représentatifs. Cette organisation, toute nouvelle, aurait eu des conseillers perpétuels et presque au centre de l'État, et des conseillers annuels provinciaux. Les uns et les autres auraient mis en jeu (certes sans danger) les deux éléments nécessaires à tout gouvernement, la force conservatrice et la force progressive. Ils auraient pris en considération, au moment opportun, les intérêts généraux de l'État et les intérêts particuliers des provinces (1). Ils l'auraient fait beaucoup mieux sans doute que les conseils provinciaux prus-

(1) Nous regrettons que l'auteur ne nous ait pas mieux expliqué comment cette forme de gouvernement aurait pu opérer tant de

siens, de l'influence desquels Dieu veuille préserver l'Italie, quand elle ne paraît pas même bonne en Prusse ! car les provinces italiennes n'ont pas besoin d'être divisées, mais unies. L'union des provinces dans chacun des États italiens est l'intérêt, le remède, l'espérance de l'Italie dépendante, en attendant que soit possible la réunion des États dans l'Italie indépendante.

11. Mais poursuivons, et recherchons tout ce qui peut être péril pour l'étranger, et par suite, avantage pour nos princes. Examinons si l'un et l'autre pourrait résulter d'un gouvernement plus large ou même représentatif, sans nous égarer toutefois dans la discussion théorique de la bonté plus ou moins grande de ce gouvernement ou de ses formes diverses, telles que nous les voyons dans plusieurs monarchies européennes. Il y a quelques années on portait aux nues tantôt l'une, tantôt l'autre de ces formes, et on les prêchait comme une espèce de panacée universelle, comme le beau idéal de la liberté. On est passé aujourd'hui à l'excès opposé ; il en est qui les dénigrent comme étant toutes illusoires et insuffisantes. Peut-être ne seraitce pas s'écarter du vrai, que de dire que la publicité est l'essence de ces gouvernements, et que partout où elle existe il y a assez de liberté. C'est pourquoi les différents systèmes paraissent aujourd'hui moins importants que jamais aux hommes d'expérience ; le plus important à leurs yeux est de n'en pas changer souvent, et de fuir les révolutions. Quoi qu'il en soit, et pour nous en tenir à l'Italie, il est certain, bien qu'on ne le sache pas assez, que ces désirs de liberté n'y

bien, et pourquoi, ayant eu le bonheur d'être inventée par un prince, elle n'a pas eu celui d'être adoptée. TRAD.

sont que trop répandus aujourd'hui, comme ils l'étaient ailleurs il y a quelques années. Je dis trop, en parlant même de désirs modérés, parce que je voudrais qu'il n'y eût qu'un seul désir, celui de l'indépendance; attendu que chez les nations comme chez les hommes plusieurs désirs sont moins forts qu'un seul, l'un nuit à l'autre, et ils restent le plus souvent tous sans effet. Ces désirs surtout ne sont que trop nombreux s'il s'agit de les réaliser sans les princes ou contre eux, et il en résulte des éléments de discorde et non d'union, des risques présents pour des éventualités éloignées, des périls et des avantages à l'inverse de ceux que nous recherchons, périls pour nous, avantages pour l'étranger, retard et non progrès vers le grand but. Nous avons vu de cela, il n'y a guère plus de vingt ans, deux exemples très-divers : l'un moins mauvais, lors duquel on espérait que la liberté viendrait des princes, ou tout au plus sans les princes; et l'autre pire quand on la voulait contre eux. Tous deux pourtant finirent par des invasions d'un et même de deux étrangers, avec amoindrissement de l'indépendance. Ce fait que les grandes innovations dans un État se font mal et avec danger par un grand nombre de personnes, et qu'il est nécessaire de s'en remettre à quelques-uns seulement, n'y eût-il rien à craindre de l'étranger, était très-bien connu des anciens, même dans les républiques démocratiques. Aussi, quand ils avaient à opérer une réforme dans l'État, ils s'en rapportaient à un petit nombre de citoyens, ou même à un seul, à un Lycurgue, à un Solon, à des décemvirs, à un dictateur. Machiavel ne l'ignorait pas, et il en fit la remarque. Les Italiens du moyen

âge le savaient bien aussi, et en pareils cas ils conféraient un pouvoir discrétionnaire (*balìa*) à quelques citoyens ou à un seul, pour opérer les changements désirés. On voit donc que cette invention moderne des assemblées constituantes ou *conventions* fut une idée véritablement rétrograde. Chacun a vu quelles perturbations elles ont causées, et pour combien de temps, surtout dans les pays où la question de liberté se compliqua de celle de l'indépendance, comme en Espagne. Or je ne puis ici que revenir à cet exemple si beau que j'ai déjà signalé; à ces Irlandais qui, dans leur entreprise de liberté ou d'indépendance, comme on voudra l'appeler, se sont donné un dictateur ou un prince, et obéissant à son moindre signe, s'en remettent à lui, vont unanimement se presser autour de lui, avec une sagesse qui, véritablement, est tout à la fois antique et chrétienne. Ce qui fait la force (incontestable désormais, quel qu'en soit le résultat) de l'entreprise irlandaise, c'est la parfaite légalité avec laquelle la conduisent cette nation et ce dictateur réunis. Ce qui peut faire la nôtre, c'est la légalité au moins égale, sinon plus grande, que nos princes peuvent donner à nos actes, et que nous ne pourrions leur procurer sans eux. Que l'on ne dise pas que les rebelles heureux fondent des droits nouveaux, de nouvelles légalités. Cela est vrai, mais à la condition d'être heureux. S'ils ne le sont pas, et jusqu'à ce qu'ils le soient, ce sont des rebelles; ils ont contre eux tous les gens de bien, nationaux et étrangers. Ceux qui, au contraire, suivent le droit actuel, la légalité, la légitimité (tous mots synonymes), dans une entreprise bonne en soi, ceux-là réunissent à la

bonté de la fin celle des moyens; ils ont pour eux leur conscience libre de tout remords, ce qui est une grande force; ils ont pour eux tous les gens de bien et l'opinion publique, ce qui est une très-grande force; ils ont le temps à eux, ils ne dépendent pas du hasard, ils peuvent attendre l'occasion, ce qui est la force la plus grande dans une entreprise de longue haleine. Je ne saurais souhaiter à ma patrie plus de bonheur que celui-là, plus de force ou de vertu. Mais la décision une fois remise aux princes du point de savoir s'il faut ou non passer à un gouvernement représentatif, serait-il utile d'y passer? Parlons nettement. Une pareille décision prise par les princes peut être encore pleine de dangers, féconde en divisions, elle peut distraire de l'entreprise de l'indépendance, et dès lors être nuisible. Les assemblées délibérantes ou parlements vivent des opinions diverses et de divisions. Telle est leur nature. S'il en est ainsi dans les parlements déjà vieux, dans les nations façonnées, habituées à ces débats publics, combien plus cela se reproduirait-il chez celles qui y seraient neuves et inexpérimentées. La France et l'Espagne nous en ont donné de nombreux et terribles exemples, sans compter ces quelques petits exemples italiens. La première vertu nécessaire à ces gouvernements est la fermeté; la seconde, la tolérance mutuelle. Ces vertus-là sont-elles les nôtres? Mais, dira-t-on, si nous ne les avons pas, nous les acquerrons. C'est fort bien; mais n'est-il pas fâcheux que cette éducation doive se faire durant l'entreprise d'indépendance? Mais, dira-t-on encore, on pourrait y habituer la nation dans les assemblées consultatives. C'est au

mieux ; mais cette éducation à faire, cette pratique à acquérir, ramènent et augmentent même le besoin d'attendre tout des gouvernements nationaux, de s'en remettre à eux, de leur laisser non-seulement la décision de l'opportunité en général, mais celle du temps, du mode, de tout enfin. Cela peut paraître triste aux impatients; mais qu'y faire? C'est peut-être un inconvénient, mais c'est une nécessité. Sans patience, il faut renoncer à faire de la politique, et même à y songer. Celui qui ne veut pas admettre le temps dans ses calculs doit s'abstenir de calculer, et les gens pressés peuvent se considérer comme incapables de cette liberté qu'ils désirent (1).

12. Mais en admettant le changement fait par quelque prince italien, fort de son propre courage, fort de sa confiance dans la fidélité antique et éprouvée de ses peuples, fort d'institutions préparatoires et de l'expérience du gouvernement consultatif; en admettant qu'il ait été fait à temps, bien fait et heureusement, il n'est pas douteux que ce prince aurait mis en œuvre l'instrument le plus puissant de popularité et d'union; il n'est pas douteux qu'à partir de ce jour, le péril de l'étranger sur le sol italien se serait incomparablement accru, que la plaie se serait envenimée, que son agonie aurait commencé à sonner. Considérons posément les diverses conséquences qui en résulteraient pour celui-ci. — S'il ne voulait pas permettre d'innovations, il se plaindrait, crierait, négocierait, menacerait; mais le prince italien aurait une réponse facile à tout cela en lui disant : Je suis souverain

(1) Toutes ces maximes sont belles et bonnes; mais, pour notre compte, nous renvoyons le lecteur à nos notes, pages 40, 84 et 101.

comme vous, et je fais chez moi ce que bon me semble. — Si à pareille réponse, les négociations étaient rompues, on retirerait les ambassadeurs d'un côté, on les rappellerait de l'autre, et l'on s'en passerait. On a vu que je ne suis pas pour la politique d'isolement, je ne crois pas qu'on doive y avoir recours spontanément; mais si l'isolement vient des autres, il est peut-être moins regrettable pour les petites puissances, déjà presque en dehors de la diplomatie aujourd'hui adoptée en Europe. Chacun connaît un infiniment petit prince italien, qui depuis treize ans, s'est isolé tout à fait de la politique européenne, et à qui pourtant aucun mal n'en est arrivé. Or ce qu'il a fait par un motif, d'autres pourraient le faire pour une raison toute différente, et sans plus de péril pour eux. De toute manière l'isolement dont nous parlons ne serait rien moins que complet, il se réduirait à une ou deux puissances, et serait compensé par un rapprochement plus franc avec une ou deux autres. Serait-ce une cause de guerre? Il n'y a à cela de probabilités d'aucune sorte. La guerre ne se fait pas maintenant avec un tort aussi évident que celui d'une puissance voulant empêcher une autre puissance, souveraine comme elle, d'exercer chez elle ses droits de souveraineté. Cette puissance verrait se soulever contre elle dans l'Europe entière toutes les opinions, elle aurait contre elle le blâme de tous les partis, les armes de toutes les puissances intéressées à maintenir l'indépendance italienne, telle qu'elle est du moins, et même de toutes celles intéressées à maintenir dans son intégrité l'indépendance de tous les États souverains. Si la guerre se faisait enfin avec un aussi grand tort, malgré la

réprobation générale, en dépit de tant d'adversaires d'un côté, d'un droit aussi évident, de vœux si universels et de tant d'assistance probable de l'autre, elle se ferait quoi qu'il en dût arriver, et il n'y aurait pas d'Italien, sujet ou non du prince libérateur, qui hésitât à courir y affronter la mort, à envoyer ses fils y faire le sacrifice de leur vie, et le succès de cette guerre toute nationale ne serait pas douteux. — Mais il est de beaucoup plus probable qu'elle ne se ferait pas; qu'après les dépêches et les actes diplomatiques de rigueur, l'étranger finirait par tolérer ce qu'il ne pourrait empêcher. Or cela serait de toute façon le commencement de sa fin. En effet, ou il imiterait, ou il n'imiterait pas le changement opéré. L'imiter serait folie de sa part; car si les gouvernements représentatifs font quelque peur à des princes nationaux, ils ne peuvent en faire jamais trop à un prince étranger. Il n'y a peut-être qu'un exemple d'un gouvernement représentatif subsistant sans grand péril sous un souverain étranger : celui de la Hongrie sous la maison d'Autriche; mais la résidence du souverain est si rapprochée qu'elle peut être considérée comme située en Hongrie; à cette circonstance locale se joint maintenant l'ancienneté du fait qui remédie à tout (1). Mais croire que la maison d'Autriche subsisterait en Lombardie, non pas dix siècles, mais dix ans, avec un gouvernement représentatif, ce serait une folie qui ne saurait venir à l'esprit de ce gouvernement très-prudent, et qui, s'il était possible qu'elle lui vînt,

(1) Il suffit de savoir ce que c'est que ce prétendu gouvernement représentatif (*deliberativo*) de la Hongrie, pour ne tenir aucun compte de cet exemple. TRAD.

produirait son effet naturel. La dernière supposition est donc la plus probable, à savoir, que l'étranger n'imiterait pas cet exemple; que, voyant le mal irrémédiable, il se réduirait à traîner son existence chez nous, autant que possible; et certes ce ne serait pas long. Le voisinage d'un gouvernement national qui attirerait à lui l'attention, les vœux de tous les Italiens, qui ferait envier aux sujets de l'étranger cette liberté et cette activité qui en seraient les fruits naturels; qui élèverait une de ces tribunes où tout se dit pour être livré à la publicité; qui ferait naître une de ces opinions générales auxquelles ne peut résister aucune grande injustice, finirait bientôt par faire cesser la plus grande de toutes, la domination étrangère. Or l'étranger sait cela, il le sent. C'est pour cela qu'il est si résolu, si obstiné contre ce péril extrême pour lui; c'est pour cela qu'il met en œuvre tout l'ascendant de son influence sur les princes italiens, pour les empêcher de se préparer, de laisser espérer, parler même; c'est pour cela que, dans plusieurs cas particuliers, il a exigé d'eux des promesses. Mais de semblables promesses ne peuvent les avoir engagés à toujours et pour tous les cas; elles ne peuvent avoir détruit leurs droits inaltérables de souveraineté. Elles ne peuvent les avoir réduits à l'état de vasselage féodal; elles ne peuvent tenir contre leur droit de pleine puissance généralement stipulé et reconnu. Entre deux droits ou devoirs en opposition mais également reconnus, le plus grand détruit le moindre. Un prince reconnu souverain par un autre, ne peut être astreint à ne pas faire ce qu'il croit utile au peuple qu'il gouverne souverainement. L'imposture du Saint Empire est finie.

13. Mais, je le répète, il faut en général laisser les princes italiens juges du moment et de la manière de faire tout ce dont il a été traité dans le présent chapitre. Je vais dire ce que peuvent les Italiens qui ne sont pas princes ; mais j'ai voulu dire avant tout ce qu'ils ne peuvent et ne doivent pas faire, pour distinguer d'abord les droits de chacun, ces droits existants dont il est du devoir de tout honnête homme de partir toujours, et du devoir plus spécial des amis de la liberté, qui n'est en somme que le respect des droits de tous. — Pour peu que fassent nos princes, s'ils font un pas de plus que l'étranger dans la voie des progrès véritables, matériels ou intellectuels, du gouvernement consultatif ou représentatif, ou n'importe lequel, ils sont sur la bonne route, ils sont même à leur poste sur la bonne route. Ce poste en avant, ce pas de plus est l'essentiel ; quelque peu qu'il soit en apparence, c'est beaucoup, c'est tout pour les conséquences. Ou l'étranger s'arrêtera dans cette position inférieure, et ce sera pour lui un désavantage continuel, ou il voudra lui-même faire un pas à la suite, et alors, pourvu que nous conservions notre poste en en faisant un autre, il est possible de le conduire à ce qui pour lui est un précipice. Toute ma pensée est là. — Je sais qu'il en est à qui elle paraîtra trop hardie, et que d'autres au contraire la trouveront trop timide. Mais je ne suis pas sans espérance qu'elle pourra sembler modérée et juste à ceux qui, exempts de faiblesses, de duplicité et d'incertitude, sont eux-mêmes modérés et justes. Si quelques-uns trouvaient que ce soient là des choses qu'il eût été bon de dire tout bas à l'oreille de quelque prince ita-

lien, au lieu de les proclamer publiquement, je répondrais que, si je les avais crues mauvaises, je n'aurais voulu les dire d'aucune manière ; que je ne les aurais pas dites non plus si, persuadé qu'elles étaient bonnes, je les avais jugées de nature à rester secrètes, n'ayant l'oreille d'aucun prince pour pouvoir les y déposer. Mais je crois au contraire que ces cachotteries, ces mystères politiques sont de vieux jeux, dont on se rit au temps où nous vivons. C'est le temps des luttes à découvert, des politiques franches, publiques, fortes ; je crois celle-ci de cette nature, et c'est pour cela que je l'ai exposée au grand jour, ce à quoi il y a peu de mérite. Le véritable et seul mérite appartiendra à celui qui, né ou à naître, aura le courage de mettre à exécution ce qui est facile à voir et à dire, ce qui désormais a été vu et dit par beaucoup ; car en Italie aussi cette première vertu politique, la modération courageuse va augmentant, grâce au ciel.

CHAPITRE ONZIÈME.

COMMENT PEUVENT Y CONTRIBUER UTILEMENT TOUS LES ITALIENS.

Iis quidem, qui *secundum patientiam boni operis*, gloriam, et honorem, et *incorruptionem* quærunt.
(Paul. ad Rom., II 7).

1. Nous avons fait une grosse part à nos princes dans l'entreprise de l'indépendance par une bonne raison, c'est qu'ils ont une part plus que grosse, ils ont toute la puissance de nos États. Ceux qui prétendent exclure les princes des espérances, des projets nationaux de l'Italie, sont comme certains historiens qui, ennuyés de voir l'histoire moderne réduite trop souvent à n'être que l'histoire des princes, affectent l'excès opposé d'écrire l'histoire des peuples seuls : comme s'il était possible de disjoindre les faits des uns et des autres, comme s'il y avait moyen d'en former deux histoires distinctes, comme si l'on pouvait refuser la plus grande part d'histoire à ceux qui eurent la plus grande part aux événements. Mais ceux là même, ensuite, ou ils ne tiennent pas leur promesse et font des histoires peu différentes des autres; ou bien ils les font si dénuées de faits, si pleines de généralités que ce ne sont plus des histoires, et ils retracent plus mal

que jamais la vie des peuples eux-mêmes. Or, il en est de la vie future des peuples comme de leur vie passée : on ne peut y considérer les princes seuls, ni les peuples isolément dans tous les lieux où il existe un prince ; ce qui est moins faisable encore dans les pays où, que cela plaise ou non, que cela soit bien ou mal, le fait d'où il faut partir forcément, le fait actuel, c'est que les princes ont toute la puissance. — La part qui reste aux autres est loin d'être petite pour cela ; qu'on ne s'en inquiète pas ; elle ne peut pas l'être, par cette simple raison, que la volonté des princes passe à peine de l'état de projet à l'exécution, qu'elle devient l'œuvre de tout le monde. Si les peuples ne peuvent rien sans les princes, les princes ne peuvent rien sans les peuples. Il existe une correspondance, une réciprocité, un cercle vicieux ou vertueux, mais continu, d'actions des uns aux autres que nuls dédains, nuls préjugés d'une part ni de l'autre ne sauraient interrompre. Tout homme a dans un État, quel qu'il soit, une activité quelconque en fait et en droit. Si elle est dirigée vers une bonne fin, mais en excédant les droits propres de chacun, elle vicie la fin, elle fait plus de mal que de bien, elle produit des luttes et des divisions. Si elle est au contraire dirigée par chacun vers une bonne fin, conformément au bon droit, elle devient l'activité louable de tous, l'activité, le mouvement, la force nationale ; elle est irrésistible. L'Italie doit accomplir une entreprise indubitablement juste dans sa fin ; joignons-y une justice indubitable de moyens et ne doutons pas alors d'une heureuse réussite. Ces deux justices réunies l'obtiennent souvent de la Providence, même dans les affaires pri-

vées, mais plus souvent encore, je dirais presque toujours, dans les entreprises d'un grand nombre d'hommes, dans les entreprises nationales.

2. L'activité, la vie de tout homme sera considérée par nous, ou comme publique, ou comme sacerdotale, ou comme littéraire, ou comme privée.

3. La vie publique italienne se réduit à celle de ministres ou de conseillers des princes, grands ou petits. Chez nous le prince étant l'État, il ne peut y avoir de serviteurs de l'un et de serviteurs de l'autre. Bien ou mal, cela est ainsi, et celui qui veut établir une distinction s'attache à une chimère, non à la réalité, et gâte tout. Il en est qui, puisant dans les gazettes étrangères ces jalousies et ces dédains que les conseillers de la nation (c'est-à-dire les orateurs des chambres) dirigent contre les conseillers de la couronne, en font l'application aux conseillers qui, chez nous, sont nécessairement ceux de la couronne, de l'État et de la nation tout ensemble. De là une affectation d'indépendance personnelle, une condamnation de l'ambition de gouverner qui peut convenir dans les pays où il est possible de servir politiquement la nation sans servir le prince, mais qui est bien risible et plus encore dommageable dans un pays où cette distinction étant impossible en réalité, tout ce que le désir de servir l'État a de bon et de beau se rattache au désir de servir le prince. C'est là assurément une idée étrangère à ne pas adopter dans le cas où nous nous trouvons (1). Avez-vous, croyez-vous avoir en vous une âme indépendante, généreuse et forte? servez le prince, ou l'État, ou la nation, car c'est tout un.

(1) Il faudrait dire plutôt *où nous nous trouverons*; car, à la vé-

Personne ne rougit ailleurs de servir la nation, il n'y a pas de motif pour en rougir ici. Il n'y a de honte, ici comme là, que dans la manière de s'en acquitter, et ici comme là, il peut y avoir, il y a de l'indépendance. Ici comme là, elle a besoin d'être double, indépendance des erreurs du peuple et de celles du prince ; la seule différence, c'est que l'une est plus difficile là, l'autre ici. Mais la diversité des difficultés importe peu à une âme vraiment indépendante ; elle sait vaincre l'une et l'autre ou toutes deux à la fois. Aucun prince, quelque absolu qu'il soit, ne peut tout savoir ni tout faire par lui-même, aucun donc ne refuse d'avoir des conseillers et des ministres. La différence entre le prince absolu, le prince dans un gouvernement consultatif et le prince dans un gouvernement représentatif, c'est que le premier prend conseil chaque fois, sans aucune règle, de qui bon lui semble ; le second, de conseillers institués et choisis par lui ; le troisième, de ceux qu'il a nommés lui-même et de ceux qui sont élus par le peuple. La différence est grande sans doute ; car les conseils donnés par les élus du peuple deviennent, à peu de chose près, des ordres pour le prince et pour ses conseillers. Mais au total, plus un prince est absolu, plus ses conseillers

rité, l'application des principes de l'auteur, très-justes en théorie, ne nous paraît ni facile, ni même opportune, tant que l'apparence seule de la complicité, volontaire ou forcée, des princes nationaux dans les vues anti-nationales de l'étranger, pourra justifier la conduite de ceux qui préfèrent se tenir à l'écart des emplois publics, pour ne pas se rendre eux-mêmes les auxiliaires de l'oppression. Chez un de nos gouvernements nationaux et des moins résignés, cette malheureuse apparence fut poussée jusqu'à la mesquinerie de faire abattre l'enseigne d'une boutique, portant : *Caffé d'Italia.*

TRAD.

réunissent d'attributions, et plus dès-lors ils ont de devoirs à remplir. Ils sont, d'un côté, les seuls exécuteurs, les seuls interprètes, les seuls guides de la volonté du prince qui représente la volonté nationale; ils sont, de l'autre, les seuls interprètes des besoins et des vœux du peuple auprès du prince, les seuls intercesseurs de l'opinion publique, les seuls orateurs nationaux, les seuls anneaux de cette union entre prince et peuple, utile et désirable partout, mais indispensable à une nation qui se trouve en présence de l'étranger, et plus encore à une nation qui cherche à s'en délivrer. Du reste, cela dit sur l'importance et la dignité des serviteurs de nos princes, contrairement à l'opinion de ceux qui, non contents de juger leurs actes, ravalent sottement leurs fonctions, parce qu'elles ne brillent pas publiquement comme en d'autres pays (manque d'encouragements qui ajoute plutôt au mérite de ceux qui savent faire le bien sans éclat), je ne m'arrêterai pas à ce qu'ils peuvent faire en particulier pour l'indépendance : naturellement tout ce que nous avons dit pouvoir être fait par les princes, qu'ils servent et éclairent sur toutes choses. Quant aux détails de leur coopération particulière, outre qu'ils sont à l'infini et que ce n'est pas le lieu d'en parler ici, toute suggestion de notre part serait peut-être rebutée. Les fonctionnaires les plus élevés parfois, mais plus encore les employés inférieurs et les plus infimes, sont parfois beaucoup plus jaloux des détails qui les concernent que ne le sont d'ordinaire les princes de leurs tâches les plus importantes. Les princes, habitués à réclamer l'assistance et les conseils de certaines personnes, ne s'offensent pas qu'il

leur eu soit donné par d'autres, comme ceux qui sont d'autant plus habitués à faire par eux-mêmes leur besogne tout entière, qu'ils sont plus bas dans la hiérarchie. Les princes ont la pratique et l'amour des grands intérêts, qui sont au contraire dédaignés par ceux dont toute la vie se passe au milieu de minuties, les seules affaires du monde à leurs yeux. Les princes, placés au-dessus de toutes les classes de leur sujets, n'ont point à maintenir cette distinction qui est la gloire, le bonheur et parfois même la sécurité de certains hommes d'affaires en petit, la distinction entre la pratique et la théorie, entre le pouvoir et la science, entre la faculté d'agir et celle de penser. Nous ne serons pas, nous, aussi peu généreux. Nous admettons avec plaisir que certains Italiens savent s'élever du mérite de simples administrateurs à celui de véritables hommes d'État, de la pratique courante des affaires publiques à tout ce qui leur offre un but utile et élevé, des préoccupations journalières à ces soins de l'avenir qui désormais sont communs aux princes, aux hommes d'État et aux écrivains de quelque valeur, ou plutôt à toutes les personnes éclairées et généreuses. C'est vers ces véritables hommes d'État italiens que se dirigent, après les princes, nos plus grandes espérances.

4. Mais passons de ceux qui servent les princes nationaux à ceux qui sont assez malheureux pour servir l'étranger. En parlant des plus élevés d'entre eux, nous avons déjà dit qu'il n'était pas possible que le prince eût confiance en eux, ni qu'ils servissent ensemble le prince et la patrie. Pour eux, c'est tout l'inverse de ce qui a lieu dans les États italiens, où

ces devoirs ne font qu'un, et où celui qui sert bien son prince sert bien l'État et l'Italie entière. Il y a pour eux deux devoirs divers, opposés, inconciliables. Quiconque voudra entreprendre une pareille conciliation y perdra la paix ou l'intégrité de la conscience; il vivra en la combattant jusqu'à ce qu'il l'ait fait taire; misérable d'abord, plus misérable après. Mais il me semble que le cas est très-différent à l'égard des fonctionnaires inférieurs, de tous ceux dont le petit emploi est une profession importante pour eux, mais non pour la patrie. Ceux-ci ne font guère ni bien ni mal en suivant une profession qui n'a pas d'influence sur les destins du pays, mais tout au plus sur une province; il est d'ailleurs de l'intérêt de la patrie que cette province soit bien administrée et maintenue aussi prospère que possible pour le jour où elle redeviendra italienne. Cette distinction n'est pas nouvelle et ne m'appartient pas. Quand l'immortel Pie VII, l'Italien le plus courageux de son temps, fut indignement dépouillé de ses États, l'un des fonctionnaires du spoliateur priait l'un des ministres du prince dépouillé de rester dans un des postes les plus importants de l'État. Je tairai le nom du premier, mais je dirai celui du second, c'était monseigneur Lanté, alors trésorier. Comme il refusait cette indigne proposition de continuer ses fonctions : « Eh! quoi, disait l'autre, « qu'est-ce que ces démissions, ces conjurations, ces « ordres du pape d'abandonner les emplois? A coup « sûr, il s'occupe peu de son peuple. Aujourd'hui, c'est « vous, monseigneur le trésorier, demain ce seront « vos principaux chefs de bureaux qui se démettront, « après-demain leurs seconds, et ainsi, peu à peu, le

« trésor sera abandonné, et les revenus publics seront « mal administrés par nous qui n'en avons pas l'habi- « tude, qui ne sommes pas prêts à vous remplacer. » — « Le pape, répondit monseigneur Lanté, n'a pas « donné de pareils ordres; il n'en a donné ni à moi « qui n'en ai pas besoin pour savoir que je ne puis ni « ne dois vous servir, ni aux employés inférieurs, dont « l'emploi est la profession et la nourriture, et qui con- « tinueront. » — Et sur l'insistance de son interlocuteur qui, mêlant la plaisanterie à la menace, lui disait : « Mais c'est vous que nous voulons, monseigneur « Lanté, vous spécialement; et ceux qui ne nous « obéissent pas...... vous savez...... (faisant allusion à Fénestrelles ou à quelques autres forteresses où l'on conduisait les récalcitrants). » — « Moi, repartit « monseigneur Lanté en souriant, je suis tout prêt: « en sortant de chez moi pour me rendre près de vous, « j'ai fait tous mes préparatifs; ma voiture est en « bas. » Ce fut ainsi qu'il renvoya la plaisanterie, et il n'en fut rien de plus. — La même réflexion est à faire, et à plus forte raison, pour les militaires italiens au service de l'étranger: les uns levés de force, qui sont en très-grand nombre, les autres volontaires, qui sont peu. Dire des premiers qu'ils ne devraient pas servir, autant vaudrait prétendre qu'ils devraient résister au recrutement, ou faire un de ces soulèvements que nous avons déclarés toujours illicites et nuisibles, de plus très-certainement inopportuns à l'heure qu'il est. Il serait en outre grandement dommage qu'un tiers des populations italiennes, que l'une des plus belliqueuses perdît de nouveau l'habitude des armes, et ne se trouvât pas prête le jour où il pourra

devenir opportun et de devoir, pour toute l'Italie armée, de dire aux étrangers : *Ou avec vous, ou contre vous, selon que vous voudrez devenir les amis ou rester les adversaires de notre patrie.* Il me semble donc que les volontaires eux-mêmes sont à louer, et qu'il serait à désirer de les voir en plus grand nombre, surtout dans cette classe où ceux qui n'entrent pas au service tombent d'ordinaire dans la nonchalance. Nous avons déjà dit avec une entière franchise, et nous répétons ici, qu'en toute autre chose que l'Italie, les intérêts italiens et autrichiens sont identiques ; que hors de l'Italie, l'Autriche et l'Italie sont des alliées naturelles. Toutes les guerres que l'Autriche aura à faire au nord et à l'est seront des guerres italiennes. Le plus grand service que l'on puisse rendre à l'Italie, c'est de faire que l'Autriche soit victorieuse et conquérante de ce côté. A l'exception de l'archiduc Charles, encore vivant, tous les grands capitaines de la maison d'Autriche furent des Italiens : Alexandre Farnèse, Spinola, Piccolomini, Montecuccoli, et surtout le prince Eugène de Savoie. Puisse-t-il en naître un pareil pour faire triompher la maison d'Autriche sur la Baltique et sur la mer Noire ! Puisse ainsi toute la jeunesse italienne aider l'Autriche à de pareilles conquêtes ; elle avancerait par là d'autant notre indépendance, et en s'en montrant digne et en payant notre rançon. Une telle intention n'est pas de celles que l'on tient lâchement secrètes ; il faudrait la proclamer publiquement, honorablement, militairement. Le grand jour viendrait-il ensuite ? ou, ce qui en serait la veille, une guerre contre un prince italien ? Il n'y aurait pas même besoin de suivre alors l'exemple

(loué pourtant) de l'Autriche, de la Bavière et de la Saxe, quand elles passèrent d'un camp à l'autre, sur le champ de bataille même; il suffirait de cette résistance passive qui sied mieux à l'honneur militaire; de quitter les armes sans les tourner contre personne; de donner des démissions si l'on voulait les accepter, ou de rester prisonnier, ce qui, dans toute guerre, n'est qu'une disgrâce vulgaire. Mais l'étranger n'en viendrait pas là probablement. Son grand embarras, quand les temps approcheront, sera le corps d'armée italien, embarras d'autant plus grand, que celui-ci sera plus nombreux et mieux exercé.

5. C'est pour moi une bonne fortune que le livre de M. Gioberti me dispense de parler au long de l'activité sacerdotale. Les prêtres sont encore plus jaloux de ce qui les concerne spécialement que les princes et les ministres des princes; et c'est avec raison. La vie, les pensers, les lois du sacerdoce sont un monde à part, tout différent du monde séculier; un monde intermédiaire entre le ciel et la terre. Celui qui n'y a pas vécu et n'y vit pas est peu propre à en parler; aussi les prêtres n'ont-ils de confiance que dans les prêtres. Le livre de M. Gioberti est spécialement utile en cela. Il en est de même de tous les autres dont il est l'auteur, et aussi de ceux de son adversaire, M. Rosmini. Tous deux ont réveillé dans le sacerdoce italien cette activité de pensée, qui est peut-être plus nécessaire dans cette condition d'une si haute portée que dans aucune autre des conditions humaines. Tous deux ont senti et fait sentir la nécessité, pour le sacerdoce catholique, d'accroître d'autant plus ses connaissances que l'opinion générale revient à lui davan-

tage ; tous deux ont placé le sacerdoce italien peut-être au premier rang, certes à l'un des premiers dans cette bonne et large voie. Je ne sais si je me trompe, mais je ne vois guère que deux Anglais, Wiseman et Lingard, qui puissent, en fait d'initiative à la culture intellectuelle, marcher de pair avec les deux écrivains italiens. Je ne saurais donc m'empêcher de répéter, au risque de déplaire à M. Gioberti et à M. Rosmini, quand verrons-nous de tels chrétiens, tous deux grands écrivains, tous deux catholiques, tous deux prêtres, tous deux italiens, se donner la main? Assurément les divisions sont parfois utiles, comme l'un des moyens employés par la Providence pour ranimer toute bonne activité. Mais n'est-ce pas de toutes les divisions, et surtout des divisions ecclésiastiques, qu'il a été dit : Malheur à qui les excite ? Je ne chercherai pas, moi profane, qui a fait naître celle-ci, ni à qui il appartient de la faire cesser, si cela est possible ; mais il me semble pouvoir dire que ce serait beau pour tous deux, et, revenant à mon thème italien, que ce serait beau tout ensemble et bon pour l'Italie, à qui sont funestes toutes les divisions nouvelles, nécessaires toutes les bonnes réunions. Quoi qu'il doive arriver, tous deux nous fournissent la preuve que ce serait grand dommage d'exclure les ecclésiastiques de la discussion des choses temporelles, et de les renfermer dans le domaine spirituel, comme le voudraient quelques-uns. Cela n'est pas possible. Où est la limite du temporel et du spirituel? qui la poserait? qui aurait cette autorité sur la terre? Le chef des ecclésiastiques et de l'Église peut bien dire de tel ou tel qu'il a dépassé les limites de ses

fonctions, de sa dignité, dans chaque cas particulier; mais il lui est impossible de déterminer exactement ces limites pour tous les cas. Le moyen âge a disputé et combattu des siècles entiers sans résoudre la question; les progrès de la civilisation laissent plus de latitude à cet égard comme en tant d'autres, et ne s'opposent qu'à des usurpations évidentes. Les discussions ecclésiastiques sont, au surplus, moins à craindre maintenant que jamais. Le bruit qu'on fait des plus petites qui viennent à s'élever çà et là suffirait pour prouver l'impossibilité qu'il en naisse de grandes. Ainsi, en redouter de bien sérieuses aujourd'hui n'appartient qu'à des gens connaissant peu la civilisation présente, restés, au contraire, en arrière de ce que tout le monde sait, ayant gardé les rivalités, les haines et les peurs d'autrefois (1). — Il en est de même de ceux qui les désirent. Certains hommes en Italie et au dehors appellent sur la chaire de Grégoire XVI un Grégoire VII; mais ils n'y verront plus ni un semblable pontife, ni un Alexandre III, ni des Innocent, non

(1) C'est le cas de la question qui s'agite maintenant en France entre le Clergé et l'Université. Les vieilles rancunes s'enveniment au point de faire méconnaître aux hommes même les plus éclairés l'une des meilleures garanties de progrès sanctionnées par la charte de 1830, la liberté de l'enseignement. Si nous voulons être de bonne foi, quand certains orateurs de la chambre des députés s'évertuent à remettre en avant cette absurde théorie de l'*Église qui est dans l'État, non l'État dans l'Église*, et parlent d'*un pouvoir ultramontain* comme d'un épouvantail, c'est à douter si c'est bien dans le XIX[e] siècle que cela se passe.

Au demeurant et quoi qu'il en soit, le fait seul que cette question ait pu être soulevée par le Clergé, lui prouve de combien l'indépendance (tout incomplète qu'elle soit encore) dont il jouit sous un gouvernement représentatif l'emporte sur la servilité honteuse qui lui procure quelque faible influence sous les gouvernements absolus. TRAD.

plus qu'un Jules II. La différence des temps est trop grande, à ne compter même que du dernier. Depuis lors, en outre des hérésies nouvelles, sont nées maintes civilisations, au delà des monts et au delà des mers, en Europe et hors de l'Europe. Le temps est passé de la tutelle temporelle de la chrétienté; elle s'est émancipée, elle gouverne elle-même les affaires temporelles; et peut-être n'en sera-t-elle que plus docile à la tutelle spirituelle. Il est survenu de nos jours un fait important et auquel on n'a pas fait assez d'attention. Pie VII sera grand dans l'histoire des papes, non-seulement pour son immortelle résistance, mais pour la dernière cause qui la motiva, le refus qu'il fit à Napoléon, d'entrer dans la ligue contre l'Angleterre. Pie VII abdiqua par un tel refus et par les souffrances qu'il endura pour lui, cette ingérence dans les affaires politiques de la chrétienté, où jadis avaient brillé un si grand nombre de ses prédécesseurs. Il ne les renia pas, mais il fit autrement, selon les temps; il donna un exemple; il commença un âge nouveau pour la papauté; il ne rendit pas impossibles, mais difficiles, mais rares, ses interventions; il rendit surtout impossible aux papes, si cela ne l'était déjà, de se faire, eux pontifes, chefs d'entreprises politiques, temporelles, et en particulier de cette entreprise d'indépendance dans laquelle échouèrent ce que le moyen âge eut de plus grands papes. — Il n'y a ni à le regretter ni à tenter vainement de changer un fait désormais accompli. Laissons et le pape et le sacerdoce tout entier à ces hautes et nombreuses fonctions plus ou moins spirituelles qui réclament de nos jours leurs efforts soutenus. Ils ont à compléter la

défaite (commencée par d'autres) de toute philosophie anti-chrétienne; ils ont à vaincre les vainqueurs du XVIIIe siècle; ils ont à se tourner, non plus contre les matérialistes ou les sensualistes de ce siècle, ni contre les panthéistes honteux ou vacillants du nôtre, mais contre ces rationalistes qui sont le véritable danger, le péril déjà aperçu et désormais le dernier. Ils ont aussi cette magnifique tâche de la réunion des dissidents au catholicisme, qui semble se préparer de tant de manières diverses, selon les lieux : ici, par les études théologiques et le retour à l'autorité; là, par les études historiques et le retour à l'unité; ailleurs, par la voie de la pauvreté; ailleurs encore, par celle des persécutions dignement souffertes; partout, par les controverses et par les prédications opportunes. Nous avons de cela un bel exemple italien, s'il faut ajouter foi aux nombreuses conversions faites en Angleterre par des prêtres rosminiens; exemple d'autant plus beau, que là sont les espérances les plus prochaines, et que les conversions y sont d'une plus grande importance. Les prêtres catholiques ont devant eux, en effet, cette autre tâche plus grande encore de la conversion des infidèles; cette œuvre, qui depuis des siècles ne paraissait laisser d'autre profit aux missionnaires que le martyre, et peu de conversions individuelles; mais quand la civilisation lui a ouvert tant de voies nouvelles et rendu plus faciles les anciennes, elle aurait fait un pas immense le jour où l'Angleterre et le Catholicisme, dans leur avantage réciproque, se réuniraient ou s'entr'aideraient, du moins, pour l'accomplir. — Mais ce sont là toutes œuvres, toutes occupations que nos ecclésiastiques ont

en commun avec les prêtres étrangers. Une tâche particulièrement italienne, et, bien qu'indirectement, fort utile à l'entreprise de l'indépendance, consisterait, consiste même pour nos ecclésiastiques, à propager par l'exemple et par la parole l'exercice de toutes les vertus. Je parlerai bientôt de l'importance des vertus privées, qui, de tous les moyens de parvenir à l'indépendance, sont, à mes yeux, le plus puissant. Je sais que les prédications des ecclésiastiques doivent avoir un but plus élevé que l'indépendance du pays, que toute la vie terrestre des hommes ou des nations; mais les vertus qui conduisent à l'un et l'autre but sont les mêmes, et quiconque provoque à les pratiquer, sert à la fois à faire atteindre l'un et l'autre. Le plus grand auxiliaire du libérateur irlandais est le père Matthews, prédicateur, non de politique, non de liberté, d'indépendance, mais de *tempérance*, d'abstinence des liqueurs enivrantes. Là, ces hommes vraiment grands, qui méditèrent sur les moyens de relever leur patrie, comprirent bien que sa principale force était la vertu, le vice sa principale faiblesse, et ils attaquèrent le vice national. Chez nous ce n'est pas celui-là, mais c'en sont d'autres, et ils ne sont pas en petit nombre. Les ecclésiastiques sont mieux que personne à même de savoir quels ils sont, de les étudier, de les poursuivre, de les corriger. Laissons-les libres; prions-les de le faire franchement, largement, avec une confiance réciproque, sans craintes, sans trop de distractions; ils auront plus fait pour l'indépendance, ils auront accompli une œuvre plus nationale et plus ecclésiastique que s'ils eussent combattu comme les moines espagnols, et négocié et gouverné

comme les Albéroni, les Fleury, les Mazarin et les Richelieu des siècles passés, ou cherché à dominer tout comme les grands papes du moyen âge. Chaque époque a son mode particulier; la nôtre a celui dont nous avons déjà parlé avec éloge, et qui consiste à remplir chacun sa propre tâche, à se mouvoir chacun dans le cercle de sa propre activité. Du reste, si j'avais à dire quelle classe d'hommes me paraît, en Italie, mieux s'acquitter de ses devoirs, exercer son activité spéciale et actuelle, laquelle est plus préparée pour les occasions, je n'hésiterais pas à répondre, les ecclésiastiques (1), et je rappellerais le courage déployé par eux, de 1808 à 1814. Assurément aucune province, aucune classe d'Italiens ne montra alors autant de force d'âme que ces prêtres dont on n'en attendait pas autant. Je connais même un homme, tout jeune encore alors, chez qui un tel spectacle, une telle surprise, les comparaisons, les admirations et les hontes qui s'ensuivirent furent le germe de ces opinions guelfes ou papistes, comme on voudra les appeler, dont on l'a accusé depuis, mais dans lesquelles il s'est confirmé de plus en plus à mesure qu'il a étudié et médité davantage.

6. Pour en venir maintenant à nous autres, gens de lettres, il me semble surtout nécessaire de nous garder de cette exagération de notre propre impor-

(1) Oui, pour les prêtres simples, pour les curés et même pour certains ordres monastiques qui, vivant tous avec le peuple et par le peuple, exercent et enseignent en général les vertus favorables à la cause du pays; mais nous n'oserions pas en dire autant du haut clergé qui, se trouvant par malheur asservi aux gouvernements, ne sera franchement national que quand ceux-ci le voudront franchement. TRAD.

tance, dans laquelle tombent souvent, non-seulement les hommes de peu de mérite pratique, mais encore ceux qui ont peu de théorie. Ce défaut, de se passionner exclusivement pour son propre métier, est le défaut de tous les hommes à vue courte, n'apercevant que ce qui est très-rapproché d'eux. On dit que les lettres donnent naissance aux idées qui créent les faits, qu'elles sont les institutrices des hommes, les guides de l'opinion, qu'elles peuvent tout dans la société; mais je ne sais si elles ont eu jamais toutes ces vertus; si ce ne sont pas, au contraire, les faits qui le plus souvent ont donné naissance aux idées; si la société, les opinions n'ont pas servi de guides aux lettres; si les hommes d'action n'ont pas été les véritables instituteurs, ou du moins les souverains maîtres des écrivains : la vérité est que l'influence des uns et des autres s'est succédé alternativement et toujours. On dit, en outre, que la puissance des lettres s'est accrue à notre époque par la multiplication des écrivains et des écrits. Mais les écrits sont comme toute autre marchandise : l'abondance en fait baisser le prix. La facilité d'écrire, d'être imprimé sans frais ou avec profit, a fait devenir écrivains beaucoup de gens auxquels manquait plus ou moins la faculté naturelle d'écrire, beaucoup qui ne l'ont pas développée par l'étude, beaucoup qui, ne travaillant pas leurs productions, n'emploient pas tous les moyens qu'ils ont, ou, ne méditant pas, en font un mauvais usage; il en résulte que la marchandise, déjà dépréciée par la trop grande quantité, s'avilit de nouveau par la mauvaise qualité. La vérité est que, d'une part, ces vastes travaux littéraires, élaborés avec soin, qui fu-

rent fréquents dans les deux ou trois derniers siècles, deviennent de jour en jour plus rares; que de l'autre, cette attention générale qu'il était d'usage de leur accorder, le devient bien plus encore. Tout s'est rapetissé de nos jours: nous avons la monnaie des gros livres, des longues études, des grandes réputations. Je ne voudrais pourtant pas le déplorer trop, comme font quelques-uns, ou plaindre la société tout entière de cet accroissement du nombre des écrivains et de cette diminution de leur crédit; je croirais plutôt que la société y a gagné des vérités plus nombreuses, que celles-ci sont devenues plus claires, que l'instruction plus généralement répandue doit être préférée à celle qui a plus de profondeur dans quelques-uns, que l'aristocratie la plus absurde et la plus tyrannique à vouloir maintenir serait celle des lettres, et qu'en somme, la puissance de l'instruction, en général, s'en est accrue, et surtout celle de la bonne instruction. Mais, dans tous les cas, il n'est pas douteux que la puissance de chaque écrivain en particulier ait diminué; de même que dans une armée victorieuse, on tient peu compte de tel ou tel guerrier personnellement, quelle que soit sa vaillance, qui le ferait grandement priser dans une armée novice ou battue. — Mais cette influence des écrivains est diminuée; elle va diminuant en Italie plus qu'ailleurs, et diminuera chaque jour davantage, tant que dureront les conditions présentes. Les écrivains italiens ont, non-seulement à vaincre leurs émules devenus plus nombreux, mais encore des rivaux placés dans une condition plus avantageuse. Celui qui écrit sous la peur de la censure, forcé de calculer, de

mesurer, de limer chaque phrase, chaque parole, pour la faire *passer*, comme on dit; celui qui est contraint d'assouplir ses idées ne pourra jamais rivaliser avec des écrivains qui s'expriment nettement, sans tant de précautions. A rien ne sert de dire aux Italiens : Lisez les livres italiens, lisez-nous; ne lisez pas les livres étrangers. Les Italiens reviendront toujours à ceux-ci, parce qu'ils seront toujours plus clairs, plus faciles, plus agréables, plus utiles à lire, tant qu'ils seront plus librement écrits. Nous avons déjà admis, en parlant de nos princes, qu'une censure préventive était peut-être une nécessité politique de leurs gouvernements; mais c'est de toute manière un malheur, une impuissance littéraire qu'il est juste de signaler lorsqu'il s'agit de ce que peuvent ou non les écrivains italiens. Voyons une fois le fait comme il est. Le soin principal des étrangers est d'exposer à nu leur pensée, de la rendre claire et limpide; le soin principal des Italiens qui écrivent en Italie est de la voiler le plus possible. Dans les premières années du siècle, quand la censure fut rétablie par Napoléon et par ses successeurs (et rétablie avec une rigueur d'autant plus grande que les temps paraissaient plus dangereux), ceux qui auraient voulu écrire, s'indignant contre un pareil joug, s'abstinrent d'écrire ou écrivirent très-peu; puis, vers le quart du siècle, on finit, comme il arrive d'ordinaire, par tourner l'obstacle qu'on ne pouvait vaincre : chacun chercha à s'arranger de son mieux en recourant à la ruse contre la force. Les écrivains s'aperçurent qu'il y avait moyen de dire encore beaucoup avec la censure. La flexibilité de la parole offre des ressources infinies. A un

nom particulier que l'on proscrivait, on substitua un synonyme qui fut admis; à une idée complète, une qui germait à peine; à une pensée précise, une entortillée; à une conception claire, une nuageuse. On compta sur l'intelligence du lecteur; on espéra qu'il comprendrait: c'est ce qui arriva le plus souvent. La pénétration italienne, l'identité des intérêts, la généralité de certaines opinions rendirent possible un style approprié, conventionnel, une espèce de jargon, entre les écrivains et les lecteurs; artifice illicite, sans doute, s'il avait pour but d'exprimer des choses illicites, et légitime pourtant, s'il tendait à un but légitime. Mais l'artifice, même pour ce qui est licite, est toujours un malheur. La parole n'est belle qu'autant qu'elle est complète et limpide. Il arrive parfois qu'en trompant la censure on trompe aussi le lecteur; parfois l'intelligence habituelle de l'argot vient à manquer entre l'écrivain et le lecteur, et de toute cette appropriation naît une littérature adaptée aux circonstances du moment, ténébreuse, moins belle, moins utile et parfois nuisible. On traite davantage les genres dans lesquels on peut parler en apparence d'une chose et d'une autre en réalité, les genres obscurs; la confusion des pensées, le mensonge des expressions, devenus les vices de la parole, menacent de passer dans les actions nationales. Les Italiens qui écrivent et font imprimer au dehors peuvent seuls sortir de pareilles difficultés, se corriger de ces vices, échapper à ces périls, à cette honte, fonder une littérature italienne non appropriée en présence de celle qui subit l'appropriation, et faire autant et peut-être plus pour notre patrie que les étrangers pour la leur.

C'est à eux de savoir profiter de cet avantage et d'en user avec cette modération qui est de devoir plus étroit pour ceux qui sont plus libres; c'est à eux de travailler avec cette ardeur qu'on ne saurait avoir si l'on ne peut donner carrière à toutes ses facultés; c'est à eux de ne pas oublier la patrie pour les nations qui leur donnent une noble et généreuse hospitalité. — Mais Dieu me préserve de décourager même ceux qui écrivent et font imprimer en Italie. J'ai voulu uniquement, ici comme allleurs, écarter ces fausses espérances qui, en ne se réalisant pas, laissent au bout du compte plus découragé que jamais celui qui a été mal à propos encouragé. Je crains que cela ne soit arrivé à plusieurs de nos écrivains, même des plus distingués, de ceux dont les ouvrages ont eu le plus d'influence en Italie; je crains qu'après avoir comparé le résultat de leur travail aux difficultés subies, il ne leur ait paru bien peu de chose, et que leur main n'ait laissé tomber la plume, quand elle aurait pu être encore très-utile à la patrie. Cela ne serait peut-être pas arrivé si, dès le début, ils avaient bien prévu la faiblesse de l'effet à attendre. Nos écrivains les plus élevés se trouvent, par le désavantage des conditions italiennes, ravalés au rang des écrivains étrangers de second ou de troisième ordre. Ceux-ci savent bien ne pas pouvoir acquérir la gloire d'un Byron, d'un Walter Scott, d'un Goëthe, d'un Alfiéri ou d'un Châteaubriand, ni produire des effets pareils à ceux qu'ils ont obtenus; mais ils n'en persévèrent pas moins, soit parce qu'une réputation médiocre leur paraît encore désirable à défaut d'une grande gloire, soit plutôt parce qu'ils considèrent comme un devoir

d'employer chacun, au profit de leur patrie, les facultés que leur a accordées la Providence. Pourquoi les nôtres ne feraient-ils pas de même? Ils ne peuvent écrire clairement, nettement, avec des termes propres? qu'ils écrivent obscurément. Ils ne peuvent écrire avec liberté? qu'ils écrivent avec des entraves. Ils ne peuvent écrire tout? qu'ils écrivent la moitié, le quart, ce qui leur est concédé. De ces trois préceptes : écrire la vérité, rien que la vérité, toute la vérité, les deux premiers peuvent toujours être suivis, même chez nous; quant au troisième, conformons-nous-y autant que nous le pouvons; le Dieu de miséricorde dans le ciel et nos compatriotes sur la terre nous tiendront compte un jour d'une vie aussi pleine d'angoisses, aussi tourmentée, aussi riche d'ennuis intérieurs, aussi pauvre de compensations extérieures que l'est celle de l'écrivain italien. Sauf deux ou trois de nos compatriotes écrivant actuellement en Italie, le reste, tous tant que nous sommes, aura probablement près de la postérité, comme il a près des étrangers, peu de mérite littéraire; mais peut-être ne nous en accordera-t-on que plus celui de la vertu. Au surplus, peu importe ce que l'on nous accordera, pourvu que nous remplissions, nous aussi, notre devoir envers notre patrie.

7. Une existence de beaucoup plus heureuse est réservée parmi nous aux savants, aux artistes, à tous ceux qui consacrent leurs facultés à des travaux étrangers à la politique, à l'histoire, à la philosophie. Ceux-là se trouvent plus ou moins dans les mêmes conditions au dedans et au dehors de l'Italie, et s'ils ont aussi à souffrir du grand nombre de leurs émules,

ils n'ont du moins à gémir d'aucune condition particulièrement italienne. Or, ils peuvent tous servir la patrie au delà peut-être de ce qu'ils pensent : par leur gloire personnelle d'abord, qui revient toujours à la patrie, et dont il lui sera tenu compte au grand jour où ses destinées dépendront de la somme de respect qu'elle aura su acquérir. Nous avons vu la Grèce devoir en grande partie son indépendance à son ancienne gloire, à la gratitude des nations qui se reconnaissent redevables envers elle d'une civilisation et d'une culture intellectuelle bien anciennes et désormais éteintes. C'est même peut-être une honte de notre époque, que ces nations aient plus tenu compte de cette gloire antique aux Grecs actuels que de leur qualité de chrétiens. Mais il en fut ainsi. Or, les mêmes nations européennes auraient aussi une semblable dette, et moins vieille, à payer à l'Italie : la dette de la civilisation et des lumières modernes et chrétiennes. Elles ne la renient pas, quoi que beaucoup de nous en disent. Elles renient les exagérations que nous faisons ; elles renient les fausses et petites suprématies auxquelles nous prétendons en sus de celle véritable et grande que nous eûmes ; elles renient surtout sa continuation actuelle et la probabilité de celle à venir. Nous sommes à leur égard comme des bienfaiteurs rappelant et exagérant leurs bienfaits, ou comme des nobles qui, en rappelant et en exagérant leur noblesse, la font prendre en aversion à tout le monde. Ne prônons pas nos bienfaits et notre noblesse, et l'on en reconnaîtra plus facilement et ceux-là et celle-ci ; ne dénigrons pas chez des nations sœurs des connaissances et une civilisation dont nos ancêtres ont répandu les germes dans leur sein ;

ne nous montrons pas surtout leurs descendants dégénérés, et le jour viendra où nous recueillerons aussi les fruits de la gloire italienne et de la gratitude étrangère. — Du reste, tous les arts, toutes les sciences peuvent, même directement, servir la patrie, la faire avancer vers ses destins futurs; car les sciences et les arts peuvent contribuer, chacun pour sa part, à ces vertus qui ont tant d'influence sur l'avenir. Ne voulant pas m'étendre, je ne sais si je parviendrai à faire comprendre ma pensée. Mais il me semble qu'il y a une musique vertueuse et une qui ne l'est pas, de même pour la peinture, pour la sculpture, et je dirais aussi pour l'architecture. Cela ne saurait être douteux pour la musique : exprimant les affections, les sentiments de l'âme, elle peut exprimer ceux qui sont vertueux et ceux qui sont vicieux ; elle est donc vertueuse si elle rend les premiers aimables, odieux les autres; elle est vicieuse si elle agit en sens opposé. Il faut en dire autant à cet égard de la poésie et de la littérature. La peinture et la sculpture sont dans le même cas. Depuis quelques années, on en est venu à choisir des sujets nationaux qui, plus voisins de nous que ceux de l'antiquité grecque ou romaine, ont pour nous plus d'intérêt. Mais cela serait à faire plus souvent, tant de la part de ceux qui commandent que de celle des artistes. Il y aurait surtout un progrès à faire dans le choix de pareils sujets. Il ne suffit pas de nous retracer quelque fait du moyen âge, où ce qu'il y a de plus remarquable, c'est la richesse des costumes, des satins, des velours ou des armures. On devrait choisir plutôt d'illustres exemples de vertu, des faits où brillât surtout le noble sentiment de l'union

et de l'indépendance, des faits glorieux, non pas seulement pour une province, mais pour la patrie commune, pour toute la nation. On en trouverait certainement dans ces treize siècles, durant lesquels s'est continuée jusqu'ici l'entreprise, dans ceux particulièrement qui s'écoulèrent de Grégoire VII à la paix de Constance, époque dont nous avons dit qu'elle est la plus belle de l'histoire italienne. Lettres, sciences, arts, et tout ce qui est apte à faire sentir, à faire penser noblement, devraient rechercher à l'envi tout ce qui peut rappeler, louer, faire renaître, avancer, exalter, développer les deux vertueux sentiments de l'union et de l'indépendance; devraient les faire pénétrer par tous les sens dans les âmes italiennes, en importuner les étrangers par tous les sens.

8. Mais il y a quelque chose de plus efficace encore, et cela est au pouvoir non-seulement de tous ceux qui ont une activité, une vie exceptionnelle, princes, hommes d'État, prêtres, écrivains, savants ou artistes, mais aussi de chaque Italien d'une condition privée. C'est ici que je désirerais avoir un esprit et une autorité capables de persuader non plus quelques-uns de mes compatriotes, mais tous. Je les exhorterais à se compter, et à conclure qu'une nation de vingt millions d'hommes est invincible si elle est unanime et vertueuse. L'unanimité et la vertu sont les deux conditions de l'indépendance. La vertu sans l'unanimité, l'unanimité sans la vertu ne serviraient à rien. — Or l'unanimité est plus avancée qu'on ne croit. Nous avons repoussé les différents songes italiens, parce qu'ils sont à rejeter tant qu'il en restera une ombre. Nous avons parlé, selon que nous croyions,

et croyant que ce sont les rêves d'un petit nombre, des rêves prêts à s'évanouir, sans que nous ou d'autres écrivains ayons besoin de nous en mêler, rien qu'en laissant faire le simple bon sens italien, éclairé par les dernières expériences. Mais les songes une fois évanouis, la vérité restera nue et une, et la vérité, c'est l'unanimité. La division territoriale de l'Italie n'y est même pas un empêchement. Les trois quarts du pays sont assez indépendants pour qu'y soient nés et s'y soient accrus l'idée, l'amour, le désir, la volonté de l'indépendance complète; pour que tout sujet d'un prince italien se persuade, s'il ne l'est pas encore, qu'elle ne sera complète que lorsqu'elle sera commune à tous les sujets italiens de l'étranger; pour que chacun y professe ouvertement, hautement, cette opinion; pour qu'en la propageant, en la transmettant à l'entour de soi et derrière soi, elle pénètre dans les conseils des princes et dans l'esprit des princes, si déjà leur propre nature ne la leur a pas inspirée. — Quant aux provinces soumises à l'étranger, faisons à cet égard l'éloge de nos frères; hommes et femmes, jeunes et vieux, tous, instruits ou seulement ayant reçu quelque éducation, y sont encore plus unanimes que les sujets des princes nationaux. Cela est naturel, ils sentent à chaque instant, ils ont constamment pour les tourmenter, non quelques-unes, mais toutes les épines de la dépendance, qui, véritables supplices pour toute âme élevée, pour tout esprit cultivé, vont nécessairement atteindre aussi la classe inculte et ignorante. Veut-on des faits, des signes, des manifestations de cette unanimité? on les trouvera dans l'éloignement

où presque tous se tiennent du gouvernement, de la cour étrangère, de cette famille impériale qu'on estime pourtant comme souveraine dans ses domaines, qu'on admire partout comme famille privée; dans cet éloignement de tous et de chacun, à l'égard de ces étrangers, quelque estimables qu'ils soient personnellement. Ces signes, ces protestations, on les trouvera dans l'antipathie pour cette nation germanique, que sa bonté naturelle, son caractère paisible et son amour intelligent des arts rendraient autrement la plus sympathique à la nation italienne, qui verrait en elle une sœur; on les reconnaîtra dans cette abdication générale de toute activité publique et militaire, douloureuse, n'en doutons pas, à nos compatriotes, naturellement actifs, et qui, s'ils poussent trop loin, comme je le crois, cette abstention, n'en prouvent que mieux toute l'horreur que leur inspire la dépendance. Mais, dit-on, il n'en est pas de même tout près d'eux, à Venise. Serait-il vrai qu'un peuple indépendant durant mille ans aurait appris en moins de cinquante à se plier à la dépendance? Si cela est, ce serait une grande preuve de la corruption de son ancien gouvernement qui aurait à tel point dégradé ce peuple; ce serait un puissant motif pour n'en pas regretter la chute; de laisser là le passé pour se tourner vers un avenir meilleur et tout différent. Mais nous ne croyons à un tel avilissement de la part d'aucun peuple italien; nous ne croyons pas en tout cas qu'il puisse durer au milieu de l'unanimité italienne, et de l'admirable fermeté lombarde. — Ces protestations, cette unanimité ont eu elles-mêmes une bien autre efficacité que les sociétés secrètes, les conjurations ou les soulèvements.

Les sociétés secrètes se vainquent par les moyens de police, les conjurations par les supplices, les soulèvements par la force. Mais quelle force, quels supplices, quelles mesures de police peuvent suffire à vaincre une résistance passive, unanime, quotidienne, dans tous les lieux publics ou privés, de tout national disant à tout étranger : « Vous êtes des gens comme il « faut, aimés, estimés, heureux dans vos foyers, « dans votre pays; mais vous êtes ici, et vous y serez « toujours repoussés de la société, laissés seuls entre « vous, montrés au doigt, méprisés plus qu'exécrés, « comme les aveugles et serviles instruments d'une « injustice flagrante, d'une injustice qui est une folie « dans l'intérêt même de votre maître. » Je ne suis pas seul à admirer de semblables protestations; l'Italie et l'Europe entière les admirent. Elles les admirent, et peut-être s'étonnent qu'elles n'aient pas encore produit plus d'effet.

9. Pourquoi n'en produisent-elles pas davantage? Pourquoi tient-on si peu de compte de cette unanimité? Précisément parce qu'elle ne suffit pas sans la vertu. Les nations sont entre elles comme les hommes, qui ne tiennent compte des protestations et des menaces que de la part de ceux qui sont forts, actifs, vertueux. Cette distinction de Montesquieu, que la vertu est la nécessité, le principe des républiques seules, n'est pas vraie; s'il en était ainsi, ce serait, en définitif, la seule forme de gouvernement bonne et possible. Mais la vérité est que toutes les nations, sous quelque forme qu'elles soient régies, ont besoin de vertu; que la vertu est le principe de tout gouvernement pour les nations indépendantes, le principe de

l'indépendance pour celles qui sont asservies; d'où résulte qu'elle est nécessaire surtout à celles-ci. Il n'est pas vrai non plus, comme le disent Montesquieu et tant d'autres, qu'il y ait deux vertus, l'une publique, l'autre privée : ce sont plutôt deux formes, deux applications de la même vertu. La vertu publique ne peut être exercée que par un petit nombre, dans quelque nation que ce soit, par extrêmement peu dans celles qui ne sont pas libres, par moins encore dans celles qui sont dépendantes; elle n'est même exercée d'ordinaire par personne dans ce qu'elle a de difficile, quand les temps sont faciles. Mais la vertu privée est commune à tous, sous tous les gouvernements, dans tous les temps, et plus encore dans ceux qui sont faciles et tranquilles. Les vertus nationales se composent des deux sortes de vertus, publiques et privées; il peut se trouver pourtant une nation à qui manquent les moyens de pratiquer presque aucune vertu publique, mais qui, en possédant beaucoup de privées, ait une somme de vertus nationales supérieure à celle d'autres nations où il y aurait plus de vertus publiques : or, la somme des vertus nationales, de quelque manière qu'elle soit formée, est en définitif ce qui impose à autrui l'admiration ou le respect, selon l'occurrence. En Italie, les vertus publiques ne peuvent, de notre temps, être que rares; de là, pour nous, la nécessité d'accroître, de multiplier les vertus privées, si nous voulons avoir à présenter une somme à notre avantage, un total imposant. Ainsi l'objet important, je ne dirai pas de nos pensées, de ces pauvres pensées que nous exposons ici tant bien que mal, mais de celles de tout bon Italien, doit être : de rechercher

si ces vertus privées existent ou non en Italie; si elles n'y existent pas, comment chacun peut les y faire renaître par ses propres moyens; le prince ou l'homme d'État par les lois; le prêtre par les prédications; l'homme instruit par les productions de l'esprit; tous par l'exemple principalement, qui est le moyen le plus efficace et au pouvoir de chaque particulier. Mais c'est ici que, si je dis ma pensée tout entière, je serai traité de faiseur de morale, de pédant, d'homme austère et de mauvaise humeur, de tartufe, ou (comme disait Botta) de capucin, et que sais-je encore? Et, bien pis que tout cela, on dira que je n'aime pas ma patrie si je vois ses vices et en fais l'aveu public. Je n'ignore pas que le meilleur moyen de se faire aimer est de fermer les yeux sur les défauts pour ne voir que les vertus et les beautés. Mais de qui se faire aimer? De cette espèce de personnes à qui Dante, avec son autorité propre et la rudesse de son temps, osait comparer trop justement l'Italie, mais à qui je ne croirais pas juste de la comparer aujourd'hui, espérant qu'elle ne désire pas être aimée ainsi. Et puis, si c'est la manière la plus facile de se faire aimer, ce n'est pas la bonne; ce n'est pas aimer l'objet préféré plus que soi-même, en lui et pour lui; ce n'est en aucune façon l'amour vrai, l'amour énergique. Ce n'est pas ainsi qu'aimèrent ni Dante, ni Alfiéri, ni Parini; et moi, qui ne saurais les imiter dans leur génie, je voudrais au moins les imiter dans leur amour. — Je dis donc que ce n'est pas désormais l'uuanimité, ce ne sont pas les opinions, ni rien de ce qui dépend de l'esprit, ni peut-être les chefs de l'entreprise qui manquent à l'Italie; ce qui lui manque,

sinon absolument, à coup sûr comparativement, c'est la vertu sévère, forte, suffisante. Je dis qu'elle nous manque, en comparaison des autres nations chrétiennes nos contemporaines; de l'Angleterre peut-être, quoique non catholique; de la France peut-être, quoique sortant d'une révolution; et peut-être aussi de l'Allemagne elle-même, qui nous maîtrise. C'est là le grand mal. Je ne me mettrai pas à détailler et à discuter les faits, ce serait pour n'en pas finir. Mais qu'on ne vienne pas me dire, avec un scandale affecté et une componction corruptrice, que ces nations hérétiques ou ce peuple révolutionnaire ne sauraient être plus vertueux que nous, ni même vertueux en aucune façon. Les nations hérétiques sont telles dans les dogmes ou dans quelque point de morale, mais elles ont en somme tout ce trésor de moralité chrétienne, principe de toute vertu, de toute civilisation, de toute culture intellectuelle et de tout progrès. Quant aux révolutions, je dis que les nations qui y entrent sont immorales, non celles qui savent en sortir. J'en appelle d'ailleurs à tant d'Italiens qui connaissent ces nations, non pour avoir voyagé au milieu d'elles en courant, mais pour y avoir été en exil, y avoir vécu de quelque manière que ce soit, longuement, à demeure dans les capitales, dans les provinces, dans le sein des familles. Malgré les regrets donnés à la patrie refusée à leurs vœux, ils nous ont raconté, ils nous racontent encore, avec une sainte envie, la bonté, l'union qui règnent dans les familles, la sévérité, l'activité, la mâle énergie de leurs mœurs. J'en appelle ensuite, pour l'Italie, à ces étrangers qui parlent de nous dans leurs écrits, non à ceux qui écrivent contre nous, au contraire, à

ceux qui nous sont le plus favorables et se montrent plus enthousiastes à notre égard, à un Goëthe, à une Staël, à un Byron, à un Lamartine, et à d'autres semblables. Eh bien ! comment ceux-là mêmes se passionnent-ils pour cette Italie qu'ils appellent *la terre des oliviers et des orangers?* pour ce beau ciel, ces belles femmes, ces douces brises de l'Italie? Tout épris qu'ils sont d'elle, ils la vantent précisément, ô honte! comme une contrée faite pour leur procurer d'agréables loisirs, quand ils sont fatigués de leurs graves pensées septentrionales, comme un lieu de plaisirs et de délassements, comme un jardin, une promenade, ou que sais-je ? un endroit public ouvert à tous. Il est vrai qu'ils font parfois l'éloge de notre esprit facile, varié, mobile, susceptible de revêtir des formes nouvelles, et ils ont raison. Mais de nos vertus, qui en parle? Qui ne s'en tait, même parmi nos partisans les plus enthousiastes ? Et passer la vertu sous silence en vantant l'esprit, est-ce autre chose que la plus perfide des calomnies ou la plus mordante des accusations? Mais il n'y a que trop de vraisemblance pour une accusation, quand celui qui la produit ainsi jouit des beautés et des charmes de celle dont il fait mal l'éloge; quand celle-ci accepte honteusement de pareilles louanges, quand elle s'y complaît en déclinant elle-même la tâche ingrate de la vertu. Il n'en est pas ainsi, à vrai dire, de toute notre patrie; mais c'est ce que font pour elle ses flatteurs, qui, s'étendant complaisamment sur tous nos autres mérites, ne trouvent pas même une période à insérer dans leurs panégyriques sur nos fortes et mâles vertus. Bien plus, notre langue elle-même s'en est trouvée viciée. César Borgia a été ap-

pelé *virtuoso* par nos classiques; l'arétin *virtuoso*, et maintenant, ce ne sont plus les mères de famille ou les vierges italiennes qui sont appelées *virtuose*, mais celles qui servent sur nos théâtres à nos plaisirs et à ceux de l'Europe. Mais laissons les comparaisons, et revenons à notre sujet. — Pourvu que nous ayons une vertu suffisante, c'est tout ce qu'il en faut, me diront quelques personnes, et je le dirais bien aussi; mais suffisante à quoi? A vivre au jour le jour, pour nos besoins présents, en paix et en tranquillité, sans souci de l'avenir? Assurément nous avons assez de vertu pour cela. Mais si parmi nos lecteurs il en est un qui croie avec moi à la probabilité, ou seulement à la possibilité d'un progrès quelconque de notre patrie, et surtout du progrès de l'indépendance, je lui demanderai: Avons-nous des vertus qui puissent suffire à l'occasion quand elle se présentera? Les aurions-nous si elle se présentait demain? Serions-nous préparés, par la sévérité de notre vie privée, à la sévérité de cette vie publique qui commencerait alors? à une activité continuelle, fatigante, pénible? au sacrifice de notre superflu, à celui du nécessaire? à celui de nos personnes? Serions-nous prêts à tous ces sacrifices moraux, plus difficiles encore que ne sont ceux-là? J'en appelle de nouveau aux gens de bien, aux hommes sincères. Je ne m'adresse pas à ceux qui excusent la mollesse par le climat, de honteux amours par l'oisiveté, l'oisiveté par la servitude, la servitude par la force qu'ils appellent majeure, ni à ceux qui regrettent le carnaval, les masques, les *casini* de Venise ou d'autres villes, comme des institutions nationales perdues, les plaisirs, les folies insouciantes du siècle passé, et

les cavaliers servants comme de grands et beaux exemples de nos pères. Nous ne nous entendrons jamais avec ceux-là, et n'en prenons cure; mais nous nous adresserons, pour parler de vertu, à ceux qui ont au moins, comme nous, le désir de la vertu, et nous les exhorterons à supporter la vérité, ce qui est un commencement de vertu ; à vouloir regarder et voir quelles vertus nous manquent, quelles sont celles où l'étranger l'emporte sur nous, quelles sont celles dont nous avons besoin pour devenir une nation estimée, respectée, et, à l'occasion, redoutée. Si, après ces rapprochements faits avec sincérité, il se trouve que nous soyons, comme je le crains en vérité, surpassés par les autres nations, ne nous donnons pas de paix, rivalisons avec elles, travaillons sur nous-mêmes avec zèle, afin de les égaler au moins en vertu; sans cette égalité, nous n'obtiendrons jamais une indépendance égale à la leur. Et si, comme je le voudrais, j'étais dans l'erreur, si nous n'avions pas besoin de rivaliser avec les étrangers, tant mieux! Rivalisons entre nous, et surpassons-nous nous-mêmes.—Ajoutons de toute manière à la somme de nos vertus; nous n'en aurons jamais trop pour l'entreprise que nous avons devant nous, et surtout pour le grand jour où il faudra l'accomplir.

10. Mais quand il serait vrai, objectera-t-on, que la vertu produirait l'indépendance, en attendant, la dépendance enfante le vice qui maintient la dépendance. Ceux-là ont raison, c'est là un cercle vicieux dont il est difficile de sortir. Dans les États italiens mêmes, l'activité nationale est comprimée par la dépendance indirecte; mais elle l'est incomparablement

plus dans les provinces soumises à l'étranger. Là, sans doute, ils sont à plaindre ces jeunes gens pour qui nulle activité publique n'est ni possible ni honorable, pour qui toute occupation militaire est si ingrate, si entravée toute occupation littéraire. Mais ils sont à plaindre, non à excuser, même là, s'ils s'abandonnent eux-mêmes. Il leur reste à eux aussi quelque activité; une principalement, celle à laquelle tous sont appelés, qu'on ne peut ravir à personne, l'activité de la vie privée, de la famille. Pour qui l'accepte comme une source d'activité, la famille en est une source presque inépuisable. Au jeune homme l'assistance, les égards envers ses parents; à l'époux le premier amour de la femme, les premiers pas des enfants; à l'homme fait, l'éducation de ses fils, les espérances, les craintes et l'administration des biens; à l'homme sur son déclin, tous ces soins multipliés et compliqués; au vieillard, le trésor des souvenirs; et voilà plus d'occupations qu'il n'en faut non-seulement pour fuir l'oisiveté et les vices qu'elle entraîne, mais pour la pratique des vertus : vertus que celui qui les aura cultivées au sein du foyer domestique exercera un jour en mourant pour sa patrie, ou transmettra du moins tout entières à ses neveux. Ce champ-là est ouvert à l'activité de tous, s'ils veulent dépouiller vanité, préjugés, prétentions. S'il faisait défaut à quelques-uns ou ne leur suffisait pas, il est dans la civilisation chrétienne un genre d'activité qui supplée et remédie à tout, celui de la charité. Au demeurant, ce grand cercle vicieux doit être rompu de manière ou d'autre par tous, si nous voulons seconder les espérances nationales. Or, il n'y a que deux manières

d'y réussir, ou en acquérant d'abord l'indépendance pour arriver par elle à la vertu, ou en commençant par acquérir celle-ci pour en venir à celle-là. Mais le premier mode ne dépend pas de nous ; le second, si fait. Employons-y donc de mâles efforts ; résistons à ces moyens de corruption, que je ne crois pas employés sciemment, sauf peut-être par quelques vils subalternes, mais que mettent toutefois en œuvre, sans s'en rendre compte, les étrangers le plus haut placés et les plus honnêtes ; résistons à ces amorces à l'aide desquelles on nous plonge dans l'oisiveté, l'insouciance, la vie facile et inutile, dans la nullité. Qu'il y ait en cela guerre ouverte entre les étrangers et nous : aux étrangers de corrompre, à nous de résister. Il n'est pas de degré de corruption dont on ne puisse guérir. Disons une dernière fois avec notre grand compatriote : LES NATIONS CHRÉTIENNES PEUVENT ÊTRE ATTEINTES DE MALADIES, MAIS NON PAS MOURIR. Un étranger, non pas du nombre de nos partisans efféminés et enthousiastes, mais un de nos amis sévères, un illustre Allemand du Nord, se trouvant un soir avec plusieurs Italiens, et s'entretenant avec bienveillance de la situation, de la vertu et des espérances de l'Italie, mettait pourtant quelque amertume dans ce qu'il disait d'une des provinces assujetties à l'étranger, où il trouvait les mœurs moins bonnes qu'ailleurs. Les Italiens cherchèrent à excuser des frères qu'ils plaignaient, à en accuser leurs corrupteurs : « Vous avez raison, reprit-il avec sa froideur et sa prononciation allemandes; vous avez raison; mais on ne corrompt pas une nation qui ne veut pas se laisser corrompre. » Et comme nous insistions en citant

des faits et des noms, en rappelant les exilés à qui l'on avait recommandé, à leur retour dans leurs foyers, *de se divertir*, et les jeunes gens qui, venus au bureau de censure avec un manuscrit, avaient reçu pour réponse, que c'était vraiment dommage de voir des hommes de familles distinguées se fourvoyer dans la littérature, et d'autres faits du même genre : « Vous avez raison, reprenait le rude Allemand ; mais on ne corrompt pas une nation qui ne veut pas se laisser corrompre. » Et la discussion s'échauffant, comme on commençait à élever la voix et à demander : « Mais que faire ? qu'y peut-on ? qu'en résultera-t-il ? — Vous avez raison, vous avez raison, » reprenait notre homme, et nous ne pûmes jamais le faire sortir de son imperturbabilité tudesque : « VOUS AVEZ RAISON ; MAIS ON NE CORROMPT PAS UNE NATION QUI NE VEUT PAS SE LAISSER CORROMPRE. » Rien de plus vrai, et une nation qui ne se laisse pas corrompre fait un acte de vertu tel, que c'est déjà un grand pas vers son indépendance.

11. Mais ce que nous avons dit de la vertu privée italienne ne serait ni complet ni véridique, si, après avoir confessé qu'elle n'est pas malheureusement au niveau de ce que nous la voyons chez plusieurs autres nations, et de ce que les espérances nationales attendent, nous n'ajoutions pas qu'elle a fait néanmoins des progrès considérables depuis les derniers siècles jusqu'à l'époque actuelle. — Nous avons remarqué ailleurs qu'un progrès évident en beaucoup de choses s'était manifesté en Italie au commencement du siècle passé. Ce progrès a continué incontestablement jusqu'à nos jours, et la condition morale sur-

tout s'est beaucoup améliorée. Il existe un livre qui n'est ni bon, ni grand, ni d'une vertu pure, à vrai dire, mais qui pourtant offre aux Italiens des consolations positives. Je veux parler de deux volumes de reprises critiques par Baretti (Italien, comme chacun sait, qui vivait à Londres dans la seconde moitié du dernier siècle), contre un voyageur anglais très-sévère dans sa relation, et peut-être impertinent envers l'Italie. Il faut voir avec quel zèle, peut-être excessif, Baretti s'acquitte de cette tâche généreuse de défendre ce qui nous concerne, tâche devenue vulgaire aujourd'hui. Écrivain très-mordant dans sa patrie, personne ne l'ignore, une fois qu'il en fut dehors, il se fit, sinon le flatteur, au moins l'avocat général de l'Italie. Or, tout en nous défendant ainsi, tout en voulant nous excuser sur quoi que ce soit, il laisse échapper ou plutôt il prodigue les aveux sur notre oisiveté et nos vices, au point de nous en faire honte pour une époque aussi voisine, mais aussi de nous consoler pour la nôtre qui se montre tout à fait changée. Il faut voir tantôt excusées, tantôt non, mais toujours avouées par lui, les impertinences seigneuriales, les souffrances populaires de ce temps; la corruption, non-seulement des classes infimes, aubergistes, douaniers, gondoliers et ainsi de suite, mais de la classe moyenne, et des classes les plus élevées et les plus saintes; l'existence désœuvrée de tous, principalement à Venise; la mollesse des mœurs, le luxe des vêtements et des mascarades; enfin cet enfantillage de nymphes et de bergers alors général, même hors de l'Italie, mais qui avait élu domicile dans l'Académie de l'Arcadie et dans ses nombreuses

colonies. Il faut voir Baretti, l'auteur du *Fouet littéraire,* excuser et louer tout cela, et dresser ces longues listes d'illustres Italiens, qui ne servent ni à graver leurs noms dans la mémoire des étrangers, ni à les faire vivre dans celle de la postérité, mais parfois seulement à faire rire les concitoyens de ces grands hommes inconnus. On pourrait aussi trouver une preuve de la légèreté de l'époque et de l'auteur tout ensemble, dans les louanges qu'il donne à l'esprit des Italiens à propos de leur habileté à jouer aux cartes et aux dés; dans celles qu'il décerne à l'habileté politique des Romains ses contemporains, supérieure selon lui à toute autre; dans ce qu'il dit du commerce italien comparé en espérance à celui de la France et de l'Angleterre; enfin dans la complaisance avec laquelle il vante nos races de bœufs, de chevaux, d'ânes même, et ainsi du reste : ridicules prétentions, puérilités, illusions, tromperies, folies, qui nous sautent aux yeux à présent. Mais sa défense la plus curieuse, et la confession la plus honteuse en même temps, est celle des sigisbés et sigisbées; c'était le nom que l'on donnait, si mes jeunes lecteurs l'ignoraient, à ceux que l'on appela depuis *le cavalier servant et la dame*, puis par abréviation *le cavalier et la donna,* et plus tard l'ami et l'amie, c'est-à-dire, pour parler clairement, l'adultère effronté, public, réglementé par l'usage. Ici le défenseur officieux se donne carrière et se complaît dans son sujet. Il donne l'étymologie de cette belle dénomination, vantant son antique origine, qu'il fait remonter à la chevalerie et à la philosophie; il explique, il embellit, il relève cet usage immoral en le rapportant à l'amour platonique,

immatériel, que sais-je encore. Et cependant Parini était déjà connu, il avait écrit, et Baretti cite son nom et son immortelle satire! Tant il est vrai que pour donner des louanges imméritées, on néglige le plus souvent d'accorder celles qui sont dues! Tant cette bonne intention d'excuser le mal, aveugle sur des progrès déjà commencés, fait rester en arrière de leur temps ceux-là même qui, par leur nature, sont et furent en d'autres circonstances des écrivains progressifs, mâles et sévères! — Quoi qu'il en soit, ces usages, cette oisiveté, ces vices qui datent de soixante-dix années (le livre est de 1769), sont si différents de ce qui est aujourd'hui parmi nous, qu'ils semblent à des siècles de distance, qu'on ne saurait plus même s'en indigner, qu'ils ne peuvent plus exciter que le rire. Ce qu'il y a de remarquable surtout, c'est la différence des mœurs au sein des familles et parmi les femmes italiennes. Il est assurément aujourd'hui encore, et il y aura toujours en Italie, et ailleurs, des femmes et des familles sans mœurs. Mais le nombre en a diminué, mais l'effronterie a presque disparu; or, ce sont là deux améliorations qui, grande chacune par elle-même, se servent de preuve mutuellement. L'usage, la mode était alors l'adultère, l'adultère véritable ou au moins son apparence; le vice ou l'affectation du vice; l'oisiveté, la mollesse en tous cas; l'exception était la moralité, et une exception très-rare, la pratique avouée des bonnes mœurs. Aujourd'hui, au contraire, la vertu et le vice ont repris chacun leur place naturelle: la règle, la mode est la vertu, l'exception le vice; on professe l'une, on cache l'autre. Il y a pourtant des gens, admirateurs

tellement obstinés du bon vieux temps, qu'ils traitent tout cela d'aggravation du mal, d'hypocrisie. Je ne sais, à vrai dire, entre l'hypocrisie de la vertu et l'hypocrisie du vice, ce qu'il y a de meilleur ou de pis pour l'hypocrite; mais pour la société, mais comme indice de moralité publique, à coup sûr, l'hypocrisie de la vertu vaut mieux; car elle prouve au moins que la vertu est plus estimée, a plus d'autorité, est plus profitable à affecter que non pas le vice. Je ne chercherai pas quelle part ont eue les étrangers dans cet immense progrès italien; si les invectives de Napoléon n'y ont pas plus contribué que celles mêmes de Parini; si le ridicule n'a pas plus fait encore, et en sus les troubles apportés dans ces quasi-mariages par les étrangers, fort peu moraux eux-mêmes ; si la littérature, si les romans étrangers qui, sans avoir en horreur toute immoralité, sont les adversaires irréconciliables de celle-là, y ont pu quelque chose; ou si cette amélioration est due à la civilisation, au changement des lois, à l'abolition du droit d'aînesse, à la diminution du nombre des célibataires et des cadets, à une activité plus grande, surtout dans les principautés italiennes. Peut-être toutes ces causes réunies y ont-elles coopéré à la fois ; mais le changement, le progrès est évident pour tous. Les femmes italiennes aiment ou affectent d'aimer leurs maris; elles aiment ou affectent d'aimer leurs enfants; elles s'occupent de leur éducation, du gouvernement de la famille, des ouvrages de leur sexe, dans leur ménage, ce sanctuaire de leur vertu. Comme le vice produit le vice, la vertu produit la vertu; l'éducation des jeunes filles, qui ne pouvait se faire dans des maisons dés-

honnêtes, peut se faire aujourd'hui et se fait à la maison par les mères; s'il y a pour cela quelque empêchement, elle se fait mieux encore dans des pensionnats ou dans des couvents, où se sont introduites aussi de grandes améliorations; mais en quelque lieu qu'elle se fasse, elle a pour but de former des femmes de ménage plutôt que de société, ou, comme on le disait, *de talent* ou *élégantes*. En somme, les femmes en Italie semblent avoir plus avancé que les hommes, si bien que, si elles continuent, c'est à elles que reviendra l'honneur d'avoir rappelé ceux-ci à leur dignité, à l'activité virile. J'entends bien parler, sans doute, d'une ou de plusieurs villes d'Italie où beaucoup de jeunes hommes sont réduits à déserter le logis, à fuir l'entretien de leurs femmes, trop supérieures à eux pour qu'ils puissent se plaire près d'elles; à s'en aller chercher des femmes qui soient plus à leur niveau. C'est ce dont s'affligent nos Héraclites, et quelques autres aussi pour qui le vice s'atténue s'il prend des formes gracieuses, s'il est de bonne société, comme ils disent. Mais il me semble à moi qu'on ne peut jamais appeler bonne société celle où l'on professe le vice; que la condition humaine voulant qu'il y ait toujours des vertus et des vices, il vaut beaucoup mieux qu'ils se séparent, qu'ils vivent chacun de leur côté, ceux-ci exilés loin de celles-là. Si cela continue ainsi, que les dames italiennes soient assurées de voir bientôt de retour près d'elles ces mêmes hommes à qui ne manque peut-être, pour se trouver à leur niveau, que d'avoir des moyens d'activité égaux aux leurs. — Soyons justes en effet, c'est chose plus difficile pour les hommes que pour les

femmes : pour elles l'activité de la famille suffit, mais non pas toujours aux hommes, et d'autant moins qu'ils en laissent davantage aux femmes. Mais elles feront leur éducation, sous ce rapport, par la force de l'exemple, par les exhortations, par la mode elle-même. Il est certain que la mode une fois venue pour les femmes de s'occuper des soins du ménage, celle de pourvoir à la bonne administration des biens commence pour les hommes. Les dissiper, ne pas en prendre souci, s'en remettre de ces embarras à des intendants, est passé de mode ; cela ne paraît plus de bon ton, ni une obligation de grand seigneur. Aujourd'hui l'on s'occupe d'agriculture ; on embellit ses maisons de campagne, on accumule dans ses appartements ces commodités, ces agréments, ces recherches, qu'on appelle, d'un mot étranger, mais très-expressif et même italien, des *conforts*. C'est là une élégance qui n'est pas seulement utile, mais presque vertueuse ; c'est un moindre degré d'activité que tant d'autres, mais c'en est une, et d'autant meilleure que, de sa nature, elle a besoin d'être continuelle. A cette mode, à ces occupations élégantes, s'en ajoutent d'autres en ce qui concerne les exercices du corps, et surtout l'équitation, l'éducation des chevaux, les courses. Nos puristes de nationalité font la grimace à ce qu'ils traitent d'emprunts faits à l'élégance étrangère, tandis que ce sont de très-anciennes habitudes italiennes passées comme tant d'autres au dehors, revenues chez nous perfectionnées, et qu'il n'y a nulle honte à reprendre ou à prendre, comme on voudra dire. La honte serait à ne pas les prendre tout entières, dans ce qu'elles ont de meilleur ; de conduire, par exemple,

des attelages à quatre ou à six chevaux avec toutes ses aises, au lieu de monter à cheval; de chevaucher tranquillement par récréation, au lieu de se livrer à un exercice mâle et pénible, à dompter des chevaux, à chasser à courre ou à faire des *courses au clocher*. Baretti vante les chasses au filet, aux *roccoli;* je vanterais au contraire toutes celles qui se font avec des armes et à cheval. Si la nature diverse du pays ne permet pas qu'elles soient partout les mêmes, comme ailleurs celles du renard, du cerf, du chevreuil, il en est d'autres qui sont propres à l'Italie, et qu'il serait beau de mettre à la mode, comme celles du sanglier dans les forêts, des chamois, des bouquetins et même des ours dans les Alpes. On a trop vanté peut-être les Alpes comme défense; mais assurément c'est une beauté particulière à notre Italie, et elles pourraient devenir pour la jeunesse italienne une palestre ouverte aux genres d'activité les plus variés. C'est une honte que, si voisines de nous, elles soient explorées, franchies, parcourues, étudiées, décrites de cent façons par tout le monde, excepté par nous. Il n'est peut-être pas un Italien à qui revienne l'honneur de l'une de ces premières ascensions sur les sommets des Alpes qui font événement presque comme les découvertes transatlantiques ou polaires. Dans ces listes annuelles des ascensions au Mont-Blanc, qui sont si nombreuses, il est rare que parmi des noms russes, anglais, suédois, on trouve (comme cette année) celui d'un Italien. Ce sont là pourtant des voyages dans lesquels, à l'attrait, à l'exercice de l'activité, se joignent l'attrait et l'exercice du danger. Courts et faciles pour des hommes jeunes et hardis, ils ne peuvent leur être interdits, ni par leurs occu-

pations, ni par la médiocrité de leur fortune, ni par les défiances du gouvernement. — Mais est-il vrai qu'ils soient empêchés d'entreprendre des voyages plus lointains? Est-il vrai que subsiste encore, dans les provinces soumises à l'étranger, cette prohibition qui, de sa part, serait un aveu trop naïf de ne pas vouloir être comparé avec les habitants d'autres pays plus civilisés? Aveu à laisser faire à de plus barbares. Quoi qu'il en soit, aucune prohibition de ce genre n'est faite par les princes italiens, et leurs sujets peuvent exercer à leur gré leur activité dans les voyages, non-seulement en Europe, mais sur tout le globe. Si, pour les vieillards, les voyages sont souvent de l'oisiveté ou un moyen de tromper l'oisiveté, ils sont, pour ceux qui sont jeunes et ardents à apprendre, une activité véritable et une éducation nouvelle. Il en est, c'est trop vrai, qui reviennent des pays les plus éclairés et les plus actifs du monde, en nous disant qu'ils s'y sont ennuyés. Je le crois bien aussi : il n'y a pas de plus grand ennui que de paraître ennuyeux, que de se trouver très-désœuvré au milieu de gens très-affairés. Mais qu'ils y aillent disposés, sinon à mieux, à désirer de l'activité, et ils seront contents de ces gens qui trouvent du temps pour tout, sauf pour l'ennui. Je m'étonne ensuite que l'on n'entreprenne pas un certain genre de voyages qui offriraient aussi le double attrait de l'activité et des dangers; je veux parler des voyages, ou plutôt du service, comme volontaire, dans les pays où se font ces belles guerres de conquêtes chrétiennes. Ce serait là se préparer directement à ces autres guerres où sont fondées nos meilleures espérances. Nous avons une de ces guerres tout en face de l'Italie,

et là non plus il n'est pas beau qu'il y ait des volontaires de tous les pays chrétiens et éloignés, et non pas du nôtre qui est si près. — Mais je n'en finirais pas si je voulais parler de tous les genres d'activité qui, dans ce siècle si actif, se présentent à tout Italien; il en est déjà qui ont été embrassés par plusieurs de nos compatriotes, dignes de grands éloges pour cet exemple donné. On peut donc espérer que d'autres, en grand nombre, les imiteront peu à peu selon la position particulière de chacun, et qu'il finira par en être ainsi de tous. Il y a encore toutes ces sociétés industrielles et ces entreprises publiques qui, si elles n'augmentent pas toujours la fortune des actionnaires, accroissent au moins le capital, le progrès de la patrie; c'est pourquoi ce devraient être là les spéculations des personnes riches principalement. Je ne parle pas des différents genres de commerce, parce que, de même que les arts et les professions libérales, ce sont des moyens d'activité spéciaux n'appartenant qu'à un petit nombre des personnes dont nous nous occupons ici. — Mais j'en reviens à louer et à bénir en dernier cette activité que j'ai dit suppléer à toutes les autres, et que j'appellerai ici l'activité antique et nationale de l'Italie, celle de la charité. Je crois qu'il n'en existe pas un mode, une forme adoptée avec succès de nos jours, dont l'origine ne se retrouvât dans quelque vieille institution italienne. Je m'étonne donc que ceux qui ne cessent de réclamer en toutes choses la supériorité pour les Italiens, ne se soient pas encore mis en peine de rechercher ces origines dans les chroniques de notre patrie. Moi, qui tiens peu de compte des commencements auxquels il n'a pas été donné

suite, je ferais grand cas de ceux-là, précisément parce que ce ne furent pas de simples essais, n'ayant rien produit; ils se perfectionnèrent beaucoup durant le moyen âge, et laissèrent des exemples, des modèles qu'on n'a guère surpassés depuis. Mais ce dont il faut se réjouir davantage est de voir des progrès de ce genre se multiplier d'un bout à l'autre de l'Italie. C'est là une activité bonne à tout et pour tous : bonne comme activité chrétienne, ce qui n'est ignoré de personne, mais bonne aussi comme activité publique, bonne surtout comme activité privée. Comme activité publique, la charité est peut-être la dernière solution de ces graves problèmes économiques de la plus grande communauté des biens, du plus grand rapprochement des conditions extrêmes, d'une espèce de loi agraire pour le monde chrétien. En Italie particulièrement, en outre du mérite de continuer l'œuvre de nos ancêtres, la charité a le très-grand avantage d'être la vertu qui réunit le plus, d'être un lien entre les personnes de tous rangs, de toutes les opinions : princes, grands et peuple, riches et pauvres, hommes, femmes, vieillards, enfants, gens en santé et malades, prêtres et laïques, tous se réunissent dans l'exercice de la charité, et parfois dans un même établissement charitable. Là il est pourvu à tout ce qui est bon et utile à la patrie, à la santé de la population, à l'accroissement de l'instruction, au maintien ou à l'amélioration de la morale, de l'ordre, de l'obéissance, de la régularité, de l'amour; rien de mauvais n'en sort, rien du moins qui soit devenu pire. Comme activité privée, la charité est le moyen le plus sûr et le plus à la portée de chaque particulier de faire, tout en-

semble, le bien de sa patrie et le sien propre; c'est le moyen de conserver vivantes en soi plus de vertus, plus de mâles vertus; c'est l'activité du corps, de l'esprit, de l'homme tout entier; c'est le labeur, le péril, le sacrifice. Avez-vous une autre activité spéciale, obligatoire dans votre condition? Êtes-vous prince, homme d'État, professeur, artiste, artisan, commerçant, père, mère, fils de famille, occupé des devoirs que Dieu vous impose? Remplissez d'abord ceux-là, ceux en premier dont la Providence exige l'accomplissement, puis ceux dont vous avez fait choix vous-même; sinon, vous serez précisément comme ceux qui réduisent leur famille à l'aumône pour enrichir un hôpital. Il doit d'autant plus en être ainsi, que, même dans l'exercice de vos devoirs, vous pouvez, vous devez exercer aussi la charité. Mais n'avez-vous aucune activité publique, spéciale ou privée? Ou bien celle que vous avez ne suffit-elle pas à remplir votre vie, à vous soustraire à l'oisiveté? Voulez-vous sauver de la corruption vous et les vôtres, tous ceux que vous pourrez, votre patrie entière, et lui être utile aussi, autant qu'il est en vous, d'une manière infaillible? Faites alors ce que firent tant de nos ancêtres, ce que font tant de nos contemporains : donnez-vous à la charité et laissez dire; vous vous serez donné à la patrie. Laissez les autres excuser leur oisiveté en accusant la patrie, les princes, les temps, les étrangers; aucun de ceux-ci, même les derniers, ne peuvent vous ravir cette grande ressource, toujours prête à suppléer à l'activité partout où elle manque; ils ne peuvent vous ravir l'exercice des deux vertus dont toute patrie a et aura sans cesse besoin, mais plus la

nôtre pendant que l'entreprise se prépare, et plus que jamais quand viendra l'occasion : les deux vertus de l'activité et des sacrifices.

12. Mais, au moment de finir, je crains que l'on ne me demande qui je suis pour prêcher tant la vertu; quel droit, quelle mission j'ai pour cela ; si j'ai moi-même tant de vertu. Je répondrai d'abord que peu importe qui je suis; que ma mission, je la tiens de mon amour pour ma patrie; que c'est lui qui m'inspire et me fait dire ces vérités que certaines personnes traiteront d'austères, comme il inspire à d'autres ce que j'appelle, moi, des flatteries. Si, du reste, on traite mes paroles de sermons, je réclame le droit et le devoir de répéter avec tout prédicateur : Occupez-vous de ce que je dis et non de ce que je fais. Je vous ai parlé de vertus, non de mes vertus, et ces vertus, je les encourage et je les désire en général, précisément parce que je sens le besoin de me les rendre propres. — Si l'on me disait ensuite que j'ai parcouru et fait parcourir beaucoup de chemin pour arriver à des conclusions vulgaires, et bonnes tout au plus pour la vie privée, aux vertus des pères et des mères de famille, des *frères ignorantins* et des *sœurs de charité*, je répondrais que je n'ai parcouru tant de chemin que pour en arriver précisément à ceci : que toutes les vertus publiques et privées sont indispensables pour atteindre le but si élevé de l'indépendance, pour changer les songes en espérances. — Si l'on me disait enfin que le résumé de tout ce que j'ai proposé se réduit à la résignation, vertu des malheureux et des faibles, je répondrais que le résumé de ce que je propose est précisément la résignation, vertu des malheureux,

mais des malheureux qui sont forts en même temps; cette résignation qui n'est pas le renoncement à l'activité, mais la résolution de lui donner une direction nouvelle, celle qui est l'acceptation volontaire de tout ce qui ne peut se changer vertueusement, pour avancer avec d'autant plus de zèle vers tout ce qui peut et doit être vertueusement changé. — Je résume, au surplus, mon écrit en deux mots : Un seul but, L'INDÉPENDANCE ; un seul moyen, LA VERTU.

CHAPITRE DOUZIÈME.

DU PROGRÈS CHRÉTIEN ET DE L'ENCOURAGEMENT QUI EN RÉSULTE POUR LES ESPÉRANCES ITALIENNES.

> L'azione incivilitrice dell' Evangelio è tuttavia ne' suoi principii.
> (GIOBERTI-Del Buono, Avvert. XX.)

1. Voilà mon livre fini, tel que je me suis proposé de l'écrire, en respectant, autant que je l'ai pu, sans trahir mes pensées, cette opinion exagérée de nationalité qui me paraît très-répandue dans notre patrie. Toute opinion patriotique me semble respectable jusqu'à ce point que celui qui croit devoir la combattre est tenu de le faire, comme un fils les erreurs de ses parents, avec l'espoir de s'être trompé lui-même, avec le désir du moins de leur trouver des excuses. Mais chez une nation qui n'a point de nationalité complète, toute exagération du sentiment de nationalité est particulièrement excusable. Or, mon intention étant de traiter des espérances de l'Italie, je m'en suis tenu à celles qui lui étaient spéciales, et si parfois j'ai abordé, par nécessité, celles des autres pays, je me suis hâté de repasser les Alpes et de les mettre, pour ainsi dire, entre nous et le reste du monde. Si parfois je n'ai pu éviter le mot et l'idée de progrès chrétien universel, je ne m'y suis point arrêté, et bien malgré moi. Mais mon livre est fini, et je ne saurais m'empêcher de penser qu'il est beaucoup d'Italiens d'une âme plus élevée et vraiment libérale, qui, au milieu

même des circonstances moins prospères de leur patrie, sont capables de voir, en s'en réjouissant, les conditions on ne peut plus heureuses de la chrétienté, et d'y puiser volontiers de nouvelles espérances, plus favorables encore. Cette vertu, qui consiste à savoir, dans une infériorité relative de fortune, ou même au sein de ses propres disgrâces, se réjouir au spectacle du bonheur des autres, est une des vertus privées les plus nécessaires sans doute; c'est celle qui donne à tout infortuné la force de remplir ses devoirs et de demeurer fidèle aux affections qui lui restent. Il en est de même des nations : pour elles, comme pour les individus, l'envie est coupable; l'envie pervertit la douleur qui est destinée à améliorer, non à rendre pire; l'envie est le dernier degré du malheur. Savoir prendre part aux joies d'autrui est parfois, pour les nations plus que pour les individus, une source de joies nouvelles, parce que la vie des hommes ne se renouvelle pas, mais bien celle des nations.—J'adresse donc ce supplément ou ce complément de mon livre à ceux de mes compatriotes qui sont susceptibles de cette vertu; je leur adresse encore ce peu de pages pour éclaircir cette idée de progrès universel, devenue inévitable pour quiconque s'occupe d'une des trois sciences qui traitent des destinées humaines : l'histoire, la politique et la philosophie. Juste ou fausse, bonne ou mauvaise, utile ou inutile, cette idée préoccupe une grande partie de notre génération. Le temps que chacun de nous emploiera à la rendre plus claire ne sera donc pas perdu. — Il ne sera perdu en particulier pour aucun Italien. Soyons de bonne foi. La plupart des espérances spéciales, offertes jusqu'ici à nos com-

patriotes, pour ne pas dire toutes, dérivent de cette espérance suprême, que la chrétienté est pour progresser en sagesse, en modération, en civilisation et en vertu, au milieu du genre humain; l'Italie, au milieu de la chrétienté. Si cette espérance suprême était trompeuse, toutes les autres le seraient dans leur spécialité; si elle est vraie, au contraire, peu importerait que je me fusse trompé sur celles qui sont secondaires ou éventuelles: au lieu d'une occasion qui manquerait, il en surgirait plusieurs autres. Le progrès chrétien est la source de toutes; cela vaut la peine d'y remonter. — Mais, naturellement, ce supplément à un livre déjà court par lui-même, ne peut être que très-court; il ne peut dès lors prétendre à persuader ceux dont les opinions contraires sont invétérées, ni à enseigner les nôtres à ceux pour qui elles sont tout à fait nouvelles. Il ne peut être qu'un *memorandum* ou tout au plus une récapitulation d'idées déjà conçues, une conversation entre gens de même avis ou différant sur bien peu de points.

2. L'idée du progrès du genre humain n'est pas nouvelle. Je crois qu'elle est venue à l'esprit de beaucoup, chaque fois qu'il s'est élevé une grande nation, un grand empire, un grand conquérant, époques auxquelles les flatteurs ne manquèrent probablement pas de dire qu'elle était le commencement d'une nouvelle ère de réunion et de prospérité universelle. Sans chercher d'autres exemples, c'est ce qui arriva au temps d'Auguste : la fameuse églogue de Virgile et autres flatteries du même genre en sont des monuments irrécusables. — Toutes ces prophéties se trouvèrent, à la vérité, mensongères. Mais il en fut fait d'autres

tout à fait différentes, non à un conquérant, non à un empire, à une nation, par des poëtes ou des panégyristes, mais à la chrétienté primitive, par les saints Pères, par les Évangélistes, par les Apôtres, par saint Paul plus particulièrement, par le divin auteur du christianisme lui-même, et, en remontant plus haut, par les Prophètes, par les Psalmistes et par les écrivains sacrés, jusqu'à l'Auteur de la Genèse, qui tous ajoutèrent, à la promesse d'un Rédempteur, la promesse d'une lumière nouvelle, d'une vérité nouvelle, d'une nouvelle réunion du genre humain. Aperçue à peine par ceux qui n'avaient que la lumière de la raison ou des traditions imparfaitement conservées, contemplée par ceux qui étaient illuminés par la révélation, l'idée confuse d'un progrès universel futur est aussi ancienne que le monde; l'idée précise d'un progrès, déjà commencé pour continuer, est aussi ancienne que la chrétienté.

3. Les philosophes du siècle passé, à qui elle est attribuée ordinairement, ne firent que lui assigner un nom et la formuler. Bien ou mal? Là gît la question. — Voyant le véritable et grand progrès qui se faisait de leur temps dans toutes les sciences matérielles, espérant et promettant d'en faire faire un semblable dans les sciences spirituelles, ils annoncèrent un progrès universel présent et futur, puis, se passionnant peu à peu, comme c'est l'usage, pour leur propre idée, et revenant sur le passé, ils proclamèrent que ce progrès était déjà ancien, très-ancien, contemporain du monde, perpétuel, naturel au genre humain. L'homme fut défini un animal progressif, la raison fut progressive, la nature humaine aussi, par elle-même; tout ce qui fut, est ou sera de bien dans le genre humain, fut

décidé l'effet de cette faculté progressive; tout ce qui est mal, l'exception. — Une difficulté restait. Les historiens avaient remarqué toujours, les hommes pratiques et politiques observaient journellement que certaines nations s'élevaient en prospérité et en vertu, tandis que d'autres déclinaient; les historiens universels et les philosophes avaient même signalé des périodes de temps dans lesquelles il semblait que non pas une ou plusieurs nations, mais le genre humain tout entier eût rétrogradé, et cela aurait détruit, jusque dans ses fondements, la nouvelle et attrayante idée du progrès perpétuel. Mais cela n'arrêta pas les philosophes. Ne pouvant se tirer d'embarras à l'aide des faits et par les raisonnements, ils eurent recours à une comparaison. Ils comparèrent le progrès humain à une spirale, qui, à chaque tour, semble rétrograder et pourtant avance. De cette manière, sans éclaircir si les retours de l'humanité en arrière furent apparents ou non, tout le monde se tint pour satisfait avec eux, et la difficulté cessa.—Il en naquit une autre, il est vrai. Dans cette idée du progrès perpétuel se trouvait, dès le commencement, impliquée l'idée que le christianisme, qui est incontestablement le plus immense des progrès humains, n'était qu'un progrès naturel, humain; qu'un autre progrès semblable, et par conséquent plus grand, qui serait la philosophie, était possible, probable, certain, imminent. C'était là certainement une grande difficulté pour les chrétiens sincères, qui n'admettent pas que le christianisme soit un progrès naturel, ni qu'il en puisse survenir un supérieur. Mais ces philosophes ne s'arrêtèrent pas à cela. La chute du christianisme une

fois évidente à leurs yeux, dédaignant et plaignant tous ceux qui ne la voyaient pas, ils ne tinrent d'eux, c'est-à-dire de tous les chrétiens, aucun compte. Pour cette question comme pour d'autres, ils séparèrent, comme par égard, le champ de la religion de celui de la philosophie, puis, laissant de côté les discussions sur le passé, sur l'histoire entière du genre humain, ils la déclarèrent inexplicable, la laissèrent inexpliquée, et se réfugièrent dans l'avenir, qu'ils expliquèrent à leur manière avec plus de facilité.

4. Mais ce temps, qui pour eux était à venir, est déjà devenu le présent, et leur a, dans l'espace de peu d'années, donné un solennel démenti. Le christianisme se montre plus florissant que jamais. Nous n'acceptons donc, et moins que jamais, nous autres chrétiens, qui nous adonnons à l'étude de la philosophie, de l'histoire, de la politique, aucune politesse de ce genre; nous n'avons pas besoin de séparer le champ de la philosophie de celui de la religion, de la raison et de la révélation, ni de nous en remettre à un avenir incertain. Il nous suffit du passé et du présent, de l'histoire telle que nous l'avons dans son entier, depuis l'origine du monde jusqu'à nous. Elle se divise pour nous en deux parties principales, en deux séries d'événements, séparées par un événement immense, la venue du Rédempteur. Pour nous, la série antique est rétrograde, la série chrétienne est progressive. Pour nous, le progrès actuel du genre humain est évident et certain; mais il ne commence pas à l'origine du monde, ni au premier homme, ni naturellement; il commence avec le christianisme, à la venue du Rédempteur, à la grande et dernière

révélation, et dès lors surnaturellement. Pour nous, en un mot, le christianisme fut et est non-seulement un très-grand progrès, mais la cause du progrès; il ne progressa pas lui-même dans sa vertu intime, qui dut être et fut parfaite dès le principe, puisqu'elle est divine; mais il progressa dans les effets de cette vertu, dans tous les effets humains qu'elle produisit; il fit progresser tous les hommes en qui elle se répandit : la société chrétienne, la chrétienté. Tout cela jusqu'à nous, certainement, tout cela bien probablement dans tout l'avenir qu'il nous est possible de prévoir; mais nous renonçons pour un avenir éloigné à savoir ce qui ne nous en est pas ouvertement révélé, c'est-à-dire, presque tout, sauf que l'Église chrétienne, quoi qu'il arrive, durera autant que le genre humain.

5. Les preuves que le genre humain a rétrogradé jusqu'à la Rédemption sont pour nous évidentes, d'après tous les livres sacrés et profanes. Les livres sacrés (qui sont le seul document clair, le seul tolérable pour les trois ou quatre premiers millénaires jusqu'à Cyrus) nous montrent le genre humain sortant deux fois d'une famille, commençant deux fois par l'adoration du Dieu véritable et unique, par la vie patriarcale dans sa simplicité, et deux fois s'écartant de la vérité et de la vertu, tombant deux fois dans ces polythéismes, dans ces idolâtries multiples et corruptrices, devenus désormais presque inconcevables. — Les histoires profanes elles-mêmes n'ont rien qui y contredise, si on ne les interprète pas, comme on ne l'a fait que trop jusqu'ici, avec cette pédanterie, c'est-à-dire, avec cette science affectée et cette ignorance effective qui ne laisse concevoir librement à

l'esprit rien qui ait de la réalité. A l'exception d'une chronique chinoise, le *Chiou-King*, et une autre de Kachemir, je ne connais aucun livre profane antérieur à Hérodote, qui mérite le nom d'historique, qui ne soit, jusqu'à l'absurdité, mythique et poétique. Ces deux livres, qui ne diffèrent nullement du récit biblique, mais sont pauvres à l'égard des renseignements, ne nous sont connus, le premier, que depuis moins d'un siècle; le second, depuis une dizaine d'années. Tous les autres historiens, y compris Hérodote, que l'on appelle anciens, ne nous retracent que les six derniers des quarante ou cinquante siècles qu'embrasse l'histoire ancienne; et ces six siècles sont ceux de cette civilisation, de cette culture gréco-romaines, qui furent l'apogée de celles de l'antiquité (1). De là provient l'illusion. J'entends l'illusion de ceux qui, en observant ces arts ou cette littérature, ne sachant pas apercevoir au delà ni plus haut, quand ils remarquent un progrès de la culture intellectuelle, le disent un progrès de la civilisation, et tous les deux ensemble un progrès de l'humanité, ou *humanitaire*, pour me servir de leur expression. Si ce n'est pas là de la pédanterie ou de la préoccupation, une étude étroite et très-incomplète de la science, je ne sais ce que c'est. Il ne s'agirait que d'étudier mieux tous ces historiens anciens, si faciles, du reste, et si attrayants pour l'art admirable avec lequel ils ont écrit, et d'y joindre l'étude des poëtes, des philosophes et de tous

(1) Mais pour atteindre à cette apogée, ne fallut-il pas du progrès? La civilisation italo-grecque ne fit, il est vrai, que préparer les esprits à recevoir l'Évangile, sans lequel elle ne pouvait guère se soutenir; mais c'est par cela même qu'elle fut un très-grand progrès. TRAD.

les autres écrivains non moins admirables de cette époque, pour voir : 1° que tous tant qu'ils sont, mais surtout les plus anciens et ceux dont le génie est le plus élevé, Hérodote et Platon en tête, puis Xénophon, Tite-Live, Cicéron, et après eux les poëtes en masse de l'époque la plus éclairée de l'antiquité, rappellent sans cesse non pas une seule, mais plusieurs époques antérieures et meilleures, et, en premier, un âge d'or, c'est-à-dire, un siècle de simplicité de mœurs et de pensées, de vie patriarcale et d'adoration unique; 2° que tous, mais principalement les philosophes, et surtout Platon, s'abstinrent de faire cette distinction des deux champs de la philosophie et de la religion, qui est toute récente et de nos jours, mais qu'ils cherchèrent même, comme ils le pouvaient, à l'aide des lumières réunies de leur raison très-puissante et très-avancée (1), et de leurs traditions très-erronées au contraire, les restes de ces croyances et de ces mœurs primitives qu'ils voulaient rétablir; 3° que sans pédantisme, sans se préoccuper de l'éclat de leur culture intellectuelle, et encore moins de leur civilisation, ils avouèrent, professèrent, proclamèrent qu'ils vivaient dans un siècle corrompu et rétrograde, et aspirèrent (quoique en vain, comme on le vit bientôt) à un nouvel état de choses qui aurait été un commencement de progrès. Ce n'est pas leur faute à eux si les modernes, ne croyant pas à leurs propres paroles, les louant de ce dont ils ne se louèrent pas eux-mêmes, et ajoutant au texte, comme tous les

(1) Comment leur raison aurait-elle été si avancée, sans qu'elle eût fait des progrès ?
Voir notre précédente note et celles pages 54 et 279. TRAD.

commentateurs, ce qui n'y était pas, ont habillé l'histoire ancienne à leur gré, l'ont façonnée à l'usage des opinions de leur temps, et en contradiction avec toutes celles de l'antiquité. Ce n'est pas leur faute si certains auteurs d'histoire moderne, joignant à une science étroite l'étroite imitation, ont enjolivé les narrations des événements de notre temps, de ces doléances sur la décadence du genre humain, qui, chez les anciens écrivains, étaient graves et spontanées, tandis qu'elles sont chez eux de risibles plagiats et rien que mensonge.

6. Mais nous laisserons ici, comme dans tout le reste de notre travail, l'histoire ancienne, et ne prendrons de la moderne que ce qui est nécessaire à notre tâche. — L'histoire de la chrétienté n'est pour nous ni plus ni moins que l'histoire du progrès. Elle le comprend tout, elle y est comprise tout entière; ils sont contemporains, parallèles, identiques. C'est, je le sais, aux yeux de beaucoup, chose difficile à prouver; il semble que dans l'espace de plusieurs siècles, durant ceux de barbarie surtout, il soit impossible de découvrir un progrès quelconque. Mais si, écrivains ou lecteurs, nous laissons encore ici de côté toute préoccupation de métier littéraire, si nous savons nous élever à considérer, dans la vie de tout homme et dans celle de l'humanité, la vérité et la vertu comme les nécessités premières, les premières conditions, les premiers buts, il nous sera facile d'apercevoir le progrès du genre humain dans le progrès de la chrétienté, et celui-ci dans toute la succession des siècles chrétiens, y compris ceux appelés obscurs et barbares. — Pour peu que l'on considère la question dans sa généralité, dans son ensemble, à partir de

son principe jusqu'à nous, et dans son résultat présent, elle ne peut être, elle n'est, que je croie, douteuse pour personne. Personne ne doute que la chrétienté n'ait progressé en se répandant et en répandant la culture intellectuelle, depuis son origine jusqu'à nous; personne ne doute que la société chrétienne ne soit la seule, parmi les grandes sociétés humaines, qui ait été en progrès jusqu'à présent, et qu'elle ne continue d'y être; personne ne doute que le mahométisme, le brahmisme, le bouddhisme, le théisme chinois, et les restes de toutes les idolâtries païennes, ne soient ou stationnaires ou même en voie rétrograde. C'est là une grande preuve sommaire, à vrai dire, et qui suffirait pour démontrer la vertu progressive attribuée exclusivement à la chrétienté; c'est là une grande présomption de son progrès continu. Mais abandonnons cette preuve comme trop générique. Loin de décliner l'examen spécifique des différents siècles, nous n'avons d'autre regret que de ne pouvoir descendre ici dans les moindres détails, car ils n'en démontreraient que mieux notre proposition.

7. Les divisions qui, dans l'histoire, comme dans les autres sciences, sont très-importantes, dépendent de la justesse et de la largeur de la conception que l'auteur s'en est formée, et la produisent chez le lecteur. Mais comme plusieurs conceptions justes, relatives à une science quelconque, peuvent naître dans l'esprit humain, qui n'atteint pas à la conception infinie, plusieurs divisions peuvent être également bonnes, d'où suit que toute division est plus ou moins arbitraire. Après cette déclaration préliminaire en ce qui concerne les divisions en général, je vais diviser

comme suit l'histoire du progrès chrétien. — Ire époque. De la naissance du Rédempteur à la destruction de l'empire romain (de l'an 1 à 476); époque de la décadence de la culture et de la civilisation antiques, et du commencement de celles du christianisme; époque intermédiaire entre le monde ancien et le monde renouvelé. — IIe époque. De la destruction de l'empire romain jusqu'à Grégoire VII (476-1073); époque que l'on pourrait peut-être séparer en deux, avant et après Charlemagne, mais dont nous ne formons qu'une seule, pour la nommer époque de la suprématie germanique (1). — IIIe époque. De Grégoire VII jus-

(1) Cette suprématie germanique nous paraît fort contestable. Nous ne saurions reconnaître aux bandes guerrières des Germains d'autres éléments de progrès qui leur appartinssent en propre, que celui de la force; et nous savons à quoi ce même élément sut aboutir dans des temps plus reculés, quand les ancêtres de ces mêmes barbares envahirent de la même manière l'occident et le midi de l'Europe. Heureusement cette fois-ci la Providence était venue en aide à la civilisation réduite aux abois par ses propres excès, et les papes parvinrent à tirer parti de ce redoutable élément en le dirigeant vers le bien, autant que cela était possible. C'est donc à eux, à eux seuls, qu'appartient la suprématie des siècles barbares.

Supposons, en effet, que, durant ces beaux siècles dans lesquels, selon quelques faiseurs d'histoire, les lumières du Nord venaient éclairer les pays du soleil, Rome n'eût pas été là pour : I. détourner l'apothéose des nouveaux thesmophores en canonisant les saints; II. empêcher l'hérédité du sacerdoce par le choix personnel, et plus tard par le célibat du clergé; III. démocratiser peu à peu la race des conquérants, en proclamant le mariage libre avec tout le monde, excepté entre proches parents; IV. arrêter la localisation de toute chose par la consécration de la royauté centralisatrice, cette fille indocile de l'Empire et de l'Église que l'on s'est évertué à faire dériver de l'élection des chefs militaires, pratiquée en tout temps chez tous les peuples nomades; V. relever les Communes des indigènes en poussant les seigneurs aux croisades; supposons, dis-je, que Rome n'eût pas été là pour opérer tous ces miracles et bien d'autres de la même importance, et croyons encore, si cela

qu'au grand débordement des étrangers en Italie (1073-1491), époque sans contredit de la suprématie italienne. — IVe époque. De ce grand débordement jusqu'à nous, que nous appellerons, pour ne pas trop subdiviser selon les diverses suprématies d'une moindre durée qui se succédèrent, époque des différentes suprématies chrétiennes. — Comme on le voit, nous acceptons de M. Gioberti le nom et l'idée d'une suprématie exercée jusqu'à présent par une nation chrétienne sur les autres; en nous en écartant toutefois en ceci, que, selon nous, elle n'aurait pas été toujours possédée par une seule, mais serait passée plusieurs fois de l'une à l'autre. Les idées des grands penseurs laissent toujours beaucoup dans l'esprit de ceux qui les contredisent non par une manie d'opposition, mais par amour de la vérité.

8. Dans la première époque, il n'est guère besoin de démontrer le progrès chrétien au milieu de la décadence gréco-romaine. Alors les deux mondes se rencontrèrent pour se livrer bataille, l'ancien et le nouveau; alors les deux séries d'événements, les uns

nous plait, que la soprématie des Germains, quand elle eût été vraie, n'aurait pas ramené parmi nous la barbarie des druides, ou fondé quelque chose se rapprochant davantage de l'heureuse immobilité asiatique. Pour peu que les Brahmines n'eussent pas fait défaut, les Xattryas, les Vaiscias, les Soudras et surtout les Parias, ne manquaient certainement pas.

Si l'on veut que les hordes barbares qui se pressaient les unes les autres à travers les forêts de la Germanie, en venant enfin se heurter contre les populations romaines corrompues par les excès de la civilisation, aient fait jaillir de celles-ci de nouvelles étincelles, comme l'acier de la pierre, à la bonne heure; mais prétendre que ces mêmes hordes aient exercé une suprématie de progrès, nous en demandons pardon aux adorateurs des nobles châtelaines du moyen âge, cela nous parait exorbitant. Trad.

rétrogrades, les autres progressifs, se trouvèrent en présence et se déroulèrent à l'envi; alors se précipitèrent également les deux mouvements contraires. — En l'an 1er, la culture intellectuelle antique était à son apogée; l'antique civilisation croyait y être; et la religion, non celle du vulgaire, il est vrai, mais celle des philosophes et de tous les hommes éclairés, s'efforçait de revenir à la simplicité et à l'unité abandonnées depuis tant de siècles. En l'an 476, au contraire, la culture antique tout entière s'était déjà éteinte d'elle-même peu à peu, par son vice et son impuissance propres. La civilisation, à quelque point qu'elle fût parvenue, avait passé par tous les excès de la tyrannie impériale, qui demeura la plus atroce parmi tant d'autres, et elle était arrivée au désordre le plus complet qui jamais ait existé. Cette religion philosophique, qu'au milieu des erreurs universelles on pouvait croire d'autant plus voisine du triomphe qu'elle était sur la route de la vérité, n'avait pourtant pas avancé sur son chemin; elle n'avait été capable d'y faire entrer ni l'empire, ni une province, ni une ville, ni une classe de citoyens, ni une association d'hommes quelconque; elle n'avait pas été capable de former une société de ce petit nombre de philosophes, et encore moins de reconnaître la religion, la société véritablement philosophique, qui, remontant véritablement à l'unité, grandissait tous les jours à côté d'elle. — La société chrétienne, au contraire, commence par quelques hommes vulgaires, de la classe la plus méprisée, dans la plus méprisée des provinces romaines; elle reste un petit nombre d'années dans cette contrée et dans les provinces grec-

24.

ques environnantes, et bientôt portée à Rome elle s'y propage au point d'attirer l'attention et les persécutions impériales ; elle se répand néanmoins à l'entour, malgré la guerre que lui déclare toute la philosophie et toute la culture humaine, malgré la guerre qu'elle-même fait à tous les usages du temps, non, comme tous les autres progrès, en secondant l'opinion et en étant secondée par elle, mais en dépit d'elle ; elle grandit cependant, et elle est devenue assez puissante en trois siècles pour monter sur le trône impérial et devenir religion de l'État, pour créer un grand principe de culture intellectuelle propre, de civilisation propre ; pour se mettre seule, en un mot, aux lieu et place de toute la société gréco-romaine. — Cette société avait été, à dire la vérité, la plus splendide, la plus avancée de l'antiquité : mais il en existait encore d'autres, parmi lesquelles deux grandes, celle de l'Inde et celle de la Chine. Or, toutes deux, soit hasard, soit disposition de la Providence, se trouvèrent précisément, vers l'an 1er, à leur apogée, toutes deux presque parvenues à la même splendeur que la société occidentale gréco-romaine ; leurs philosophies étaient même pareillement à la recherche de la religion primitive. Or, toutes les deux démontrèrent, chacune à leur manière, une impuissance égale. Elles la démontrèrent d'autant plus que ce fut plus diversement. Elles ne déchurent pas, ou ne déchurent que peu ; elles restèrent stationnaires ; stationnaires alors, stationnaires au milieu de nombreuses vicissitudes, durant de longs siècles, jusqu'au moment où nous sommes et où nous les voyons tomber. Les débris de la société et de la religion si anciennes des Perses ou

des mages, restèrent aussi stationnaires, comme aussi les sociétés et les religions diverses et multiples des barbares tant méridionaux que septentrionaux, Germains, Scandinaves, Finnois, Scythes, Tartares, Arabes, Africains : toutes demeurèrent stationnaires, comme on trouva plus tard les sociétés et les religions américaines. — Assurément il ne serait pas besoin d'aller plus avant dans l'histoire de la chrétienté, il suffirait de s'arrêter à cette première époque pour démontrer, 1° qu'elle porte innée en elle-même une vertu de progrès ; 2° que cette vertu ne se rencontre dans aucune autre société humaine ; 3° que par conséquent elle lui vient, non de la nature humaine, mais du dehors, surnaturellement. — Je déclare ici, pour ne scandaliser personne, qu'il y a certainement d'autres preuves de cette vertu surnaturelle que la philosophie de l'histoire ; mais, comme toutes les autres philosophies, celle de l'histoire en donne une, et doit la donner ; la grande idée du progrès chrétien ne serait pas complète sans celle de l'origine surnaturelle du progrès même (1).

9. Mais laissons l'époque de l'Église primitive persécutée ou triomphante, l'époque des apôtres, des premiers disciples et des saints Pères, durant laquelle le progrès ne peut être et n'est pas contesté, et venons à celle de la barbarie, champ de prédilection de ceux qui nient cette continuité de progrès. — De 476 à 1073 il y a un intervalle de six siècles, durant lesquels on ne trouve pas un grand écrivain, pas un grand artiste, pas une science, pas une culture intellectuelle

(1) Non du progrès, selon nous, mais de l'Évangile qui le rendit impérissable. TRAD.

florissante. Je n'entrerai pas en discussion à cet égard en exhumant de longues listes de grands hommes inconnus; non-seulement j'admets, mais je soutiens moi-même cette obscurité, cette barbarie en fait de culture intellectuelle; j'admets et je soutiens la contemporanéité de la barbarie en fait de civilisation. — Qu'en résulte-t-il? Revenons encore une fois sur ce point: vivons-nous ici-bas pour écrire ou pour peindre, même pour gouverner et être gouvernés? Ou bien ou n'écrit-on, ne peint-on, toutes les sciences ne sont-elles encouragées, n'est-il des gouvernants et des gouvernés qu'à l'effet de vivre pour le bien et pour la vertu? Quelle est la somme (c'est un problème que je soumets aux philosophes non théologiens ou purs non moins qu'aux nôtres), quelle est la somme des vies de toute génération quand elle fait place à celle qui la suit? la somme des livres, des tableaux et des lois, ou celle des vertus? Si, comme je le crois, non-seulement tous les philosophes, mais tous les hommes doués du sens commun, sont d'accord que la somme, le but des vies humaines est la vertu, alors certainement on pourra dire qu'une époque qui a fait des progrès en vertu a progressé en général. Or c'est précisément ce qui est arrivé, et cette époque déchue en savoir et en civilisation avança dans les voies de la vertu; car à défaut des progrès accessoires et de moindre valeur, il en fut un plus grand qui les suppléa et les surpassa tous, le christianisme; car tandis que les connaissances et la civilisation continuaient à déchoir ou restaient stationnaires, la chrétienté continua à avancer. — L'empire romain en devenant chrétien avait sans doute progressé en vertu, ou plutôt avait

corrigé beaucoup de ses vices. Mais ceux-ci avaient été poussés si loin, que, même en diminuant, ils restaient encore très-grands, si grands qu'une foule de témoignages montrent les sujets de l'empire désireux de passer sous la domination des barbares, qui étaient également pauvres de vertus et riches de vices; ce dont il n'y pas moins de témoignages. Le fait est que les deux sociétés civiles en lutte à cette époque étant très-vicieuses toutes deux, il n'y avait de vertu que dans la société religieuse, dans la chrétienté, et que le seul progrès de vertu qu'il pût y avoir, était son propre progrès à elle, que personne ne saurait méconnaître. Elle se répandit de l'intérieur de l'empire où elle avait été renfermée (sauf quelques rares exceptions) tout à l'entour, mais principalement parmi les races germaniques, envahissantes ou envahies. Quoi! ce ne serait pas un progrès que d'avoir amené une grande et innombrable nation à renoncer au culte d'Odin, de Theuth et d'Erta, et aux sacrifices humains pour le culte du Dieu Un et pour le sacrifice de J. C.? Mais ne nous donne-t-on pas pour un progrès la première initiation des Romains aux arts et aux lettres grecques? Les deux cas sont semblables. Les Romains vainqueurs prirent des vaincus les connaissances grecques, les Germains vainqueurs prirent la religion chrétienne. Qui prit le plus? Je soumets de nouveau la question à ce qu'il y a de plus pur en philosophes. Je ne crois pas qu'un seul ose nier que les derniers prirent davantage; que le progrès germanique fut plus grand, et, pour parler comme eux, plus *humanitaire*. Si l'un d'eux l'osait cependant, je l'inviterais à considérer les deux résultats, la cor-

ruption romaine par les arts de la Grèce, la civilisation germaniqne par le christianisme. — Cette époque fut destinée à rendre chrétiennes, à civiliser, à faire avancer les nations germaniques; le progrès germanique fut la grande tâche de cette époque; c'est pourquoi cette époque dans son ensemble fut l'époque de la suprématie germanique avant et après Charlemagne, depuis Odoacre jusqu'à Grégoire VII (1). Un des plus illustres et des derniers philosophes de l'école pure, Hégel, dans sa Philosophie historique, publiée depuis sa mort, appelle âge germanique, monde germanique, toutes les époques de l'histoire chrétienne. C'est encore là une exagération, mais dans laquelle il y a pourtant un fond de vérité. Il n'y eut jamais de monde germanique, ni, comme les appelle le même Hégel, de monde oriental, de monde grec, de monde romain. Mais chez les anciens, comme ensuite chez les modernes, il y eut assurément des nations qui prédominèrent; avec cette différence essentielle, que les suprématies anciennes aboutirent toutes à des chutes, les suprématies chrétiennes à des progrès, tant pour les nations prédominantes que pour celles qui furent primées. Voilà ce qui est à mes yeux la réalité de l'histoire, en opposition aux deux exagérations semblables de la suprématie germanique et de la suprématie italienne. Ni l'une ni l'autre n'a subsisté durant toute la succession des âges chrétiens; ni l'une ni l'autre, ni aucune

(1) Cette conséquence est, ce nous semble, en désaccord avec les prémisses; car elle attribue la suprématie à ceux qui ont subi et non à ceux qui ont exercé l'action civilisatrice du christianisme, Du reste, pour tout ce qui concerne ce paragraphe, nous renvoyons le lecteur à nos deux notes, pages 54 et 279. TRAD.

ne fut, et ne peut être destinée à durer toujours, dans une société destinée à être universelle, catholique, chrétienne. — Mais la suprématie germanique dans les six siècles dont nous parlons est incontestable. Les Germains prédominèrent par les armes; ils prédominèrent en s'établissant dans les gouvernements, dans les maisons, dans les champs des vaincus, en fondant de nouvelles familles, des générations nouvelles; ils l'emportèrent peut-être aussi par la culture intellectuelle (si pauvre dans cette période qui ne compte presque pas), mais certainement par l'activité au milieu de l'activité universelle qui était très-grande partout, et dans laquelle ils se montrèrent supérieurs. La suprématie germanique fut la première en date parmi les suprématies chrétiennes, et la plus longue, car elle dura depuis les premiers établissements de ces populations au milieu de la chrétienté, vers la moitié du ve siècle, jusqu'à la fin de la tyrannie des empereurs d'Allemagne sur l'Église romaine, et par elle sur l'Église entière, c'est-à-dire jusqu'à Grégoire VII, après la moitié du xie siècle, six siècles en tout. La tentative, l'empire de Charlemagne, ne fut, si l'on y regarde bien, qu'un événement de cette suprématie; le plus grand, il est vrai, celui à l'aide duquel on voulut le rendre perpétuel, mais sans pouvoir y réussir.

10. Le progrès de sa diffusion ne fut pas le seul que fit la chrétienté dans cette période de barbarie. Elle en fit encore un autre contemporainement, non moins important, et auquel on n'a pas donné assez d'attention : un progrès de réunion. La chrétienté de l'empire romain, soit celle primitive et souffrante,

soit plus encore celle qui règne triomphante, avait été divisée par d'inombrables hérésies. Cette multiplication d'erreurs qui, annoncée si hardiment par Bossuet il y a deux siècles, s'est réalisée si incontestablement de nos jours, fut pareille et presque identique au ve siècle; si bien qu'il n'est pas peut-être une hérésie actuelle qui ne pourrait, si elle le voulait, prendre le nom d'une des anciennes. Mais (et c'est là vraiment un augure magnifique) toutes ces erreurs cessèrent, s'éteignirent d'elles-mêmes dans le cours du VIe siècle. Dans son cours recommença l'union de la chrétienté, qui dura ensuite, sans exceptions notables, non-seulement pendant toute la période de barbarie, mais pendant toute la période suivante. Faudrait-il en faire honneur à la simplicité, au bon sens de la race germanique prédominante? Je crois que oui, et que cela est même de bon augure pour l'époque actuelle, et pour cette même race fourvoyée depuis trois siècles plus que les autres, mais qui semble aujourd'hui, par les études historiques, sincères autant qu'assidues, marcher sur les traces de ses ancêtres. — De toute manière, ce progrès de réunion dans la chrétienté, à l'époque barbare ou germanique, est incontestable (1).

(1) Nous pouvons nous tromper, mais il nous paraît évident, au contraire, que cette simplicité, ce bon sens, ce progrès dont parle l'auteur, ne durèrent, chez les nations germaniques, que tout juste le temps que la suprématie italienne, et plus particulièrement catholique romaine, put le retenir sous sa tutelle. C'est l'Église qui les dérouilla de leur barbarie; c'est elle qui les réunit à la grande société chrétienne; c'est elle qui les éclaira de toute manière.

Mais un beau jour, soit que les chefs de l'Église y aient ou non contribué par leurs fautes, soit que la lumière vint à leur manquer ou qu'elles en fussent éblouies, soit enfin par tous ces motifs ensemble, ces nations éprouvèrent des regrets, brisèrent les liens de l'unité, et plus tard, croyant faire du nouveau, elles se mirent à

11. Mais un autre grand événement s'accomplissait cependant sur les limites de la chrétienté (aucun autre fait notable ne se passant plus loin, puisque les religions, les civilisations, les sciences de l'Inde et de la Chine, et les autres moins avancées, y restaient stationnaires) : le mahométisme naquit. — Fut-ce là un progrès ou un pas rétrograde? Certes, il ne fit pas perdre à la chrétienté peu de provinces, quelques-unes en Asie, toutes celles d'Afrique, et presque toutes celles de l'Ibérie. C'est donc un nouvel argument pour ceux qui veulent voir, dans ce siècle, des retours en arrière. Mais d'abord cette diminution de chrétiens au Midi fut plus que compensée par l'accroissement qu'apportaient contemporainement à la chrétienté les races septentrionales. Puis, ce même mahométisme, qui peut être considéré, et que plusieurs considèrent comme une espèce de secte, une hérésie semirationaliste chrétienne, ce mahométisme ne fut pas peut-être un pas rétrograde bien grand, eu égard aux religions incertaines et mêlées de l'Arabie, et il fut certainement un progrès partout où il se substitua aux idolâtries multiples et vagabondes, c'est-à-dire, dans les trois quarts de l'immense territoire sur lequel il s'étendit. Si, par exemple, on considère le théisme mahométan dans ses conquêtes indiennes, dans sa guerre contre cette idolâtrie qu'on pourrait dire la

rature et une philosophie orientales quant au fond, septentrionales dans leurs allures, occidentales seulement par la forme.

Le retour vers la bonne voie a commencé, il est vrai, mais on espère en vain de le voir complétement effectué avant que toutes les causes qui donnèrent lieu aux regrets aient disparu complétement, ce qui se rattache aussi à la crise italienne, devenue inévitable désormais. TRAD.

plus parfaite, précisément parce qu'elle a poussé le plus loin son principe de multiplicité, à coup sûr, on doit le regarder comme un moyen se rapprochant de la vérité, comme une amélioration. Il en est de même où il détruisit le magisme perse et le fétichisme des populations nomades de l'Asie ou de l'Afrique. — Nous ne savons pas encore quelles seront les voies de la Providence dans les futurs accroissements de la chrétienté et du christianisme qui semblent s'annoncer de toutes parts; si les races non chrétiennes, restées au milieu de populations chrétiennes, se convertiront ou disparaîtront comme en Amérique; si des conversions larges et nationales venant à s'opérer, elles auront lieu parmi les sectateurs de la religion mahométane plus que chez d'autres. Mais en observant cette religion en elle-même, et dans ses premiers siècles, on ne saurait nier, on ne nie pas ce fait, quelques-uns même l'exagèrent, qu'elle fut et produisit un progrès. — L'histoire de l'islamisme est une tâche magnifique, mais elle ne convient pas à cette sorte d'historiens qui prétendent raconter tout, qui visent à l'érudition, et ne voient d'importance que dans des documents inédits. Ils disent gravement qu'une histoire du mahométisme est impossible sans avoir fouillé de nouveau les archives de Simanca, s'être fait ouvrir celles de Constantinople, et sans retrouver celles de Bagdad, de Broussa, de Ghisné, de Bokara ou de Samarcande. Cette tâche convient à ceux qui, sans dédaigner les détails et les rectifications minutieuses, n'accordent une grande importance qu'aux grands faits, croient que l'histoire est désormais plus sue que comprise et répandue, et qui, par ce motif,

cherchent à l'expliquer et à la répandre. A ceux-là les faits mahométans suffiraient pour en composer une histoire, je dirais presque un poëme, variée, attrayante, utile et complète à l'heure qu'il est. En commençant à Mahomet et à l'Hégire, vers six cent, ce sont douze siècles en tout : quatre de jeunesse et d'accroissement, quatre d'état stationnaire ou d'équilibre entre les pertes et les conquêtes nouvelles, enfin, quatre de décadence ; ces trois époques correspondent admirablement avec les périodes chrétiennes que nous avons indiquées, quoique très-différentes dans leur développement. Mais il nous suffit d'observer que la première de ces époques mahométanes, celle de la jeunesse et des conquêtes, s'étendant d'un côté jusqu'aux Pyrénées, de l'autre au delà de l'Inde et du Gange, l'époque d'une civilisation peu inférieure à celle chrétienne contemporaine, et d'une culture intellectuelle, supérieure peut-être, fut, sans contredit, une époque de progrès pour toutes ces immenses régions; que ce progrès mahométan soit donc considéré ou non comme une conséquence du progrès chrétien, il entre de toute manière dans le calcul du progrès universel de cette époque. — En résumé, les historiens qui veulent rabaisser le christianisme, qui veulent attribuer la vertu progressive à la nature, à la raison humaine, à la philosophie, au mahométisme, à tout, hors le christianisme, ne sachant dans nos dix-neuf siècles en trouver d'autres où le progrès chrétien ait été aussi faible que dans ces six-là, s'y cramponnent, s'y complaisent, pour démontrer la presque nullité de l'instruction et de la civilisation chrétienne, et la supériorité mahométane pendant cette époque.

Nous, au contraire, nous voyons dans la chrétienté de ces six siècles, d'abord deux grands progrès bien évidents : un de diffusion dans les races germaniques, et un de réunion dans l'Église catholique. Ensuite, bien que nous puissions réclamer la totalité du progrès mahométan comme un fait qui ne serait pas arrivé sans le christianisme, et comme en étant dès lors une conséquence, sans insister sur cette prétention, nous aimons mieux considérer le mahométisme comme le dernier progrès tenté par le paganisme, comme un progrès analogue à ceux de l'antiquité, et comme eux incapable de durer ou d'avancer plus loin à l'avenir, et destiné à démontrer l'incapacité en dehors de la chrétienté. Nous laissons, au surplus, à chacun le choix entre ces deux manières de voir, qui toutes deux tournent à la gloire exclusive du progrès chrétien.

12. Passant donc à la troisième époque que nous avons fixée, de Grégoire VII (1073) à la fin du xve siècle, et que nous avons appelée l'époque de la suprématie italienne, nous serons plus brefs : attendu d'abord que nous en avons touché quelque chose en parcourant les vicissitudes de notre indépendance ; ensuite, parce que le grand progrès de cette époque, et la suprématie exercée alors par l'Italie, sont des faits très-connus et avoués de tous. Je crois donc que non-seulement mes compatriotes sont d'accord avec moi sur ce point, mais encore les étrangers, moins jaloux, moins menteurs et moins ignorants que ne le disent quelques-uns. Les étrangers ne nous contestent que les exagérations, à savoir : la prolongation, la continuité de notre suprématie ; mais la suprématie véritable de quatre siècles et plus, je ne sache

pas qu'elle soit méconnue par aucun des étrangers instruits, dont plusieurs lui ont même rendu l'hommage le plus réel qu'il y ait, quand nous n'avons su ou pu malheureusement le lui rendre nous-mêmes; ils ont étudié, décrit ces temps, ces événements, ces hommes dont nous nous glorifions. Qui nous a donné l'histoire des républiques italiennes? Qui, les vies de Sylvestre II, de Grégoire VII, d'Innocent III, de Nicolas Rienzi, de Poggio, de Laurent de Médicis, de Colomb, de Raphaël? Ouvrages qui, s'ils ne nous satisfont pas entièrement, sont pourtant les meilleurs ou les seuls que nous ayons sur chacun de ces sujets. Ils prouvent en tout cas le respect, la reconnaissance de ces étrangers pour cette époque qu'ils ont tant étudiée. Et cette entreprise de la Ligue Lombarde, qui fait notre gloire et devrait être l'objet principal de nos travaux, qui l'a étudiée le plus, nous, les vainqueurs, ou les Allemands, vaincus par nous cette fois? Certes, les ouvrages de Raumer, de Voigt, de Kortüm et de Léo n'ont pas épuisé cette grande matière; mais il n'en a été certainement ni fait ni tenté autant en Italie, où rien n'a été essayé. Un Français a consacré naguère à Pétrarque de graves études; un autre, plusieurs Allemands et un Américain en consacrèrent à Dante de plus graves encore. Tout cela ne peut passer pour des mépris des étrangers à notre égard. Il n'y eut pas non plus, à notre grande époque, de mépris des Italiens pour les étrangers. Nos ancêtres, ces chefs de la civilisation publique universelle, qui ne firent qu'un mot pour exprimer celle-ci et la civilité privée et personnelle (notable et belle pauvreté de notre langue), au lieu de prêcher de mesquines jalousies ou des ex-

clusions, prêchaient et pratiquaient l'union, la générosité, la libéralité universelle. Pierre Lombard, Lanfranc, saint Anselme, Hildebrand, Alexandre III, saint Thomas, Dante, Pétrarque et Boccace, les plus grands de notre grand siècle, tous s'instruisirent, ou professèrent ou se réfugièrent chez ces étrangers. Il y a cinq cents ans et plus, les Italiens reconnaissaient la civilisation chrétienne comme une et générale, ce qui était naturel, et c'étaient eux qui la conduisaient. D'autres, qui se sont faits ses guides, aujourd'hui la reconnaissent aussi pour telle, et reconnaissent en même temps notre ancienne suprématie. Nous seuls, en niant les progrès faits et les suprématies survenues, nous renonçons à une partie de nos gloires, nous nions les conséquences de l'œuvre de nos ancêtres. Je ne connais guère d'autres opposants à notre suprématie au moyen âge que ceux qui exagèrent la suprématie mahométane. Cette exagération, née dans le cours du siècle passé, vint de ceux qui voulaient ravir toute gloire à la chrétienté, mais surtout celle du progrès. Ils dirent, et disent encore que la suprématie de la culture intellectuelle chrétienne au XI[e] siècle, l'architecture dite gothique, la poésie provençale, et les sciences mathématiques surtout, furent dues à la civilisation mahométane. Mais quant à l'architecture, il faut n'avoir vu ni les monuments ni les dessins pour pouvoir confondre les deux styles gothique et moresque, ou pour croire l'un venu de l'autre; toutes les études modernes concourent en outre à démontrer que l'origine de l'architecture appelée gothique est normande, saxonne ou lombarde, dans tous les cas germanique, ou mieux encore, qu'elle fut le

produit de la transformation lente de la dernière architecture romane. En ce qui concerne la poésie provençale, nous accorderons que, venant des deux poésies espagnoles, la catalane et la castillane, elle dériva indirectement de la moresque. Nous accorderons aussi la dérivation des sciences mathématiques, la plus certaine des trois, c'est-à-dire (en excluant l'astronomie, pauvre encore et viciée d'ailleurs par l'astrologie mahométane et chrétienne de ce temps), de celles concernant la numération décimale et les signes algébriques. Ces concessions faites, il faut dire de ces deux genres de culture intellectuelle étrangère, introduits dans la chrétienté, la même chose que des trois grandes inventions, étrangères aussi, importées durant cette période de temps, la boussole, la poudre à canon et l'imprimerie. Toutes trois furent probablement introduites peu à peu de la Chine dans l'océan Indien, dans le Levant mahométan, dans la chrétienté; ou, si ce furent des inventions européennes, elles avaient été faites ailleurs bien auparavant. Mais c'est ici que se manifeste l'aptitude progressive de la chrétienté, et l'incapacité de toutes les civilisations ou cultures intellectuelles non chrétiennes. Ces inventions, de même que la poésie et les sciences mathématiques, étaient vieilles de plusieurs siècles dans ces civilisations non chrétiennes, elles avaient passé de l'une à l'autre, et pourtant elles n'avaient trouvé ni dans leur patrie, ni dans le cours de leurs migrations un champ propice pour y croître, y fleurir, y fructifier, avant d'arriver sur le champ chrétien. Que conclure de là, au nom de la vérité, sinon que ces terrains divers étaient pour elles défavorables, naturellement infé-

conds, mal préparés ; que le seul fécond, prêt pour les recevoir, était le sol chrétien, où crûrent très-rapidement aussitôt que nées, et durant la première suprématie italienne, les trois inventions et la poésie, lentement, sans doute, les sciences mathématiques, mais en peu de temps, comparativement au temps qu'elles étaient restées stationnaires ailleurs. Nous laissons aux philosophes à décider la question de savoir comment et pourquoi; la question de la connexion existant entre la vérité universelle ou religieuse et les vérités ou découvertes particulières et matérielles qui en paraissent indépendantes. Mais nous défions les historiens et les philosophes de nier ce fait et l'importance de ce fait : que ces trois grandes inventions et plusieurs autres de peu inférieures (en chimie par exemple), possédées en premier, possédées durant de longs siècles (1) par d'autres civilisations, ne fructifièrent qu'au moment où, soit par importation, soit par réinvention, elles devinrent chrétiennes. Cela établi, laissons attribuer aux mahométans, aux Indiens, aux Chinois toutes les merveilles que l'on voudra. Plus on leur en attribuera, plus ce sera à la honte de leur incapacité, à l'honneur de notre aptitude au progrès. — Cette aptitude s'est manifestée, s'est développée de tant de manières, sous tant de formes, liberté civile, science du gouvernement, charité, éloquence, poésie, histoire, musique, peinture, sculpture, architecture, théologie, économie politique, art militaire, commerce, navigation, découvertes maritimes et terrestres, durant toute cette époque de la suprématie italienne,

(1) Celle de la boussole remonte à deux mille ans avant Jésus-Christ. Voir le dernier ouvrage de M. de Humboldt sur l'Asie.

que vouloir en donner les preuves serait se proposer une tâche de rhéteur bien inutile, et celle d'une longue histoire d'en vouloir faire la description. Cette histoire nous sera-t-elle donnée encore par quelque étranger?

13. En abordant maintenant l'époque que nous avons dit être la quatrième, à partir du commencement du XVIe siècle, un grand événement, une grande question se présente à nous : quelle part a eue dans le progrès chrétien cette séparation de l'Église qui fut appelée Réforme? Il nous semble qu'une part beaucoup trop large lui a été faite par ses partisans et presque concédée par beaucoup de ses ennemis. Cette erreur, il est vrai, n'est que trop fréquente, et chez les hommes politiques contemporains et chez les historiens spéciaux de tout grand événement; s'en préoccupant uniquement, ils en exagèrent l'importance et disent qu'il ne s'est jamais vu, qu'il ne se reverra plus un événement pareil, que c'est le commencement d'un âge nouveau, la cause générale de tout ce qui est arrivé ultérieurement. C'est pourquoi la principale mission de l'histoire universelle est de rendre à chaque événement sa juste importance, en le comparant avec ceux des autres siècles, et en soumettant à un examen éclairé les effets exagérés par les espérances et par les craintes contemporaines. Nous avons déjà dit de la Réforme qu'elle ne fut à peu près qu'une rénovation de toutes les hérésies nées dans les siècles primitifs de l'Église : elle n'y ajouta guère que l'inimitié envers le pape et les arguments que lui fournit le changement survenu dans les conditions de la culture intellectuelle. Mais, laissant de côté les rapprochements à faire à cet égard, tâche qui serait longue aussi et peut-être

au-dessus de nos forces, nous nous contenterons de signaler les exagérations des effets de la Réforme. Ses partisans l'ont représentée comme le terme du moyen âge, l'émancipation de la raison humaine, la mère de la liberté de conscience; elle a produit, selon eux, la liberté civile, toute la civilisation, toute la culture intellectuelle, tout le progrès présent. Ses ennemis, je ne sais si je dois dire trop imprudents ou trop timides, ou plutôt, comme cela arrive fréquemment, imprudents à la fois et timides, les ennemis de la Réforme lui accordèrent trop souvent tous ces importants résultats, se contentant de changer les noms qu'ils leur donnaient de bien en mal, et de dire rébellion et licence au lieu d'émancipation et liberté. Mais la vérité est que tous ces résultats ne sont historiques ni sous une dénomination ni sous l'autre. La raison n'avait pas besoin d'être émancipée ni de se révolter au XVIe siècle, après les quatre siècles de la culture intellectuelle italienne, après un saint Thomas, un Dante et un Machiavel, pour ne pas parler de tant d'autres. Ni la liberté ni la licence civile n'avaient besoin d'être enfantées de la liberté ou de la licence de conscience; ni l'une ni l'autre n'étaient à naître, toutes deux étaient déjà vieilles de ces mêmes quatre siècles dans les communes, dans les républiques italiennes. La Réforme fut sans doute une rébellion et une licence religieuse : rébellion contre l'autorité originaire établie dans l'Église, licence de la raison humaine; mais ce ne fut qu'une de ces rébellions et de ces licences en grand nombre qui advinrent et adviendront peut-être encore; ce ne fut pas le commencement d'une ère nouvelle, ni la fin du moyen âge, ni

des ténèbres, ni de la barbarie, qui déjà, depuis le xie siècle, avaient fini certainement en Italie, sinon ailleurs. Je ne sais ce que peuvent avoir dans l'esprit tous ces faiseurs de discours historiques pour oublier ainsi tant de faits, tant de résultats de quatre siècles comme ceux-là. Il n'en fut pas ainsi de certains contemporains d'élite (principalement d'Érasme), qui jugèrent dès lors la Réforme pour ce qu'elle a été réellement, pour ce qu'elle est clairement aujourd'hui, et pour ce qu'elle sera sans doute plus clairement encore chaque jour, non une impulsion et une coopération, bien moins encore la cause d'aucun grand progrès, mais une distraction, une entrave, une halte, un retard chez toutes les nations où elle prit racine et acquit de l'influence. L'Allemagne, où elle en eut le plus, n'entra ni alors, ni durant deux siècles encore, dans le progrès universel. Elle ne cultiva avec éclat aucune des connaissances qu'elle aurait pu, plus facilement qu'aucune autre nation, rapporter de l'Italie dont elle est une des deux voisines et fut la maîtresse. Quant aux arts, elle retomba de cette splendeur que semblaient lui promettre Albert Durer et Holbein, dans de nouvelles ténèbres. Quant aux seules sciences qui sont toujours les plus indépendantes des circonstances nationales, nous voulons dire les sciences mathématiques, deux Allemands, Képler et Leibnitz, se montrèrent dignes de rivaliser avec le grand Italien et le grand Anglais. Mais la grande culture intellectuelle, en Allemagne, ne prit l'essor qu'au moment où, après un long siècle de divisions et de guerres religieuses et un autre de repos et de nullité, ce zèle et cette petitesse d'esprit, cette inimitié contre tous

les antécédents chrétiens, cette aversion presque iconoclaste pour les arts, toutes ces haines, et, pour les appeler par leur nom, toutes ces illibéralités que la Réforme suscita et nourrit en les reprochant à la catholicité, eurent enfin cessé. Peut-être même, si l'on y regarde bien et si l'on veut comparer avec soin, l'état florissant des connaissances en Allemagne, à l'heure qu'il est, ne paraîtra pas au niveau de leur époque la plus brillante chez chacune des autres nations chrétiennes; et cette infériorité paraîtra devoir être attribuée à l'infériorité religieuse de cette contrée, qui ne pourra y remédier qu'en remédiant à sa cause. — Il en est de même de la nation britannique, qui fut la seconde à s'enthousiasmer pour la Réforme. Assurément, à bien étudier son histoire, on reconnaît avec évidence que tout progrès dut y être retardé, et par la tyrannie néronienne de Henri VIII, et par le despotisme tibérien d'Élisabeth, et par la vanité théologique de Jacques Ier, et tout ensemble par les guerres civiles qu'engendra la Réforme (jusqu'en 1688). Les glorieux noms de Shakspeare, de Milton et de Newton, ni les formes si avancées de cette civilisation, ne prouvent rien à l'encontre. En effet, sur ces trois grands hommes, deux furent délaissés et longtemps presque inconnus dans leur patrie, et le troisième, bien que très-vanté, n'y eut guère de rivaux ni de disciples contemporains : on peut donc dire d'eux, plus justement que de tous autres, qu'ils furent des génies isolés et exceptionnels. Le fait est que la grande splendeur, l'apogée, l'universalité, la suprématie de la culture intellectuelle, en Angleterre, n'eut lieu que plus tard, de nos jours, quand là aussi eurent

cessé le zèle, l'inspiration, l'illibéralisme de la Réforme. Quant à la civilisation, elle ne commença à y fleurir qu'à partir de 1688, et si elle s'y accrut depuis lors jusqu'à cette puissance que chacun lui reconnaît aujourd'hui, il n'est pas douteux toutefois que les vices dont elle reste atteinte, et surtout les trois principaux, la charité publique mal constituée, la propriété territoriale tyrannisée, et les injustices accumulées sur l'Irlande, sont de funestes débris de la Réforme. Ainsi donc, l'Angleterre aussi a été retardée dans son développement, et ne brillera de tout l'éclat dont elle est susceptible que lorsqu'elle se sera débarrassée de ces débris et sera revenue sur la route d'où elle s'est écartée, en suivant un mauvais guide. — Enfin la France, qui fut la troisième en ardeur pour la Réforme, n'occupe aussi que le troisième rang dans les troubles apportés par elle à la culture intellectuelle et à la civilisation. Au XVIe siècle, elle était l'une des nations les plus en contact avec la nation italienne; elle fut une de celles qui lui empruntèrent le plus en lumières de toute espèce; elle avait à sa tête un des princes qui les aimaient le plus et l'un des plus progressifs qui aient jamais existé, François Ier. Lui, ses successeurs et Catherine de Médicis, sa bru, attirèrent en France plus d'artistes et de littérateurs italiens que n'en reçut tout le reste de la chrétienté. Cependant la culture intellectuelle et la civilisation ne commencèrent à jeter un vif éclat en France que sous Louis XIV, empêchées qu'elles furent aussi dans ce pays par les préoccupations et par les guerres de la Réforme. — Je ne sais et je ne m'inquiète pas de vérifier si je dis des choses nouvelles, ou seulement peu

connues, bien que déjà signalées par d'autres; mais le jour viendra où le progrès des sciences historiques les rendra vulgaires. Il n'est pas possible que ce grand fait reste toujours inaperçu, à savoir : que du commencement du XVIe siècle jusqu'à nous, les trois nations qui avancèrent le plus et obtinrent les trois suprématies du progrès chrétien, l'obtinrent précisément dans l'ordre inverse de la part qu'elles prirent à la Réforme. Ainsi l'Espagne, qui en resta pure, fut la première, puis la France, ensuite l'Angleterre : preuve irréfragable que la Réforme ne vint pas en aide au progrès; preuve, ce me semble, qu'elle fut pour lui une entrave (1).

14. Quoi qu'il en soit, l'ordre des suprématies obtenues durant ces trois siècles jusqu'à nous par les nations chrétiennes, fut celui-ci. — La suprématie ibérique est incontestable, à partir de la moitié du XVIe siècle jusqu'à la moitié du XVIIe. Les Espagnols et les Portuguais furent les premiers à l'enlever

(1) Mais l'Italie, qui était demeurée tout aussi étrangère à la Réforme que l'Espagne, pourquoi se laissa-t-elle ravir sa suprématie des siècles antérieurs, et jeter dans cet abaissement dont elle n'a pas pu se relever depuis? — Parce qu'elle perdit son indépendance. — Mais pourquoi la perdit-elle? — Parce qu'elle était corrompue. — Or, comment son orthodoxie ne l'avait-elle pas préservée de la corruption? — C'est une thèse historique que nous n'essayerons pas de traiter dans une note, mais qui nous paraît sans solution pour ceux qui ne veulent admettre aucuns torts de la part, non certes de l'Église, mais de la cour de Rome. Elle en eut pourtant alors, et de si graves et de si vrais, que Machiavel, se laissant entraîner par son esprit généralisateur, en vint à lui en attribuer d'autres plus graves encore, mais imaginaires, pour prononcer contre elle cet inique jugement qui, suivi par la foule des écrivains médiocres, faussa l'intelligence de l'histoire, et fit, par là, infiniment plus de mal à l'Italie que toutes les fautes réelles temporellement commises par les pontifes romains. TRAD.

tout entière à l'Italie. Ils ne lui prirent pas seulement la poésie, les lettres et les arts; ils lui prirent aussi, et en totalité, tout le commerce oriental, ce commerce qui est toujours le plus important de tous; ils lui prirent cet esprit que je ne sais si je dois appeler d'aventures ou de découvertes, ou mieux, de propagation chrétienne, dont nous avions donné l'exemple trois siècles auparavant, et que nous aurions conservé, si nous n'eussions méconnu le plus grand homme de ce progrès, Christophe Colomb. Mais les temps n'étaient plus, pour l'Italie, de tenir compte de ses grands hommes, de faire emploi de sa propre vertu. Celle-ci était passée à l'Ibérie, elle s'y était exercée et accrue durant les huit siècles consacrés à conquérir son indépendance. C'est un fait qui non-seulement nous est démontré, mais encore raconté en détail et presque mis en scène par l'histoire plus épique et plus dramatique que ne peut l'être aucun drame, aucune épopée. En effet, ce fut au siége de Grenade, devant Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, au dernier acte et devant les deux héros du drame précédent (celui de l'indépendance et de la réunion ibérique), que se présenta Colomb, le grand Italien dédaigné dans sa patrie, pour leur proposer l'Amérique, le grand champ de l'activité future, de la future suprématie. Ferdinand et Isabelle l'acceptèrent de Colomb; puis tous trois la transmirent, presque déjà conquise en entier, à Charles-Quint, allemand d'origine et d'éducation, mais espagnol d'activité et d'allures, secondé toute sa vie par des Espagnols. Ses généraux, en effet, et ses ministres principaux (sauf un ou deux italiens) furent

espagnols, ainsi que ses palatins, presque semblables et sans doute plus réels que les paladins de Charlemagne. Lui-même fit profession d'être espagnol, vit que son héritage le plus important était en Espagne, et le laissa à son fils, Tibère succédant à Auguste. C'est à ce fils sans doute (car la nature du prince est presque tout dans un royaume absolu, et plus encore dans un grand) qu'il faut attribuer la première décadence de la suprématie ibérique, la perte des Flandres et du Portugal, l'abandon des expéditions contre les mahométans, Turcs et Barbaresques, bien que vaincus, le défaut d'encouragement pour toute espèce d'activité, la mollesse et la corruption dans lesquelles il fit ou laissa se plonger les provinces italiennes, la mesquinerie, les défiances, les précautions, l'espionnage, les supplices, qui remplacèrent la tyrannie large et sans cesse active de son père. Mais une grande partie de cette décadence doit être attribuée à la nature même de la suprématie ibérique, fondée et maintenue surtout par les conquêtes et par les colonies transatlantiques. Les colonies, quand elles sont grandes, ont cet inconvénient, qu'elles épuisent l'activité de la mère patrie en appelant à elles tout ce qu'il y a d'hommes hardis et aventureux de leur nature. Le mal est plus grave quand ces colonies, comme celles de l'Espagne, enrichissent facilement et en peu d'années ces aventuriers, parce qu'alors elles épuisent l'activité de ceux-ci, en renvoyant oisifs et vicieux dans leur patrie ceux qui en étaient sortis tout autres. C'est bien pis encore quand aux colonies lointaines s'ajoutent des pays de conquête voisins, comme furent, pour l'Espagne, Naples et Milan; ils corrompent, plus facile-

ment même et en plus grand nombre, les fonctionnaires grands et petits, toute cette tourbe d'employés étrangers qui y accourent pour s'engraisser, corrompre et se corrompre. En résultat, au milieu de la tyrannie ou de la mollesse énervante des tristes successeurs de Charles-Quint et de la corruption des colonies américaines ainsi que des États italiens, la suprématie espagnole, qui avait absorbé toute celle de la péninsule ibérique, marcha rapidement vers sa fin, et dura à peine cent années.

15. La France en hérita, non sans le mériter, mais pour cause. Elle avait en effet soutenu aussi une belle guerre d'indépendance contre les Anglais, et, après en être sortie victorieuse, sous Charles VII, s'étant réunie sous Louis XI, elle se trouva, sous Charles VIII, Louis XII et François Ier, très-bien préparée pour prendre part à tout ce qu'elle rencontra de progrès en Italie, et elle y prit part aussitôt que cessèrent chez elle, ainsi que nous l'avons dit, les empêchements des divisions religieuses et de la mesquinerie réformatrice. Une fois que Henri IV y eut mis un terme, que Louis XIII et Richelieu en eurent fait disparaître les restes, Louis XIV put recueillir finalement les fruits de l'union nationale. Alors commença cette suprématie française que l'on voudrait nier ou amoindrir en vain. Ceux qui y tentent mettent d'ordinaire en question la grandeur personnelle de ce prince, et, le jugeant selon l'inaltérable sévérité chrétienne, ou selon la sévérité de l'opinion publique qui s'est améliorée, leur triomphe devient, à vrai dire, très-facile. Mais d'abord, pour juger de la grandeur d'un prince, il faudrait toujours le comparer avec les

princes de son temps, et je crois qu'en agissant ainsi, Louis XIV grandirait plus que jamais. En second lieu, ni Léon X, ni Laurent de Médicis, ni Auguste, ni Périclès, ne furent des hommes sans défauts, ils ne produisirent pas non plus la grandeur des siècles auxquels ils donnèrent leur nom ; et tous, à Florence, à Rome, en Grèce, comme Louis XIV en France, nés en temps opportun pour recueillir les fruits, surent s'acquitter de cette tâche et ne pas manquer à leur époque, ce qui est encore une vertu peu commune. Mais pour laisser la personne de Louis XIV et en venir à la suprématie française, qui, commencée sous lui, a duré jusqu'à nos jours, je crois que si elle est niée par quelques-uns, c'est moins de leur part l'effet de l'ignorance que de cette espèce de vengeance, ou, comme on dit, de réaction, qui se produit d'ordinaire contre toutes les dominations, dans les premiers temps où elles ont cessé, chez ceux qui viennent de la subir. Mais quand il s'est encore écoulé quelque temps et que de nouvelles générations ont surgi, on en revient à cette modération de jugement qui n'est ni servilité, ni réaction. Quand le jour en sera venu, chacun jugera probablement que la suprématie française a moins consisté en grandes conquêtes et en diffusions semblables à celle de l'Espagne, que dans un progrès général de toutes les sciences de la guerre et de la paix, analogue à celle de l'Italie à l'époque de Léon X. Dans l'art du gouvernement, ce fut sous Louis XIV que commença ou du moins s'accrut cet ordre central d'administration et cette division des attributions ministérielles non selon les provinces, mais selon les affaires à diriger, système qui se répandit ensuite en Europe,

où il est généralement adopté, et qui, critiqué plus ou moins justement dans ses abus, est pourtant un progrès très-réel partout. Dans l'art de la guerre, Condé, Turenne, Luxembourg et Vauban, pour ne rien dire des autres, inventèrent et mirent en usage cette tactique et cette stratégie qui, plus imitées que surpassées par leurs émules, le prince Eugène et Marlborough, durèrent jusqu'à Frédéric et Napoléon. Dans les sciences naturelles et mathématiques seulement, la France, malgré son Descartes et son Fermat, resta inférieure et ne fit pas alors de progrès à comparer avec ceux réalisés en Italie, en Allemagne et en Angleterre, par Galilée, Képler, Leibnitz et Newton. Mais ce ne fut qu'un retard, et cette infériorité fut bien compensée ensuite par les Lavoisier, les Laplace, les Cuvier et tant d'autres qui resplendirent dans la dernière génération de la suprématie française. Quant à la littérature de la France, qu'on appelle suprématie, domination ou tyrannie, l'influence subie naguère avec tant de servilité par toute l'Europe, durant cent cinquante années, elle se trouve confirmée par les cris mêmes poussés contre elle, par ces protestations tardives, par ces exhortations, désormais inutiles, à s'en affranchir. On accuse aujourd'hui cette littérature d'avoir été une imitation servile des anciens, et on lui reproche, en même temps, d'avoir reproduit par trop les temps, la nation, la cour, les princes régnants, et de n'avoir fait que cela. Mais une accusation détruit l'autre, et prouve que l'imitation classique française (je parle de celle adoptée par les meilleurs écrivains du siècle de Louis XIV surtout) ne fut pas servile, mais semblable à celle des anciens

Romains et des Italiens du bon temps; qu'elle fut ce que devrait être toute imitation, classique ou non, appropriée au temps, à la langue, à la patrie. En ce qui touche la philosophie, si, mettant de côté toute partialité de nation ou d'école, on considère que les philosophes de l'antiquité ne furent grands peut-être que par ce motif qu'ils méditèrent et écrivirent avec les lumières naturelles de leur raison, dans des temps et dans des lieux où les clartés surnaturelles de la tradition étaient inférieures et très-obscurcies; que les philosophes modernes, au contraire, méditant et écrivant au milieu des lumières de la tradition rétablie et de la révélation accrue, n'ont obtenu et n'obtiendront jamais autant de succès (car celui qui s'élève davantage dans la philosophie, s'il s'engage sur le terrain de la théologie, s'appelle plutôt théologien que philosophe, et, s'il se tient en dehors, se fourvoie sans ressources); si on considère, dis-je, cette position dangereuse de la philosophie au milieu de la chrétienté, peut-être trouvera-t-on que ce grand philosophe historique, Bossuet et les autres métaphysiciens, Descartes et Malebranche, sont, dans leur simplicité et leur retenue, ou, si l'on veut, dans ce qu'ils offrent d'incomplet, plus voisins de la vérité que beaucoup de leurs successeurs, écossais et allemands. Or, disons-le en passant, le mérite de l'école italienne actuelle sera peut-être de ramener la philosophie à cette modestie qui seule lui sied au milieu du christianisme. Puissent donc les maîtres ne pas se laisser distraire de cette haute mission, ne pas se perdre dans des analyses sans nécessité désormais, et produire de ces synthèses puissantes dont ils se montrè-

rent maintes fois capables, car seules elles attestent la capacité définitive de toute école quelconque. — Quoi qu'il en soit, ce fut là le grand achoppement de la suprématie française. En effet, les successeurs de ces premiers philosophes pleins de retenue, devenant peu à peu plus hardis et incomplets, argumentant misérablement à la manière des plus malencontreux dialecticiens du moyen âge, en vinrent, par degrés, de l'analyse de la pensée à une folle analyse de l'esprit humain; puis, inévitablement, soit à sa circonscription et à sa matérialisation, au matérialisme, soit à son extension infinie, pour le faire tout-puissant et presque dieu, au rationalisme. De là, effet ou cause, je ne sais, peut-être effet et cause tour à tour, une autre dépravation, celle des mœurs; de là cette corruption élégante de la cour de Louis XIV, mais dissolue dans celles du régent et de Louis XV, qui se communiqua à la capitale, puis passa dans les provinces et dans toutes les classes de la nation. Alors dépourvue de vérité et de vertu, la France fut perdue, et tomba dans ces excès connus de chacun, dans cet anéantissement de civilisation et de culture intellectuelle, l'un des plus grands, à coup sûr, dans lequel soit tombée jamais une nation chrétienne. — Mais c'est là comme un privilége de la France, dû à cette promptitude des esprits, à cette vertu d'activité toujours renaissante au milieu de tant de destructions, que les erreurs s'y corrigent aussi vite qu'elles s'y répandent rapidement. Ainsi, après dix ans ou un peu plus, la civilisation perdue renaquit sous les auspices de Napoléon; les arts, les lettres, les sciences, la religion furent rendus plus ou moins au pays, et, comme réveillée par

l'énergie de cette résurrection, la suprématie française resplendit d'un nouvel et dernier éclat (1). Après avoir dominé par la culture intellectuelle, la France domina par les armes. Mais cette haute fortune dura peu, et elle rentra, elle se trouve aujourd'hui dans ses anciennes limites, forte du souvenir de ses gloires anciennes et nouvelles, guérie de beaucoup d'erreurs, grandie en civilisation, avançant en culture intellectuelle, en philosophie, en religion; non plus la première à dire vrai, bien qu'elle s'en vante et que d'autres lui en fassent honneur par habitude, mais n'étant primée, peut-être, que par une seule nation, tout au plus. Puisse-t-elle se préserver elle-même de ces prétentions rétrospectives à une suprématie à laquelle il n'est pas probable qu'elle remonte jamais plus qu'aucune des nations qui l'ont une fois perdue! Puisse-t-elle plutôt se contenter de prétendre à cette parité qui est le destin probable des nations chrétiennes les plus grandes et les plus vertueuses! Dieu le veuille ainsi dans sa miséricorde, pour elle et pour nous. Car, située, comme elle l'est, entre l'Espagne, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, les quatre autres grandes nations de la chrétienté, il n'est pas de nation dont les destinées bonnes ou mauvaises se fassent plus sentir à

(1) Dernier éclat, même dans cet avenir rapproché de nous, où se bornent les prévisions de l'auteur, nous ne le croyons pas. Nous croyons, au contraire, que ceux qui le pensent ne se sont pas assez rendu compte ni des véritables causes qui produisirent les deux révolutions de 1789 et de 1830, ni de tout ce qu'elles renferment d'éléments progressifs et expansifs, pour bien apprécier le rôle immense que la suprématie française est appelée à jouer encore sur les destinées de l'Europe et du monde. Son esprit pacifique, en rendant son action moins brillante aux yeux de la génération actuelle, ne la rendra que plus incontestable auprès de la postérité. Voyez nos notes, pages 149 et 186. TRAD.

tous, soit qu'elle domine, soit qu'elle fléchisse, soit qu'elle marche de pair.

16. Et maintenant que nous voici arrivés aux temps où nous vivons, nous ferons, pour l'histoire du progrès chrétien, une question semblable à celle que nous avons posée pour l'histoire de l'Italie en particulier. Que faut-il penser de ces temps? Sont-ils une simple continuation du siècle précédent, un siècle de progrès semblable ou peu différent? ou bien une époque différente, nouvelle, un siècle de *transition, une ère humanitaire*, comme quelques-uns l'appellent, soit en la vantant, soit en la détestant? — Je l'avouerai, quant à moi, je n'ai jamais compris ces deux dénominations, qui me paraissent dictées par la préoccupation habituelle en faveur du présent qu'elle exalte en oubliant le passé. C'est ici qu'il pourra nous être utile d'avoir réuni dans un petit espace, et presque résumé dans une idée, les vicissitudes d'un grand nombre d'âges : la seule sauvegarde contre les exagérations est la comparaison. Or, quiconque voudra en tirer parti, verra que tous les siècles dont nous avons parlé ont été des époques intermédiaires entre une de moindre et une autre de plus grand progrès, qu'ils ont été dès lors des époques de transition, ni plus ni moins que le temps actuel; d'où suit que ce nom ne saurait distinguer aucune époque, ou même ne signifie rien, tout siècle étant inévitablement une époque de transition entre celui qui l'a précédé et celui qui doit le suivre. Quant à l'autre nom d'ère humanitaire, s'il veut dire que la nôtre est une époque dans laquelle les intérêts de chaque nation deviennent universels et se confondent dans celui du genre humain, cela est vrai, cela est

certain, et nous ne le nierons pas; mais si cette dénomination veut dire que ce soit là un fait ou le commencement d'un fait nouveau, un progrès en sens divers des précédents, autre chose, en un mot, qu'une continuation du progrès chrétien qui date de dix-huit siècles, nous nierons franchement cette nouveauté; nous ne saurions imaginer quel peut être, comment peut venir ce progrès différent, nous ne saurions deviner aucune signification à ce nom de progrès humanitaire, différent du progrès chrétien. Il y a plus : nous ne saurions, nous qui croyons et espérons tant dans le progrès présent, nous ne saurions le voir plus grand que ceux qui l'ont précédé, sinon, comme tout progrès ultérieur l'est toujours naturellement par rapport à ceux antérieurs; nous ne voyons point que les pas qui se font actuellement soient plus grands que ceux faits maintes et maintes fois auparavant. Assurément, le progrès de propagation, fait à cette heure en Asie par la chrétienté et commencé en Afrique, est grand; mais il serait trop long de discuter et difficile de déterminer s'il est plus grand que le progrès du même genre fait sous la suprématie ibérique et dans cette même Asie, et, de plus, dans les deux Amériques. Ce serait certainement une grande révolution, un grand progrès que celui qui semble s'apprêter pour le commerce, en reportant ses voies des deux grands caps d'Afrique et d'Amérique vers les passages de Suez et de Panama; mais il serait difficile de déterminer si ce serait un changement et un progrès plus grand que celui qui s'opéra en sens opposé, en faisant abandonner la Méditerranée pour ces deux grandes circumnavigations. Assurément, le progrès des lettres,

des sciences et de la publicité est grand de nos jours, mais il reste très-douteux si celui qui se fit dans le demi-siècle de l'invention et de la propagation de l'imprimerie ne fut pas plus grand. Assurément, c'est un grand progrès pour notre siècle présent de revenir des fausses philosophies; il sera plus grand s'il les détruit, plus grand encore s'il détruit les hérésies, et extrêmement grand s'il détruit l'héritier de toutes les fausses philosophies, de toutes les hérésies, le rationalisme; mais quand il y réussirait, notre siècle, ni aucun autre à venir, ne serait jamais à comparer à cette époque du milieu des temps qui vit tomber d'un coup, non quelques erreurs, mais toutes les fausses et insuffisantes philosophies de l'antiquité; non quelques hérésies, mais toutes les fausses religions.— Sachons comparer si nous voulons juger, si nous ne voulons passer pour des enfants aux yeux de ceux qui seront d'autant plus avancés que nous avancerons nous-mêmes davantage.

17. En comparant donc et en jugeant, il nous paraîtra que l'époque comprenant le temps présent et l'avenir prochain susceptible d'être prévu, ne saurait offrir qu'une continuation du progrès chrétien, être qu'une époque ou une portion d'époque semblable à celles que nous avons appelées de la suprématie ibérique ou française, époque ou portion d'époque qui pourra très-probablement être nommée de la suprématie britannique.— En effet, dût cela déplaire à quelques Français, à des Espagnols, à des Italiens ou à des Allemands détrônés de cette suprématie, dût cela déplaire à des prétendants nouveaux ou à qui que ce soit, il est évident en fait, pour tout homme sincère et médiocrement informé : 1° qu'à l'heure qu'il est, à la fin de

l'année 1843, la nation qui comprend l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, que nous appelons improprement, mais pour abréger, nation britannique, est la première des nations chrétiennes dans l'œuvre des conquêtes de la chrétienté; la part qu'y prend la France en Afrique étant belle et grande, sans doute, mais non pas à comparer jusqu'ici; et celle qu'y prend la Russie, en se détournant de l'Asie, n'étant ni belle ni grande; 2° que la nation britannique est actuellement la première entre toutes dans la propagation de sa race propre, d'une de ces races chrétiennes qui (à juger par tous les exemples antérieurs, et surtout par celui de l'Amérique) semblent destinées à succéder à toutes les autres, à peupler l'univers entier, à être le grand moyen de la Providence pour propager le christianisme; 3° que la nation britannique est aujourd'hui la première dans cette propagation du commerce qui sert de moyen aux deux autres, bien plus importantes; 4° qu'elle est la première dans tous ces genres d'activité industrielle, dans toutes ces applications scientifiques, en un mot, dans tous ces progrès matériels qui sont les moyens du moyen commercial, et contribuent par là aux deux grandes propagations; ce qui fait que, malgré tant de sots dédains, ces progrès matériels sont et seront l'occupation, l'objet de l'activité de beaucoup de nobles esprits présents et futurs. — Si l'on ne veut pas donner à tout cela le nom de suprématie, je ne sais quelle influence l'on peut ou pourra appeler ainsi. Ce ne saurait être celle de l'Allemagne, qui ne fut guère qu'une propagation et une domination de la race germanique parmi les nations chrétiennes; non celle de l'Italie, qui fut égale, sinon plus grande, à celle de la Grande-Bre-

tagne, en culture intellectuelle, en industrie, en commerce, mais beaucoup moindre et presque nulle en conquêtes pour la chrétienté et en propagation de races chrétiennes (1); non celle de l'Espagne, qui fut grande dans ces propagations, mais non dans les lettres, les arts et les sciences; non celle de la France, qui fut, au contraire, comme celle de l'Italie, grande dans la culture intellectuelle, mais peu puissante en fait de propagations.—La suprématie britannique est-elle bonne ou mauvaise, juste ou injuste, utile ou nuisible? Ce sont là des questions différentes de la question du fait, et qui sont à peu près vaines. Nous ne les avons pas posées pour les autres suprématies, ou plutôt, nous en avons reçu la solution de la Providence et des effets accomplis, en reconnaissant ses voies dans chacun d'eux. Ayons encore foi en elle pour les effets de la suprématie britannique présente, et laissons à nos neveux, qui seuls pourront le faire, le soin de les décrire. — Laissons-leur de même ces deux autres questions, si la suprématie britannique sera durable et si elle sera la dernière. Nous ne saurions guère rien prévoir de sa durée, sinon qu'elle dépendra probablement de

(1) Cela pourrait être révoqué en doute; quand même la suprématie de l'Italie n'aurait commencé qu'avec Grégoire VII, ainsi que semble le croire l'auteur; mais c'est par cela même que cette erreur devient évidente. On a dit que tous les progrès chrétiens des derniers trois siècles ont été réalisés en dehors de l'Église et presque malgré la cour de Rome. Cette opinion, si elle n'a pas pour elle la vérité, en a au moins les apparences. Mais que pendant les siècles de la barbarie, l'Italie, où prenaient leur essor, où puisaient leur force toutes les missions qui christianisèrent les barbares, n'ait rien fait pour la propagation de la chrétienté et des races chrétiennes, cela n'a été dit, n'a été pensé, ne saurait être cru par personne. Voyez, au surplus, nos précédentes notes. TRAD.

l'habileté à déployer pour vaincre, non pas tant les difficultés extérieures que celles intérieures, ces trois grandes plaies du paupérisme, de la prépondérance aristocratique et de la tyrannie anglaise en Irlande; que le grand remède à toutes trois serait sans doute le retour au catholicisme, vers lequel semble tendre la nation britannique tout entière; que cette œuvre une fois accomplie ou avancée, quand, aux missions infructueuses de protestants, succéderont celles des catholiques, alors seulement on pourra espérer de rendre l'Asie chrétienne, ce qui serait l'unique progrès définitif de notre civilisation, la confirmation et la garantie de l'empire britannique dans l'Inde. Du reste, rien d'humain ne dure perpétuellement ici-bas; et les Anglais, plus instruits, plus versés dans l'histoire et dans la pratique des affaires que qui que ce soit, savent fort bien que leur empire asiatique, d'où dépend leur suprématie, ne durera pas toujours; l'aveu s'en trouve, sinon dans des documents officiels, à coup sûr dans beaucoup des innombrables livres d'histoire et de descriptions indiennes qui font foi de l'opinion publique. Elle professe bien la volonté et le devoir de conserver, le plus possible, cet empire et cette suprématie, d'en tirer le plus grand profit actuel en tributs et en spéculations commerciales, mais elle prévoit aussi le temps où le seul profit qui lui restera sera la propagation de la race, du nom et de la civilisation britanniques : elle considère un tel profit comme grand encore pour la génération à venir, mais de la même manière qu'elle regarde comme glorieux et utile pour l'Angleterre l'empire anglo-américain, séparé qu'il est de la mère patrie. C'est là, sans doute, une

manière élevée, libérale et vraiment chrétienne d'envisager le présent et l'avenir, l'activité, la vertu, les devoirs et le destin des nations chrétiennes. Une nation chez laquelle une pareille opinion est, sinon générale, au moins publique et fréquemment énoncée, n'a peut-être pas besoin d'une autre pour assurer sa suprématie ; elle peut bien laisser à ses neveux les questions qui se rattachent à sa durée, certaine, dans le fond de sa conscience, d'en bien user tant qu'elle durera. — Nous nous engagerons encore moins dans l'autre question, d'une solution plus éloignée, celle de savoir si quelque autre nation succédera à l'Angleterre dans la suprématie chrétienne, si l'une de celles qui l'eurent déjà la recouvrera, ou si elle passera à quelque autre de l'ancien ou du nouveau continent ; ou bien si, de ce que nous voyons les suprématies moins évidentes, moins absolues, moins durables à mesure qu'elles se succèdent, on peut conclure qu'elle sont pour cesser et cesseront absolument pour l'avenir, d'où suivrait que plus tôt ou plus tard il viendrait une époque nouvelle, lors de laquelle les nations chrétiennes ne poursuivraient plus que cette parité que l'on peut, dès à présent, considérer comme la plus utile à toutes, la plus utile peut-être à chacune, la seule juste, la seule légitime, la seule complétement chrétienne. Assurément, quiconque a foi dans le progrès, quiconque, partant de celui qui s'opère actuellement, en aperçoit un ultérieur dans le cours des siècles, ne saurait trouver aucune espérance excessive. Mais nous laissons celle-là de côté avec les autres du même genre qui appartiennent à ce futur éloigné que nous continuerons à appeler imprévoyable, et nous nous con-

tenterons de jeter un dernier regard sur ce progrès présent qui comprend les espérances les moins éloignées de notre patrie, en même temps que celles de la chrétienté entière.

18. Que la chrétienté soit de nos jours en progrès universel, c'est-à-dire, en progrès de dilatation, en progrès d'union, en progrès de civilisation, en progrès de culture intellectuelle, c'est ce qui nous paraît incontestable. — Toute l'Europe sans exception, toute l'Amérique avec si peu d'exceptions qu'elles ne comptent pas et finissent peu à peu, sont aujourd'hui chrétiennes; elles contiennent, à elles deux, environ deux cents millions de chrétiens, entre le quart et le cinquième du genre humain. Il a été remarqué que nulle autre religion ne comprend probablement à cette heure un aussi grand nombre d'hommes; le brahmisme n'est suivi que par une partie des Indiens, dont l'autre a embrassé le bouddhisme, comme aussi une portion des Chinois: il ne reste à l'ancien théisme que l'autre portion de la population chinoise. Mais nous abandonnons volontiers ce calcul très-incertain du nombre, qui signifie peu. Le calcul des forces immatérielles (comme la force progressive) ne saurait être juste si l'on ne tient compte que du nombre. Les forces immatérielles, comme les forces matérielles, consistent en deux éléments que l'on pourrait appeler masse et vélocité, ou nombre et impulsion; or, cette dernière étant de beaucoup supérieure dans la chrétienté, ou plutôt n'existant désormais que dans la chrétienté, il en résulte qu'il n'est désormais de force qu'en elle; car quel qu'il soit le nombre des non-chrétiens, leur force, n'étant mul-

tipliés par aucune impulsion, il se réduit à zéro. En effet, dans cette Asie et dans cette Afrique où les chrétiens sont si peu nombreux, qui a la force, qui a l'autorité, qui la domination directe ou indirecte, sinon la chrétienté? La chrétienté règne directement sur toute l'Asie septentrionale, sur toutes les Indes; elle domine désormais indirectement, mais d'une manière incontestable, sur tout l'empire ottoman, sur tout l'empire persan; il ne reste donc de régions plus ou moins libres de son influence que l'Asie centrale et la Chine, qui toutes deux ont survécu jusqu'à présent, mais toutes deux stationnaires, l'une éparpillée par ses races, l'autre comme corps de nation. Il en est de même en Afrique: qui peut, qui opère, qui avance dans cette contrée? C'est une poignée de chrétiens. Qui reste impuissant, qui se livre à l'oisiveté, qui va rétrogradant? Ce sont les mahométans et les idolâtres, très-nombreux comparativement. Que servent même ces calculs particuliers? il suffit de diviser d'un coup le genre humain en deux parts, chrétiens et non-chrétiens : la chrétienté contre tout le reste. Telle est la division réelle qui commença le jour de la naissance de la chrétienté, qui a duré depuis lors, mais qui de nos jours devient plus essentielle que jamais. Cette division acceptée, qui osera, qui pourra nier qu'il y ait un progrès continu, annuel, presque quotidien d'acquisitions du côté chrétien, que chaque jour le côté non-chrétien ne perde quelque territoire, quelque domination? Nous nous sommes déjà arrêtés longuement à démontrer les probabilités qui présentent l'empire ottoman comme devant tomber et laisser la chrétienté le remplacer

dans ces régions. Mais quand on considère le progrès chrétien dans son impulsion de dix-neuf siècles, dans son ensemble sur toute notre planète, la question turque se rapetisse au point de ne paraître presque plus digne d'être étudiée ni même qu'on s'y arrête. Cet empire est sur la frontière de l'Europe, sur celle de la mère patrie de la chrétienté; il est sur sa frontière orientale, dans la direction où la pousse son essor actuel; il est sur la route, il est le premier sur la route où elle doit passer pour s'étendre, et il est non-seulement un empire stationnaire, mais en décadence, non-seulement en décadence, mais déjà entamé, dont le partage est déjà commencé. Si donc toutes les propriétés de la chrétienté ne changent pas, si toute sa force ne vient pas à cesser soudain, si nous ne sommes pas vraiment à une ère, au commencement d'un siècle en tout contraire aux dix-neuf siècles écoulés, il ne saurait être douteux pour personne que cet empire est destiné à nous laisser la place, de quelque manière, à quelque moment que ce soit, mais probablement le premier parmi ceux qui auront le même sort. S'il était possible que la chrétienté ne passât pas par cette route, elle passerait par quelque autre, mais toujours triomphante. Or, les conséquences de son triomphe seraient les mêmes, ou du moins pareilles pour elle et pour ses parties souffrantes : extensions, répartitions meilleures, affranchissements, nationalisations.

19. La chrétienté est de plus en progrès d'union. Que l'on compare ce qu'elle est présentement avec ce qu'elle était il y a trois siècles, au commencement de la Réforme; ou bien deux, lorsque celle-ci se constitua; ou même un, lorsqu'elle vit naître le philoso-

phisme; ou au commencement du siècle actuel, ou il y a dix ans, comme l'on voudra, comme il paraîtra le plus désavantageux au temps actuel. Il n'importe, quelle que soit la comparaison, le résultat en demeurera favorable. — Il est bien entendu que toutes les fois qu'un catholique, quelque chétif qu'il soit, parle de réunion, il ne veùt parler que du rapprochement des autres revenant à nous; nous n'admettons qu'une Vérité en théorie, qu'une Église en histoire et en pratique. Mais cette Église, la nôtre, est précisément celle que nous voyons maintenant plus que jamais en progrès de dilatation, au détriment continuel de toutes les autres parties de la chrétienté. Faisons encore ici hardiment la division des deux camps, mettons-nous encore ici d'un côté et tous les autres de l'autre. Ici plus que jamais la comparaison sera pleine de joie et d'espérance; ici nous avons pour nous les deux coefficients de la force, la masse et l'impulsion. Sur deux cents millions de chrétiens, cent environ sont catholiques; tous les autres, divisés en parties innombrables, arrivent à peine ensemble à l'autre moitié, chaque partie est une petite fraction, et, bien pis, c'est une quantité indéterminée, variable de jour en jour. — Prenons-les cependant toutes ensemble, prenons la Réforme tout entière comme si elle ne faisait qu'un corps. Depuis trois cents ans et plus qu'elle a surgi, elle n'a guère fait de progrès que durant cinquante, mais mettons-en cent, puis elle est restée stationnaire, mettons cent ans encore; depuis lors assurément, c'est-à-dire depuis cent années encore, elle s'est divisée, subdivisée, désorganisée, déconstituée, morcelée tellement que ce n'est plus elle, ce n'est plus presque

une hérésie, ce n'est presque plus du christianisme ; elle en est revenue en effet à ce doute du christianisme, à ce rationalisme qui sous des formes diverses et sous différents noms, mais surtout sous celui d'arianisme, est très-ancien, mais qui resta éteint durant un intervalle de mille ans. La Réforme une fois arrivée à une semblable condition, est-il à espérer pour elle, à redouter pour nous qu'elle revienne sur ses pas, qu'elle se réorganise et se reconstitue pour avancer de nouveau ? qu'elle fasse ce qu'elle n'a jamais fait, ce que n'ont pas fait les hérésies primitives ? Ou n'est-il pas plutôt à croire qu'elle aura la même destinée qu'elles ont eue, qu'elle s'éteindra, se perdra peu à peu, insensiblement, d'elle-même ? — Cela est d'autant plus probable qu'en même temps la catholicité avance de nouveau évidemment. Je n'entrerai pas en discussion sur des détails de théologie ; mais c'est désormais de l'histoire que cet affranchissement de sept millions d'Irlandais et d'un d'Anglais, que nous avons vu commencer il y a peu d'années, et que nous verrons sans doute s'accomplir entièrement avant qu'il s'en écoule beaucoup ; que ce rapprochement de l'école théologique puséiste et d'autres encore anglaises et allemandes ; que le progrès de ces études historiques allemandes et françaises, qui ne peuvent ne pas reconduire à la seule Église qui soit historique, à la seule qui ne présente pas de lacunes. Il est impossible que l'histoire universelle bien étudiée ne fasse pas chacun chrétien, car il suffit de comparer toutes les religions anciennes ou nouvelles, pour qu'un avantage infini reste au christianisme. Mais il est impossible que l'histoire moderne ne fasse pas chacun catholique,

en donnant un semblable avantage à l'Église catholique sur toutes les autres. Ce sont d'ailleurs tous progrès catholiques, ces progrès de la philosophie qui l'amènent à reconnaître sa propre insuffisance, à comprendre, à propager et plus encore à réduire en pratique les grandes vérités qu'elle contemple; à reconnaître dès lors la nécessité et par suite la réalité de la révélation, et, comme conséquence, celle de sa conservation et de sa continuation dans une Église, la catholicité, le catholicisme. Ici encore les généralités de la philosophie conduisent au christianisme, ses particularités au catholicisme. — Il reste certainement, et peut-être restera-t-il une philosophie rationaliste, anti-chrétienne, anti-catholique; celle-là est certainement et sera peut-être longtemps ou même toujours le véritable adversaire du catholicisme; elle est certainement à combattre, beaucoup plus que ce matérialisme et ce panthéisme qui, survivants chez bien peu, sont reniés par elle-même aujourd'hui. Mais le rationalisme doit être combattu par nous comme par gens sûrs de la victoire, avec ardeur et sans crainte; le rationalisme n'est de sa nature qu'une philosophie, il ne fut et ne peut être jamais une religion, encore moins une croyance populaire très-répandue; il ne peut être un culte, une foi, un amour, une confiance parfaite dans le Créateur, ce dont a intimement besoin la nature humaine; il n'est pas même une satisfaction complète pour la raison; il ne peut être l'opinion ni des esprits les plus élevés, ni du grand nombre, il n'est et ne sera jamais que l'erreur de quelques hommes. Qu'il dure chez eux plus ou moins de temps, il est de toute manière la dernière station de tout ce qui s'éloigne de la

catholicité; il comprendra bientôt tout ce qui n'est pas catholique dans la chrétienté. Le camp opposé se trouvant donc réduit nécessairement à ce petit nombre, le nôtre s'en accroîtra d'autant. — Du reste, je ne prophétise pas, je ne parle pas d'une réunion proclamée, d'un retour déclaré des dissidents; je laisse dans les incertitudes de l'avenir imprévoyable, la forme, la quantité, le complément des conversions, mais je vois et j'affirme avec tous que la dissidence ou la Réforme est en désordre et en voie de retour; que la catholicité est en progrès d'union, que dès lors la chrétienté tout entière est en progrès d'union.—Un fait seul est contraire, une désunion seule est croissante, celle de la Russie, ou, pour mieux dire, du gouvernement, ou peut-être seulement de l'autocrate russe. Mettra qui voudra le pas en arrière qui se fait de ce côté en comparaison avec tous les autres progrès. Je ne puis que le déplorer, mais je le regarde comme bien peu de chose et devant être probablement de bien courte durée.

20. La chrétienté est en progrès de civilisation. Les pas faits par elle appartiennent au nombre de ceux qui, d'ordinaire, sont reconnus avec le moins d'unanimité par les contemporains; ils ne peuvent se faire, en effet, sans détruire des priviléges et des injustices, sans faire passer de l'un à l'autre, ou du moins sans étendre certains droits civils, sans qu'il en reste du mécontentement, et chez ceux qui par intérêt, par habitude ou par nature, regardent les changements opérés comme trop grands, et chez ceux qui les trouvent trop restreints, chez les conservateurs et les progressistes exagérés. La reconnaissance des progrès

civils se fait seulement quand, la première ardeur des partis et la génération qui s'y est livrée étant passées, le bienfait est généralement senti ; cette reconnaissance est alors le sceau des progrès survenus, et elle-même est un grand progrès. — Je suis porté à croire que nous ne sommes pas aujourd'hui très-loin de celui-là ; que le jugement de la postérité sur les changements opérés dans la civilisation chrétienne depuis les premières années du siècle, est déjà commencé ; qu'on ne leur refuse plus déjà le nom de progrès, sauf peut-être ceux à qui, à raison de l'origine, l'idée répugne moins que le mot. Il en est quelques-uns qui, pour lui enlever cette souillure ou pour la pallier, ajoutent *bien entendus* aux progrès reconnus par eux. Il me semble que la correction serait meilleure et plus déterminée en appelant *chrétiens* les progrès que nous voyons s'étendre plus ou moins sur toute la chrétienté, et ne s'étendre que sur la chrétienté. Mais si l'on aime mieux les appeler progrès bien entendus, ou plus timidement encore améliorations, organisations, ou autrement, j'y consens, pourvu qu'on les reconnaisse comme des bienfaits de la Providence envers la chrétienté de notre temps, comme des arrhes d'une continuation probable dans un temps à venir prochain. Ce sont de pauvres hommes d'État, de pauvres hommes de cabinet, de pauvres chrétiens, ceux-là qui ne professent pas de la gratitude pour le déblaiement qui s'est opéré presque partout des derniers restes de cette féodalité, reste elle-même des anciens droits de la conquête païenne ; qui ne fut jamais un système ou une organisation, mais l'absence de tout ordre, qui fut la plus mal

constituée de toutes les aristocraties; aristocratie ennemie du peuple et du souverain, État dans l'État, bonheur et activité d'un petit nombre au détriment de la masse, exception anticivile et antichrétienne, rien de plus. Ce sont de pauvres hommes d'État et de cabinet, de pauvres chrétiens, ceux-là qui ne professent pas de reconnaissance pour l'extension et l'égalisation des droits civils à toutes les classes de citoyens; pour la simplification et la coordination en codes des lois de presque tous les États; pour cette abolition de l'esclavage, qui, poursuivie par la chrétienté dès ses premiers temps, ne fut jamais aussi avancée que de nos jours; pour la cessation de tous ces usages qui, dans les successions, dans les risques de mer, dans la punition des délits, séparaient l'une de l'autre les nations chrétiennes; pour la diminution de ces jalousies commerciales qui les séparaient encore plus, et constituaient presque un état de guerre perpétuelle en temps de paix; de même que pour toute cette extension donnée au commerce, pour toutes ces facilités apportées aux communications matérielles et intellectuelles, qui, plus que jamais, font de la chrétienté entière une république, un État des États divers, une société non-seulement religieuse, mais civile. Ce sont, enfin, de pauvres hommes d'État ou de cabinet, ceux-là qui ne reconnaissent pas un immense progrès civil dans ce progrès de la charité qui, général dans tous les pays chrétiens, se fait surtout remarquer aujourd'hui dans les pays catholiques; nous l'avons déjà signalé et nous le confirmons, en regrettant vivement de ne pouvoir en déduire ici les preuves, comme la plus large solution possible

des dernières, des véritables et sublimes questions de l'économie politique. — Je n'ai pas énuméré pourtant dans ces améliorations celles des institutions politiques, tellement développées de toutes parts en gouvernements représentatifs et consultatifs, qu'il ne reste peut-être désormais dans toute la chrétienté qu'un seul État dans lequel le gouvernement soit, en fait, véritablement absolu. Les institutions politiques sont le sujet sur lequel la diversité des opinions est non-seulement la plus grande, mais la plus excusable; si toutes les opinions exagérées sont le fruit de l'inexpérience et de l'ignorance, il n'en est aucune de sincère, assez coupable pour pouvoir être désignée comme antichrétienne; mais à cet égard encore, la diminution de l'exagération et le rapprochement des partis opposés nous paraît incontestable, et c'est là un grand progrès. Nous l'avons dit ailleurs : dans tous les siècles, même les moins progressifs, sous tous les gouvernements, même les moins libres, il y a eu et il y aura toujours, sous quelque nom que ce soit, deux partis, l'un conservateur, l'autre progressif. Nous sommes heureux maintenant d'ajouter que, comme l'habileté à marcher entre tous deux, à conserver et à progresser à propos, fait la prospérité des princes et des gouvernements, de même la diminution des hostilités entre ces deux partis fait la prospérité des peuples, et que c'est là un des plus incontestables progrès du temps présent.

21. Enfin la chrétienté fait des progrès en culture intellectuelle. — Il en est pourtant qui le nient. Plusieurs de ceux-là, à vrai dire, sont bien inoffensifs; enfoncés dans quelque coin de la chrétienté, séques-

trés dans leur cabinet, dans l'horizon de leur journal où ne pénètrent pas les fruits de la culture universelle, ils en jugent par ce qui les environne et frappe seul leurs regards, de sorte que, bien qu'ils en jugent de bonne foi, l'ignorance où ils sont rend leur jugement mauvais. Laissons-les dans leur impuissance innocente : leurs doléances ne sauraient faire grand mal, sauf peut-être dans quelqu'un de ces coins où nous n'avons pas moyen de les relancer. Mais il en est d'autres qui, tout en voyant et en admirant les progrès de la culture chrétienne, s'étonnent et s'affligent qu'il n'en surgisse pas un de ces grands génies qui resplendirent dans les siècles passés; que l'instruction, plus répandue aujourd'hui, soit pour ainsi dire moins profonde; ce qui fait qu'ils doutent s'il faut ou non la dire en progrès. Mais nous avons déjà répondu en partie à ceux-là, quand nous avons dit que la diffusion même des lumières, la multiplication des écrivains, des artistes, des savants, et les facilités données aux publications, sont autant de causes pour que chaque individu, chaque ouvrage se trouve en relief. Nous irons plus loin ici : nous avouerons que les progrès précédents de toutes les connaissances sont un obstacle à ceux actuels. Ni les lettres, ni les arts, ni les sciences humaines n'ont une carrière infinie à parcourir; tous, au contraire, ont un champ très-limité; et plus chacun d'eux a été cultivé, moins il en reste à exploiter. Dans les lettres, quand une langue a un, deux ou trois grands poëtes épiques, deux ou trois grands tragiques ou lyriques, autant de grands orateurs, il est bien difficile qu'il en surgisse d'autres pour s'élever à leur niveau. S'ils

imitent les premiers, il leur est difficile de ne pas tomber dans la contrainte de l'imitation; s'ils cherchent à s'en écarter, dans l'affectatiou de faire du nouveau. C'est pour cela qu'on a recours à un autre moyen, celui d'imiter les étrangers, ce qui semble sauver, mais ne sauve pas toujours du double écueil, et y ajoute la difficulté d'introduire dans son pays des pensées et des images dont il n'a pas l'habitude. Il en est de même dans les arts. Il a été beaucoup plus facile d'être bon peintre et bon sculpteur après Raphaël et Michel Ange, mais beaucoup plus difficile peut-être de devenir grand artiste dans les deux genres. C'est pour cela que les plus ardents à espérer dans le progrès universel en excluent généralement les lettres et les arts; reconnaissant que, parvenus à une telle hauteur qu'ils ne sauraient s'élever davantage, ils doivent nécessairement retomber pour remonter ensuite. Je croirais volontiers qu'il faudrait en venir à la même conclusion en ce qui concerne les sciences matérielles ou spirituelles, dont on a dit qu'elles ouvraient au progrès un champ illimité. Assurément, dans les sciences matérielles, après les grands inventeurs viennent ceux qui appliquent les inventions, et qui se trouvent, par rapport aux inventeurs, précisément, comme en littérature, les imitateurs par rapport aux grands écrivains originaux. Or, après deux siècles d'un progrès scientifique tel qu'il n'en fut jamais, après ces glorieux inventeurs, Galilée, Newton, Leibnitz, Herschel, Lavoisier, Volta et Cuvier, vient l'âge des applicateurs : les premiers furent grands et de peu inférieurs aux inventeurs; mais ceux qui les suivent vont peu à peu diminuant

de valeur, car le champ n'est pas non plus sans limites, et il a déjà été exploité par d'autres. Quant à ces sciences qui ont pour objet l'homme, esprit et matière, ou esprit seul, comme la politique, l'économie, l'histoire et la philosophie, elles sont de celles où les progrès antérieurs nuisent peut-être le plus à ceux ultérieurs. Toutes ces sciences, plus ou moins spirituelles, participent à la fois de l'incapacité des sciences matérielles et de celle des lettres, attendu que procédant, soit par invention, soit par exposition littéraire, il est inévitable, au premier cas, qu'après les inventeurs viennent les applicateurs; au second, qu'après les grands écrivains originaux viennent les imitateurs. De là résulte, en somme, que dans les lettres, dans les arts, dans les sciences matérielles, dans les sciences mixtes et dans les spirituelles, il semble que nous soyons parvenus à cette époque des imitateurs et des applicateurs, qui ne peut que paraître inférieure à celle des écrivains spontanés et des inventeurs. — Mais tout cela accordé ou même professé, il n'en faut pas conclure, à mon avis, que notre époque, ou celle que nous voyons prochaine, soit moins un progrès. La culture intellectuelle a deux genres de progrès : c'en est un pour elle de s'élever; mais c'en est un aussi de s'étendre. Ne nous lassons pas de revenir à ce point : les lettres ne sont pas faites pour les littérateurs, ni les arts pour les artistes, ni les sciences pour les savants, mais les uns et les autres pour le public en général, pour l'universalité, pour le genre humain. Or, le genre humain profite peut-être plus de la diffusion des connaissances que de leur élévation, ou plutôt il profite de toutes deux

tour à tour. Il a besoin que les idées s'élèvent, mais aussi qu'elles se répandent; et le plus grand homme du monde, venu à l'époque de l'extension, ne fera que les étendre, parce que les grands hommes sont précisément ceux qui font ce qui est faisable, ce qui profite le plus à leur époque. Vouloir restreindre la grandeur aux inventeurs, vouloir faire de l'instruction un privilége ou une aristocratie, a été et est encore la prétention de quelques-uns; mais c'est la plus sotte des prétentions, et on s'en est justement moqué, en la traitant de pédanterie. Les véritables savants n'ont d'autre but que l'avantage général, et ils n'aiment la science que pour cela. Il y a, certes, un plaisir solitaire à apprendre, à découvrir, à écrire même; mais ce plaisir ne dure que par l'espérance de communiquer aux autres ce qu'on a appris, ce qu'on a découvert, et de le faire devenir utilité. Je ne sais, en effet, si celui qui renfermerait en lui-même le fruit de ses études devrait être traité de fou plutôt que de méchant. L'incertitude de cette utilité est ce qui tourmente le plus tout homme de bien, studieux et de bonne foi; c'est elle qui lui met la plume à la main et l'en fait tomber tour à tour; car la certitude et l'espérance d'avoir répandu quelque vérité est la seule récompense digne de lui. Ne ravalons pas nous-mêmes le métier, n'en faisons pas une spéculation de gloire ou de vanité, qui ne vaut guère mieux que celle d'argent, et non-seulement consolons-nous, mais réjouissons-nous de ce que nos noms soient obscurcis par ceux de beaucoup d'autres, nos égaux ou nos supérieurs; dépouillons-nous de toute envie, et nous avouerons facilement les progrès d'autrui, et par suite

le progrès universel. — Peut-être alors avouerons-nous de nouvelles espérances. De même qu'après l'époque de spontaneité et d'invention est venue celle d'imitation et d'applications, de même après celle-ci en reviendra une pour les premières. Il s'est déjà offert plusieurs exemples de pareils retours : nous avons fait mention d'un qui fut italien, quand après le siècle imitateur, qui dura jusqu'à la moitié du XVIIIe, parurent Parini, Alfiéri, Manzoni. L'Angleterre aussi, après l'époque des imitateurs français, produisit Byron et Scott, et un renouvellement semblable des lettres chrétiennes, à quelque moment que ce soit, n'est nullement improbable. A peine vient de commencer leur affranchissement de la vaine imitation des anciens: si, comme presque tout affranchissement à son début, celui-ci tomba dans la licence, on revient déjà des exagérations, et les lettres de la chrétientéy gagneront de demeurer chrétiennes. De plus, les communications mutuelles des diverses littératures nationales, la diffusion de toutes dans des régions nouvelles, ce qui les enrichit de nouvelles images et de faits nouveaux, semblent devoir produire une communauté et une multiplication d'idées qui fera la richesse et la nouveauté des lettres et des arts à venir. Bien que l'avenir des sciences matérielles soit plus difficile à prévoir et plus incertain, il n'est pas non plus improbable en ce qui les concerne, que, les applications une fois épuisées, les faits et les expériences s'étant multipliés, il vienne à surgir quelque génie nouveau, riche de cette faculté synthétique qui résume les ressources de la science, pour rassembler ces faits et créer une de ces théories dédaignées le plus souvent par les gens médiocres,

mais dont les esprits élevés se font un but. Ici comme ailleurs, le vulgaire est seul à dire qu'il n'y a rien ou peu de chose à faire; au vulgaire seul la difficulté de comprendre tout ce qui est fait, enlève la faculté et le désir de faire plus. Ici comme ailleurs, les grands esprits se font un échelon du fait pour atteindre au faisable, et j'en sais quelques-uns qui aspirent à cette théorie de la matière impondérable, dont la découverte, s'il est donné au genre humain d'y arriver, déterminera une nouvelle ère scientifique, égale aux plus glorieuses. Quoi qu'il en soit, le progrès de toutes ces sciences, que nous avons appelées spirituelles mixtes et spirituelles pures, est certain et déjà commencé. Dans toutes, le plus grand des progrès est la modération : c'est de voir ses propres limites, c'est de s'y renfermer ; c'est de ne pas tenter l'inaccessible, l'infini, l'absolu. Or, ce progrès-là se fait incontestablement. Il n'y a pas longtemps, on cherchait encore le meilleur des gouvernements, la forme unique de liberté; maintenant tous les hommes pratiques commencent à reconnaître une variété trop grande dans les conditions nationales, pour qu'il ne soit pas utile aussi de varier les formes des gouvernements; et ce que l'on regarde comme la perfection dans les moyens de gouverner avec grandeur et chrétiennement, est plutôt d'étendre la liberté que de viser à en obtenir une quantité plus grande; c'est plutôt de conserver et d'avancer de concert, que d'avancer toujours, ou seul ou absolument. Il y a peu de temps que les économistes prônaient la richesse comme le but de leur science, ceux-ci la voyant dans la terre seule, ceux-là dans le commerce seul, qui dans l'industrie, qui, plus justement,

dans le travail. Mais on en est venu plus raisonnablement aujourd'hui à prendre pour but des richesses et de l'activité, les bonnes mœurs, la vertu. Les historiens (je ne parle pas des simples faiseurs de phrases, qui songent à l'art et non à la science), prétendant pour leur science à une sorte d'indépendance de toutes les autres, et croyant trouver dans les actions humaines leurs causes et leur fin, isolaient le genre humain du monde supérieur, le plaçaient (presque en reniant Copernic et Galilée) au centre de l'univers, ou même (en reniant le Christ et la Providence), ils faisaient de l'homme un être indépendant, une non-créature, un quasi-dieu; les uns, du reste, en faisaient un dieu imbécile, allant au hasard, sans but ni raison; les autres pis encore, un dieu raisonnant toujours dans chacune de ses actions. On en revient désormais à admettre encore une providence, une chrétienté, une direction supérieure à celle terrestre ; l'histoire redevient sœur des autres sciences spirituelles, de la philosophie chrétienne. Elle a repris cette modération native, qui consiste précisément à reconnaître dans le monde un ordre de faits surnaturels, dans l'esprit un ordre d'idées inaccessibles à la raison pure, accessibles à la raison illuminée par les communications avec Dieu, par la révélation. Cet immense progrès de la philosophie est tout contraire à celui qu'elle annonçait peu auparavant, à ce progrès qui devait consister à se mettre en place de la révélation, à éliminer les faits, les idées surnaturelles. Ce mécompte dans ses espérances est précisément ce qui amène et (telle paraît être la volonté de Dieu) amènera de plus en plus à la restauration de la véritable philosophie. Déjà une

fois, pendant la dernière époque de l'antiquité, la philosophie pure de tout élément surnaturel démontra sa propre insuffisance dans la Grèce et à Rome, dans l'Inde et en Chine; elle la démontra d'autant plus, que les philosophes grecs, romains, indiens, chinois, étaient plus grands. Aujourd'hui, cette même philosophie pure et rationnelle prouve et démontre de nouveau son insuffisance, d'autant plus que les derniers philosophes français, anglais et allemands étaient grands aussi. Après deux semblables preuves (car la dernière paraît elle-même complète et avouée désormais par le silence de plusieurs philosophes purs, ainsi que par le retour des autres à la philosophie surnaturelle), après deux preuves semblables, il paraît impossible que le retour à la véritable philosophie, aujourd'hui commencé, s'interrompe et ne s'accélère pas au contraire. Si l'on ne veut pas ensuite appeler cela progrès et progrès chrétien, il faut inventer des mots nouveaux, et renier parmi les anciens ceux qui sont le plus unanimement compris dans la langue italienne ou dans toute autre.

22. Les paroles sont des dons de Dieu, et en repousser une parmi celles qui se trouvent universellement acceptées, me paraît, sinon un crime, au moins un grand danger, à coup sûr; c'est presque participer à la confusion de Babel, c'est vouloir diminuer la somme des idées acquises par la génération à laquelle on appartient. Il m'a paru dès lors devoir accepter celle de progrès, sans m'occuper de l'abus qu'on en a fait, comme de tant d'autres expressions scientifiques, pratiques et même religieuses, qu'on n'a pas rejetées pour cela. Mais me serais-je donc trompé dans le fait de

l'acceptation universelle? A-t-on fait plus abus que bon usage du mot progrès? est-il plus haï que béni, plus à rejeter qu'à admettre? n'est-il pas corrigé et déterminé suffisamment en disant progrès chrétien? Que ceux qui sont si engoués de nomenclatures nouvelles et les prennent ou les donnent pour des inventions, en inventent donc une autre pour exprimer ces trois faits : que toutes les religions, toutes les civilisations, toutes les cultures intellectuelles non chrétiennes sont tombées ou tombent; que la religion, la civilisation, la culture chrétienne, ont duré, au contraire, et se sont accrues ou en extension ou en intensité, depuis leur origine jusqu'à nous, pendant dix-neuf siècles; et qu'elles sont aujourd'hui à un point de prospérité ou de splendeur, ou de puissance ou de toute-puissance, qui, de quelque nom qu'on l'appelle, est la condition évidente et présente de la chrétienté. Si ces trois faits sont vrais, il est important de les exprimer, mais plus de les voir, de les confesser et de les proclamer chacun par ses œuvres, par sa vie entière. Cela est important pour les princes, pour les hommes d'État, pour les écrivains, les savants, les artistes et même les particuliers, parce que tout ce qu'ils font ou feront dans le sens de cette activité universelle, demeurera, avec son aide, à leur propre gloire, et bien plus à l'avantage du genre humain; tout ce qu'ils font et feront en sens contraire, disparaîtra, sera nul, ou ne restera que pour être au moins pris en pitié, comme un gaspillage d'œuvres et de facultés en dehors des voies de la Providence. — Mais cela est plus important encore pour chaque nation que pour chaque homme en particulier, attendu que tout homme peut être vertueux en suivant les

simples principes de vertu compris dans toute doctrine chrétienne, sans trop se rendre compte de leur but élevé, même en ce monde. Mais pour réunir les activités, les facultés personnelles avec les vertus nationales, il faut de toute nécessité un but matériellement visible, une voie largement ouverte à tous. Or, l'un et l'autre ne peuvent être désormais que le but et la voie de l'activité chrétienne. Ce fut là toujours la voie principale, mais aujourd'hui c'est la seule au monde; elle ne laisse place à nulle autre : hors de celle-là, il n'y a point de salut, même ici-bas. Toute nation qui ne s'y engage pas, qui n'y prend pas sa tâche, ne trouvera pas à l'employer ailleurs; elle tombera dans l'inactivité, dans le vice, dans le malheur et la honte. — Toute nation, au reste, a, de sa nature, de sa situation, de nécessité, sa tâche dans la chrétienté. Les époques de suprématies embrassant tous, ou presque tous les genres d'activité, de suprématies toutes-puissantes et faisant tout, sont passées ou vont passer. Un âge commence ou commencera bientôt, où toute nation chrétienne pourra et vaudra selon sa tâche propre, ne prédominera que dans le cercle qu'elle lui tracera, en laissant prédominer chacune des autres dans le sien. Or, cette tâche, cette suprématie partielle de chaque nation devient plus claire de jour en jour. La nation britannique peut plus que toute autre, et prédomine sur presque toutes les limites de la chrétienté, en extension de territoire, en diffusion de races, de commerce, de civilisation chrétienne. La nation française peut et prédomine, pour la diffusion religieuse et civile, sur la limite africaine, et pour celle de la culture intellectuelle, dans l'intérieur de la chrétienté. La nation germanique

peut et prédomine dans la tâche de détruire tous les restes des suprématies universelles; son industrie se rapproche de celle de l'Angleterre; sa civilisation de celle de l'Angleterre et de la France; son commerce surpasse le leur en libéralisme; elle les égale ou les surpasse même pour la profondeur des études; elle a peut-être pour mission de ramener à cette union religieuse, détruite par elle il y a trois siècles, et elle seule peut avoir celle de faire avancer vers l'Orient le territoire européen de la chrétienté. La tâche de la Russie ne peut être autre que de pousser la chrétienté plus loin dans l'Orient; elle aurait à repeupler de chrétiens tant de contrées, jadis florissantes, maintenant désertes, sous les climats les plus tempérés, et à peupler les extrémités septentrionales du globe. Les tâches réservées à la Pologne, à la Grèce, à l'Espagne, se manifesteront aussi, quand la première sortira de cette dépendance absolue qui n'en laisse accomplir aucune, la seconde et la troisième, de ces essais, de ces noviciats d'indépendance et de liberté, qui ne les laissent accomplir que mal. Il en sera pareillement de tous les États américains soumis au même noviciat, et de tous les États chrétiens qui se formeront. Pour tous, tant qu'ils sont, soit au moment où ils rentrent dans la grande société, soit quand ils rentrent dans la grande activité, un temps de noviciat est peut-être inévitable. Le grand art donc de ceux qui sont pour entrer ou pour rentrer, serait d'abréger le temps d'épreuves, d'entrer ou de rentrer promptement, avec ardeur, dans l'activité, dans leur tâche. — Il en sera de même pour nous, ô mes compatriotes! notre habileté, notre vertu sera de rentrer, empressés et pleins

de zèle, dans l'activité universelle, et pour cela de voir, de reconnaître, d'accepter, de remplir tous les devoirs qui nous y attendent, tous nos devoirs, ni plus ni moins. Les temps sont changés : il ne s'agira donc plus pour nous de réunir le monde occidental, réuni depuis dix-neuf siècles, ni de faire surgir la civilisation et la culture chrétiennes, qui datent de cinq siècles; il ne s'agira pas, il ne peut s'agir de recouvrer notre première ni notre seconde suprématie, ni d'en établir une semblable, absolue, universelle. Mais les destinées auxquelles nous pouvons prétendre sont encore belles, grandes, et faites pour contenter toute ambition patriotique. Nous pouvons prédominer dans ces arts libéraux, qui sont un des plus brillants joyaux de la civilisation et de la culture intellectuelle, dans lesquels aucune nation, même la Grèce, n'a jamais été notre égale, et dans l'un desquels, après avoir perdu tous les autres, nous conservons encore la supériorité. Nous pouvons de nouveau peut-être marcher au premier rang, mais rivaliser, certainement, avec qui que ce soit, dans la littérature, pour laquelle nous possédons une des plus belles langues qui jamais aient existé. Nous pouvons marcher au premier rang ou rivaliser dans ces sciences dans lesquelles Galilée fut le premier parmi les modernes, dans lesquelles Lagrange et Volta rivalisaient naguère avec les plus illustres. Nous pourrions et nous devrions ne céder le pas à personne dans toutes ces industries qui nous valurent de l'emporter sur les autres, tant que le commerce se faisait par la Méditerranée : nous en déchûmes pour n'avoir pas suivi ses voies nouvelles, qui maintenant se reportent tout à l'entour de nos

côtes, tout à travers nos eaux. Nous pouvons et nous devons encore être au premier rang dans cette grande tâche d'entourer immédiatement le siége central de la chrétienté, de le défendre, de le maintenir ou de le rendre complétement indépendant. Voilà notre principale tâche (révélée, déclarée, rendue incontestable dans tous les ouvrages de M. Gioberti); cette tâche-là, qu'elle plaise ou non, qu'elle paraisse petite ou grande, qu'elle soit acceptée avec reconnaissance ou en se résignant, est pour nous incontestable, naturelle, constitutionnelle; elle dure et durera autant que la chrétienté. C'est celle pour l'accomplissement de laquelle les plus dignes parmi nos pères ont versé le sang de générations entières, et nous ne devrions pas lui refuser le nôtre le cas échéant. Mais nous aurons probablement à y dépenser moins de sang que de vertu. — Quoi qu'il en soit, sang ou vertu, nous devons en dépenser autant qu'il en est en nous, pour nous en acquitter et pour obtenir cette indépendance qui en est l'indispensable moyen. Dans des temps barbares ou voisins de la barbarie, une indépendance incomplète pouvait suffire avec le désir de la compléter; mais dans un siècle avancé en progrès, elle n'est utile qu'autant qu'elle est des plus complètes, parce que les autres nations, qui la possèdent, nous dépassent de manière à nous humilier, sinon à nous opprimer, parce qu'il ne peut rester à ceux qu'on humilie, comme à ceux qu'on opprime, la faculté de bien accomplir aucun devoir. Les arts ne peuvent s'élever, les lettres ne peuvent exister, les sciences elles-mêmes souffrent, le commerce ne se développe pas, pour ceux qui sont humiliés par la dépendance, durant laquelle il est im-

possible d'ailleurs de remplir la tâche de bien entourer le siége central de la chrétienté. L'indépendance est sans doute un devoir pour toutes les nations; mais, pour d'autres, c'est un de ces devoirs envers soi-même, de l'accomplissement duquel personne n'a à juger, moins encore à se mêler. Mais, pour nous, ce n'est pas seulement un devoir envers nous-mêmes, c'est encore un devoir envers toute la chrétienté, c'est-à-dire, désormais envers tout le genre humain; ou même, c'est un devoir plus qu'humain envers le divin fondateur de la chrétienté. Ne remplirions-nous pas ce grand devoir, soit par ignorance, soit par négligence, pour ne pas savoir ou pour ne pas vouloir reconnaître les conditions universelles de la chrétienté? Alors, toutes les espérances que j'ai développées avec modération, et, à plus forte raison, celles plus magnifiques qu'un autre a fait briller, toutes celles qui ont été ou pourront être mises en avant, se trouveront déçues. En continuant à gaspiller, en activités dépendantes ou morcelées, ou vaines ou coupables, les dons prodigués par Dieu à l'Italie, en caressant des songes, en changeant de côté sur le lit de douleur où nous gisons depuis des siècles, nous ne ferons que changer de dépendance, de malheur et de honte; la dépendance, le malheur, la honte, nous laisseront enfoncés dans l'oisiveté, l'oisiveté dans le vice, et le vice nous apprêtera de nouveaux fers. — Et pourtant je ne prophétise pas; hélas! non, je parle malheureusement de choses présentes: car, depuis que j'ai commencé à écrire ceci, de nouveaux cris, des mouvements nouveaux ont éclaté contre un prince italien, le plus ancien et le plus important de toute l'Italie comme de toute

la chrétienté, en opposition à notre tâche principale; des cris et des mouvements (je l'ai ouï dire et ne veux pas le croire), qui appellent dans une province italienne la domination étrangère; cris et mouvements sans excuse, dans aucun cas, les plus anti-italiens, les plus anticivils, les plus antilibéraux qui puissent être, et qui ne pourraient naître si l'on entendait parmi nous les véritables conditions de la chrétienté, les devoirs véritables que nous avons à y remplir. — Si ces devoirs étaient compris, si l'on agissait en conséquence, ou si, du moins, on commençait à agir, en même temps que tomberaient toutes les espérances vaines et coupables, toutes celles qui sont justes et bonnes augmenteraient d'autant (1). Toutes les occasions perdues par nos ancêtres ne nous décourage-

(1) Sans rien rabattre des durs reproches que l'auteur adresse aux sujets du pape, qui crient et s'ameutent pour appeler l'étranger, si cela est vrai; et reconnaissant tout ce qu'il y a de véritable grandeur dans la sainte tâche italienne, d'entourer et de défendre le siége central de la chrétienté, nous acceptons aveuglément l'affirmative du grand problème, s'il est bien ou non que le pape soit roi. Mais c'est par cela même que nous et tous ceux qui pensent comme nous, c'est-à-dire, l'immense majorité des catholiques de tous les pays, nous acquérons le droit, ou plutôt nous nous imposons le devoir de rechercher, d'examiner, de discuter, de mettre en œuvre tout ce qui peut faire que le roi-pontife devienne le meilleur de tous les rois de la terre, cette condition étant strictement nécessaire pour que la royauté sacerdotale ne soit pas nuisible, mais profitable à la chrétienté.

L'exaspération, qui pousse les sujets du pape jusqu'à leur faire désirer l'invasion étrangère, prouve, il est vrai, que dans cette province de la Péninsule les véritables intérêts nationaux sont méconnus; mais personne ne croira que des populations aussi éclairées que celles-là se fourvoient à ce point, sans une cause très-grave et presque désespérante.

Cette cause, nous la dénoncerons franchement, parce que nous sommes convaincus que c'est desservir le catholicisme et ses chefs,

ront plus quand il nous paraîtra naturel qu'elles fussent perdues dans la barbarie, ou dans la demi-civili-

que de continuer à la dissimuler, quand désormais personne ne l'ignore. C'est que de tous les souverains de l'Europe, si l'on en excepte deux seulement, les papes sont ceux qui gouvernent le plus mal, non certes par mauvais vouloir, mais par la force des choses; par ce fait que tous les gouvernements s'étant modifiés plus ou moins selon la diversité des circonstances survenues, celui des États romains est toujours resté le même, en dépit des circonstances diverses.

Ce fait, qui n'est malheureusement que trop incontestable, soulève une foule de questions de la plus haute importance, dont nous ne ferons que signaler les deux principales, en attendant que d'autres, plus compétents que nous ne sommes, entreprennent de les développer et de les compléter.

1° Faut-il ou ne faut-il pas que les papes séparent le gouvernement de l'Église du gouvernement de l'État?—Nous n'hésitons pas à répondre : oui.—Leur union a pu ne pas nuire, être même avantageuse aux sujets des pontifes, quand de toutes parts affluaient à Rome les subsides nécessaires pour la propagation de la foi et pour l'entretien d'une cour aussi universelle que la religion chrétienne elle-même. Mais, en conscience, est-il possible aujourd'hui que les impôts dont on frappe deux ou trois millions d'Italiens suffisent à de si énormes dépenses? Il est évident que la continuation de ce qui se fait à présent, devenue déjà très-difficile, en épuisant tout à fait le pays, finirait par mettre les pontifes dans l'impossibilité absolue de remplir le plus grand de leurs devoirs.

Mais comment faire? — dira-t-on. — C'est à la chrétienté d'y pourvoir, et elle n'y manquera pas.

2° Les prêtres doivent-ils ou ne doivent-ils pas avoir le privilége de gouverner l'État? — Nous n'hésitons pas à répondre : non. — L'administration de la chose publique tomba presque entière dans les mains des ecclésiastiques durant les siècles où toute culture intellectuelle leur appartenait exclusivement. Ce fut, même alors, un mal dont les affaires spirituelles, non moins que les temporelles, eurent à se ressentir longtemps; mais ce fut une nécessité. De nos jours, c'est au moins un anachronisme qu'aucune éloquence ne saurait faire se concilier avec ce qui nous entoure.

Nous ne voulons pas dire, par là, que les prêtres doivent être exclus de toute participation au gouvernement de l'État; c'est l'excès de la réaction contre l'anachronisme, et nous le croyons fécond en suites fâcheuses. Ce que nous voulons dire, c'est que leur participation ne devrait pas être privilégiée, mais pareille à celle de tous

sation, ou dans la corruption; mais naturel aussi qu'elles ne se perdent plus au milieu de la civilisation actuelle. La grande occasion de la chute et du partage de l'empire ottoman, qui nous paraît une occasion probable et bonne en l'étudiant en elle-même d'une façon restreinte, nous paraîtra d'autant plus probable et meilleure en la considérant comme un des événements nécessaires de la chrétienté. S'il paraissait possible que cette occasion ne se présentât pas, il paraîtra impossible qu'il n'en survienne pas quelque autre semblable, équivalente pour nous; que si la chrétienté n'avait pas à avancer ainsi vers l'Orient, elle s'y diri-

les autres citoyens, ainsi que cela se voit en Belgique, pays connu pour être, à cet égard, le champ d'honneur du clergé catholique. Cette parité devrait être, selon nous, observée plus scrupuleusement encore dans un État où, le chef étant prêtre et les prêtres n'étant pas tous du pays, on est naturellement moins disposé à tolérer des faveurs exceptionnelles à leur avantage.

Au surplus, notre opinion nous paraît se rapprocher de celle émise l'année dernière par le doyen du sacré collége, le cardinal Pacca, devant l'académie de la religion catholique, à propos des évêques allemands, dont les richesses et la puissance ont disparu sous les coups de la révolution. Voici ses paroles :

« Or, faut-il voir ici un malheur pour l'Église? Je n'ose le dire. « Je considère que les évêques, privés d'un domaine temporel qui « pouvait être très-utile au soutien de l'autorité ecclésiastique quand « il était appliqué à cet objet, et dépouillés d'une partie de leurs « richesses et de leur puissance, seront plus dociles à la voix du « pontife suprême, et qu'on n'en verra aucun marcher sur les traces « des superbes et ambitieux patriarches de Constantinople, ni pré- « tendre à une indépendance presque schismatique. Maintenant « aussi les populations catholiques de tous ces diocèses pourront « contempler, dans les visites pastorales, le visage de leur propre « évêque, et les brebis entendront au moins quelquefois la voix de « leur pasteur. »

Pourquoi ne s'attendrait-on pas à des résultats semblables de la part des évêques de l'État romain? TRAD.

gerait encore de quelque autre manière peu différente en résultat pour nos espérances. Les assistances extérieures, jadis si traîtresses, ne peuvent qu'être moins à craindre, au milieu de la chrétienté, en l'état de progrès où elle se trouve; les unions intérieures, entre prince et prince, prince et peuple, grands et petits, toutes les unions italiennes, jadis si rares et si courtes, ne peuvent, selon tout espoir, qu'être plus fréquentes et plus durables, au milieu de l'Italie en progrès. Et la vertu, ce suprême, ce seul moyen de parvenir à l'indépendance, ainsi que nous l'avons dit, la vertu nous sera facilitée par les exemples et les exhortations d'autrui, quand nous saurons les accepter, au lieu de chercher des exemples et des consolations à nos vices, en les comparant aux vices des autres. — Nous avons déjà résumé notre discours sur les espérances spéciales de notre patrie, en proclamant un seul but, l'indépendance, un seul moyen, la vertu. Maintenant que nous venons d'étendre nos observations à la chrétienté entière, et que nos espérances se sont accrues de l'accroissement de ses progrès, ajoutons hardiment que l'indépendance, une fois venue, sera pour nous un moyen d'acquérir de nouvelles vertus. Ce cercle vertueux est infaillible non moins que le cercle vicieux opposé. Plaise au Dieu de miséricorde donner à l'Italie la force de sortir de ce dernier pour rentrer enfin dans l'autre, la force de chercher la vertu comme moyen d'Indépendance, l'indépendance comme moyen de vertu.

30 novembre 1843.

APPENDICE.

SI UNE UNION DOUANIÈRE EST A ESPÉRER EN ITALIE, ET DE QUELLE MANIÈRE.

1. L'idée d'une union douanière italienne s'est présentée plusieurs fois à l'esprit, non-seulement des hommes d'État, mais de tout ce que l'Italie compte de négociants et de voyageurs, sentant chaque jour le préjudice matériel causé par notre morcellement. Plusieurs de ces derniers, probablement, accusent les premiers de négligence ou d'incapacité, parce qu'ils ne font pas ce que l'on voit si heureusement fait par d'autres. Mais, s'il est vrai que l'accession d'un simple État germanique à l'union déjà formée et florissante dans ce pays, soit parfois une question difficile à résoudre, celle de la formation d'une nouvelle union quelconque est beaucoup plus difficile, et celle d'une union italienne l'est surtout extrêmement par ses complications. Beaucoup d'écrivains s'en sont occupés (1). Mais comme les étrangers ne peuvent prévoir toutes ces complications, et que les

(1) Voyez *Letture popolari*, Turin, 12 décembre 1840. — La Nourrals et Bères, *L'association des douanes allemandes, son passé, son avenir*, Paris, 1841. — Petitti, *Considerazioni sulla lega doganale germanica*, dans le Giornale agrario toscano, n° 61, A. 2°, Unione Italiana. — Petitti, *Delle associazioni doganali fra vari stati*, dans les actes de l'académie des Georgofili de Florence, déc. 1841. — *Allgemeine Zeitung*, 23 avril et 2 juin 1842. — *Annali universali di statistica*, mars, sept., oct. et nov 1843.

nationaux ne peuvent les discuter, on n'a pas encore examiné suffisamment, parmi toutes les combinaisons imaginables de cette union, lesquelles seraient bonnes à désirer, possibles à pratiquer, et par quels moyens. Il faut distinguer pour s'entendre. C'est ce que j'ai essayé de faire brièvement, selon que ce livre pouvait le comporter, en supposant, dès lors, chez mes lecteurs, non-seulement la connaissance des sciences économiques en général, mais celle en particulier du fait et des résultats de l'union douanière allemande. Laissons les gros livres à ceux qui veulent écarter le siècle de ses voies; celui qui les accepte, telles qu'elles sont, peut être bref, en se réduisant à chercher comment y entrer, et comment les suivre le plus avantageusement dans chaque circonstance opportune.

2. Au premier aspect, la question présente deux cas. L'union italienne pourrait se faire ou entre les princes italiens seulement, ou en y comprenant l'Autriche. Celle-ci peut y être comprise pour ses seules provinces italiennes, ou pour tout l'empire; et comme on a élevé déjà la question sur son accession à la ligue douanière allemande, il en résulte l'autre possibilité de l'empire autrichien accédant avec l'Allemagne entière à l'union italienne. Voilà donc en tout quatre cas, quatre modes imaginables; c'est-à-dire, en procédant du plus étendu aux plus restreints:

I° L'union allemande-italienne.

II° L'union austro-italienne.

III° L'union exclusivement et entièrement italienne.

IV° L'union des États italiens.

3. La première, *l'union allemande-italienne*, serait, à vrai dire, une idée magnifique, une magnifique combinaison. Toute l'Europe moyenne réunie ensemble. Un modérateur entre l'Occident et l'Orient faisant contre-poids. L'Angleterre, la France et l'Espagne tendent à

s'unir, avec ou sans une grande association occidentale; la chose n'est pas prochaine, sans doute, mais elle n'est peut-être pas impossible un jour ou l'autre. Cependant, sans tenir compte de cette éventualité, sans même sortir du présent, il n'est pas douteux que les grands et vrais intérêts commerciaux de l'Europe moyenne, de la Baltique à la Méditerranée, ont beaucoup de similitude, qu'ils seraient dès lors bien secondés par cette union économique de toutes les populations comprises entre les deux mers. Les unions économiques sont quelquefois plus profitables que les communications matérielles elles-mêmes; elles les produisent ou y suppléent. Pour ceux qui sont entrés dans les idées de notre livre, cette réunion de toute l'Italie avec toute l'Allemagne paraîtra encore plus importante; la question ou plutôt les questions orientales se résoudraient beaucoup plus facilement, si ces deux nations pouvaient s'entendre comme deux hommes entre eux. On a usé et abusé de cette expression des *nations se levant comme un seul homme*; ne pourrait-on mettre à la mode celle-ci, *s'entendre comme deux hommes?* Il n'y aurait là aucun abus à craindre, aucun ne serait possible. Quant à l'Italie en particulier, il n'est pas besoin de dire que l'union allemande-italienne serait désirable pour elle. La prépondérance de l'Autriche y serait contre-balancée par celle de la Prusse; l'intérêt italien de pousser l'Autriche vers l'Orient serait renforcé par l'intérêt germanique à pousser l'Autriche et la Prusse dans la même direction; l'impulsion italienne, par l'impulsion germanique; notre activité nonchalante, par une très-vive; les espérances très-éloignées de l'Italie, par toutes celles de l'Allemagne les plus rapprochées. — Tout cela est vrai, est certain; mais il ne l'est pas moins que, surtout à l'heure qu'il est, les nations, en général, ne s'entendent pas comme deux hommes peuvent le faire; qu'ici, en particulier, il faudrait supposer une

largeur de vues et une prévoyance très-grande, une absence totale de préjugés sur de petits intérêts passagers, mais présents, chez tous les princes, tous les hommes d'État, allemands et italiens, c'est-à-dire, chez une trentaine de princes, une centaine de ministres, de conseillers et de députés. Je ne parle pas de l'avenir imprévoyable, et, ne voulant m'occuper que de ce qui peut se prévoir, je crois qu'on peut déclarer hardiment un tel accord hors de toute probabilité. En outre, il serait peut-être fort douteux que la Prusse désirât jamais sincèrement l'accession à l'union allemande dont elle a la présidence, d'une autre grande puissance qui la lui enlèverait. Ne nous trompons pas diplomatiquement, nous qui ne sommes pas des diplomates. La présidence ou la prééminence, ou la prépondérance douanière, est pour la Prusse un instrument puissant de prépondérance politique, et elle y renoncera difficilement. Néanmoins, cette puissance est si sincèrement progressive, si intelligente au sujet de ses véritables intérêts présents, si prévoyante à l'égard de ses intérêts généraux à venir, qu'il n'est pas impossible qu'elle renonce à sa position avantageuse en Allemagne, pour en prendre une peut-être plus avantageuse en Europe. Mais il n'en est pas de même de l'Autriche, qui, à coup sûr, renoncerait difficilement à sa prépondérance politique en Italie, en y admettant le contre-poids de la Prusse. Ce qui est avantageux et désirable pour nous, serait, à mon avis, désirable aussi pour l'Autriche, si elle entendait bien, complétement, grandement, ses intérêts ; mais elle ne les entend pas ainsi, c'est un fait actuel et probable pour longtemps. D'où résulte, en somme, qu'il y a de telles difficultés à cette union douanière allemande-italienne, que la conclusion paraîtra évidente à tous : elle est très-désirable, mais aussi extrêmement improbable.

4. IIᵉ cas. *L'union austro-italienne ou des États ita-*

liens et de tout l'empire autrichien. Si nous considérons que parmi les publications citées en tête de cet appendice, celles faites dans des pays étrangers et par des personnes dépendant plus ou moins de l'Autriche, sont dans le sens de cette union de toute l'Italie avec tout l'empire autrichien, chacun y verra la confirmation de ce fait, que l'Autriche désire cette union. Or, nous ne sommes pas de ceux qui veulent en conclure de suite, que si elle est désirée par l'Autriche, elle n'est pas désirable pour nous. Nous en revenons toujours à ceci, que les véritables intérêts futurs de l'Autriche et de l'Italie sont identiques. Mais il nous faut dire de nouveau et toujours, que malheureusement à l'heure qu'il est, et probablement pour longtemps, l'Autriche ne l'entend pas ainsi. C'est elle, plus que nous, qui les sépare, qui les met en opposition; mais, en somme, tant qu'il en est ainsi, nous ne pouvons agir dans ses intérêts entendus tout à l'opposé des nôtres. — Supposons que l'union austro-italienne soit faite, qu'en arriverait-il à l'heure qu'il est, économiquement, politiquement? Économiquement, nous nous réunirions au vieux système autrichien, prohibitif et protecteur; nous nous séparerions du système plus large, moins protecteur, plus libéral, qu'appelle et appellera l'union allemande principalement, l'Angleterre peu à peu, la France probablement. Si l'Autriche voulait l'accepter, elle entrerait dans l'union allemande, elle provoquerait l'union allemande-italienne, et non l'union austro-italienne. Or, tant qu'elle pousse à celle-ci seule, il est probable qu'elle ne veut pas entrer dans un système large, le seul qui convienne à l'Italie. Nous reviendrons sous peu, sur la nécessité de ce système; mais, dès à présent, il est facile de comprendre sommairement que l'Italie entre à cette heure dans une nouvelle ère commerciale; que le commerce de l'Orient, une fois ramené dans la Méditerranée, elle peut et doit re-

prendre une grande part à ce commerce, si elle n'y apporte elle-même des obstacles; qu'elle n'a pas même besoin pour cela, ni d'une grande habileté, ni d'une grande activité; que pour elle, plus que pour personne, l'économie politique se réduira à laisser faire et à laisser passer. Que si elle s'adjoignait, au contraire, à un système prohibitif, ou seulement protecteur, ou préférentiel, contre la France et l'Angleterre, les deux puissances qui passent et repassent le plus dans ses eaux, l'Italie détruirait elle-même ses meilleures espérances commerciales. Elle tomberait non-seulement dans la faute de négliger les occasions, mais dans celle de se roidir contre elles; elle ne serait pas seulement insouciante, mais ennemie de ses intérêts au profit de ceux des autres. Naples et toute la partie méridionale de la Péninsule, comme aussi les deux îles de la Sardaigne et de la Sicile, y perdraient évidemment, étant les premières, et principalement, destinées par leur situation à recueillir les avantages de ce nouveau passage du commerce oriental. Mais la partie septentrionale de la Péninsule, ou au moins la partie nord-ouest, le Piémont y perdrait peut-être plus encore par d'autres raisons. Jusqu'ici le Piémont a été séparé de la France par un mur commercial de fer, pour ainsi dire; c'était l'effet d'un préjugé politique et économique tout ensemble. Mais il n'y a peut-être pas de pays au monde où les préjugés, en tombant lentement, tombent à la fin avec plus de certitude, et celui du mur commercial a commencé à tomber. Un premier traité a été fait récemment entre le Piémont et la France, et quelques indices donnent à croire qu'il pourra s'étendre un jour ou l'autre. Sans entreprendre ici de discuter le mérite ni des traités de commerce en général, ni de celui-ci en particulier, il est, sans doute, le commencement et le gage de communications plus larges, c'est-à-dire, de l'avis de tous les meilleurs économistes, d'améliorations

commerciales. L'Italie occidentale devrait donc renoncer à toutes ces améliorations, en rentrant dans le vieux système pour se faire économiquement autrichienne. Les provinces orientales ou lombardo-vénitiennes elles-mêmes n'y auraient nul avantage. Nous nous référons ici à ce que nous croyons avoir démontré ailleurs: tous les vrais et bons intérêts futurs de l'Autriche sont sur le Danube et non sur le Pô; dès lors, mieux les intérêts autrichiens seront compris en Autriche, plus cet empire, ces peuples, ces hommes d'État, cette cour, cette chancellerie seront en progrès, et plus le Pô sera sacrifié au Danube. Ici, la faute commise une fois n'aurait pas même le remède qui reste pour toutes les autres; le dommage s'accroîtrait au lieu de diminuer en raison du progrès à venir. — Qu'en résulterait-il politiquement? Les lecteurs instruits des causes, des vicissitudes et des effets de cette union douanière allemande, qui, jusqu'à présent, est le seul exemple de pareilles institutions, savent le grand accroissement de prépondérance politique qu'il a valu à la Prusse, qui est la puissance principale dans cette union. Voudrions-nous procurer, nous, à l'Autriche, une position semblable, une prépondérance semblable? Je crois qu'aucun prince, aucun homme d'État, aucun homme pensant et sentant, n'a pareil désir en Italie. Si quelque Italien s'est trouvé pour mettre en avant l'union austro-italienne, c'est qu'il se sera fait à lui-même, avec trop de simplicité vraiment, une illusion momentanée, en croyant que ce qui arrive si évidemment ailleurs n'arriverait pas en Italie. Mais nous espérons que le plus grand nombre, ou même tous, s'en tiendront à cette manière de raisonner, la plus naturelle, qui conclut des causes semblables aux effets semblables, du passé à l'avenir, des faits aux probabilités, et qui, mettant en évidence la probabilité d'accroître la dépendance des États italiens, quand même il y aurait

des avantages commerciaux au lieu de préjudices à attendre de l'union austro-italienne, suffirait seule pour la faire rejeter. Les devoirs des États ne sont pas différents de ceux des individus : si pour tout homme c'est un devoir (et une chose utile en définitive) de repousser tout avantage de fortune, acquis par une bassesse, il en est de même pour les États, pour les nations. — Pour conclure donc, en espérant l'assentiment unanime des Italiens, nous dirons que l'union austro-italienne, en ce qui touche les difficultés extérieures, est on ne peut plus faisable, mais qu'elle n'est pas désirable et doit être absolument repoussée par tous les princes italiens.

5. IIIe cas. *L'union exclusivement italienne, ou des États italiens et des provinces austro-italiennes.* — Celle-là peut être désirable ou non pour nous, selon qu'elle s'éloignerait ou se rapprocherait de la précédente. Il est clair que si l'union des provinces austro-italiennes avec les États italiens était seulement un nom, une fiction, rien qu'une ligne de douanes de plus entre ces provinces et celles allemandes-autrichiennes; si cette union impliquait de notre part, comme dans le cas précédent, une acceptation du système économique autrichien, aussi restrictif que suranné, une telle union ne serait désirable pour nous, ni économiquement, ni politiquement. Elle ne le serait pas économiquement en ce qu'elle nous entraînerait aux mêmes fautes, aux mêmes renonciations d'espérances que nous venons de signaler; politiquement non plus, parce que ces fautes nous entraîneraient de plus à une séparation politique avec les autres nations européennes, et à une plus grande union (qui serait une plus grande dépendance) avec la puissance qui déjà n'est que trop maîtresse chez nous. — Si, au contraire, les négociations qui s'entameraient pour l'union italienne et le traité qui en résulterait étaient de

nature à faire entrer les provinces austro-italiennes dans cette large économie politique italienne, d'où dépendent toutes nos espérances commerciales, si les provinces austro-italiennes devaient se disposer ainsi à une future union politique avec les États italiens, il n'y a pas de doute qu'une pareille union serait non-seulement désirable, mais même la plus désirable de toutes pour l'Italie entière ; ce seraient des arrhes que l'Autriche nous donnerait de l'abandon de sa mauvaise politique occidentale pour adopter une politique orientale nouvelle, la seule bonne ; ce qui nous ferait soudain, de ses adversaires, ses amis et alliés naturels. — Mais ne nous abusons pas, il n'existe aucun fait, aucun commencement de fait, aucun indice d'un pareil changement ; et plus l'union exclusivement italienne tendrait à être bonne pour nous, plus il est improbable qu'elle soit acceptée par l'Autriche actuelle ; plus une union italienne quelconque serait proposée ou acceptée par l'Autriche, plus elle serait probablement dommageable à l'Italie. — En ce qui concerne donc l'union douanière, comprenant les États italiens et les provinces austro-italiennes, il nous semble, sans nous y arrêter autrement, pouvoir conclure que, bien faite, elle serait, sans doute, la plus désirable, mais qu'elle est la plus improbable ; et que, mal faite, elle ne serait pas désirable ; ou plus brièvement, qu'il y a probabilité en raison inverse de la bonté.

6. Arrivons donc à la IV[e] et dernière des unions indiquées, *à l'union des États italiens entre eux seulement.* — Nous dirons de suite que, très-difficile en apparence, elle n'est pas telle en réalité, à moins que l'on ne tienne pour une illusion, une impossibilité, une supposition absurde, que les princes italiens ont le courage vulgaire de ne pas voir du danger où il n'y en a pas. Je dirais même qu'il y aurait injustice à ne pas espérer ce courage de deux ou trois de ces princes, qui pourraient, en se réunissant, for-

mer le noyau auquel se rattacheraient les autres, comme il est arrivé en Allemagne. C'est ici le lieu de répéter qu'en temps de paix, et pour des œuvres pacifiques, les petits princes sont puissants (grâce aux conditions de la civilisation chrétienne actuelle) autant que les plus grands. Qu'il me soit permis de citer un exemple qui me paraît se rapporter au cas présent. Dans les années qui suivirent la restauration de Ferdinand VII d'Espagne, quand la nation espagnole, enorgueillie de sa récente défense, croyant avoir délivré l'Europe au lieu d'être délivrée par personne, traitait les autres nations avec une superbe restée célèbre dans la diplomatie, un jeune diplomate se trouva chargé dans ce pays des affaires d'une puissance italienne. Comme il rencontrait de fréquentes difficultés et ne pouvait obtenir justice dans des affaires commerciales qui se reproduisaient chaque jour, il s'en plaignait, dans son zèle de novice, à un autre diplomate très-expérimenté qui représentait dignement dans cette cour une des principales puissances européennes. « Que voulez-vous, lui répondit celui-ci, « faites comme moi, prenez patience. — Eh! quoi, re- « prit le novice, vous arriverait-il aussi de ces tracas- « series? — Et l'autre : Certainement, chaque jour, à « moi, à nous tous, autant qu'à vous. — Mais com- « ment le souffrez-vous, représentants de grandes puis- « sances, qui d'un signe pourriez anéantir cet orgueil « espagnol? — Nous, reprit l'homme de sens et d'ex- « périence, nous ne le pouvons pas plus que vous. Nous « avons plus de vaisseaux, plus de forces, plus de sol- « dats, et peut-être plus de courage que ces gens là, c'est « vrai; mais tant qu'on n'en vient pas à faire usage de « tout cela, tant qu'il n'y a pas guerre, et, dans toutes « les affaires dont on ne veut ni ne peut faire un cas de « guerre, une petite puissance en vaut une grande, l'Es- « pagne, telle qu'elle est réduite, autant que nous, bien

« plus florissants qu'elle, et vous, autant que nous à son « égard. Ces Espagnols ne sont pas des sots, ils savent « cela, ils savent pouvoir autant que nous, en tout ce qui « n'est pas un cas de guerre; ils usent et abusent de « cette situation de paix toujours favorable aux petits. » — Le diplomate novice fit d'autant mieux son profit de la leçon, qu'elle était bonne à rapporter au logis, et il en conclut dès lors qu'en temps de paix les petits princes italiens peuvent beaucoup plus qu'on ne le croit d'ordinaire, et d'autant plus que l'Autriche n'a pas à gagner à la guerre, non-seulement pour les choses de peu d'importance, mais même pour celles qui sont graves. — En effet, supposons le cas (semblable à un autre indiqué dans le texte de ce livre) où un beau jour deux ou trois princes italiens reconnaîtraient d'accord l'opportunité d'une union douanière; où, tenant justement compte des immenses intérêts méridionaux et de ceux du Nord, grands aussi quoique moindres, ils feraient céder ceux-ci à ceux-là, au contraire de ce que nous avons vu devoir être fait dans l'entreprise éventuelle de l'indépendance. Supposons qu'en tombant d'accord, deux ou trois d'entre eux, sur les conditions principales, et les autres y accédant plus ou moins, une union douanière vînt un beau jour à être conclue et signée; je le demande aux plus prudents, ou même aux plus timides, qu'en arriverait-il, soit durant les négociations, soit après la conclusion du traité? Très-probablement, j'en conviens, l'Autriche s'y opposerait. Mais, encore une fois, que signifierait, que serait cette opposition de sa part? Qu'elle donnerait des notes, ou qu'elle ferait même des protestations, ou encore (bien que cela ne soit pas probable) qu'elle interromprait les relations diplomatiques, et plus probablement qu'elle fermerait plus que jamais ses frontières, aggraverait ses droits, séparerait du reste de l'Italie ses provinces italiennes. Mais tout cela, même

cette séparation, ne serait un grand dommage ni économique ni politique ; en tout cas, il serait largement compensé par les avantages économiques et politiques de l'union. Quant à la guerre, elle lui serait impossible; ou si jamais elle s'y résignait, elle lui serait immanquablement funeste. Si les princes italiens poursuivaient tranquillement leur affaire, ni l'Autriche, ni personne ne pourrait ni les empêcher d'accomplir leur projet, ni les forcer à défaire ce qu'ils auraient fait. Le secret n'y serait pas même nécessaire. Il faudrait voir une fois à la face de l'Europe si, d'après les traités, les princes italiens sont indépendants ou non; il faudrait revendiquer à la face de l'Europe, avec l'appui de la moitié de ses États, ce qui leur serait imprudemment refusé de cette indépendance garantie. Les tracasseries, les ennuis, les mauvaises raisons, les menaces, ne sont pas des dangers, il n'y a là que des paroles, et rien de plus. Il y en aurait en abondance à coup sûr; mais rien autre chose. En somme, il faudrait donc, pour former l'union dont nous parlons, moins de courage que d'activité, il faudrait moins s'affranchir de la frayeur que de l'indolence. — Cela en vaudrait bien la peine par les grands avantages qui en résulteraient. Politiquement, une union douanière ne vaut certes pas une union politique, et moins encore une confédération stable. Mais elle vaudrait bien mieux que tous ensemble, ces moyens tant vantés pour réunir et nationaliser l'Italie, tels que les traités typographiques, et les congrès scientifiques, et les comices agricoles, et le reste. L'expérience de l'Allemagne est évidente, et cette expérience est positivement ce qui déterminerait l'opposition de l'Autriche et ferait le mérite des princes italiens à ne pas se laisser effrayer par elle. Cette même expérience rend aussi évidente l'utilité économique. L'Italie se trouve dans des conditions semblables à celles de l'Allemagne, morcelée aussi en plusieurs États, intermédiaire entre

l'Orient et l'Occident, avec des intérêts provinciaux pas assez semblables pour se nuire par la concurrence, pas assez divers pour ne pouvoir s'accorder. Il n'est donc pas douteux qu'une union pareille, faite d'après des principes également larges, produirait infailliblement des effets pareils, des avantages pareils. Il y a même plus : la position de l'Italie au milieu de la Méditerranée, c'est-à-dire sur la route probable de tout le commerce à venir, est beaucoup plus heureuse que celle de l'Allemagne; ce qui permettrait de prévoir des résultats plus grands. Concluons de là que les princes trouvant une fois en eux le courage nécessaire pour ne pas voir le danger où il n'est pas, l'union des États purement italiens serait possible et avantageuse tout ensemble.

7. Récapitulons donc la comparaison des quatre unions douanières.

L'union allemande-italienne serait peut-être la plus désirable, mais elle est la plus difficile de toutes à effectuer.

L'union austro-italienne serait la plus facile, mais elle n'est pas désirable, elle n'est acceptable absolument par aucun État italien.

L'union italienne exclusive ne serait pas facile si elle était désirable, elle ne serait pas désirable si elle était facile; d'où suit, au résultat, qu'elle n'est ni désirable ni facile dans les conditions présentes.

La seule union italienne, impossible en apparence pour les peureux ou pour les oisifs, est possible en fait et désirable.

Je laisse chacun tirer la conclusion; elle sera bonne en raison inverse de la peur ou de l'indolence qui l'inspirera.

8. Il y a pourtant quelque chose à faire. Si nous laissons la question politique pour nous en tenir au point de vue économique, chacun reconnaîtra la nécessité évidente d'une union douanière italienne, et de sa constitu-

tion sur de larges principes commerciaux, ainsi que la nécessité de la faire promptement.—Et d'abord c'est un principe, un dogme économique généralement accepté, que lorsque plusieurs nations voisines entrent dans un grand progrès commercial, celle qui reste stationnaire tombe dans la faute funeste de rétrograder, non-seulement comparativement, mais encore positivement. Si ce principe avait besoin de démonstration, notre histoire nous la fournirait. Au commencement du XVI[e] siècle, le commerce italien était encore le plus considérable de tous; mais le Portugal et l'Espagne, puis l'Angleterre, la Hollande et la France s'étant ouvert des routes nouvelles et des marchés nouveaux, l'Italie, qui ne sut pas en profiter, déchut non-seulement dans sa condition relative, mais encore dans sa conditon positive, dans presque toute sa navigation, dans presque toutes ses industries; et si elle ne déchut pas, elle resta stationnaire dans son agriculture. — Or de nos jours, non-seulement plusieurs nations en Europe ont une activité supérieure à la nôtre, mais elles ont toute probabilité de l'accroître encore : l'Angleterre, parce qu'elle s'est procuré de nouveaux débouchés en Chine et dans l'Océanie, et s'est ouvert la route nouvelle de la Méditerranée et de l'Égypte, pour gagner ses immenses marchés orientaux tant anciens que nouveaux; la France, parce qu'elle se porte avec ardeur sur ces mêmes marchés et sur cette route; la Hollande, par le progrès continu de ses colonies chinoises, et parce qu'elle profitera aussi dans la Chine et dans la Méditerranée; l'Allemagne, par son union douanière et par son libéralisme commercial. Peut-être en sera-t-il de même de l'Espagne, si, sortant de sa malheureuse activité politique, elle entre (comme cela s'est vu) avec une égale ardeur dans la nouvelle activité commerciale, en se prévalant aussi de la nouvelle voie de la Méditerranée. Il est évident que tous ont fait des progrès

ou menacent d'en faire. Si nous ne progressons pas aussi, il nous arrivera une seconde fois d'empirer dans nos conditions relatives, et par suite, selon toute probabilité, dans celles positives. Quelle que soit notre activité présente, nous perdrons jusqu'à celle-là, en totalité ou en grande partie. —Mais comment pouvons-nous progresser? Ce n'est pas, à coup sûr, en conquérant aussi de grandes colonies: nous n'en avons pas la force; ce n'est pas en nous ouvrant de nouveaux marchés dans l'Orient, où non-seulement nous serions les derniers, mais encore très-inconnus. Ce n'est pas en espérant rivaliser à l'aide de nos produits industriels demeurés trop en arrière, ou de nos produits agricoles en trop petite quantité et trop chers comparativement. Nous n'avons d'espoir sensé de progrès commerciaux que dans notre admirable position au milieu de la Méditerranée, à travers laquelle s'est trouvée ramenée, sans peine ni mérite de notre part, la route du commerce universel. C'est pour nous qu'ont travaillé et travaillent encore tous ceux qui ramènent dans notre mer le commerce européen-asiatique, le plus grand du monde. Ceux qui vont et viennent passent sous nos yeux, dans nos eaux, touchent ou voient nos ports.— Mais ne nous y trompons pas, voyons les avantages de notre position tels qu'ils sont, ni plus ni moins. Ils ne sauraient venir que du voisinage qui peut rendre nos produits plus faciles à débiter dans l'Orient et les produits orientaux plus faciles à débiter chez nous, et faire de nos ports des points de relâche ou des entrepôts pour les allants et venants; ce sont donc des avantages d'exportations, d'importations, d'échelles. Mais de ces trois avantages, celui seul des exportations pourrait probablement être conservé en tous cas par les petits pays détachés de notre Italie; les deux autres, des importations et des relâches, ne peuvent se conserver ni s'accroître qu'en invitant par de gros marchés et par un accès facile;

deux choses qui ne pouraient avoir lieu que dans de grands États ou dans de petits associés par une union douanière. Aucun de nos ports n'est pour les étrangers ni un marché, ni un point de relâche nécessaire; il n'est que facultatif, et il ne sera fréquenté que lorsqu'il sera un gros marché et s'ouvrira facilement. Nos ports, marchés et relâches, nécessaires pour nos nationaux, ne seront bons pour eux-mêmes qu'à des conditions pareilles. Tant qu'Otrante et Naples ne seront que les marchés du royaume, tant qu'Ancône ou Civita-Vecchia ne seront que ceux des États du pape, Livourne de la Toscane, Gênes du Piémont, aucune grosse expédition ne se fera jamais d'Otrante, de Naples, d'Ancône, de Civita-Vecchia, de Livourne, de Gênes, ou pour ces différents ports. Mais si chacun d'eux pouvait être marché, entrepôt, lieu de transit, pour tout ou grande partie de l'Italie, à coup sûr, les motifs de s'y rendre et d'y entrer se multiplieraient pour les bâtiments étrangers et nationaux, et dès lors on verrait se multiplier non-seulement les industries et les opérations commerciales des lieux de relâche ou de transit, mais, par un effet infaillible, tous les produits de l'industrie et de l'agriculture nationale. S'arrêter à en déduire les preuves ne serait que de la pédanterie et une répétition inutile de ce que sait quiconque est médiocrement au courant des théories et des faits concernant l'économie politique.

9. Il n'est pas douteux pour ceux-là que l'union devrait être basée sur des principes commerciaux très-larges.— Chacun sait que les avantages de l'union douanière allemande ont été moins le résultat du fait même de l'union, que de la largeur des principes d'après lesquels elle se forma et s'accrut. Non-seulement en Allemagne, mais en Angleterre, en France, en Italie et partout, la science est unanime à considérer comme dogme cette largeur ou ce libéralisme. Les hommes pratiques seuls s'en écar-

tent, non qu'ils nient les principes, mais seulement la possibilité de telle ou telle application, ne combattant pas le dogme, mais y apportant des exceptions. Il ne serait peut-être pas difficile de démontrer la vanité de presque toutes ces exceptions dans tous les pays où elles se font. Mais tenons-nous-en à l'Italie, et voyons si l'ouverture de nos ports, l'abolition des tarifs protecteurs, les facilités commerciales largement concédées, nuiraient ou profiteraient à nos navigateurs, à nos industriels, à nos agriculteurs.

I. On cite d'ordinaire contre la libre navigation cet acte de navigation anglaise qui, en excluant ou en traitant avec désavantage les marines étrangères, fit, dit-on, se développer la marine nationale. Mais il me semble que dans cette citation les erreurs sont entassées les unes sur les autres. Il n'est pas prouvé en effet que ce soit cet acte restrictif qui ait fait s'accroître la navigation nationale; elle s'accrut par la position de l'Angleterre au milieu de plusieurs routes nouvelles, de plusieurs marchés nouveaux ouverts en 1500; de même que la position de l'Italie est au milieu des routes qui viennent de se rouvrir. Notre marine n'est pas d'ailleurs à ses débuts comme alors celle des Anglais, elle est en décadence ou au moins stationnaire. Il ne s'agit pas de nous enseigner à construire des navires ou à les diriger, mais à les construire et à les diriger de pair avec nos rivaux; ce à quoi l'émulation peut nous aider, et doivent nous nuire les priviléges. Enfin et surtout l'Angleterre a maintenant renoncé à ces restrictions, et elle nous enseigne ainsi, non à les prendre mais à les abandonner; l'Angleterre connaît notre époque commerciale; nous devons suivre, non les usages qu'elle délaisse, mais ceux qu'elle prend. Quand finironsnous de nous vêtir de ce qui est passé de mode chez les autres? — Mais laissant de côté des exemples bien ou mal cités, qu'on nous permette de poser directement une

alternative concluante. Ou les facilités nouvelles accroîtront effectivement le nombre des bâtiments étrangers sur les côtes d'Italie, ou il n'en sera rien; si cela n'est pas, les conditions des bâtiments italiens demeureront les mêmes qu'aujourd'hui, quant à la concurrence, et elles s'amélioreront en outre de toutes les facilités dont les étrangers n'auront pas voulu profiter. Si au contraire les étrangers en profitent et augmentent la navigation sur nos côtes, nous aurons aussi, nous, à en profiter, mais avec tout l'avantage (immense, comme le savent ceux qui ont quelque peu étudié la matière) qu'a toujours la petite navigation, mais voisine, courte, répétée, multipliée, le cabotage ou quasi-cabotage, sur la grande navigation, sur celle de long cours, à de rares intervalles. Que les ports italiens soient ouverts, qui en profitera le plus? Non certainement les bâtiments au long cours, non surtout ceux qui n'ont pas de relâches leur appartenant; mais bien les bâtiments italiens, qui ont le temps de faire trois voyages contre un des autres, et pour qui nos ports sont des relâches naturelles et les seules. — A l'heure où nous écrivons, il n'est peut-être pas de grand port italien où quelque navigation étrangère ne soit plus favorisée, à certains égards, que quelque navigation italienne. C'est une honte et un grave dommage. Mais une honte et un dommage plus grands, c'est que le gouvernement romain a proposé d'admettre sur le pied de l'égalité avec sa propre marine, celle de tous les États italiens qui useraient avec lui de réciprocité; et jusqu'à présent aucun gouvernement italien n'a répondu à cette proposition libérale.

II. Quant aux industries, quelles sont en vérité celles que l'on veut protéger en fermant les frontières ou en ne les ouvrant qu'avec rectriction? Celles du coton, ou des fers, ou des lins, ou du chanvre, ou de la soie, ou que sais-je? Il n'en est pas une en ce moment qui

surpasse celles de l'étranger, qui ait la supériorité sur les marchés européens ou hors d'Europe. Les soieries mêmes de Gênes, de Florence, de Turin, jadis renommées, ne sont rien sur ces marchés; et quant aux autres, relativement parlant, on peut dire qu'elles n'existent pas. Les expositions publiques, les médailles d'encouragement, les statistiques comparatives des accroissements annuels n'y font rien. Faites des statistiques comparées avec les productions anglaises, allemandes, françaises, et tirez-en sincèrement les véritables conséquences, sans vouloir trouver ce qui n'est pas, pour flatter ici les princes ou là les peuples, et vous verrez quel bel avenir industriel s'apprête pour l'Italie. Il est si triste, si nul, qu'une pareille nullité suffirait pour qu'on se dît: Faisons tout au rebours de ce que nous avons fait jusqu'ici, nous ne pourrons faire que mieux; puisque les clôtures nous ont amenés là, ouvrons, pour Dieu, une bonne fois, afin d'en essayer; il ne saurait en résulter rien de pire que ce qui est ou que ce qui s'apprête.— On pourrait, au contraire, espérer beaucoup d'améliorations si les princes italiens, éclairés comme ils sont pour la plupart (ce qu'on ne prendra pas pour une flatterie), en venaient à appliquer franchement, tous ou presque tous d'accord, ce grand principe du laissez faire, laissez passer, auquel nulle contrée ne se trouve peut-être aussi préparée que l'Italie. Le petit nombre des industries existantes diminuerait le dommage inévitable de la concurrence admise. Et puis, nous avons eu plus d'une fois occasion de l'observer, l'esprit italien l'emporte sur tous en variété merveilleuse, en aptitude à se modifier. Il variera, il se modifiera encore en cela. Les industries les moins puissantes, moins naturelles, tomberont; mais celles qui seront naturellement puissantes se développeront. Si les hommes d'État qui auront à s'occuper de cela, voulaient se livrer au calcul minutieux de toutes les importations ou exporta-

tions utiles à accorder pour toutes les industries italiennes une à une, ils y perdraient probablement leur temps et leur peine, comme tant d'autres; mais s'ils s'en remettaient au vieil esprit italien et à l'activité nouvellement excitée dans le pays, il y a quatre-vingt-dix probabilités sur cent pour que celle-ci, comprimée comme elle est à tant d'autres égards, se précipite tout entière vers cette nouvelle issue et y fasse des prodiges. Est-il possible que nous, qui produisons tant de soie, nous n'arrivions pas à la travailler aussi bien que les Français et les Allemands? Est-il possible que nous ne parvenions pas à manufacturer les cotons d'Égypte, si voisins de nous, de pair avec ceux qui ont à les tisser au centre du continent européen? On nous dit à tort que la nature nous a refusé cette faculté en nous refusant le charbon fossile et, par suite, les machines à vapeur. Tous les cours d'eau de l'Italie sont-ils exploités? Ne confondons pas : les eaux ne valent pas la vapeur pour les chemins de fer; mais pour les industries qui ne sont pas locomotrices, les eaux, une fois disposées d'une manière opportune, tombant toujours, valent mieux que la vapeur, et tant qu'il restera en Italie un fleuve ou un ruisseau dont les chutes ne seront pas utilisées, nous n'avons pas sujet d'accuser la Providence, ni d'affecter une résignation qui, en définitive, n'est que de la paresse. Ce n'est pas le charbon qui nous manque, mais bien l'activité, et il ne manque à l'activité que la concurrence; la concurrence, dis-je, qui nuira sans doute aux paresseux, mais qui profitera aux hommes actifs, qui sont les seuls dont la nation ait à profiter elle-même. Que les Italiens se pénètrent bien de cela, mais surtout les princes : les ennemis de leur gloire, de leurs intérêts, de leur puissance, sont les paresseux, les bons vivants, toute cette classe de gens obstinés à ne rien faire, envieux de ceux qui font, et les entravant de leur mieux. Quand quelques-

uns ou beaucoup de ceux-là auraient à pâtir de l'activité des autres, il n'y aurait pas grand mal; le bien des bons amène toujours le mal des mauvais, et il ne faut pas mettre obstacle au premier pour le second.

III. On dit encore que les industries italiennes ne sont et ne seront rien dans l'avenir, en comparaison de l'agriculture. Je ne le crois pas; mais admettons qu'il en soit ainsi, que les espérances matérielles de l'Italie doivent avoir uniquement pour objet l'agriculture. De toute sorte, ces espérances s'accroîtraient d'une manière incalculable par une union douanière formée sur des principes larges. Nos principaux produits agricoles sont les céréales, les riz, les chanvres, les lins, les huiles, les vins, les fourrages et les soies. Mais tous ces produits (à l'exception des fourrages) sont propres à tous les pays qui entourent la Méditerranée; on peut prévoir même qu'ils se multiplieront, ceux-ci dans telle contrée, ceux-là dans telle autre, au point d'y devenir à plus bas prix qu'en Italie. Aucune méthode nouvelle, aucune société agricole, aucun encouragement gouvernemental ne peut conjurer un tel dommage. Ce ne sont là que de petits remèdes homéopathiques. Il n'est qu'un grand remède, et c'est, ou la clôture absolue, en laissant à nos produits l'approvisionnement exclusif de nos marchés; ou l'ouverture absolue, pour les équilibrer avec ceux de l'étranger, pour faire abandonner les productions désavantageuses et favoriser d'autant celles qui présenteront un avantage. Mais le premier de ces grands remèdes est difficile, peut-être impossible à appliquer, chacun le sait, dans un pays aussi accidenté que l'Italie, dont la position sur le passage général donne tant de facilité à la fraude; et puis il ne servirait qu'à nous donner l'avantage sur les marchés nationaux, et à accroître notre désavantage sur ceux de l'étranger. Ainsi donc le second remède, l'ouverture, qui équilibre toutes les produc-

tions et accroît les plus naturelles, est en résultat le seul profitable et possible ; autant vaut-il donc y recourir tout d'abord. Ce ne sont pas les méthodes de culture qu'il s'agit de changer, mais les cultures elles-mêmes. Nos méthodes sont bonnes depuis des siècles, et il n'y a que peu ou même rien à y ajouter. Mais les cultures doivent changer de siècle en siècle, selon les conditions nouvelles; or, c'est ce que nous n'avons pas fait, et que nous devons faire. — Nous avons précédemment excepté les fourrages des produits italiens qui ont à redouter la concurrence. En effet, si l'on fait le tour de la Méditerranée, on ne trouvera peut-être pas une contrée qu'on puisse comparer, sous ce rapport, avec toute l'Italie septentrionale et avec plusieurs parties de l'Italie méridionale. On peut donc prévoir que ces contrées n'arriveront peut-être jamais, et à coup sûr de longtemps, à nous faire concurrence pour les fourrages, et, par suite, pour l'éducation des bestiaux et les laitages. Plus donc la concurrence diminuera la production des céréales, plus nous pourrons trouver une compensation et peut-être un avantage dans la production en fourrage, en bestiaux, en laitages. Car la population augmentant, et, par suite, le luxe, sur les autres côtes de la Méditerranée, les demandes de nos produits en ce genre s'accroîtront à proportion, et d'autant plus que ce sont des produits qui, de leur nature, sont toujours plus recherchés dans les localités les plus voisines. Il résulte de là, en somme, que l'Italie est destinée à voir s'accroître beaucoup, immensément, ce genre de production, à mettre en pâturages toutes les terres qui en seront susceptibles, à utiliser dans ce but tous ses cours d'eau, ainsi que tous les travaux accumulés par plusieurs générations, et à les augmenter de beaucoup; ce qui est pour elle, en résultat, un avenir spécial, une source très-abondante d'activité et de richesses en tout genre (1). — C'est là, sans doute, notre prin-

(1) Dès la plus haute antiquité, les peuples italiens considéraient

cipale espérance agricole. Mais ce n'est pas la seule. Nos riz sont jusqu'à présent sans concurrence dans les pays à l'entour de la Méditerranée; nos huiles ont soutenu jusqu'ici, ou à peu près, toutes les concurrences, et si nos vins n'ont pas eu le même sort, ils pourraient lutter avec succès dès que des perfectionnements et des encouragements auraient relevé cette industrie, la seule peut-être qui, parmi les nôtres, soit susceptible de profiter des uns et des autres. Ses produits s'accroîtraient aussi probablement par le voisinage où nous sommes de toutes ces immenses régions en progrès probable. Ici plus qu'ailleurs, les progrès des autres aident ou même déterminent forcément les nôtres. Notre nonchalance seule pourrait y faire obstacle. Ce serait au cas seulement où nous ne voudrions pas produire ce qu'on nous demandera chaque jour davantage autour de nous, que les demandes se reporteraient ailleurs, et peut-être pour toujours. Si nous nous obstinons à vouloir produire des blés comme le midi de la Russie, comme la Barbarie ou l'Égypte, à confondre (comme font trop d'agriculteurs, d'administrateurs et d'économistes) l'agriculture en général, avec la culture des céréales; si, dans un siècle de communications infinies, nous nous obstinons à produire tout, ou à considérer comme nécessaire la production des blés; si nous sacrifions à celle-ci les produits qui nous fourniraient des richesses pour en acheter, des armes et des vaisseaux pour nous en procurer toujours, cette préférence surannée nous fera manquer l'occasion, et non-seulement l'Italie déchoira une seconde fois dans son commerce, mais elle déchoira dans son agriculture,

les prés comme la propriété la plus productive. On sait que Caton, interrogé sur le premier moyen de s'enrichir par l'agriculture, répondit : *Ayez beaucoup de pâturages;* le second : *Ayez des pâturages médiocres*; le troisième : *Ayez des pâturages même mauvais.* TRAD.

ce qui sera le dernier dommage matériel. — Le dommage matériel entraînera à sa suite les dommages moraux, plus funestes encore, de l'inactivité et des vices qui toujours l'accompagnent. Dans les siècles passés, l'activité cessa presque seulement dans les hautes classes, et tout au plus dans les rangs industriels. L'agriculture en progrès, durant les grands siècles de l'Italie, s'était soutenue durant ses jours d'épreuve, et elle sauva l'activité dans une grande partie de la nation. Mais malheur à nous si elle venait à cesser encore dans cette partie, et si notre nation entière avait à tomber dans la torpeur, quand tous les peuples environnants, ou plutôt tous les chrétiens, redoublent d'activité. Alors la mesure de nos malheurs serait comble; alors il n'y aurait plus à compter que sur ces remèdes extrêmes que la Providence permet sans doute, mais que tout homme de bien doit s'étudier à éviter sans cesse, autant que possible, dans toutes les circonstances.

10. Ainsi donc, quelque chose qu'on veuille ou puisse faire, il s'agit de la faire au plus tôt. Il n'y a pas seulement nécessité, il y a urgence. Notre avenir commercial, industriel et agricole se décidera, peut-être pour des siècles, dans les années qui avoisinent la moitié de XIX[e] siècle, peut-être dans le peu qui reste pour y atteindre. Ce sont là les années décisives de l'économie politique de toutes les nations européennes, mais plus encore de l'Italie. Ne nous en inquiéterons-nous pas? Le commerce universel prendra d'autres habitudes, et chacun sait combien les habitudes commerciales sont difficiles à changer. Profiterons-nous, au contraire, de cette nouvelle et grande occasion, peut-être la dernière que nous offre la Providence, de notre position magnifique au milieu de la Méditerranée? de ce que nous nous trouvons la première nation européenne sur la route de l'Orient qui vient de se rouvrir? Et, parlons net, en profi-

terons-nous plus largement, plus hardiment que les autres nations riveraines de la Méditerranée? Rendrons-nous l'entrée et la sortie plus faciles dans nos ports que les autres Etats? Alors les nations plus éloignées, qui n'ont point d'échelles dans la Méditerranée, la Hollande, l'Allemagne, la Suisse, l'Amérique, en profiteront beaucoup, et celles-là mêmes en profiteront qui ont des relâches ou des côtes sur la Méditerranée, comme l'Angleterre, la France et l'Espagne, si nous savons les précéder dans cette voie libérale. Ces habitudes une fois prises, elles continueront même alors que l'Angleterre, la France et l'Espagne entreraient dans cette voie où nous les aurions précédées. Mais soyons-en bien convaincus, il s'agit ici d'une course, et d'arriver les premiers; il s'agit ici de prendre le seul avantage qui nous reste à saisir. D'autres nations ont d'autres avantages, d'autres supériorités, plus de vaisseaux, plus d'industrie, plus de marchés; nous ne pouvons les leur enlever, nous ne pouvons prendre que ce qu'ils n'ont pas su s'approprier jusqu'ici : les libertés du commerce. — Je fais, en résumé, une seule hypothèse de l'union douanière italienne, des facilités commerciales et de la promptitude d'exécution. Les facilités sans union, ou l'union sans facilités, ou l'union et les facilités sans prompte exécution, ne serviraient à rien. Supposons que Naples, qui est la mieux située, entrât seule dans les voies libérales, elle ne pourrait offrir un gros marché sans l'union; le bâtiment étranger ou national entré dans l'un des ports napolitains devrait écouler tout son chargement dans le royaume, ou l'emporter dans d'autres ports italiens, où l'attendraient de nouveaux droits, de nouvelles législations. Une fois l'armateur trompé, il ne reviendrait plus, ni lui ni d'autres; on n'aurait ni grands arrivages, ni grand commerce d'aucune sorte. Admettons, au contraire, l'union formée, mais

sans facilités libérales, elle ne servirait à rien ; les habitudes étrangères, et même nationales, se perpétueraient au profit d'États plus libéraux. Supposons enfin l'union formée, et sur des bases libérales; mais quand (sous peu d'années probablement) les autres nations riveraines de la Méditerranée en seront venues à ces mêmes mesures libérales, alors encore elle ne servira à rien. Si une fois nous sommes devancés, jamais nous n'arriverons. — Je sais aussi que faire les innovations peu à peu est un dogme de bonne économie politique; mais c'est aussi un dogme de bonne économie politique qu'il est des exceptions à tous les dogmes. Or, c'est ici le cas d'une exception au dogme du *peu à peu*. Le nouveau commerce d'Outre-orient et celui de la Chine en sont à leurs débuts; mais dans dix ans au plus ils auront pris toutes leurs habitudes. La route de l'Égypte en est à ses commencements; mais d'ici à dix ans elle aura acquis toutes ses commodités. Ces quelques années, durant lesquelles s'établiront ces habitudes et ces commodités, sont précisément celles qui sont irréparables. Lorsqu'elles seront passées, il n'y aura plus rien à faire, rien à espérer pour l'accroissement de notre commerce, de notre industrie, de notre agriculture, c'est-à-dire, pour nos grandes activités nationales. Loin d'arriver à la suprématie, ou même à l'égalité, si nous n'y pourvoyons à temps, nous sommes peut-être pour tomber dans une infériorité comme on n'en vit jamais; infériorité à l'égard de tous les autres, qui vont développer une activité comme on n'en vit jamais; infériorité envers nous-mêmes, qui n'avons jamais eu une occasion aussi belle à saisir, aussi déplorable à perdre. Mais Dieu nous garde d'un avenir aussi sinistre. Que Dieu inspire de la force d'âme à ceux à qui il appartient de sauver la génération italienne actuelle du mépris, de l'exécration de la postérité. A quoi nous servirait de nous flatter ou de nous taire? La postérité

est inexorable, et elle l'est d'autant plus dans ses jugements, quand elle a à prononcer sur ce qui a été altéré ou tu par les contemporains (1).

(1) Au moment de mettre sous presse la dernière feuille de cette traduction (que nous faisons imprimer à nos frais, dans le but unique de servir les intérêts de notre pays), nous apprenons la triste nouvelle des insurrections qui ont éclaté dans le royaume des Deux-Siciles, et que l'on s'attend à voir éclater dans les États du pape. Libre à chacun de s'en réjouir ou de s'en indigner, de les louer ou de les flétrir. Nous essayerons de contenir notre douleur vis-à-vis d'un spectacle aussi affligeant que celui qui nous est offert par notre patrie se débattant depuis tant de siècles, surtout dans les dernières cinquante années, sous le poids d'un malheur sans égal, le malheur de se sentir guérie et de se voir forcément enchainée au lit de ses souffrances. Nous l'essayerons afin de pouvoir dire avec calme que, si c'est un devoir pour tous les gouvernements de défendre le dépôt sacré de l'autorité publique, c'est aussi une maxime qu'on ne viole pas toujours impunément, que celle de faire à temps les concessions qui sont réclamées par l'opinion générale, quand elle s'est manifestée d'une manière incontestable, et surtout quand elle a triomphé chez les nations voisines.

Or, quel est, à l'entour de l'Italie, le peuple qui n'ait obtenu ou conquis des institutions nouvelles? Quel est le coin de la Péninsule qui n'ait pas exprimé ce vœu par des démonstrations répétées? qui n'ait pas entendu les gémissements des prisonniers d'État? qui n'ait pas été arrosé du sang des victimes politiques? Quel est enfin le pays du monde où l'on ne rencontre des Italiens soupirant en vain après leurs foyers?

Oh non! un pareil état de choses ne saurait durer. Les moyens de répression n'ont pu, ne pourraient que l'aggraver.

En attendant, c'est du fond de notre âme navrée d'affliction que, nous adressant à nos compatriotes, nous leur disons : réunissons-nous tous, tant que nous sommes, princes et peuples, au pied des autels, pour y déposer jusqu'aux plus légères rancunes qu'un même amour pour la patrie, mais différemment senti, a fait germer dans nos cœurs; pour nous écrier :

« Nos pères ont péché, Seigneur; ils ne sont plus, et nous « avons porté la peine de leurs iniquités : nous-mêmes nous avons « agi injustement, et nous nous sommes attiré votre colère.

« C'est pourquoi vous êtes devenu inexorable.

« Mais nous voilà tous, contrits et repentants à vos pieds, Sei-

« gneur; considérez que ce n'est pas nous qui avons dit : Cruci-
« fiez, crucifiez; souvenez-vous que nos ancêtres accueillirent, au
« contraire, parmi eux, et défendirent de toute atteinte le gage
« éternel de votre sublime sacrifice.

« Tournez vers nous vos regards miséricordieux, Seigneur; et
« pardonnez à l'Italie.

« Pardonnez à l'Italie, Seigneur; et ne souffrez pas plus longtemps
« que ceux qui viennent la visiter frappent des mains en la voyant;
« qu'ils la sifflent en branlant la tête, et qu'ils disent : Est-ce donc
« là ce pays d'une beauté si parfaite, qui était la joie de toute la
« terre? » TRAD.

Le Vendredi saint de 1844.

TABLE.

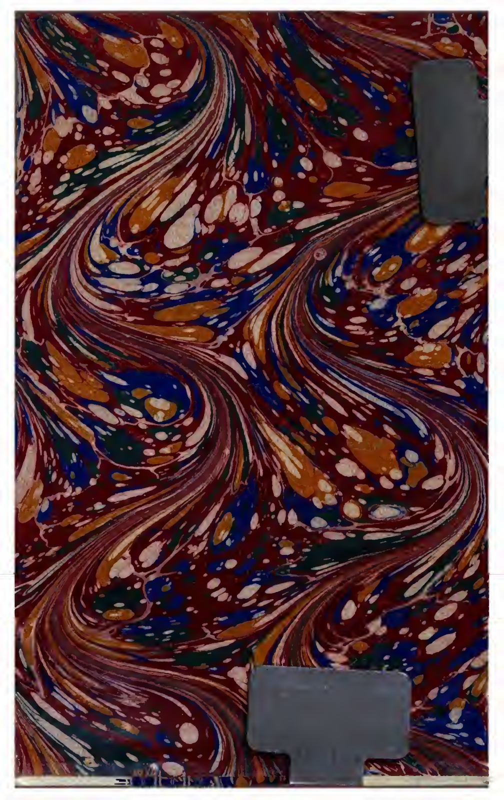
ERRATA.

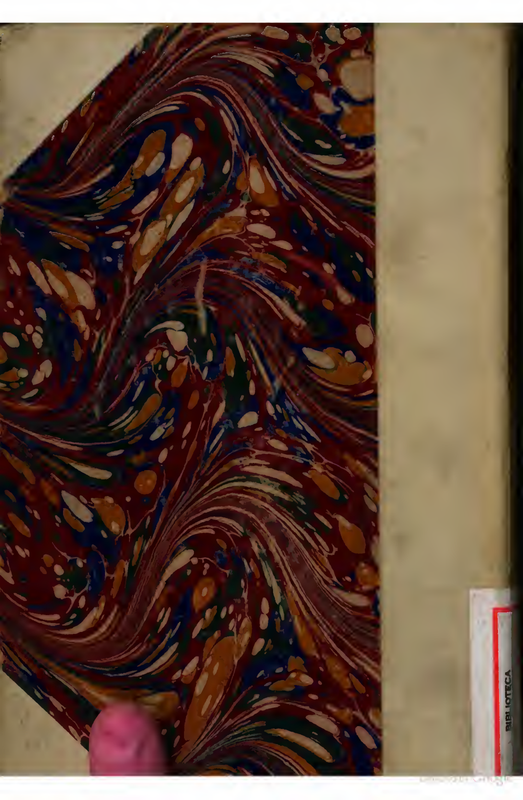
Page 48, au lieu de SEIZE SIÈCLES, *lisez* TREIZE SIÈCLES.

— 174, — CHAPITRE SIXIÈME, *lisez* CHAPITRE DIXIÈME.








BIBLIOTECA